

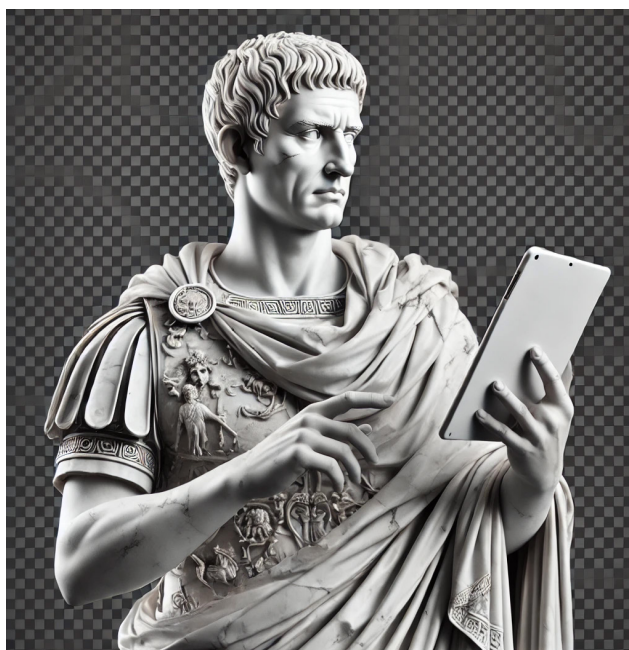


Dys rup tion

#02

Populismes

Populismes !



POUR MES EQUIPES ET POUR ROBERT, L'ABSENT, POUR QUI CETTE REVUE CONTINUERA ET QUI NE L'AIIRA PLUS!



L'avenir d'une illusion

AU CONGLOMÉRAT, LA PATRIE RECONNAISSANTE

Il en va du peuple comme du sexe. Plus on en parle, moins on le fait. A ce titre, la visite du moindre kiosque à journaux nous tend le miroir de notre puritanisme. Tous nos grands plumitifs plus ou moins gorgés de subventions étatiques jacassent, dissertent et pérorent sur un mannequin de cire qu'ils prétendent être le cadavre encore chaud d'un corps social. Selon leurs obsessions d'éditorialistes, les causes de la mort varient : société de consommation, immigration, destruction de la famille, montée de l'individualisme. L'important est de se découvrir une vocation de thaumaturge voire de nécromancien pour recoudre cette carcasse populaire avec les pauvres fils blancs qu'ils ont en stock dans leur misérable besace idéologique : vivre ensemble, multiculturalisme, autorité, nation... On s'était bien foutu de la gueule d'Eric Besson, ministre de Sarkozy dont la casquette la plus sinistre avait été d'animer le débat sur l'Identité nationale™, lorsqu'en bon croque-mort il avait jeté la dernière pelletée sur le cercueil en expliquant que la France était un «conglomérat». C'était pourtant un visionnaire. Sa fiche Wikipedia l'atteste puisque d'homme politique il est devenu homme d'affaires.

Car oui, à l'instar d'Eric Besson passé de la gauche à la droite, cessons un moment nos tartufferies. Cela fait bien trop longtemps que nous cachons sous de prudes étoffes bariolées aux couleurs nationales ce conglomérat que nous ne saurions voir. Pourtant, scrutons la population qui s'agite à l'ombre des regards un peu sévères des statues des monuments aux morts. Si nous cessons d'être lâches, il nous faudra bien admettre que ce Monsieur Besson maniait l'art de la litote. Conglomérat était un mot bien faible. Ce qui se déploie devant nous c'est un magma d'intérêts, un capharnaüm de dissonances, un pandémonium de discordes. Même l'Assemblée nationale a plus de cohésion et de tenue que ce spectacle de vieux détestant les jeunes, d'hommes détestant les femmes, de blancs détestant les noirs, de riches détestant les pauvres. Et réciproquement.

LE SPECTRE DU POPULISME

Jadis, le vieux Marx voyait dans le communisme un spectre qui hantait l'Europe. Au fil des élections, les savants et les doctes braquent leur génie sur l'ectoplasme populiste qui viendrait chatouiller les pieds de nos démocraties ronflantes. Le propre des fantômes est de ne renvoyer à rien de tangible. Assez logiquement, le populisme, défini comme un mouvement politique s'appuyant sur le peuple pour s'opposer aux élites, est aussi vaporeux que les catégories qu'il prétend mobiliser. En effet, comment définir le peuple ? Les gens dans le métro à six heures ? Une communauté de destin historique ? Des spécificités ethniques ? Ceux sur qui s'exerce le pouvoir ? Les descendants des poilus de 14 ou des vaincus de 40 ? A chaque fois, ces définitions du peuple ont quelque chose d'inférieur parce que nous parlons avant tout des autres. Des «gens», ces fameuses marionnettes sans destin qui seraient partout et affublées de toutes les tares et dont on remplirait les cimetières et les universités entre deux voyages au safari chez Hanouna pour les voir «de près». Et comment définir des élites ? Des «gens» déconnectés et gorgés de privilèges, des traîtres qui du haut de leur tour d'ivoire ne comprendraient pas ou mépriseraient les transformations sociales et qui mériteraient au fond, comme l'ancienne aristocratie, d'être chassés ou pire ? A chaque fois, nous voyons le même mécanisme qui se met à l'œuvre : ignorance, généralisation et déshumanisation.

Darth Vader ne serait rien sans les Jedis. Le Yin n'existe pas sans le Yang. Au cœur de la dynamique populiste, on retrouve un autre de ces attelages infernaux : la dialectique entre l'extrême-centre et les extrêmes, qu'ils soient de gauche ou de droite. L'extrême-centre constitue un populisme par et pour les élites, qui flatte leurs instincts naturels de supériorité morale, de complaisance égotique et d'appétit de domination. Il leur permet de se parer des masques de la démocratie et de l'Etat de droit pour disqualifier les expressions populaires présentées comme chaotiques et rétrogrades. Coalition des gagnants ou de ceux qui s'imaginent en être, cet extrême-centre est bien un populisme qui ne dit pas son nom puisque s'il est des bas instincts qu'il flatte, ce sont ceux que noircissent les âmes des individus s'imaginant surplomber le peuple, par leur éducation, leur réussite sociale, ceux qui chausseraient volontier la botte de fer cloutée dont Orwell disait qu'elle martelait le visage des hommes tout au long de l'histoire. Né sous la Révolution dans les remugles du marais de la Constituante qui agitent tous les barnums jusqu'au



dernier avatar du gouvernement Barnier.

Mais après la créature du marais viennent celles des marécages. Les populistes extrémistes ou désignés tels de la gauche ou de la droite. Ici encore, point de politique sérieuse à espérer puisqu'ils ne cherchent ni à créer l'unité ni à élever les âmes mais simplement à flatter les bas instincts des laissés pour compte ou de ceux qui s'estiment tels. Xénophobie, paniques morales ou autoritarisme ne sont pour les populismes de droite que le reflet tristement symétrique de la classophobie, du terrorisme intellectuel et de la démagogie des populismes de gauche. Peu importe l'attrait que les propositions de chacun peuvent exercer sur les esprits flétris et désarçonnés par les trahisons et la morgue répétée de l'extrême-centre. Accepter de rentrer dans de telles logiques, c'est admettre que l'axe du jeu politique est bien celui constitué par les propositions de l'extrême-centre. On ne bat jamais le Diable à son propre jeu si on en accepte les règles. La créature de Frankenstein ne se révolte contre son créateur que pour devenir pire que lui et éteindre la grandeur qui aurait sommeillé en elle.

La tradition politique du populisme était noble car, à son meilleur, elle pensait hors des cadres et renversait la table du jeu. Les populismes d'extrême-centre, d'extrême-droite ou d'extrême-gauche contemporains sont apolitiques dans leur souci d'enfermer des sociétés en ébullition et connaissant des transformations technologiques rapides dans des schémas préétablis. Peu importe au fond qui a tiré le premier. Que nous importe de déterminer si l'extrême-centre est né de la peur de l'aveuglement des foules, la 'mobocratie' ou si les populistes d'extrême-droite ou d'extrême-gauche sont apparus en réaction au mépris des élites assimilé pour l'un à la xénocratie et pour l'autre à la ploutocratie ? Il s'agit de conceptions rétrogrades, paranoïaques et profondément réactionnaires des dynamiques sociales d'où la générosité, le dynamisme et l'inventivité des conceptions populistes antérieures sont singulièrement absentes. Et à quoi bon parler et vivre politique si ce n'est pas pour avoir confiance dans l'avenir et les possibilités des collectifs humains que l'on nomme peuple à le transformer ?

Penser la politique ou la société à travers le prisme de l'affrontement entre élites et peuple est stérile autant que dangereux. La diversité de nos sociétés est désormais tellement importante que les réductions à des affrontements binaires ne peuvent servir qu'à neutraliser toute réflexion politique ambitieuse. Il suffit de voir l'évolution de la France, vieille nation politique, au cours des dix dernières années. Les partis politiques traditionnels y ont disparu pour laisser la place à trois populismes. Aucun d'eux ne s'adresse au peuple dans son ensemble mais plutôt au segment qu'une étude de marché habile leur a fait guigner. D'un côté, nous avons le macronisme, nouvel avatar de l'extrême-centre, qui est un populisme pour ceux qui peuvent encore se prélasser dans les salons de la richesse française. Il leur fournit un discours idéologique en mocassins tapissés de valeurs républicaines un peu faisandées, de douce supériorité morale et d'immobilisme gigotant placés sous les auspices généreuses du veau d'or. Un peu plus mal loti, sur un strapontin du vestibule, nous trouvons le populisme d'extrême-droite du RN pour classes moyennes flippées par la mondialisation. Ici, tout est kitsch et en toc : le nationalisme y est épidermique, la conscience sociale mince comme un



papier à cigarette et le projet avant tout électoraliste. Heureusement que sa médiocrité a été masquée depuis des décennies par les cris de vierge effarouchée de ses contempteurs qui nous ont fait passer le clan des Bécassines pour le gang de Moriarty. Enfin, la troisième tête de l'hydre populiste, celui d'extrême-gauche, hypnotise un public plus bigarré. On y trouve un équipage assez improbable de professeurs en déclassement rapide, d'enfants d'immigrés le cœur plein d'espoir et de bourgeois inadaptés. Dans leur candeur et leur naïveté, ils pensent que leurs échecs répétés sont le fruit de leur volonté d'insoumission. Ils ne sont pourtant que la conséquence logique du système capitaliste contemporain qu'ils n'osent ni combattre ni comprendre, paralysés par leur flemme couarde de perdre le peu qu'il leur reste, à savoir leurs certitudes et leur supériorité morale. Pas étonnant qu'ils s'entendent avec les nantis en mocassins sur l'essentiel à chaque élection que Dieu (ou Jupiter) convoque.

Tout ce petit monde se considère comme porte-parole d'un peuple qui n'existe pas ou plus, laissons les historiens en statuer. Les élites étant ceux de la chambre d'à-côté, la grille de lecture qu'on nous propose actuellement est une garantie de guerre civile froide, voire peut-être chaude, dans la colocation pendant que le propriétaire peut dormir tranquille : il ne trouvera jamais un front uni de locataires exigeant qu'il mette enfin la sinistre bicoque aux normes du XXI^{ème} siècle. A leur décharge, le XXI^{ème} siècle n'est plus le XIX^{ème} siècle. Le propriétaire commence de plus en plus à se dire que ces locataires sont bien incommodes et que les IA, la robolution et la raréfaction des ressources pourraient l'amener à s'en passer bientôt. Certains Américains ont peut-être voté Clinton, le cœur satisfait d'échapper à l'opprobre dont elle agonisait les partisans de Trump («bande de minables/ basket of deplorables»). Ils risquent de vite déchanter : entre les mâchoires du molosse capitaliste de surveillance sans usines nous sommes tous des minables en sursis.

LA FIN DES PROLÉTAIRES

Les mouvements populistes du XIXème ou du XXème siècle avaient un atout par rapport aux populismes Canada Dry de notre époque. Ils s'appuyaient sur des corps sociaux structurés et surtout relativement utiles au pouvoir. Le populisme américain fut puissant parce que ses troupes étaient constituées de petits propriétaires terriens, dans l'acceptation républicaine du terme, qui ne vivaient pas au crochet de l'Etat. De même, les mouvements populistes ouvriers étaient animés par des prolétaires : des gens qui louaient une force de travail dans un rapport de force avec le Capital qui avait besoin d'eux pour faire tourner les usines. Quand un rapport de force existe, on peut toujours négocier, se battre et arracher une amélioration de son destin.

Rien de tel de nos jours. Les petits propriétaires ont disparu ou ont été asservis par les réseaux de la grande distribution. Quant aux prolétaires, ils sont désormais dissous dans la masse de ce que l'anthropologue Graber nommait les «Bullshit Jobs», ces emplois qui ne servent à rien sinon à faire tourner la machine économique pour donner l'illusion qu'elle fonctionne encore selon des principes équitables et soutenables pour la collectivité. En réalité, le capitalisme a muté et nous a rendus obsolètes (Brzezinski nous avait prévenu, il y a plus de cinquante ans, en annonçant une ère technotronique où 70% de la population serait inutile). Il nous a mis sous perfusion en faisant de nous de la chair à donnée. Par la satisfaction de nos besoins, nous nourrissons un système qui nous maintient de manière miséricordieuse en vie parce que nous lui sommes plus utiles mort-vivants que morts. Dans cette perspective, où est l'espace pour la révolte populiste ? Il n'y a rien à négocier : on nous a déjà tout donné, notamment le loisir de nous épuiser à vivre une vie inutile et superfétatoire de monade adorant contempler son auto-destruction. Il n'y a rien à changer : le monde qu'on nous propose est le moins mauvais possible et d'ailleurs nos maîtres sont si bons qu'ils pilotent de manière graduelle la descente aux enfers de notre niveau de vie. Il n'y a rien à espérer : l'aspiration à la liberté a été tellement meurtrière et pesante au fil des siècles que nous nous contentons désormais de la satisfaction de désirs suscités artificiellement par des ingénieries sociales. Le populisme était un surgissement. Un émerveillement dangereux de voir les doux liens du politique brutalement unir des personnes libres dans leur quotidien. Nous préférons la morne certitude des chaînes du jour sans fin que le système nous condamne à vivre.

TIC... TAC...

A moins que nous ayons mal interprété le populisme en l'enfermant dans ce duel compassé entre élites et peuples ? Ceux que l'on nomme traditionnellement les élites sont autant victimes du système et de sa déshumanisation que ceux qui l'on présente comme le peuple. Certains souffrent juste en mocassins alors que d'autres sont assis sur un strapontin. Pour éviter le duel des souffrances qui s'apparente à un combat de nains dans un métro inondé un jour de panne électrique, pourquoi ne pas prendre un peu de hauteur et considé-

rer la tension populiste comme l'émanation d'une vérité humaine bien plus profonde ?

En effet, le populisme peut aussi être vu comme un affrontement générationnel. Chaque génération se retrouve plongée dans un monde aux institutions et aux systèmes économiques en décalage par rapport aux révolutions technologiques et philosophiques qui agitent son cœur. Rien d'étonnant à cela : le système et les institutions ont été imaginés par la génération précédente, désormais devenue vieille et bardée de la certitude qu'il faut que rien ne change pour qu'elle puisse mourir en paix. La question du populisme n'est donc pas seulement une question politique mais une question de filiation. Le populiste est l'adolescent rebelle qui vient de repeindre sa chambre en noir et qui veut fonder un groupe punk pour sentir le vent du monde agiter ses cheveux et entendre son cœur palpiter. Mais le populisme, c'est aussi l'inquiétude et la nostalgie du parent grisonnant qui regarde cet adolescent plein d'espoir et de peur en sachant qu'il sera quoi qu'il advienne un futur où il n'aura pas sa place. Sous cet angle générationnel, on comprend alors que ce qui est appelé de manière impropre le populisme est le cycle éternel de la vie et du renouveau. Alors, pourquoi la situation de stase que nous connaissons à l'heure actuelle ? Pourquoi avons-nous l'impression que toutes les révolutions politiques depuis mai 68 ont échoué ?

La jeunesse peut être maudite : quand elle cherche à se vieillir prématurément pour échapper aux douleurs de la vie. Zweig parlait, dans «Le Monde d'hier», de cette atmosphère de rabougrissement prématuré de la jeunesse viennoise avant 1914. Qu'aurait-il dit en voyant la teinture grisonnante des cheveux de Laurent Wauquiez ? Mais la vieillesse peut également connaître une malédiction : celle du jeunisme qui vous fait porter des baskets jusqu'à votre fauteuil roulant. Les enfants du baby boom y ont succombé en refusant de laisser les clefs de la maison aux générations suivantes, qu'elles soient X ou Y. Les rares jeunes ayant percé, comme notre bien-aimé Président, sont des jeunes avec des idées remarquablement décaties. Ils aiment tellement le système et les institutions rêvées par les boomers il y a plus de cinquante ans que, loin de les remettre en cause, ils les ont épousées (au sens propre dans le cas de notre Président et de son ex-professeuse de théâtre).

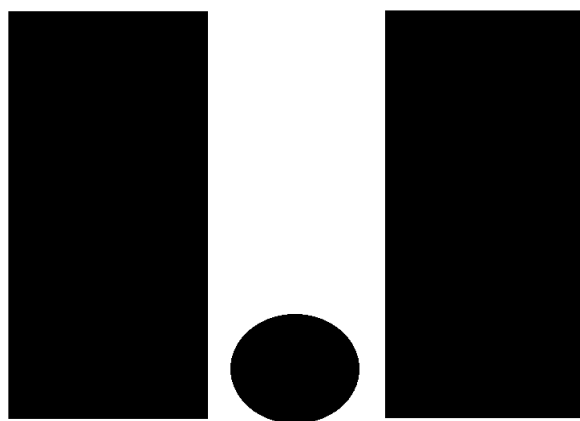
Mais qu'importe, si les deux dernières générations n'ont pas voulu répondre à l'appel de la vie et ont préféré se nicher dans un système qu'on voudrait nous faire passer pour une fusée à réaction alors qu'il n'est qu'une catacombe. On peut bloquer temporairement l'Histoire. On ne peut jamais l'endiguer. Les évolutions sociales et technologiques n'ont jamais été aussi rapides et le carcan devient tellement étouffant qu'à moins de chercher un rôle de figurant dans le remake de la nuit des morts-vivants, les jeunes de la génération actuelle, la génération Z, ne pourront sérieusement y trouver leur place. Cela tombe bien, comme tous les systèmes agonisants, les perspectives qui leur y sont offertes sont celles d'une mort lente et d'une existence inutile. Tout ce qui pousse un jeune à fonder un groupe punk dans sa cave. Tout ce qui pousse les adultes au soir de leur vie à relâcher avec un peu d'inquiétude la pression pour permettre à ce souffle de vie de s'infiltrer partout et de déchirer les vieux oripeaux miteux qu'ils ont choisi comme linceuls. Pour que le monde redevienne plus riche, il faudra bien repasser par cette éruption désordonnée qui fera renaître le populisme authentique. A

Histoire alter- native

du POPULISME

en France

Par Gauthier
Graslin



DEPUIS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, LA POLITIQUE FRANÇAISE CENTRÉE AUTOUR DU CONTRÔLE DE L'ÉTAT A ÉTÉ DOMINÉE PAR UNE COALITION DE NOTABLES, L'EXTRÊME-CENTRE TRADITIONNELLEMENT DIVISÉE ENTRE UNE SENSIBILITÉ DE GAUCHE ET DE DROITE. LORSQUE LES CONTESTATIONS SOCIALES DEVENAIENT TROP IMPORTANTES AU RISQUE DE MENACER SON POUVOIR, ELLE A PONCTUELLEMENT INTRODUIT DANS LE SYSTÈME DES SOIT-DISANT POPULISMES DE DROITE OU DE GAUCHE AFIN DE STÉRILISER LES CONTESTATIONS ET EMPÊCHER LA REMISE EN CAUSE FONDAMENTALE DES ÉQUILIBRES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES.

L'histoire française des deux derniers siècles présente un grand paradoxe. Nous sommes certainement le pays où la classe dominante bourgeoise a réussi à verrouiller le plus parfaitement l'arène politique au-delà des ravalements de façade symbolisés par la valse des régimes et les effeuillages de Constitutions. Alors que le peuple français fut singulièrement remuant, il ne put jamais enfanter des mouvements populistes capables de provoquer la disruption des équilibres de domination sociale comme ce fut le cas aux Etats-Unis ou en Russie. Que la Gauche se saisisse du falot Robespierre comme modèle de leader populiste alors qu'il fut surtout l'invité du dîner de con de la Révolution chargé de se salir les mains dans la guerre sans pitié provoquée par d'autres avant d'être sacrifié sans cérémonie ni procès une fois la victoire acquise par ses commanditaires est révélateur. Nous voyons à quel point le mouvement populiste fut toujours dans notre pays la chèvre d'un jeu de dupe orchestré de main de fer par les maîtres du pays. La tradition semble encore perdurer de nos jours puisque nous voyons comme le peuple y fut agité avant de s'en servir, comme aurait dit Talleyrand, pour participer à une élection où les deux populismes gagnants, le NFP en termes de sièges et le RN en termes de voix, ne sont bons qu'à faire les soutiers d'une assemblée où les minoritaires continuent de tenir les rênes du pouvoir.

Du Marais révolutionnaire à Emmanuel Macron, on ne peut qu'admirer la constance de l'exclusion du peuple du champ politique et l'incapacité crasse des opposants à initier quoique ce soit de dangereux pour les élites auto-proclamées.

LA RÉVOLUTION DE 1789 ET LA NAIS- SANCE DE L'EXTRÊME-CENTRE

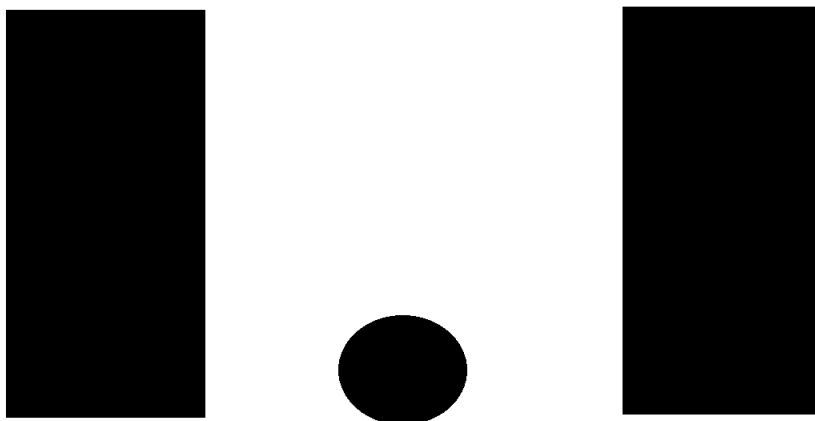
La Révolution de 1789 ne fut pas celle du peuple. Elle fut celle d'une minorité de représentants enivrés de leur pouvoir soudain une fois qu'ils se furent proclamés «Assemblée nationale». Ceux-ci étaient souvent d'une candeur politique assez désarmante qui les amena à être manipulés par les courants bien plus puissants des différentes cabales de puissants (notamment celle regroupée autour du Parti des Orléans) qui y virent un outil commode pour organiser la démolition contrôlée de l'Ancien Régime. Bien plus que le 14 juillet, c'est la nuit du 4 août qui est ici importante puisqu'elle permit de briser toutes les structures sociales préexistantes pour désosser la société et permettre de la transformer à marche accélérée pour que l'affairisme des puissants et leur volonté de contrôle ne se heurtent plus aux bornes morales et juridiques qui les avaient freinés jusqu'alors.

A la différence des autres pays européens, l'Etat a en effet toujours fonctionné selon une logique particulière de rente. Les réussites, qu'elles soient culturelles ou politiques s'y décident en fonction du degré de proximité avec l'Etat dont le poids et le primat préemptent tous les espoirs d'ascension sociale. Dans cette perspective, en France, prendre le contrôle de l'Etat c'est se positionner au coeur du système de captation et de redistribution des richesses, la fiscocratie pour le détourner à son avantage. Voici pourquoi dans la logique du pouvoir en France, il est vital de ne jamais perdre le contrôle du jeu politique. Il ne s'agit

pas de lutte des classes entre des élites et un peuple, mais bien plus simplement de lutte des places : pousse-toi de l'ombre de l'Etat grand pourvoyeur nourricier pour que je m'y mette. Alors qu'en Angleterre, aux Etats-Unis ou en Allemagne, la réussite d'un groupe social peut advenir en périphérie de l'Etat, en France c'est totalement impossible. Le contrôle de l'Etat y est donc, comme dans certains pays africains, une chose trop sérieuse pour risquer de l'abandonner aux hasards de la politique.

LE POPULISME, C'EST LE REFLET DES FRACTURES SOCIALES PROFONDES : UNE RÉPONSE BRUTALE À UN SYSTÈME VERROUILLÉ DEPUIS DES SIÈCLES

Les cendres de 89 à peine retombées, une nouvelle structure de pouvoir émergea par-delà les personnages truculents de la Révolution. Il s'agissait des députés du Marais, que l'historien Pierre Serna appellerait l'Extrême-Centre, et qui bien que majoritaires firent profil relativement bas pendant toutes les années révolutionnaires. On leur préféra toujours dans notre roman historiques les Girondins ou les Montagnards. Ces derniers périrent. Les premiers survécurent. Le véritable pouvoir n'aime pas les feux de la rampe. Que furent les députés du Marais? L'émanation de la classe qui s'imagina prendre en otage l'Etat français à l'occasion des troubles révolutionnaires qu'elle avait orchestrés afin de réaliser le hold up du siècle : prise de contrôle des terres jadis ayant appartenu au clergé, confiscation de l'or via le pillage des églises, inflation galopante qui permit de redistribuer les richesses, spéculations affamant le peuple. Parmi eux on ne compta même pas des gens avec le panache de Rastignac, Barère, Sieyès avaient plus la carrure médiocre du père Goriot de Balzac, ancien affameur de Paris condamné à dilapider sa fortune pour obtenir quelques considérations de ses filles qui le méprisent à raison. Une fois le pays exsangue, pressé comme un citron, les mêmes manipulèrent un excité idéaliste du nom de Brissot (autre guillotiné) pour déclencher les guerres européennes et commencer le pillage des pays voisins. Ils finirent par trouver en Napoléon l'épée efficace pour garantir la stabilité de l'Etat et le prolongation de la razzia.



DEPUIS 1789, LA FRANCE OSCILLE ENTRE RÉVOLUTION ET RÉSIGNATION

En effet, l'enrichissement de ces fortunes qui constituent encore le ciment de la puissance économique et politique de la France contemporaine, les fameux «notables» ou «bourgeois», ne fut possible que par leur parasitage de la structure de l'Etat qui leur donna les outils nécessaires pour réaliser leur forfait. Ils n'agirent en la matière pas différemment des parasites qu'ils avaient délogés : la noblesse, le clergé, ayant eux-mêmes chassé les grands féodaux. Mais il s'agissait de transformer le rapport de force, par nature temporaire, en statu quo. Fossiliser leur domination en une gangue enserrant l'Etat pour mieux le contrôler et en faire leur instrument. Le jeu parlementaire fut pour eux un tel instrument en créant dans une assemblée élue par 1% de la population l'opposition entre la Droite et la Gauche, deux versants apparemment opposés de la même pièce, guidant le débat politique vers une absence d'alternatives. Rappelons en effet, que la bipolarisation de la vie politique apparut à l'occasion du débat sur l'opportunité d'octroyer au Roi un veto sur les lois que prendrait l'assemblée. En gros, il s'agissait de savoir si le roi pourrait disposer d'un frein pour ralentir les transformations ou bien si la course vers l'abyme et le démembrement de la société antérieure resterait le pied enfoncé sur l'accélérateur. Dans les deux cas, il ne s'agissait pas de bifurquer ou de revenir en arrière. Une fois le contrôle sur l'Etat assuré, personne de sensé n'envisagerait de relâcher sa main mise.

LA RÉACTION POPULAIRE DE 1792-1794 ET LA NAISSANCE DU POPULISME

La voracité des nouveaux maîtres ne connaissait pas de bornes. La modernisation de l'Etat qu'ils menèrent à bien lui donna une efficacité inouïe. La prédation sur les populations atteignit des sommets jusqu'alors insoupçonnés. Comme dans toutes les situations de crise, la réaction populaire fut celle du repli, notamment autours des communautés villageoises avec le mouvement de création communale, afin de pouvoir se protéger et tenter de reprendre en main le destin. Ceci obligea à un accommodement temporaire entre les nouveaux maîtres de l'Etat et les populations locales. La révolte populaire fut canalisée par divers artifices. On tenta de l'amadouer avec la cérémonie du 14 juillet 1790, dite fête de la Fédération, en lui faisant miroiter l'appartenance à un grand ensemble solidaire national. Mais la logique de prédation devint toujours plus forte et les tensions ne furent bientôt plus étouffées par de belles promesses. Afin de garantir la toute puissance de l'Etat et de leur main-mise sur lui, les nouveaux maîtres enclenchèrent alors les mécaniques habituelles : fuite en avant dans les guerres extérieures, mise en place d'un appareil répressif, désignation de bouc-émissaires (Vendéens ou contre-révolutionnaires), etc...

Le drame de la réaction populaire fut son impuissance. Pourtant, elle avait des racines anciennes qui remontaient au moins à la deuxième moitié du XVIIIème siècle avec la multiplication des «émotions populaires». Elle avait également des projets concrets en matière

d'égalité et de justice sociale s'inscrivant dans une tradition populaire française. L'étude des cahiers de doléances, malgré toutes les récupérations et manipulations dont ils furent l'objet un Extrême-Centre en quête de légitimité, atteste d'une véritable vision politique populaire. Cependant, ces mouvements étaient malheureusement trop éparpillés et manquèrent en France toujours de porte-voix face à la toute puissance de l'Etat. Ils auraient pourtant pu saisir l'opportunité de l'affaiblissement temporaire de l'Etat pendant la période révolutionnaire pour briser dans l'oeuf le Léviathan à venir. Il n'en fut pourtant rien.

DANS UNE SOCIÉTÉ OÙ L'EXTRÊME-CENTRE VERROUILLE LES DÉBATS ET LES ALTERNATIVES, LE POPULISME PEUT DEVENIR LE VECTEUR D'UNE VÉRITABLE RÉINVENTION DÉMOCRATIQUE

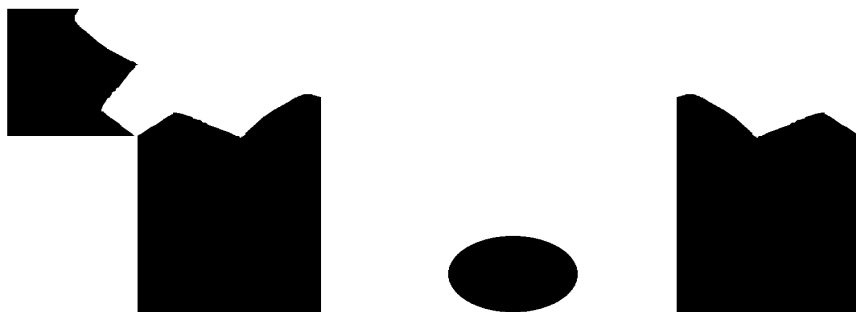
En effet, le bloc dominant, lorsqu'il est traversé une période d'exposition et de faiblesse relatives caractéristique des transitions de régime dispose d'un atout redoutable dans son jeu : les leaders populistes à la Robespierre. En effet, pour prendre les rênes de l'Etat, il faut en maîtriser la grammaire, ce qui exclut d'emblée les représentants directs du peuple. Ils sont donc contraints de prendre des intermédiaires qui manient une langue hybride, alliage improbable entre les codes étatiques et politiques et les aspirations populaires. La sincérité de tels personnages, dont Robespierre fut le prototype, importe peu au final. Il s'agit de simples manoeuvres de diversion, de fusibles chargés de freiner le tourbillon populaire pour qu'il ne se transforme pas en tsunami emportant sur son passage les structures étatiques et ceux qu'elles servent. Les années allant de 1792 à 1794 furent alors un gigantesque jeu de dupe, une temporisation dans l'attente de l'émergence d'une solution qui permettrait une nouvelle glaciation des équilibres de pouvoir et de la redistribution des prébendes. La solution s'appela Napoléon et la guerre, soit la dictature et la diversion. Tel fut le destin du populisme en France depuis ses origines : occuper les esprits en faisant miroiter un espoir qui ne saurait exister pendant que les puissants restent à l'abri et préparent la riposte à l'ombre de l'appareil étatique qu'ils contrôlent. Comment renverser le coeur du pouvoir sans une pensée et un habitus de vie totalement autonome par rapport à son influence ?

LES SOUBRESAITS DU XIXÈME SIÈCLE

Les rôles une fois répartis, il ne restait plus qu'à jouer l'éternelle pièce du jeu politique français avec ses coups de théâtre révolutionnaires et ses reprises en main dramatiques et violentes. Le canevas scénaristique y brilla par sa constance malgré les péripéties picaresques et sanglantes qui maintiennent l'intérêt des amateurs d'histoire événementielle. Que de sang versé pour pas grand chose ! Les notables restèrent vissés à proximité d'un Etat qui assurait leurs rentes. Les notables conservateurs de la Restauration laissèrent leur place aux notables libéraux monarchistes louis-philippards. Mais au-delà du jeu de chaises musicales entre les imprudents qui s'étaient brûlés les ailes en s'engageant trop avant dans

l'exercice du pouvoir et les comploteurs des coulisses qui guignaient leur place sur les sièges éjectables, rien ne changeait. Les richesses et le contrôle du pays demeuraient entre les mains des mêmes et toutes les tentatives de justice sociale étaient noyées dans le sang. Il y eut certes parfois des soubresauts de générosité, comme la mise en place des ateliers nationaux par la Révolution de 1848 pour tenter de fournir du travail à tous, mais ils étaient le fruit de l'imagination de quelques cadets rêveurs de la bourgeoisie vite chassés par les gens de Bien s'agrippant tels des Harpagon à leur cassette. Invariablement l'Extrême-Centre jugulait les élans de générosité et de solidarité dans le sang et replâtraient les relations de pouvoir à coup de constitutions ou de changements de régime.

Parfois, la situation échappait à tout contrôle. Lorsque les souffrances étaient devenues trop aiguës et les injustices trop criantes. Dans ce cas, le durcissement du rapport de force impliquait le recours à la flibuste populiste. Il ne s'agissait pas là comme on pouvait le constater dans un pays à la tradition démocratique et républicaine bien ancrée comme l'étaient les Etats-Unis de mouvements de masse proposant la chaleur de liens politiques renouvelés. Non, la flibuste populiste du XIXème siècle était celle amenant à la congélation des rapports sociaux dans la glaciaire des dictatures plus ou moins éclairées. Il y eut



Napoléon Ier, la version corsaire assoiffée de sang et de gloire qui souilla définitivement le beau mot de référendum pour le transformer en plebiscites. Le peuple en liesse y était sommé de dire «oui» à l'Empereur institué par un coup d'Etat mais se prétendant comme héros du peuple. La France avait inventé le populisme d'Etat. Quoi de plus étonnant pour un pays où ces institutions froides jouent un rôle si central. L'important restant que la proximité du pouvoir assure toujours aux mêmes la rente accumulée au fil des expéditions militaires.

ALORS QUE LES ÉLITES FRANÇAISES ONT TOUJOURS CHERCHÉ À VERROUILLER L'ÉTAT, LE POPULISME RESTE LA SEULE FORCE CAPABLE DE PERTURBER CET ÉQUILIBRE DE RENTE

Du corsaire on passa ensuite au pirate, Napoléon III. Lui aussi fut porté par un sentiment populaire aussi fragile que superficiel. Inconnu du grand public, il fut porté à la prési-

dence sur son nom tout comme une vulgaire marque de lessive qui gagnait à demeurer dans l'ambiguïté sous peine d'apparaître comme manifestement frelatée. A peine au pouvoir, il entreprit de rassurer le parti de l'Extrême-Centre qui était alors en mal de sauveur pour contrer une vague rouge socialisante qui grossissait alors tellement qu'elle était sur le point de renverser les barrages érigées par l'Extrême-Centre notable entre le peuple et son Etat. C'est en tant que garant de l'Ordre qu'il put transformer graduellement la II^e République en dictature. La liberté et la démocratie y étaient mortes bien avant le coup d'Etat de 1851 pour le plus grand plaisir des amateurs de la stabilité. Cependant, l'homme était moins prévisible que son oncle. Intellectuel, cosmopolite, nourri des écrits socialistes comme libéraux, la pensée de l'auteur de «l'Extinction du Paupérisme» ressemblerait peut-être davantage à ce que l'on peut attendre d'un corant populiste sérieux et profond. Beaucoup de ses initiatives allèrent dans ce sens, du droit de grève au soutien apporté aux mouvements ouvriers mutualistes. Elles se heurtèrent cependant à la friabilité de son socle électoral. Le soutien d'un peuple qui avait voté pour un nom et avait été subjugué par un empereur ne constituait pas un socle suffisamment solide pour servir d'appui à de grands projets de transformation. Napoléon III dut donc composer sans cesse avec l'Extrême-Centre, batailler pour lui imposer les transformations de Paris, le développement des lignes ferroviaires à travers le pays avant de s'y briser sur la question d'une réforme militaire qui aurait été la seule à pouvoir préparer efficacement la France à la guerre contre la Prusse. Le pirate qui avait capturé l'esquif étatique par surprise fut incapable de trouver l'équipage populaire qui aurait pu l'amener pour fonder un nouvel équilibre social et politique remettant en cause la place des notables. Son échec solda la flibuste populiste puisqu'à partir de ce moment les gens respectables de l'Extrême-Centre, trompés une fois devinrent méfiants. Plutôt que les crispations de régime pour contrer les pressions populaires, ils adoptèrent des moyens plus subtils de contrôle. La queue de comète des aventuriers, le général de café concert Boulanger n'accéda jamais au pouvoir malgré la crise de régime de la III^e République de la fin des années 1880 : la coalition de la Droite et de la Gauche d'Extrême-Centre y veilla.

L'ACHAT DU PEUPLE

A partir de la III^e République, les formes de contrôle social se firent en effet beaucoup plus subtiles. L'Etat continuait d'être sous le contrôle de rentiers plus ou moins bien nichés, des sociétaires de la Banque de France dans leur fauteuils confortables pour les mieux installés aux harpies voraces luttant pour l'assiette au beurre parlementaire qui devaient se contenter de sièges éjectables électifs. Entre les deux extrêmes, tout une cohorte de fonctionnaires de professeurs d'université et de ceux que l'on ne nommait pas encore les intellectuels devinrent les obligés de l'Etat à mesure qu'il prenait du poids et que le faisceau de ses compétences s'élargissait. Cependant si la rente étatique demeurait bonne, la menace des soulèvements populaires perdurait. Le sang de la Commune de Paris achevait seulement de cailler dans les ruelles parisiennes et le mécontentement populaire sourdait. C'est pourquoi la III^e République mit en place un système de contrôle de plus en plus décentralisé, à partir des relais wétatiques, les préfets, politiques, les membres des comités de soutien et administratifs avec les fonctionnaires tels les professeurs. Chacun de ces rouages devint un mini-Etat dont la proximité permettait de se gaver des miettes d'influence et de

prodigalités à ceux qui savaient se baisser et se soumettre. En créant ces réseaux ceinturant la société française et lui retirant sa capacité d'organisation autonome, l'Etat piloté par l'Extrême-Centre désormais passé à la République vida de leur substances les communautés populaires en achetant progressivement leurs leaders naturels pour les faire «monter à Paris» et les déraciner. Alors que les ruralités russes ou américaines restaient encore libres de s'organiser et de se révolter, en dépit des verrouillages institutionnels et des contraintes, pendant que les Allemands organisaient de contre-sociétés syndicales, la contestation populaire française fut amadouée, digérée puis amalgamée au réseau de bénéficiaires des richesses de l'Etat à condition qu'elle abandonne toute remise en cause sérieuse. Le contrôle fut d'une grande efficacité. Elle permit à la France, hormis quelques épisodes de violence comme les grèves de Draveil ou les manifestations des vignerons du Midi au début du XXème siècle, de connaître une domination libérale et bourgeoise inébranlable pendant près des soixante-dix années que durèrent la République. Il devint un havre de stabilité, où même l'élection d'une majorité de Gauche telle le Front Populaire en 1936 ne changea au fond pas grand chose puisque la rigueur s'y imposa vite. Le prix en fut le décrochage économique progressif du pays qui devait être payé très cher au moment de la Seconde Guerre mondiale.

De la catastrophe naquit pourtant le plus grand mouvement populiste de l'histoire de France. Face à la sclérolisation de l'Extrême-Centre dans le gouvernement technocrate des gérantes de Vichy qui, au-delà de sa faillite morale évidente, s'attacha à continuer à moderniser le pays comme un ingénieur comme on rafistole une vieille radio, le peuple se mobilisa. Cette mobilisation de la Résistance fut certes portée par le patriotisme et un enjeu militaire. Elle était cependant politique par essence puisqu'il s'agissait de savoir pour quelle France du futur on se battrait. Du discours d'Oxford de de Gaulle au programme commun de la Résistance, le projet s'affina et devint un contre-discours irrigant d'espoir une contre-société qui finit par l'emporter. Ici, pas de leader indiscutable avant la fin de la guerre. Pas de structuration par des organisations politiques ou syndicales situables sur l'échiquier politique. La Résistance fut populiste avant tout par la manière dont le peuple créa du lien afin d'imaginer un avenir plus serein et plus généreux que celui dans lequel on voulait le faire entrer à marche forcée. Dans l'immédiate libération, ceci eut des effets concrets avec le développement des programmes sociaux, de l'assurance maladie, ainsi que de la reprise des projets de modernisation technocratiques pour les mettre au service réel de la communauté nationale plutôt qu'à celui de l'occupant. Cependant, le mouvement de la Résistance né dans l'urgence ne lui survécut que très imparfaitement. Une fois la guerre terminée, la vieille logique de domination des notables, dont une partie avait été compromise par son soutien à Vichy revint. Pire, l'Etat s'étant mué en Etat-Providence, la rente qu'il distribuait en était devenue encore plus intéressante.

Cependant, dans le cadre d'une Guerre Froide qui incitait le capitalisme à la modération de l'exploitation par crainte de voir basculer une large partie des ouvriers dans le camp communiste, le pouvoir étatique devint celui de l'Etat-Providence. Au-delà des rentiers du cercle le plus proche de l'Etat, une partie plus large de la population, celle qui constituait ce que l'on nommait les classes moyennes, put à son tour commencer à bénéficier des largesses relatives de l'Etat. Le rapport de force était toujours en sa défaveur mais de manière moins criante que par le passé. Le peuple français avait déjà perdu son autonomie, il perdit

désormais sa motivation pour la révolte puisque l'eau tiède coulait désormais des robinets sans être trop bourbeuse. Le gaullisme prospéra dans ce climat favorable, renforçant l'Etat et affaiblissant temporairement les notables de l'Extrême-Centre sans pourtant réellement les écarter ni réussir à refonder la société. L'équilibre était instable et avec le départ du Général, la vie politique devint ce que le philosophe Jean Baudrillard nomma la «Coalition des Imbéciles», une forme de jeu d'alternance morne entre deux partis aux programmes socio-économiques plus ou moins interchangeables et qui avaient comme singularité d'être peuplés par les représentants du même Extrême-Centre s'écharpant sur des détails pour masquer l'intangibilité des rapports de force entre les dominés et les dominants.

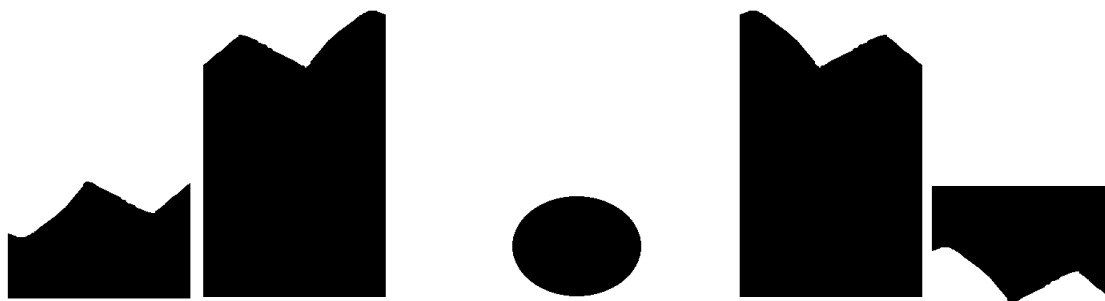
LA GRANDE GLACIATION POPULISTE

Le système de domination connu deux grandes crises : le début des années 1980 et le milieu des années 2010. Dans les deux cas, la pression extérieure de l'aggravation de la situation économique et politique rendit caduque le jeu de l'alternance Droite/Gauche si chère à l'Extrême-Centre depuis la Révolution Française. A chaque fois, le système abattit alors la carte populiste pour se sortir de l'impasse et préempter les mouvements de contestation qui, s'ils avaient disposé d'une forte assise sociale auraient pu le menacer. Dans les années 80, ce fut le populisme d'Extrême-Droite, avec le Front National de Jean-Marie Le Pen qui permit d'étouffer le foisonnement provoqués par les déçus de l'alternance socialiste de 1981 qui s'exprimaient dans des mouvements populaires aussi variés que la ligue des râleurs de Nicoud ou le mouvement des restaurations du cœur initié par l'humoriste Coluche. Progressivement, le populisme d'extrême-droite aimanta une partie suffisante de l'opinion mécontente pour la marginaliser et donc la réduire à l'impuissance. Même avec un socle réduit, l'alternance put donc continuer dans les politiques libérales mais aussi migratoires, notamment initiées au nom de l'intégration européenne, qui déplaisaient certes au peuple mais contre lesquelles il ne pouvait trouver de voie pour s'exprimer maintenant que la route de la contestation était frappée du sceau de l'infamie de l'Extrême-Droite. Le système gagna ainsi près d'une trentaine d'années avant que l'impact des politiques de-vienne insupportable et surtout leur échec manifestement patent.

Au fil de ces trente années, la base de soutien de l'Extrême-Centre se réduisit en peau de chagrin pour arriver au milieu des années 2010 à un constat d'évidence : pour conserver le pouvoir il fallait fusionner les deux hémisphères du système de verrouillage politique : la Gauche et la Droite. Ce fut la naissance du macronisme, populisme des élites qui remplaça le discours politique par la communication et la France par un «projet» de «penser printemps». Ceci fit illusion en 2017, mais la détérioration constante de la situation et de la manière dont la mondialisation détruisait les modes de vie des Français, quelques fussent leurs classes sociales approfondit la crise de régime. Même concentré, l'Extrême-Centre est structurellement minoritaire dans le jeu démocratique. Les élections successives le montrèrent : la seule majorité qu'il peut gagner est celle qu'il bâtit sur la peur des autres populismes dits «extrémistes», qu'ils soient de Droite ou de Gauche, ils sont devenus désormais la meilleure assurance vie de la fossilisation des rapports socio-économiques hérités de cette longue histoire post-révolutionnaire. Tout d'abord, par le morcellement de leur base électorale et leurs dissensions profondes quant à la nature du peuple et de la France, les

populistes de Droite du RN et de Gauche de LFI ne pourront jamais opérer de la jonction des forces pour sortir des luttes horizontales qui déchirent traditionnellement les opprimés pour lancer les luttes verticales contre les oppresseurs. Au contraire, la radicalisation des discours qu'ils portent quant à leur vision de la société française favorise plutôt la montée des tensions et donc des divisions qui est traditionnellement le levier employé par l'Etat et ceux qui le contrôlent pour justifier les répressions et les raidissements autoritaires.

Les élections législatives de 2024 ont montré la réussite de la stratégie du culot de l'Extrême-Centre. En étant structurellement minoritaire, que ce soit en termes de voix ou en termes de sièges, il continue à dominer la vie politique par la division de ses opposants et l'absence d'une réelle alternative populiste qui se nourrirait d'un peuple autonome et décidé à prendre son destin en main. L'Etat demeure non pas un outil de transformation et de planification de la société mais simplement un dispensateur de prébendes aux rentiers qui continuent d'avoir la chance d'en bénéficier : descendants des notables pour ceux qui



en sont les plus proches, héritiers des systèmes sociaux en voie de démantèlement plus ou moins avancé. Le reste de la population est exclue de facto de l'ensemble de ce système et doit se contenter d'y contribuer alors que toutes ses révoltes (dont celle des Gilets Jaunes) ont été étouffées à défaut d'être vaincues. Dans cette perspective, la situation apparaît comme d'autant plus bloquée qu'en cas d'aggravation de la crise économique l'Extrême-Centre dispose désormais de deux armées de réserve qui pourront prendre les rênes du pays pour que tout change sans que rien ne change en profondeur. L'Italie nous a déjà montré notre future avec le gouvernement peut-être post-fasciste et certainement populiste de Meloni : aux politiciens discrédités faisant une politique mondialiste estampillés Extrême-Centre a succédé une politicienne faisant la même politique mondialiste tout en frappant la population la plus précaire et la plus fragile victime des logiques mondialisées: les migrants. Si jamais ce populisme de Droite était insuffisant, la carte du populisme de Gauche peut également être jouée par le pouvoir. Elle permettrait de remplacer des politiciens discrédités faisant une politique mondialiste estampillés Extrême-Centre en leur donnant comme successeurs des politiciens faisant la même politique mondialiste tout en frappant la population la plus la plus enracinée et la plus fragilisée par les logiques mondialisée : la petite bourgeoisie nationale. Dans les deux cas, l'hyperclasse mondialisée et la grande bourgeoisie seront à l'abri comme elles l'avaient été à l'époque de Robespierre. Pire, la présence de deux camps aussi antagonistes lui donne tous les moyens d'en diaboliser un pour justifier la répression que mènera l'autre.

Dans un tel contexte où tout semble sous contrôle, est-ce à dire que l'histoire est jouée d'avance et que l'Extrême-Centre et les populismes sont destinés dans notre pays à être les deux pôles d'un système de contrôle oblitérant les avenir alternatifs et bloquant le peuple dans l'affirmation de son autonomie et de sa capacité à prendre son destin en main? Par définition, si le champ des possibles demeure toujours infini en politique, le pire n'y est jamais garanti. Le blocage auquel nous assistons actuellement peut-être le signe avant-coureur d'une nouvelle crispation autoritaire tout comme les conflits entre populisme peuvent être le prélude à une dévitalisation et à une résignation du corps social. Cependant, par rapport aux deux siècles qui se sont écoulés, la donne géopolitique mondiale et économique ont profondément changé. L'Extrême-Centre doit certes sa réussite interne à la France au verrouillage du système de la rente étatique, mais celui-ci a également eu comme prérequis, du moins après 1815, la soumission de la France à l'ordre international de la puissance dominante qui lui garantissait une place de sheriff adjoint. Ce fut le cas tout au long du XIXème siècle vis-à-vis de l'empire britannique et de son système économique libéral. Ce le fut à nouveau à partir de l'Après-Seconde Guerre Mondiale vis-à-vis de l'Empire américain qui fit sa mue néo-libérale dans les années 1980. A chaque fois, le sheriff adjoint recevait des prébendes internationales qui permettaient de justifier et de renforcer l'ordre de domination interne qu'y imposaient les détenteurs du pouvoir. Mais cet ordre est en train de changer. Pour la première fois depuis deux siècles, l'ordre anglo-saxon est menacé et contesté par des puissances extérieures : l'invasion russe en Ukraine le met dans les cordes. Les importations chinoises le ruinent. Les prébendes à distribuer aux vassaux des anglo-saxons diminuent et le choc psychologique de la défaite des maîtres peut nous faire plonger à n'importe quel moment dans l'inconnu. A ce moment, il est possible que beaucoup de verrous sautent et que le dégel ayant eu lieu, la France produise pour la première fois une alternative populiste généreuse et autonome qui pourra étonner le monde.

L'AUTEUR

Gauthier Graslin

Ancien élève de l'ENS-lsh,
Fondateur et rédacteur en
chef de la revue Dysruption.

Contre-histoire du populisme

*le populisme
comme
labo de la sociale
démocratie et de
l'innovation
politique*

Par
Charles Postel

CONTRAIREMENT À CE QUE LES SCIENCES POLITIQUES UNIVERSITAIRES PRÉTENDENT GÉNÉRALEMENT, LE MOUVEMENT POPULISTE N'EST PAS LA MANIFESTATION D'UNE AMÉRIQUE RURALE RETARDATAIRE À LA PENSÉE ARCHAÏQUE RENVOYANT À L'EXTRÊME-DROITE. AU CONTRAIRE, CE FUT UN VÉRITABLE LABORATOIRE D'INNOVATIONS POLITIQUES, TANT SUR LE PLAN DE L'ORGANISATION CONCRÈTE QUE DU PROJET D'UNE SOCIÉTÉ OÙ LA PUISSANCE DE L'ÉTAT FÉDÉRAL NÉ DE LA GUERRE DE SÉCESSION SERAIT MISE AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE DU PEUPLE. SUR TOUS LES PLANS, LE MOUVEMENT POPULISTE, S'IL S'EST BRISÉ SUR UN SYSTÈME ÉLECTORAL FREINANT LE DÉVELOPPEMENT D'UN PARTI DE TYPE DE TROISIÈME VOIE, A CONSTITUÉ UNE VÉRITABLE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES MOUVEMENTS PROGRESSISTES ET DÉMOCRATES DU XXÈME SIÈCLE.

GAUTHIER GRASLIN : Au point de vue de l'historiographie, M. Postel, pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste « l'Âge d'or » dans l'histoire américaine – parce que les Français ne savent pas vraiment ce que c'est – et pourquoi c'est une période particulièrement pertinente aujourd'hui ?

CHARLES POSTEL : Les historiens américains eux-mêmes ont des problèmes avec ce concept d'Âge d'or. Le terme d'Âge d'or vient d'un livre, écrit par Mark Twain, un auteur que vous connaissez sûrement, en collaboration avec un certain Charles Dudley Warner. Le livre parut en 1872. C'est un livre très réactionnaire à beaucoup d'égards. C'est un exposé hostile au nouveau riche, mais en faveur de l'ancien riche. Le livre est contre les spéculateurs, mais il est aussi fortement contre le programme de reconstruction fédérale visant à protéger les droits des Afro-Américains dans le Sud. Ce qui est très intéressant, c'est le moment où paraît le livre : 1872. C'est vraiment la naissance du capitalisme de la grande entreprise qui décollait à ce moment-là. Même si c'est vraiment à la fin du siècle qu'on aura l'époque des grands monopoles, des gros conglomerats ou trusts, la grande puissance de l'argent, qu'on associe à une grande inégalité économique, coïncide avec le prétendu « Âge d'or ». Le terme est donc mal choisi. Il est étrange que nous appelions une telle époque l'Âge d'or. Mais c'est aussi parce qu'il se passe bien plus que cela dans la vie américaine à l'époque, bien plus que la grande richesse des très fortunés ou la puissance des grandes entreprises. C'est donc une appellation étrange. Beaucoup d'historiens n'aiment pas cette appellation et la rejettent. Je l'utilise quant à moi comme un raccourci pour parler de la puissance énorme des grandes entreprises, et d'une énorme inégalité économique. Et, en ce sens, certaines personnes parlent du premier âge d'or comme allant des années 1890 au début du XXe siècle, le second âge d'or étant plus récent, allant des années 1990 au début du XXIe siècle. Ce serait donc les deux façons de concevoir cet âge d'or. Mais les historiens ont tendance à ne pas aimer le terme lui-même.

GAUTHIER GRASLIN : D'accord, c'est donc plus une appellation politique, et cela fait référence aux inégalités.

CHARLES POSTEL : Oui, cela évoque l'idée d'inégalités économiques, de grandes fortunes et de puissance des grandes entreprises, mais les décennies qui ont suivi la guerre de Sé-

cession ont été marquées par bien d'autres évolutions. C'étaient des décennies bien plus intéressantes que cela.

GAUTHIER GRASLIN : En parlant de décennies intéressantes, il y a une grande lacune dans la connaissance de l'histoire américaine chez les Français. De l'histoire politique américaine, nous connaissons Lincoln, Woodrow Wilson, un peu Theodore Roosevelt, mais c'est tout. Alors, juste pour fixer les idées de nos lecteurs, pouvez-vous nous donner une petite chronologie du mouvement populiste : comment il est-il né, quelques dates, quelques personnages, quelques grandes étapes ?

CHARLES POSTEL : D'accord. Pour répondre à cette question, je pense qu'il peut être utile d'expliquer pourquoi on ne pense pas à la politique américaine durant cette période qui sépare Lincoln de McKinley ou même de Wilson, de la même façon qu'on pense à la politique d'aujourd'hui. Il se passait peu de choses au niveau de la présidence. La présidence en faisait beaucoup moins alors, bien sûr, qu'à l'époque de Lincoln ou de Wilson. En fait, l'époque qui suivit immédiatement la guerre de Sécession fut une époque de domination du Congrès. Le Congrès avait le pouvoir. Il y eut une énorme épreuve de force au sujet du règlement de la guerre de Sécession. Et la question centrale de ce règlement était les droits des anciens esclaves. Les anciens esclaves allaient-ils devenir des citoyens de plein droit ou non ? Durant les décennies qui suivirent la guerre de Sécession, le Congrès intervint, notamment durant la première décennie. De là, les treizième, quatorzième et quinzième amendements abolissant l'esclavage, garantissant des droits égaux à tous les citoyens et aussi accordant le droit de vote aux Noirs de sexe masculin, autrement dit le droit de vote sans distinction de race. Voilà les grands amendements qui ont réellement transformé la constitution américaine. Cette transformation, toutefois, eut pour moteur les anciens esclaves eux-mêmes. Les anciens esclaves poussèrent la question de l'égalité au premier plan du programme politique américain comme cela n'avait jamais été le cas auparavant, de façon beaucoup plus énergique. Et pour la première fois, l'égalité fut inscrite dans la constitution américaine, avec le quatorzième amendement. Il n'y a rien de tel dans la constitution d'origine. Il n'y a pas d'égalité. À maints égards, la question de l'égalité laissait de nombreuses personnes sceptiques. Après la guerre de Sécession, l'égalité a désormais pour champions, non seulement quatre millions d'esclaves, mais les travailleurs, les salariés, les femmes et, de façon très importante, les paysans. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la société américaine est restée une société rurale. Les États-Unis étaient un pays de paysans. Et les paysans, les travailleurs, les ouvriers et d'autres catégories de population rivalisèrent pour revendiquer l'égalité, à côté des revendications des Afro-Américains mais aussi souvent à l'encontre de celles-ci. C'est intéressant parce que, souvent, quand on parle de l'histoire américaine, on dit : les Français ont l'égalité, la fraternité et la liberté. Mais les Américains ont juste la liberté, sans égalité ni fraternité. Cela revient à ignorer une part profonde de l'histoire américaine, à oublier ces décennies. Pendant celles-ci, l'engagement des Américains en faveur de l'égalité était intense, en faveur de la fraternité aussi. Ils fondèrent des organisations, de la solidarité. Ils disaient que l'on ne peut pas avoir l'égalité sans solidarité organisée. Et cela prit la plupart du temps la forme d'associations volon-

taires, où ils se réunirent. Bien sûr, Tocqueville en a parlé avant la guerre de Sécession. Mais cela devint encore bien plus massif après la guerre. Les paysans se regroupèrent dans une organisation appelée la Grange. Ils adoptèrent ce mot français, qui n'avait aucune signification pour la plupart des paysans américains. C'est juste que quelqu'un avait trouvé le mot dans un roman. Les membres de la Grange étaient aussi connus sous le nom de patrons protecteurs de l'élevage. Ils formaient ce qu'on pourrait appeler une sorte d'organisation générale des paysans américains. Jamais encore une telle organisation n'avait existé aux États-Unis. Elle était vouée à l'égalité sur de multiples plans. Elle parlait d'égalité pour les femmes et de nombreuses femmes la rejoignirent. Mais c'était fondamentalement une organisation de paysans, vouée à l'égalité pour les paysans au sein de l'économie nationale. C'était le cœur de sa mission. Et un de ses éléments les plus importants, dans les premiers temps, fut qu'elle voyait le programme de reconstruction fédérale, c'est-à-dire une intervention du gouvernement national dans les affaires du Sud visant à protéger les droits des anciens esclaves comme une attaque contre l'égalité des droits pour les paysans. Au nom de l'égalité entre paysans du Nord et du Sud, ils ne voyaient que les paysans blancs, et pas les paysans noirs. En conséquence, ils devinrent une puissante force politique combattant contre l'égalité des droits pour les Noirs et renversant le programme de reconstruction au milieu et à la fin des années 1870. Mais une autre chose qu'ils firent, ce fut l'égalité au sein de l'économie nationale. Ils créèrent des

coopératives commerciales, industrielles, une économie coopérative à grande échelle. Ils édifièrent un programme législatif d'égalisation des conditions entre les paysans et les grandes entreprises, notamment les compagnies de chemin de fer. Ils militèrent pour une réglementation fédérale des chemins de fer, une réglementation des chemins de fer par les États et, pour finir, pour la nationalisation des chemins de fer par le gouvernement fédéral, comme un élément fondamental de leur programme. Ils étaient aussi préoccupés par la domination que les banques exerçaient sur l'économie agricole et ils proposaient diverses réformes pour affaiblir l'emprise de Wall Street sur l'économie nationale. Et ils donnèrent vraiment le ton de ce qui allait devenir le populisme. C'est le grand prédécesseur du populisme. Le populisme, qui prit officiellement ce nom, émergea au début des années 1890. Et, par conséquent, la Grange perdit de sa force. Et une autre organisation de paysans, nommée l'Alliance des paysans se diffusa dans le pays et devint une organisation de paysans encore plus puissante. Elle s'allia à une organisation ouvrière nommée les Chevaliers du travail. Les Chevaliers du travail : encore un drôle de nom. Je pense qu'on devrait juste



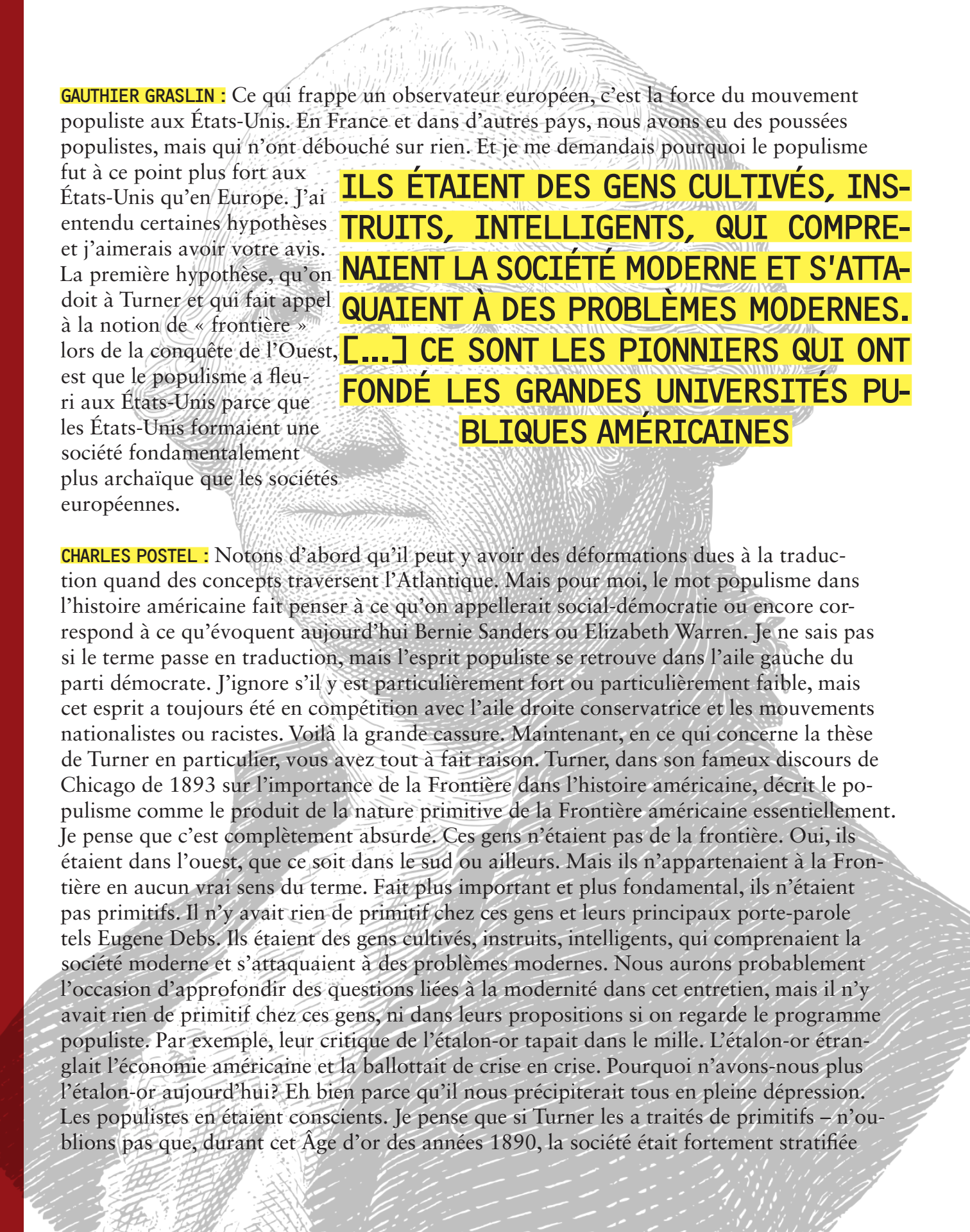
l'appeler la confédération générale des travailleurs américains. Elle recrutait essentiellement parmi les mineurs de charbon et les cheminots. Ce sont de gros bastions, mais ce sont les deux sections les plus dynamiques et les plus importantes de la classe ouvrière américaine. Elles conclurent une alliance ou une entente avec l'Alliance des paysans et plusieurs autres organisations agricoles et ouvrières, et elles fondèrent un parti politique indépendant. Son nom officiel était le Parti populaire. Mais son surnom était « parti populiste ». L'origine du terme est assez obscure et au fond sans importance. Mais ses membres étaient connus sous le nom de « populistes » ou « les pops » pour abrégé. Ce parti populaire hérita de l'élan populaire de la Grange. Il fit évoluer cet élan en une sorte de programme social-démocrate à part entière. Il militait par exemple pour un impôt fédéral progressif sur le revenu et pour l'imposition du patrimoine et du revenu des riches. Il réclamait la nationalisation des chemins de fer, des banques et la journée de huit heures pour les travailleurs. C'était, selon les normes européennes, un mouvement social-démocrate de paysans et d'ouvriers. Conformément aux normes social-démocrates, il avait aussi les défauts de la social-démocratie en général sur la question de la race, qui est particulièrement aiguë aux États-Unis, où, certes, il y avait des populistes noirs mais, pour l'essentiel, les populistes blancs restaient attachés à la suprématie des blancs comme tout le monde. On ne les entendait guère revendiquer des réformes sur ce point. Ils firent des efforts pour organiser les ouvriers noirs ou les paysans noirs. Néanmoins, ce n'était pas réellement un mouvement pour l'égalité raciale. Il y eut toutefois quelques tentatives des populistes pour faire alliance avec des Républicains noirs. Et ce fut probablement le mouvement pour l'égalité raciale le plus important de la fin du XIXe siècle. C'est alors que, par exemple, en Caroline du Nord, des populistes s'unirent avec des Républicains noirs pour renverser les Démocrates, qui étaient favorables à la suprématie des blancs et qui étaient les principaux soutiens du pouvoir des grandes entreprises. Ils firent passer des réformes réelles, durables et importantes. Par exemple, l'égalité d'accès au vote ou à l'instruction entre Blancs et

Noirs. Ce mouvement fut renversé en Caroline du Nord par une campagne du parti démocrate en faveur de la suprématie des Blancs, qui, essentiellement, chassa le populisme du pouvoir à coups de fusils lors du massacre de Wilmington de 1898. Et ce fut la fin du populisme en tant que mouvement viable.

GAUTHIER GRASLIN : Merci beaucoup. Je pense qu'il est important que les Français sachent cela, parce que, si on demande aux gens dans la rue à quel parti appartenait Lincoln, par exemple, 90% des Français diront qu'il était démocrate.

CHARLES POSTEL : Et voilà ! En fait, les Démocrates américains d'aujourd'hui diraient probablement aussi la même chose.





GAUTHIER GRASLIN : Ce qui frappe un observateur européen, c'est la force du mouvement populiste aux États-Unis. En France et dans d'autres pays, nous avons eu des poussées populistes, mais qui n'ont débouché sur rien. Et je me demandais pourquoi le populisme fut à ce point plus fort aux États-Unis qu'en Europe. J'ai entendu certaines hypothèses et j'aimerais avoir votre avis. La première hypothèse, qu'on doit à Turner et qui fait appel à la notion de « frontière » lors de la conquête de l'Ouest, est que le populisme a fleuri aux États-Unis parce que les États-Unis formaient une société fondamentalement plus archaïque que les sociétés européennes.

ILS ÉTAIENT DES GENS CULTIVÉS, INSTRUITS, INTELLIGENTS, QUI COMPRENAIENT LA SOCIÉTÉ MODERNE ET S'ATTAQUAIENT À DES PROBLÈMES MODERNES. [...] CE SONT LES PIONNIERS QUI ONT FONDÉ LES GRANDES UNIVERSITÉS PUBLIQUES AMÉRICAINES

CHARLES POSTEL : Notons d'abord qu'il peut y avoir des déformations dues à la traduction quand des concepts traversent l'Atlantique. Mais pour moi, le mot populisme dans l'histoire américaine fait penser à ce qu'on appellerait social-démocratie ou encore correspond à ce qu'évoquent aujourd'hui Bernie Sanders ou Elizabeth Warren. Je ne sais pas si le terme passe en traduction, mais l'esprit populiste se retrouve dans l'aile gauche du parti démocrate. J'ignore s'il y est particulièrement fort ou particulièrement faible, mais cet esprit a toujours été en compétition avec l'aile droite conservatrice et les mouvements nationalistes ou racistes. Voilà la grande cassure. Maintenant, en ce qui concerne la thèse de Turner en particulier, vous avez tout à fait raison. Turner, dans son fameux discours de Chicago de 1893 sur l'importance de la Frontière dans l'histoire américaine, décrit le populisme comme le produit de la nature primitive de la Frontière américaine essentiellement. Je pense que c'est complètement absurde. Ces gens n'étaient pas de la frontière. Oui, ils étaient dans l'ouest, que ce soit dans le sud ou ailleurs. Mais ils n'appartenaient à la Frontière en aucun vrai sens du terme. Fait plus important et plus fondamental, ils n'étaient pas primitifs. Il n'y avait rien de primitif chez ces gens et leurs principaux porte-parole tels Eugene Debs. Ils étaient des gens cultivés, instruits, intelligents, qui comprenaient la société moderne et s'attaquaient à des problèmes modernes. Nous aurons probablement l'occasion d'approfondir des questions liées à la modernité dans cet entretien, mais il n'y avait rien de primitif chez ces gens, ni dans leurs propositions si on regarde le programme populiste. Par exemple, leur critique de l'étalon-or tapait dans le mille. L'étalon-or étranglait l'économie américaine et la ballottait de crise en crise. Pourquoi n'avons-nous plus l'étalon-or aujourd'hui? Eh bien parce qu'il nous précipiterait tous en pleine dépression. Les populistes en étaient conscients. Je pense que si Turner les a traités de primitifs – n'oublions pas que, durant cet Âge d'or des années 1890, la société était fortement stratifiée

entre ceux qui travaillaient de leurs mains et ceux qui travaillaient derrière un bureau – c'est parce que les populistes étaient décidément le parti des gens aux mains calleuses et à la peau tannée par le soleil. Quiconque travaillait de ses mains était perçu comme un primitif. C'est donc l'expression d'une condescendance qui persiste encore aujourd'hui. Nous avons toujours cette idée que c'étaient juste des paysans, des bouseux. Mais en fait ces paysans avaient des idées très fines sur l'instruction, le gouvernement des affaires publiques, la science, l'environnement. Ce sont les pionniers qui ont fondé les grandes universités publiques américaines. C'est de cet élan populiste que sont sorties ces universités. Donc, cette idée de « primitif », je pense que c'est juste l'expression d'un mépris de classe, caractéristique de l'époque.

GAUTHIER GRASLIN : Intéressant. J'aurais une image beaucoup plus positive des populistes dorénavant. Est-il alors possible que, dans les années 1870, le mouvement populiste ait été plus fort aux États-Unis qu'en Europe parce que les États-Unis formaient une société plus démocratique ?

EN D'AUTRES MOTS, SI LES DEUX PARTIS RÉFORMISTES NE S'UNISSENT PAS, C'EST UNE DÉROUTE POUR EUX ET UNE VICTOIRE COMPLÈTE POUR LES RÉPUBLICAINS

CHARLES POSTEL : Dans les années 1890, oui. Je pense qu'une réponse simple à cette question est que le populisme des années 1890 aurait été presque impossible sans une base nombreuse. Il avait une large base. Bien sûr, les femmes en étaient encore exclues, excepté dans un certain nombre d'endroits où les populistes réussirent à obtenir pour elles le droit de vote. Le premier endroit où les femmes obtinrent le droit de vote fut le Colorado en 1894 sous un gouverneur populiste. Et on pourrait soutenir que, dans des endroits comme la Caroline du Nord, les populistes luttèrent pour préserver le droit de vote des noirs. Mais il faut garder à l'esprit que très peu de noirs étaient capables de voter, un phénomène qui s'accrut encore à la fin de la décennie populiste. Et donc la démocratie avait ses limites à l'époque en ce qui concerne les gens de couleur et les femmes. Toutefois, le mouvement populiste aurait été impossible sans une base très large et je me demande combien de pays en Europe disposaient d'une base de cette envergure. Je ne suis pas sûr qu'il y en avait un seul.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, aux États-Unis, la base était très large. En France, il y avait toujours le discours selon lequel la démocratie était une mauvaise chose. Il y avait un courant libéral très fort qui se méfiait de la démocratie, notamment depuis Robespierre. En revanche j'ai l'impression qu'aux États-Unis, vous avez confiance dans les élections, en tout

cas à l'époque.

CHARLES POSTEL : À vrai dire, je pensais plutôt au suffrage restreint anglais ou allemand. Bien sûr, la France avait un corps électoral beaucoup plus large.

GAUTHIER GRASLIN : C'était une expérience, un grand saut dans l'inconnu, et l'homme politique qui y a présidé n'avait aucune idée de ce qui en sortirait.

CHARLES POSTEL : Je pense en fait que ces pays ont plus de points communs qu'on ne croit. Vous savez, les hautes classes américaines, les élites instruites, formées dans les universités, les professeurs, les avocats, étaient complètement paniquées par le populisme, par l'autonomie politique du mouvement paysan et ouvrier. Ils trouvaient cela effrayant. En 1896, Théodore Roosevelt, le futur président et des élus de la ville de New York émirent une proposition demandant qu'on fusillât les 12 personnages les plus importants du mouvement populiste, comme s'ils avaient été des communards. De fait, il voyait les populistes comme des communards, malgré l'inexistence du populisme armé, il n'y avait pas de milice populiste. Les populistes étaient des gens qui lisaient, discutaient et qui publiaient des brochures de science économique. Mais cela n'a pas empêché les gens comme Teddy Roosevelt et de nombreux membres de sa classe de parler des populistes comme si c'étaient des insurgés, et ce, pendant des décennies.

ILS REGARDÈRENT DONC LE POPULISME COMME UNE SOURCE POSSIBLE DU FASCISME AMÉRICAIN, UN PROTO-FASCISME

GAUTHIER GRASLIN : D'accord. Un trait que la société américaine ne partage pas avec la société française, c'est la place de la religion, une exception américaine. Est-ce que la religion a rendu le populisme possible aux États-Unis ? Dans votre livre vous dites par exemple que les populistes venaient de foyers où l'on trouvait un seul livre : la Bible.

CHARLES POSTEL : C'est vrai. Mais c'est une histoire vraiment compliquée. Pour simplifier, on peut dire que la religion traditionnelle a connu des fractures à répétition au cours de l'histoire américaine. On en a connu une pendant la décennie populiste, qui fut une période de bouleversements religieux énormes. Ce fut une époque de découvertes scientifiques et d'avancées en religion comparée. Des découvertes archéologiques convainquirent de nombreux Américains de réexaminer les articles de foi. On pense souvent à ce mouvement moderniste comme ayant été un mouvement de citoyens libéraux. En fait, le modernisme religieux fut particulièrement fort en milieu rural. Des millions de paysans s'intéressèrent à ce nouveau type de religion humaniste, y compris à la libre pensée ou à l'agnosticisme. Ce fut tout aussi vrai dans les campagnes du Texas qu'en Californie. En Californie, les populistes étaient très forts alors que la religion était très faible. Au Texas, la religion était plus forte, mais elle était extrêmement diverse. Elle incluait les agnostiques, les swedenborgiens, les universalistes et les mystiques orientaux. Tout cela faisait partie

de l'éventail religieux, dans un esprit moderniste. Cela ne concernait pas tout le monde, mais une masse critique de gens. Au milieu des années 1890 le populiste le plus populaire de tout le pays, le plus influent, celui pour lequel les gens étaient le plus enthousiaste était Eugene Victor Debs. Or, de par son éducation familiale, Debs grandit en lisant les livres penseurs français, en français. C'était un agnostique convaincu, opposé à la religion. Ce fut pourtant lui le populiste le plus en vue du pays. Il y a donc une confusion quand on associe religion et populisme. Il ne s'agit pas des gens religieusement orthodoxes. Rien à voir avec les fondamentalistes qui brandissent en permanence la Bible. Ils étaient au contraire leurs opposés. La confusion augmente encore quand on en arrive au procès de Scopes, en 1925 un procès célèbre sur l'enseignement de l'évolution des espèces. Avons-nous une minute pour en parler, parce que c'est intéressant ?

ILS REGARDAIENT AVEC ADMIRATION DES MODÈLES EUROPÉENS COMME LA BANQUE CENTRALE FRANÇAISE

GAUTHIER GRASLIN : Bien sûr.

CHARLES POSTEL : Ce procès de 1925, connu parfois sous le nom de « procès du singe », marque un tournant dans l'histoire culturelle américaine. Ce fut à l'époque le plus grand procès de l'histoire américaine, le premier procès diffusé à la radio nationale, le premier à être écouté d'un bout à l'autre du pays. L'accusé était un professeur de sciences du nom de John Scopes qui avait enfreint une loi toute nouvelle du Tennessee interdisant d'enseigner la théorie de l'évolution des espèces. On l'avait traîné en justice. L'enjeu n'était pas une petite amende. Il ne risquait certes pas la prison à vie. Mais il risquait son emploi et une forte amende. Ce procès fit grand bruit en raison de la célébrité du procureur, William Jennings Bryan, qui avait été à plusieurs reprises le candidat à la présidence du Parti démocrate. C'est un des orateurs les plus célèbres de l'histoire américaine. Selon lui, l'interdiction par la loi du Tennessee d'enseigner l'évolution des espèces faisait partie du programme démocrate et les représentants du peuple avaient le devoir de contrôler ce que les enseignants pouvaient enseigner. Ce qui est intéressant c'est que Bryan fut aussi le candidat des populistes à la présidence en 1896. C'était un démocrate et il ne fut jamais populiste. Mais les populistes de Denver avaient soutenu sa candidature parce qu'en 1896, il était en faveur d'un certain nombre des réformes qu'ils réclamaient. Donc, au vu de ce procès, beaucoup de gens disent : Ah ! Les populistes étaient en faveur du fondamentalisme religieux et de l'interdiction d'enseigner la théorie de l'évolution des espèces. Mais, en fait, l'avocat de la défense, Clarence Darrow, était lui aussi un populiste. Darrow avait été un populiste authentique dans les années 1890. Or, c'est lui qui prend la défense de Scopes, c'est lui qui se met du côté de la libre pensée et de la libre expression. Et qui était le vrai populiste ? Darrow. Voilà une meilleure façon de comprendre le rapport à la religion des populistes. Darrow avait été un héros populiste, pas Bryan, si l'on examine leur passé.

GAUTHIER GRASLIN : Le populisme consiste à lutter contre la hiérarchie, l'élite. En France,

l'Église catholique est très hiérarchique et elle ne pouvait donc pas favoriser des sentiments populistes. Est-ce que le fait que les Américains étaient protestants, répartis en diverses confessions, pourrait être une des raisons expliquant pourquoi le mouvement populiste a pu prospérer aux États-Unis ?

CHARLES POSTEL : Je n'ai pas étudié la question sous cet angle, mais je voudrais souligner qu'il y avait de nombreux catholiques parmi les populistes. Les Chevaliers du travail étaient dans leur immense majorité catholiques. C'étaient des ouvriers irlandais et des ouvriers allemands, dont un nombre écrasant était catholique. Le chef des Chevaliers du travail était un catholique convaincu, qui allait tous les dimanches à l'église. Il y a eu des procès d'excommunication fameux à l'encontre de prêcheurs populistes. L'Église catholique a été confrontée à une crise, parce que leurs fidèles étaient populistes. Il y eut le cas du père Flynn, qu'on menaça d'excommunication et qui se soumit, accepta de rentrer dans le rang et échappa à l'excommunication. Le mouvement a donc causé une crise chez les catholiques mais je pense qu'on aurait tort de voir dans le mouvement populiste un mouvement purement protestant. Oui, dans les comtés ruraux c'était dans une proportion écrasante le cas, même s'il y avait aussi des catholiques, allemands et tchèques notamment, qui étaient populistes dans ces comtés. Mais dans les grandes villes, dans les villes qui étaient des nœuds ferroviaires, il y avait des Irlandais et des Allemands. Et cela rend, je pense, l'histoire compliquée.

SI VOTRE ADHÉSION AU MOUVEMENT DEVENAIT CONNUE, ON VOUS METTAIT SUR UNE LISTE NOIRE, VOUS VOUS FAISIEZ VIRER DU BOULOT OU CHASSER DE LA VILLE

GAUTHIER GRASLIN : Je comprends. L'Amérique est si compliquée.

CHARLES POSTEL : En effet. D'ailleurs, ce dont nous parlons en ce moment n'est pas très connu. Peu de gens sont conscients du fait que le populisme, dans de nombreux États, était plus un mouvement ouvrier qu'un mouvement paysan et que ces ouvriers étaient généralement des immigrants, y compris catholiques.

GAUTHIER GRASLIN : En Europe, nous avons tendance à considérer que les protestants constituaient l'élite et que les catholiques constituaient le bas peuple mais c'est très caricatural.

CHARLES POSTEL : Il est vrai qu'il existait une élite protestante et qu'elle a essayé de balayer les populistes.

GAUTHIER GRASLIN : Il y a peut-être aussi une autre explication qui vient à l'esprit d'un Européen, c'est que les États-Unis ont connu la première économie de guerre à grande échelle de l'histoire et c'est peut-être la raison pour laquelle le populisme est né d'abord

aux États-Unis. En Europe nous avons eu des mouvements populistes qui ont commencé à remettre en cause le régime bipartite, à rechercher une troisième voie, pas seulement les mouvements fascistes, mais la recherche d'une troisième voie a fleuri après la Grande Guerre. Se peut-il que l'existence d'une industrie de guerre à grande échelle ait favorisé le populisme ? En effet, vous écrivez dans votre livre que la guerre a modifié la perception de la politique au sein de la population.

CHARLES POSTEL : Vous parlez de l'incidence de la guerre de Sécession sur les Américains. La guerre de Sécession a été fondamentale, je pense, de deux façons. Premièrement, elle a démontré la puissance du gouvernement fédéral. Avant la guerre de Sécession, on pouvait se percevoir comme un citoyen de la Communauté du Massachusetts ou de l'État de Californie. Après la guerre, particulièrement avec le 14^e amendement, on est un citoyen des États-Unis. La guerre avait prouvé la puissance du gouvernement fédéral. Toutes les idées relatives aux droits des États ou à l'autonomie de chaque État avaient volé en éclats. Dans l'imaginaire des populistes, le progrès, l'égalité, toutes les bonnes choses de la vie allaient découler de la puissance fédérale. Et cela a vraiment changé beaucoup de choses. Les armées de l'Union marchant à travers le Sud, c'était le gouvernement fédéral agissant d'une façon centralisée qui n'avait jamais été vue auparavant dans l'histoire américaine. Et les gens furent impressionnés. Ils se dirent : voyez ce qu'il peut faire, et s'il peut faire cela, pourquoi ne mettrait-il pas une telle puissance en œuvre pour rendre nos vies meilleures ? Pour améliorer l'agriculture ? Pour creuser des canaux ou construire des chemins de fer ? Voilà le premier effet de la guerre de Sécession.

UNE GROSSE PART DE LA RÉFLEXION ÉCONOMIQUE DES POPULISTES CONSISTAIT À IMAGINER COMMENT UTILISER LA PUISSANCE DE LA NATION AINSI QUE LA PUISSANCE DES COOPÉRATIVES POUR RENFORCER LA POSITION DU PAYSAN AMÉRICAIN DANS LES RÉSEAUX MONDIAUX DE MATIÈRES PREMIÈRES

Le deuxième effet vient de la nature égalitaire de la guerre. Je ne veux pas entrer dans les détails de la technologie militaire. Mais elle est devenue bien plus efficace pour tuer tout le monde. On parle de six à sept cent mille morts. Les fusils tuaient beaucoup plus efficacement que jamais et donc tout le monde se faisait tuer. Cette égalité devant la mort eut un écho dans la vie américaine. Elle joua un rôle important dans la psychologie égalitaire qui émergea après la guerre de Sécession. Bien sûr, l'abolition de l'esclavage était la pièce centrale. Mais la guerre elle-même signifia que les officiers et leurs hommes étaient désormais exposés de la même manière aux balles de ces nouveaux fusils. Je pense que cela a donné à tout le monde une éthique égalitaire. Il peut paraître étrange de regarder

la guerre comme un phénomène égalitaire. Mais les gens qui ont fait cette guerre, il me semble que c'est ainsi qu'ils l'ont comprise. Les anciens combattants apportèrent donc ensuite cette éthique au mouvement populiste, ce nationalisme au sens de foi dans la puissance fédérale, c'est-à-dire nationale ainsi que cet égalitarisme.

GAUTHIER GRASLIN : C'est vraiment fascinant, parce qu'il y a tant de parallèles à faire entre les États-Unis et l'Europe. En lisant ce que vous écrivez dans l'introduction de votre livre sur Gettysburg, j'ai repensé aux discussions que nous avons eu en Europe après Verdun, qui tournaient aussi autour de l'égalité devant la mort.

CHARLES POSTEL : C'est très intéressant. Je n'y avais jamais pensé, mais rien que si on pense aux images, aux cimetières, c'est tout à fait logique.

GAUTHIER GRASLIN : C'est quelque chose que nous oublions en Europe, mais le premier grand conflit industriel a été la guerre de Sécession. Et, avec la Première Guerre mondiale, l'Europe n'a fait que connaître la même expérience avec 40 ans de retard. J'aimerais soulever une autre question, qui a trait à un particularisme américain, à savoir la force du mouvement associatif. Tocqueville relevait que s'associer était quelque chose d'important pour les Américains. En quoi cette tendance à s'associer a-t-elle contribué à la force du mouvement populiste ?

IL Y A TANT DE PARALLÈLES À FAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

CHARLES POSTEL : J'ai mentionné plus tôt qu'on pense souvent aux États-Unis comme à une société individualiste. Et des gens, certains historiens, ont écrit des livres sur le caractère très individualiste de la société américaine d'après la guerre de Sécession. Je pense qu'ils commettent un contresens. Les Américains étaient en fait des gens enclins à s'associer et qui se dévouaient à des associations. Une idée largement assez acceptée au sein du mouvement populiste et au-delà était celle de la coopérative. Quand certains décrivent l'idée de coopérative comme du socialisme je crois qu'ils n'ont pas complètement tort. Je dirais qu'il s'agit aussi d'une vue très égalitaire de la façon dont la société devrait être bâtie. Mais c'est aussi une vue associative, l'idée que la société devrait être fondée sur la combinaison de diverses associations, des associations sous-tendues par des intérêts économiques peut-être, ou s'appuyant sur votre profession ou toute autre base. Ensuite ces associations finissent par se rassembler et par former une société. Voilà l'idée fondamentale d'une communauté coopérative. Ainsi, par exemple, certaines femmes adhéraient à la Ligue chrétienne pour la tempérance. On pense aujourd'hui à cette ligue pour la tempérance, pas seulement en Europe mais aussi aux États-Unis, comme à une société composée de protestantes de la classe moyenne opposées à l'alcool. Mais, là encore c'est oublier que le mouvement pour la tempérance avait un large soutien dans la classe ouvrière également. L'association des Chevaliers du travail dont j'ai déjà parlé appuyait le mouvement. Une

femme membre de la Ligue pour la tempérance pouvait être également membre d'une association religieuse ou d'un groupe civique. Il était habituel, pour une femme, d'être membre de plusieurs sociétés. De même, il était courant pour un homme membre des Chevaliers du travail d'appartenir également à un syndicat, par exemple, et peut-être encore à quelque association d'anciens combattants ou autre. Je pense que le parti populiste avait quelque chose d'unique en ce qu'il n'était pas comme les autres partis politiques américains. Ce n'était pas une machine à recueillir des voix, à revendiquer le pouvoir et ensuite à distribuer les dépouilles du pouvoir à sa clientèle. Le Parti du peuple était formé de ce qu'on appelait un congrès, ou une confédération, d'organisations de travailleurs. Autrement dit, c'était un forum ou un réseau d'associations. Par exemple La Ligue des femmes pour la tempérance, la WTCU, la Grange ou du moins ce qu'il en restait, les Chevaliers du travail, les fédérations paysannes, toutes ces associations se regroupèrent pour former le mouvement populiste. Ce sont elles qui le constituaient. Les gens de l'élite, les professeurs et les journalistes en faisaient des gorges chaudes : pour eux, c'était un bric-à-brac ! Mais pour les populistes eux-mêmes c'était une vertu que d'être un regroupement de membres d'associations, de gens engagés dans la vie associative : nous allons à nos grandes réunions chaque semaine ou chaque quinzaine, nous payons notre cotisation et ainsi nous rendons la société meilleure. Et c'était vraiment l'essence du parti populiste : une confédération de telles associations.

GAUTHIER GRASLIN : Ce qui est assez amusant pour moi aux États-Unis, c'est qu'on emploie le mot « corporation » pour désigner une grande entreprise. Or, ladite corporation est l'ennemie jurée du populiste. Mais, quand on y pense, l'Amérique de la grande entreprise, c'est un peu la même chose, c'est un peu cette force du penchant à s'associer. Je me rappelle d'ailleurs un mot de J.P. Morgan disant qu'il travaillait en faveur de la modernité. Les grandes entreprises ne sont-elles donc pas le miroir exact de cette force associative populiste ?

ILS ÉTAIENT TRÈS FIERES DE LEURS COOPÉRATIVES, IL FALLAIT COPIER CE QUE LES GRANDES ENTREPRISES AVAIENT FAIT, MAIS POUR SERVIR LES INTÉRÊTS DE CLASSE DES PAYSANS ET DES OUVRIERS

CHARLES POSTEL : Le plus conscient et le plus réfléchi des dirigeants populistes dit exactement la même chose. Les populistes disaient qu'ils bâtissaient en fait des monopoles pour le peuple. Ils disaient : nous édifions une puissance semblable à celle des grandes entreprises, mais pour le peuple ; nous sommes, ainsi que vous l'avez dit vous-même, le miroir des grandes entreprises. Mais elles agissent pour le mal et nous agissons pour le bien. Elles œuvrent pour faire la fortune d'un seul individu, nous agissons pour le bien collectif. De fait, ils étaient très fiers de leurs coopératives, disant qu'il fallait copier ce que les grandes entreprises avaient fait, mais pour le bien du plus grand nombre, pour servir les intérêts

de classe des paysans et des ouvriers etc. Donc, oui, c'est tout à fait vrai et c'est ainsi qu'il faut se représenter ce qu'étaient ces gens.

GAUTHIER GRASLIN : J'ai une dernière question sur l'historiographie du populisme : peut-on dire que les populistes étaient des fervents du modernisme, qu'ils appartenaient à l'école dite du haut-modernisme, au sens de Scott ?

CHARLES POSTEL : Oui et en parlant de Scott, je pense qu'il fait erreur en pensant que les élites sont en faveur du haut-modernisme tandis que les gens ordinaires, la base, le pays dans son champ, seraient en faveur de coopératives locales et d'arrangements traditionnels à petite échelle. Le problème avec cette idée est que ces gens très pauvres, ces laboureurs qui ont les mains pleines de terre, conçoivent en fait dans leur imagination la nécessité d'avoir un ministère de l'Agriculture qui fournira les techniques agricoles les plus modernes, qui contribuera à créer des universités qui les aideront à ne plus avoir à marcher derrière une mule à travers leur chambre chaque jour et à obtenir toutes les choses nécessaires pour rendre leur vie meilleure. Je pense que cela échappe à Scott : nous avons affaire à un mouvement de masse de millions de gens, de pauvres, qui voient dans ce qu'on pourrait qualifier de modernisme une solution, un facteur d'amélioration. Par exemple, que faire pour lutter contre les invasions de sauterelles ? On a besoin de la science agricole pour essayer de survivre. Et qu'en est-il des techniques de fertilisation ? Ils avaient le sentiment qu'une science de pointe était la solution à tous ces problèmes. Pour moi, Scott est complètement à côté de la plaque et il passe complètement à côté de ce qu'un paysan pauvre au milieu de nulle part pouvait penser, vouloir et organiser en matière de sciences économiques, de sciences appliquées, de technologie etc.

GAUTHIER GRASLIN : C'est peut-être l'indication la plus saillante de la rupture du populisme avec la pensée agrarienne traditionnelle ; parce que la pensée agrarienne traditionnelle ne visait pas le progrès mais plutôt la profondeur comme vous l'indiquez dans votre livre.

LE PRINCIPAL MOTEUR DU POPULISME, C'ÉTAIT LE RE-JET DU TRADITIONALISME ET DU RÔLE TRADITIONNEL DE L'AGRICULTURE AU PROFIT D'UNE RÉFLEXION SUR CELLE-CI

CHARLES POSTEL : Il y a une certaine tension ou mélange dans la pensée populiste. Chez certains populistes, il y avait ce traditionalisme agricole au sens où ils voyaient dans l'agriculture la source de toute prospérité. C'est bien sûr le genre d'idées qui sont familières en France. Il y avait un certain traditionalisme agricole dans la pensée populiste. Mais le fer de lance du mouvement, ce qui lui donnait énergie et dynamisme, c'était au contraire l'idée que la thèse traditionnelle selon laquelle les paysans avaient quelque chose de particulier en raison de leur attachement à la terre et de l'existence d'une dette sociale envers eux

était en fait un obstacle à leur libération. Les populistes militaient au contraire pour qu'on reconnût que les paysans formaient une classe ou un regroupement d'intérêts économiques comme n'importe quel autre, et pour qu'on organisât une vie associative exactement de cette façon. Vous avez donc raison de dire que le principal moteur du populisme, c'était le rejet du traditionalisme et du rôle traditionnel de l'agriculture au profit d'une réflexion sur celle-ci et les paysans comme formant un groupe d'intérêts moderne, pour parler comme eux, ou une classe, un autre terme qu'ils utilisaient. Ils devaient fonder leurs revendications là-dessus et non pas sur la tradition.

GAUTHIER GRASLIN : À propos des débuts de la fédération paysanne, vous mentionnez dans votre livre la dispute des clôtures. Bien sûr pour un Français ou un Suisse, cela fait penser à Rousseau : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs etc. » On peut penser aussi à la révolte contre les enclosures en Grande-Bretagne. Pourquoi cette guerre des clôtures et en quoi fut-elle différente de leur équivalent en Europe ? Les populistes défendaient-ils les terrains communaux ?

CHARLES POSTEL : Vous touchez au fond des choses. Il y a quelques années, un livre a été écrit sur les racines du populisme du Sud. Il identifiait cette guerre contre les clôtures sur les plateaux de Géorgie comme étant la source de la révolte populiste. Il y eut des luttes contre ces lois sur les clôtures en Géorgie. Le problème fondamental en Géorgie fut que des fermiers élevèrent des clôtures autour de leur champ et qu'ils laissèrent leurs vaches et leurs cochons errer librement dans la forêt, qui était essentiellement partagée en ce sens que tout le monde était libre d'y laisser paître son bétail. Après la guerre de Sécession, il y eut de grosses disputes pour imposer de nouvelles lois sur les clôtures, exigeant d'enclore les vaches et les cochons pour éviter d'avoir à élever des clôtures autour des champs. Cela a été décrit comme essentiellement un nouveau mouvement d'enclosure parallèle à ceux qui se firent en Europe. Parmi les historiens, l'idée selon laquelle le populisme était un combat contre ces nouvelles enclosures est devenue populaire. Mais il y a deux gros problèmes avec cette idée. Le premier est que, si auparavant on mettait des clôtures autour des champs et qu'on laissait les animaux paître librement, c'était à cause de l'esclavage. Pendant l'hiver, à la saison de jachère, vous aviez une énorme main-d'œuvre disponible pour élever ces clôtures en bois. Si l'on dressait ces clôtures, c'est parce qu'on avait des esclaves disponibles pour élever ces protections gratuitement. Quand l'esclavage fut aboli, ces clôtures se mirent à coûter très cher en main-d'œuvre. Il devint bien plus efficace d'élever une clôture autour des animaux plutôt qu'autour des champs labourés. Donc, la vraie innovation c'est l'abolition de l'esclavage, ce n'est pas une enclosure contre les paysans fermiers.

**C'EST DONC UNE GUERRE ENTRE CLÔTURES
ET NON PAS CONTRE LES CLÔTURES**

La deuxième chose sur laquelle les gens se trompent est que les populistes constituaient le moteur derrière ces nouvelles lois sur les clôtures. Les fermiers étaient exactement le type de personnes qui souhaitait cette méthode agricole plus efficace. Même les fermiers pauvres y étaient favorables, parce que cela voulait dire qu'il n'avait plus à élever ces satanées longues clôtures autour de leurs champs. C'est donc une double erreur. On fait ensuite la même erreur au sujet de l'Ouest qui a aussi vu des guerres autour des clôtures. Mais les guerres de clôture dans l'Ouest se déroulèrent entre les grandes compagnies de bétail et les fermiers qui cultivaient la terre, pour le coton notamment. Les compagnies de bétail déroulaient des barbelés pour empêcher les fermiers d'accéder à des points d'eau et à d'autres lieux. Alors, les fermiers s'armaient de tenailles et coupaient le fil barbelé à répétition. Cependant, les fermiers ne se battaient pas contre les clôtures en soi. Ils n'aimaient simplement pas les clôtures des grandes compagnies. Ils voulaient leur propre clôture. Ils construisaient eux-mêmes des clôtures, bien sûr, puisqu'ils voulaient un système agricole basé sur de petites parcelles qu'ils pouvaient contrôler. Et c'est donc une guerre entre clôtures et non pas contre les clôtures, si je puis dire.

GAUTHIER GRASLIN : Je comprends. C'est très éclairant. Nous avons eu également cet énorme débat au sujet des enclosures en France mais de façon très différente. Autre question : quelle était la position des populistes envers le marché mondial des matières premières ? En France, les paysans modestes, les petits paysans percevaient le marché mondial des matières premières comme une menace et voulaient donc des lois protectionnistes. La III^e République a mis en place une législation protectionniste pour faire plaisir au petit paysan. Était-ce la même chose aux États-Unis : les paysans avaient-il peur du marché mondial des matières premières ?

CHARLES POSTEL : Cela dépend de leur production et du marché sur lequel ils vendaient leur production. Par exemple, les éleveurs d'ovins du Wisconsin voulaient des protections douanières pour protéger leur laine. Il existe d'autres exemples. Mais il faut bien comprendre que les États-Unis de la fin du XIX^e siècle et même jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale sont un pays producteur de matières premières qui sont expédiées partout dans le monde. C'était ça, les États-Unis. Pensez au Brésil qui expédie son soja partout. Les États-Unis expédiaient des céréales, notamment du blé, et du coton partout. C'était leur plus grosse exportation. C'était le fondement de leur économie. Les populistes de la période de La Grange comme ceux des associations paysannes ou des ligues de fermiers étaient opposés aux barrières douanières. Ils voulaient faciliter l'accès des Américains au marché mondial des céréales et du coton et leur domination de ce marché. Ils voyaient un grand intérêt dans l'emploi de coopératives pour favoriser le commerce du coton à Liverpool ou à Hanovre ou dans d'autres lieux de ce genre. Ils rêvaient de conquérir le marché chinois des céréales. La production de céréales en Californie était importante. Or, pour vendre ces céréales, il fallait faire le tour de l'Amérique du Sud et cela prenait six mois pour atteindre l'Europe. Alors ils se sont dit : pourquoi ne pas exporter vers la Chine ? C'était leur rêve. Une grosse part de la réflexion économique des populistes consistait à imaginer comment utiliser la puissance de la nation ainsi que la puissance des coopératives

pour renforcer la position du paysan américain dans les réseaux mondiaux de matières premières. On se fait souvent une idée du paysan américain sur le modèle de la paysannerie européenne qui cultive la terre pour sa famille et son village. Il est vrai qu'il cultivait aussi pour sa famille et pour son village, mais la façon d'atteindre la prospérité, de gagner de l'argent, c'était d'exporter sur le marché mondial des matières premières.

LES POPULISTES FURENT DES INNOVATEURS EN MATIÈRE DE DIFFUSION D'IDÉES POLITIQUES

GAUTHIER GRASLIN : Je comprends. Les populistes ont transformé la façon de faire de la politique aux États-Unis. Comment ont-ils utilisé la puissance de l'opinion par opposition aux parti traditionnels?

CHARLES POSTEL : Les populistes furent des innovateurs en matière de diffusion d'idées politiques. Il y avait ce système unique de journaux ruraux. Dès les origines, les populistes subventionnèrent des journaux ruraux et l'information rurale, si bien que, à leur apogée, les populistes avaient des milliers de journaux, qu'on pouvait recevoir sinon gratuitement, du moins pour un montant très modique, dans chaque bureau de poste rural des États-Unis. Ils développèrent tout un système de dépliants et de brochures à bas prix et organisèrent de grandes tournées de conférences. Ils appelèrent cela leur campagne de formation à l'économie politique, mais cela allait bien au-delà des sciences économiques. Cela incluait les sciences exactes, la littérature, la culture, l'histoire et toutes sortes de sujets, tout cela faisait partie de ces campagnes d'instruction populaire. Ils concevaient la politique comme une affaire d'instruction. Leur mot d'ordre était : savoir c'est pouvoir. Pour accéder au pouvoir, il faut instruire les gens et ensuite ils voteront en conséquence. Cette idée d'instruire le peuple par des tournées de conférences et, au premier chef, par des publications à bas prix était une innovation dans la politique américaine qui a été un succès à de nombreux égards. En dehors des partis républicain et démocrate, les populistes furent le parti qui connut le plus grand succès entre la guerre de Sécession et aujourd'hui. Aucun autre parti de troisième voie n'a eu de succès depuis la guerre de Sécession et le moteur de ce succès a été cette campagne d'instruction populaire. Le problème est que leurs opposants politiques s'en sont rendu compte. Au moment où ils affrontèrent McKinley à la fin des années 1880-1890, les Républicains avaient investi beaucoup d'argent dans des publications bon marché. La grande innovation des populistes fut donc selon moi ces campagnes d'instruction populaire.

L'AUTEUR

Charles Postel est un historien américain et professeur à la San Francisco State University. Il a étudié au Laney College d'Oakland avant de recevoir son doctorat de l'UC Berkeley en 2002. Ses études se concentrent sur la vie politique et les mouvements sociaux aux États-Unis pendant l'âge d'or et l'époque progressiste. Son ouvrage sur le mouvement populiste *The Populist Vision* (La vision populiste) (2009) fait référence en la matière. C'est sur cet ouvrage que porte l'entretien qu'il nous a accordé.

GAUTHIER GRASLIN : N'y a-t-il pas là un paradoxe, en ce sens que les populistes, comme les deux grands partis américains, ont fait de l'adhésion à leur cause un acte d'exclusion

autant que de participation? Comme dans les autres partis, leurs réunions étaient secrètes. Comment peut-on lutter pour donner le pouvoir à l'opinion publique et rester aussi secret?

CHARLES POSTEL : C'était une idée largement acceptée, à tort ou à raison, que les adhésions devaient rester secrètes. En effet, si votre adhésion au mouvement devenait connue, on vous mettait sur une liste noire, vous vous faisiez virer du boulot ou chasser de la ville. Par exemple, si l'on savait que vous étiez membre des Chevaliers du travail, vous ne pouviez pas avoir d'emploi. Donc, il fallait que l'adhésion reste secrète. Même dans un groupe comme l'alliance paysanne où ce danger était moindre, il était reconnu qu'à moins que vous ne gardiez vos réunions secrètes, vos ennemis y viendraient et y créeraient des troubles. Donc, en dépit du titre du livre de Lawrence Goodwyn, «La Promesse démocratique : le Moment populiste», les réunions n'étaient pas des espaces ouverts où vos ennemis politiques pouvaient venir mettre le bazar. Ainsi, il fallait être paysan, on ne pouvait pas être avocat pour rejoindre l'alliance paysanne. Une des conditions les plus importantes pour être membre de l'alliance paysanne était d'être blanc. Il y a là un élément d'exclusion. Mais le caractère secret des réunions ne visait pas principalement à empêcher les non-blancs de participer, mais plutôt à tenir les avocats et les ennemis politiques à distance. Quand le mouvement donna naissance au Parti du peuple, il devint impossible de continuer à fonctionner ainsi. Et cela ouvrit alors réellement la porte à toutes sortes de cinglés et il y eut vraiment beaucoup de gens bizarres dans le mouvement populiste.

GAUTHIER GRASLIN : Des gens des grandes villes ?

CHARLES POSTEL : Des gens avec des vues étranges, y compris religieuses comme par exemple des mystiques orientaux. Ils devinrent vraiment nombreux quand le mouvement devint le Parti du peuple, parce qu'il n'y avait plus de contrôle à l'entrée. C'est la vie associative qui était secrète, pas le Parti du peuple lui-même qui, avec ses conventions politiques et d'autres événements de ce genre avait une structure différente, une atmosphère différente.

GAUTHIER GRASLIN : Nous n'avions pas ce caractère secret en France, les républicains étaient ouverts. Je pense qu'il y a quelque chose de très américain dans cette idée de secret.

CHARLES POSTEL : Il faut comprendre qu'il y avait un lien avec le mouvement ouvrier. Il faut se rappeler à quel point le mouvement ouvrier américain était clandestin, illégal, jusque dans les années 1930. Il était très difficile d'être un organisateur du mouvement ouvrier ou

**JEFFERSON ÉTAIT LE HÉROS
DÉMOCRATIQUE, HAMILTON
ÉTANT LE HÉROS DES OLI-
GARQUES. MAIS, QUAND ON
REGARDE RÉELLEMENT LE
PROGRAMME POLITIQUE
DES POPULISTES, IL EST
BEAUCOUP PLUS HAMILTO-
NIEN QUE JEFFERSONNIEN**

d'être quelqu'un qui mobilisait les travailleurs en public. Et je pense que c'est un élément important de cette histoire.

GAUTHIER GRASLIN : Passons à un autre sujet. Certains aiment rattacher le populisme à une figure dominante de l'histoire américaine à savoir Jefferson. Mais les populistes semblent en contradiction avec la mystique du représentant qu'incarne Jefferson.

CHARLES POSTEL : Il est vrai que, dans certains endroits comme en Alabama, les gens du parti populiste s'appelaient eux-mêmes les Jeffersoniens, mais je ne suis pas sûr que ce soit significatif. Cela fait partie du folklore américain. Jefferson était le héros démocratique, le héros du peuple, Hamilton étant le héros des oligarques. Mais, quand on regarde réellement le programme politique des populistes, il est beaucoup plus hamiltonien que jeffersonien, que ce soit en ce qui concerne la puissance fédérale ou sur bien d'autres aspects. Je crois donc que c'est surtout la connotation du nom de Jefferson qui évoque le défenseur du travailleur, l'homme politique démocratique. Mais je ne suis pas sûr qu'il y ait plus que cette connotation. On n'entend pas les populistes citer énormément Jefferson, on ne les voit pas penser en termes jeffersoniens.

GAUTHIER GRASLIN : Et qu'en est-il de Jackson ? Jackson fut un président populiste. Quand Trump fut élu, en Europe, on dit que c'était un populiste de l'ère Jackson.

CHARLES POSTEL : Je ne suis pas sûr que les populistes aimeraient quoi que ce fût dans Jackson. Le populisme, à très peu d'exceptions près, n'était pas à la recherche d'un homme fort, ce que Jackson était. Le populisme n'était pas à la recherche d'un héros militaire. Ce n'était pas le genre de chose qui les intéressait pour l'essentiel. Il est vrai que la connexion entre Jackson et Trump est évidente. Entre autres choses, Jackson a tué des Indiens. Je pense que le fait que Jackson ait tué des Indiens est quelque chose qui excite Trump. Je pense que c'est quelque chose qu'il admire. Mais je ne suis pas sûr que les populistes étaient intéressés par Jackson. Ils étaient plutôt intéressés par une refonte de la constitution américaine. De nombreux populistes pensaient que la constitution américaine était surannée et que le moment était venu de la changer. Ils n'aimaient pas le Sénat par exemple, qu'ils voyaient comme un reste d'aristocratie et qu'il fallait selon eux abolir. Ils pensaient aussi que le président avait trop de pouvoir. Ils critiquaient la structure constitutionnelle américaine d'une façon qu'on n'imaginerait pas chez des partisans de Jefferson ou de Jackson.

GAUTHIER GRASLIN : Puisqu'on parle de différence avec Jackson, il y a la question de l'argent. Nous n'avons pas encore abordé le sujet, mais vous écrivez dans votre livre que c'est la question centrale du programme populiste. Pouvez-vous expliquer cela et indiquer pourquoi ces paysans pauvres avaient un problème avec l'argent ?

CHARLES POSTEL : C'est une histoire compliquée, mais je vais essayer de la décrire le plus

simplement possible. Avant la guerre civile, à l'époque de Jackson, il n'y avait pas de monnaie nationale. Chaque État avait sa banque et sa banque pouvait émettre un certificat, disant qu'il valait tant de dollars en équivalent-or. Mais, quand vous essayiez de récupérer votre or contre ce certificat, il se pouvait que ce certificat ne valût plus rien. Il n'y avait pas de système bancaire national. Ça, c'était avant la guerre de Sécession. Pour financer la guerre de Sécession, le gouvernement de l'Union, le gouvernement national du Nord émit des obligations. Ces obligations étaient garantis par le gouvernement des États-Unis. Et celui-ci émit beaucoup d'obligations qui portaient intérêt. Le gouvernement produisit également des billets. Ils les appelèrent Greenbacks ou billets verts, puisque comme vous le savez les dollars américains sont verts. L'utilisation d'encre verte pour les billets remonte à la guerre de Sécession. Et alors deux choses eurent lieu.

L'une date de l'époque de Jackson. Auparavant, les paysans avaient des doutes sur la valeur des billets, parce que les monnaies émises par les banques étaient connues pour être frauduleuses et non fiables. En revanche, ils adorèrent les billets émis par le gouvernement fédéral, parce qu'ils étaient fiables, eux. Ils étaient uniformes, ils remplissaient leur rôle, ils étaient valides comme monnaie. Mais le problème était que les banquiers et les autres personnes fortunées qui possédaient

la plus grosse
nationale émise
de Sécession ne
payés en billets
être rembour-
donc ce pro-
après la guerre
des billets verts
entraîna une
masse moné-

**TOUS LES GOUVERNEMENTS
IMPRIMENT DE L'ARGENT
POUR MAINTENIR L'ÉCONOMIE
À FLOT, EH BIEN C'EST CELA
QU'ILS VOULAIENT**

partie de la dette
lors de la guerre
voulait pas être
verts. Ils voulaient
sés en or. Il y eut
cessus compliqué
de remplacement
par de l'or et cela
contraction de la
taire surtout dans

l'Ouest et dans le Sud. Il y eut réellement une pénurie de numéraire. Le numéraire était très onéreux et il était très difficile de mettre la main dessus. Il y eut une véritable déflation. Un effondrement lié au dollar qui s'appréciait de plus en plus. Ainsi, votre boisseau de blé qui valait 50 cents ou sous auparavant ne valait plus que vingt sous. Et cela à répétition. Pour les paysans, c'était une catastrophe à répétition. Le pire c'était qu'en même temps, le coût des hypothèques explosait. À mesure que le dollar prenait de la valeur, votre dette hypothécaire vous coûtait de plus en plus cher. Il y avait donc un besoin urgent de trouver une solution à ce problème. Les paysans imaginèrent un certain nombre de remèdes, le plus fameux étant tout simplement d'avoir recours aux billets verts, n'est-ce pas ?

C'est ainsi qu'on eut le Parti des travailleurs pour le billet vert à la fin des années 1870 et au-delà. L'une de leurs revendications principales était : nous voulons plus de billets verts, imprimez donc de l'argent de façon à générer de l'inflation, à augmenter les prix et à soulager les fermiers. Aujourd'hui, tout le monde sait que c'est ce que les gouvernements font tout le temps. Tous les gouvernements impriment de l'argent pour maintenir l'éco-

nomie à flot. Eh bien c'est cela qu'ils voulaient. Ils proposaient d'autres solutions. L'une d'elles consistait à transformer le minerai d'argent en monnaie. On découvrait beaucoup d'argent au Nevada. Les paysans dirent : faites-en de la monnaie, ce qui contribuerait à créer de l'inflation, à augmenter la masse monétaire et à éviter la déflation. C'était là de grands problèmes pour les paysans et donc beaucoup de gens aujourd'hui disent : attendez une minute ! Les Jacksoniens étaient contre les billets, contre la monnaie papier. Mais il y a billet et billet. Les bons billets sont ceux garantis par le gouvernement fédéral. C'est lié à la puissance que le gouvernement fédéral a acquise pendant la guerre de Sécession. Les paysans en étaient impressionnés et ils voulaient ce papier-monnaie. C'est ce qu'on appelle la bataille des étalons qui fut une grande question politique. La vérité est que l'étalon-or n'a jamais complètement gagné la bataille, mais il l'a suffisamment gagnée pour causer des ravages dans l'économie américaine, encore et encore. C'est seulement lors de l'effondrement de 1907 que nous finîmes par avoir en 1913 la banque de la Réserve fédérale qui commença à régler cette question de la monnaie.

LE MODÈLE DES POPULISTES ÉTAIT LA BANQUE CENTRALE FRANÇAISE CRÉÉE PAR NAPOLÉON

GAUTHIER GRASLIN : En fait, le modèle des populistes était la Banque centrale française créée par Napoléon. En quoi celle-ci différait-elle de la Réserve fédérale qui fut créée ?

CHARLES POSTEL : Oui je pense qu'ils étaient enthousiasmés par le modèle de la banque nationale française. Ils étaient aussi séduits par le fait que les Français utilisaient le métal argent. Je ne sais pas exactement comment cela fonctionnait, mais je crois que la monnaie française était basée sur l'argent comme métal. Ils étaient aussi très favorables à l'utilisation qui était faite de la Banque centrale française pour injecter des fonds dans l'économie agricole. Ils considéraient cela comme un modèle que les États-Unis devraient suivre. Dans la vision populiste américaine, ils eurent cette idée qu'ils appelèrent le sous-trésor. Cette idée était inspirée par leurs études du système français mais aussi par l'exemple russe. Je pense que c'est surtout l'exemple français qui les fascina. Leur idée était que le trésor national devrait être non seulement responsable de la frappe de la monnaie, bien sûr, mais aussi du commerce agricole. Dans leur idée, dans chaque village agricole des États-Unis, il devait y avoir un entrepôt financé par le trésor national où les paysans pourraient entreposer leur récolte à un taux d'intérêt de 2%. Ceci leur permettrait de financer les semences de l'année suivante et leurs autres besoins. Ils étaient donc très imaginatifs quant à la façon dont le trésor national devrait être utilisé et ils pensaient que c'est ce que les Français faisaient. Je ne connais pas assez l'histoire de France pour savoir si c'était vrai, mais en tout cas c'est l'idée qu'ils s'en faisaient : injecter des fonds du gouvernement national dans l'économie rurale.

GAUTHIER GRASLIN : À propos de solution imaginative, cela me fait penser à leur piste pour combattre les grandes sociétés industrielles en créant leur propre monopole bancaire. Je

trouve cette histoire très amusante. Pouvez-vous nous en parler ? Ceci montre qu'ils étaient très pragmatiques pour lutter pour leurs droits et pour leur bien-être économique...

CHARLES POSTEL : Le mot trust était un mot très précis dans les décennies qui suivirent la guerre de Sécession. Le trust était un regroupement entre différentes sociétés commerciales. Fondamentalement, c'était une entente sur le prix de vente. C'était donc essentiellement une structure de prix monopolistique. Et il y eut une bataille importante au sujet des trusts dans les années 1880. Les paysans pensaient que la meilleure façon de lutter contre ces trusts était de former leur propre trust. Ils se dirent que s'ils se regroupaient en suffisamment grand nombre, ils pouvaient gagner. C'est ainsi qu'ils imaginaient le fonctionnement de l'économie.

GAUTHIER GRASLIN : Mais si l'on veut être plus nombreux, il faut avoir recours à l'actionnariat. Mais dans ce cas, comment préserver l'égalité ?

CHARLES POSTEL : Exact. De fait, nombre de leurs coopératives se transformèrent en sociétés par actions. Donc, les gens achetèrent des actions. Les gens travaillèrent sur la question de l'égalité, si bien que, dans nombre de ces sociétés par actions, il y avait, au moins au début, des statuts, un règlement interdisant de posséder plus qu'un certain nombre d'actions. Personne ne pouvait posséder plus qu'une certaine quantité, parfois une quantité minime. Mais, inévitablement, comme toujours, ces coopératives se sont heurtées à des problèmes de hiérarchie et d'inégalités en leur sein. Par exemple, si on édifie une grosse coopérative pour s'occuper du commerce du coton à Dallas au Texas, quelle est la position des ouvriers qui travaillent ? Quelle est la position des travailleurs qui sont employés dans le secteur du coton ou de ceux qui déplacent les balles de coton et qui font tourner les machines ? Quel est leur statut à l'intérieur de la coopérative ? Fréquemment, on ne leur accordait aucun droit ni aucune participation. Ce qu'ils essayaient de faire était donc compliqué et non dénué de nombreuses contradictions.

PRESQUE TOUJOURS, LE CANDIDAT POPULISTE FUSION- NAIT SOIT AVEC LES RÉPUBLICAINS SOIT AVEC LES DÉMO- CRATES, SELON QUI ÉTAIT LE PLUS FAIBLE, POUR REMPORTER L'ÉLECTION

GAUTHIER GRASLIN : Passons maintenant à notre troisième partie : l'héritage laissé par le populisme. Comment expliquez-vous que les populistes de la troisième voie aient perdu contre les fusionnistes ?

CHARLES POSTEL : Il faut comprendre le fonctionnement de la politique américaine. C'est une question institutionnelle, de structure politique, pas une question d'idées. Dans nos élections, le gagnant remporte tout, presque partout. Dans n'importe quelle circonscrip-

tion électorale pour le Congrès, dans n'importe quelle élection sénatoriale et bien sûr dans la course à la présidence. Fondamentalement, cela se résume à deux concurrents. Ceci entraîne l'existence de deux grands partis, parce que, si vous voulez gagner, vous devez faire partie de l'une ou l'autre des deux coalitions. Pour l'emporter, il faut 50 % ou du moins la majorité. Donc le Parti du peuple, quand il apparaît, fait l'effet d'un coup de tonnerre, puisque dans toute une série d'élections au Congrès voire pour les postes de gouverneur, au-delà des montagnes à l'Ouest, d'un bout à l'autre des grandes plaines et même dans un ou deux Etats du Sud, le parti remporte des victoires marquantes. Mais ce fut toujours là où l'un ou l'autre des deux grands partis politiques était très faible, ce qui permettait à un troisième parti de faire irruption et de se présenter comme la vraie opposition et de gagner. Les populistes n'ont jamais gagné là où chacun des deux autres partis avait une chance sérieuse de l'emporter. Dans une élection compétitive, l'arrivée d'un troisième parti signifiait la défaite pour l'un des deux autres partis. Ce n'était donc pas viable. Ainsi, par exemple l'Iowa avait un Parti démocrate fort et un Parti républicain fort, d'où un Parti du peuple très faible parce qu'il ne pouvait pas s'immiscer dans la course. Dans le Kansas voisin qui avait le même type d'économie, la même sorte de paysan, la même sorte de monde, les Démocrates étaient très faibles. Les populistes purent alors se présenter comme l'opposition aux Républicains et remporter l'assemblée de l'État.

En outre, l'autre recette qui permettait aux populistes de gagner consistait à convaincre les derniers représentants du parti le plus faible à s'unir avec eux. Les populistes présentaient alors des candidats de fusion. Donc, presque toujours, le candidat populiste fusionnait soit avec les Républicains soit avec les Démocrates, selon qui était le plus faible, pour remporter l'élection. Donc la fusion était presque universelle lorsque les populistes gagnèrent des élections. Ils connurent beaucoup de succès ainsi en 1892. Un débat naquit sur la question de savoir si ces accords de fusion diluaient la pureté idéologique du parti. Il fallait donc qu'ils fassent le ménage et d'ailleurs le parti populiste mûrissait et se renforçait. Ils agirent en conséquence lors des élections de 1894 dans un certain nombre d'endroits. Je vais vous donner l'exemple de la Californie. En Californie, le Parti du peuple remporta 25% des suffrages. Pas mal, n'est-ce pas, pour un troisième parti ? Le Parti républicain, de mémoire, fit 40%. Et le Parti démocrate, 35%. Maintenant, les Démocrates et les populistes avaient des programmes très similaires. L'un et l'autre appelaient à la nationalisation des chemins de fer, exigeaient une journée de travail de huit heures et d'autres réformes de cette nature. À eux deux, les populistes et les Démocrates remportèrent 60% des suffrages. Mais ils furent quasiment éliminés de l'assemblée législative de l'État. Ils obtinrent huit sièges à l'assemblée, dont un seul pour les populistes, avec 25% des suffrages. Les Républicains remportèrent tout. En d'autres mots, si les deux partis réformistes ne s'unissent pas, c'est une déroute pour eux et une victoire complète pour les Républicains.

Ce fut la leçon des élections de 1894. Dans son livre, «La Promesse démocratique», Lawrence Goodwyn soutient que c'était les populistes modérés, qui n'étaient pas de vrais populistes, qui étaient partisans de la fusion, par opposition aux vrais populistes qui voulaient constituer une vraie troisième voie, qui représentaient le cœur radical du mouvement

populiste et qui furent défaits par les fusionnistes. J'ai une interprétation complètement différente. Partout où les gens comprennent le problème électoral créé par la présence d'un troisième parti et le désastre que cela causerait, ils s'écartent de cette solution. Cela inclut certains des populistes les plus radicaux et les plus progressistes. Ce fut le cas de Eugene Debs, qui fondera plus tard le parti socialiste. Mais à l'époque populiste, il reconnut qu'une stratégie de troisième voie reviendrait tout simplement à donner le pouvoir aux Républicains. Tom Watson, en Géorgie, est un partisan de la troisième voie. Même cela ne veut rien dire, puisque les Démocrates vont gagner de toute façon. Refuser toute alliance électorale est donc sans conséquence. Les Démocrates vont gagner, quoi qu'il arrive. Donc autant rester la troisième voie. Cela n'a rien à voir avec les principes ou le fait d'être radical. C'est une affaire de réalisme, vu le fonctionnement des institutions politiques américaines. A partir de 1896, l'immense majorité des populistes reconnaissent que la fusion est une nécessité et que la stratégie de la troisième voie pose problème. Et j'ajouterais une seule chose, à savoir que l'autre exemple réellement important de fusion fut la Caroline du Nord, où les Républicains noirs et les populistes blancs fusionnèrent, comme je l'ai déjà dit, ce qui déboucha sur un des plus grands succès électoraux des populistes dans le pays. Ils dominèrent la politique de l'État au milieu des années 1890.

LE POPULISME A MIEUX RÉUSSI MORT QUE VIVANT

GAUTHIER GRASLIN : Intéressant. À propos de ce problème d'être le troisième parti, c'est astucieux d'utiliser la dynamique de la troisième voie, pas pour obtenir la majorité seul mais pour ouvrir des possibilités. Pour lutter contre la suprématie des blancs, par exemple.

CHARLES POSTEL : Je ne suis pas sûr de cela. Mais il est vrai que les Afro-Américains, puisque les populistes blancs et les Démocrates blancs se disputaient les suffrages – c'était avant que les Noirs aient complètement perdu le droit de vote en pratique, et de nombreux Noirs votaient encore, et même en grand nombre dans la plus grande partie du Sud – à défaut de pouvoir voter pour un Républicain noir, ce qui n'était pas possible, y compris dans certains cas parce qu'il se faisait chasser de la ville, pouvaient du moins choisir de voter pour un blanc plutôt que pour un autre. Ils pouvaient choisir entre populistes et Démocrates. Et cela leur donnait un pouvoir de négociation ; par exemple pour que les écoles noires fussent mieux financées, ou pour avoir un shérif noir ou pour toute autre amélioration de leur situation. Cette fracture, cette scission du Parti démocrate qui a produit le populisme et donné naissance au Parti du peuple ouvre des possibilités pour les droits des Noirs. Et quand on voit à la fin des années 1890 cette campagne pour retirer le droit de vote aux Noirs, cette campagne pour la suprématie des blancs menée par les Démocrates, sa principale motivation était : Regardez, la division entre populistes blancs et Démocrates blancs donne trop de pouvoir aux Noirs. Il faut mettre fin à cela. Et c'est ce qui se produit.

GAUTHIER GRASLIN : La conclusion de votre livre contient une citation amusante, selon laquelle le populisme a mieux réussi mort que vivant. Pouvez-vous développer ?

CHARLES POSTEL : Bien sûr. Donc, après l'élection de 1896, qui vit la défaite de Bryan, le Parti du peuple se désintégra. Certes, quelques personnes comme Tom Watson continuèrent à brandir l'étendard du Parti au XXe siècle, mais le Parti était tout simplement mort après 1896, et notamment après la campagne pour la suprématie des Blancs en Caroline du Nord en 1898 et le massacre de Wilmington. Que firent donc ces populistes après l'effondrement de leur parti ? Beaucoup rejoignirent soit le Parti démocrate soit le Parti républicain et là, ils formèrent une faction qui adopta le programme populiste. Cela se produisit partout dans l'Ouest. Ailleurs, y compris dans certaines parties du Sud, on assista à la formation de groupes qu'on pourrait appeler sociaux-démocrates, ou libéraux au sens américain. Un fait important est que les gens qui ne peuvent pas digérer cela rejoignent Debs et forment le Parti socialiste, au début du XXe siècle. Je demande souvent à mes étudiants : quel État a le plus voté socialiste, en pourcentage, en 1912 ? Très peu devinent qu'il s'agit de l'Oklahoma. Et c'est parce que c'était un État agricole avec une forte tradition populiste. Ces populistes étaient devenus socialistes. Ainsi, en pourcentage, il y avait plus de socialistes en Oklahoma que partout ailleurs aux États-Unis. Et l'on pourrait dire la même chose de certaines parties du Texas, du Kansas et de l'Ouest. Si l'on considère l'élection présidentielle de 1912, il y avait quatre candidats. Étrange, n'est-ce pas ? Avoir trois candidats est déjà rare. Bien sûr, on a Taft, le porte-étendard républicain, qui était un républicain traditionnel. Mais on a aussi Wilson. Certes, c'est un type assez conservateur, mais son programme en 1912 est plein de vieilles revendications populistes, comme la réforme monétaire, la réforme électorale, la journée de travail de huit heures, etc. On a bien sûr Roosevelt, encore plus progressiste, au point de faire dire à Eugene Debs qu'il avait juste volé le programme des socialistes et enfin il y avait Debs lui-même. Donc, si on additionne Debs, Wilson et Roosevelt, on arrive à 75% de suffrages en faveur de programmes qui ressemblent au programme populiste et, à partir de 1913-1914, on a ces changements radicaux dans la constitution et la législation, y compris l'adoption de l'impôt fédéral sur le revenu et l'élection des sénateurs au suffrage direct. Toutes ces choses qui viennent du programme populiste de 1892 passent dans la législation. C'est cela que je veux dire quand je parle d'un parti plus puissant une fois mort que quand il était vivant.

A MESURE QU'ON S'ÉLOIGNE DANS LE TEMPS DU POPULISME DES ANNÉES 1890, IL DEVIENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE DE SUIVRE LE FIL

GAUTHIER GRASLIN : Mais ces politiques de l'époque progressiste sont-elles vraiment du populisme, ou celui-ci a-t-il été dilué ?

CHARLES POSTEL : Certaines de ces politiques ne sont clairement pas diluées. L'élection directe des sénateurs est exactement ce que les populistes réclamaient. L'impôt sur le revenu est un sujet plus compliqué. Quand il fut voté pour la première fois, c'était exactement ce que les populistes voulaient : seuls les riches le payaient. Ensuite, cela change. Les

riches sont capables de dire : non, nous ne voulons pas payer d'impôts, nous allons faire payer l'impôt par les pauvres. Mais, dans sa forme originelle, l'impôt sur le revenu était conforme à la volonté des populistes. La Réserve fédérale n'a pas la forme que les populistes souhaitaient. Ils voulaient un contrôle par le peuple plutôt qu'un système avec des gouverneurs. Et ils voulaient une banque centralisée plutôt que ces banques régionales où les banquiers pouvaient contrôler ce qui se passait. Mais elle remplissait en grande partie la fonction qu'ils avaient envisagée. Dans ce cas-ci, le bilan est mitigé et on peut parler de dilution. Mais, vous savez, la science économique, au milieu des années 1910 et à des dates ultérieures, n'était plus la même que celle des années 1890.

GAUTHIER GRASLIN : Peut-on alors dire que les populistes ont réussi, puisqu'ils ont pu mettre une telle pression sur les élites ? Je pense qu'il y a un tel exemple en France. Quand de Gaulle y revint au pouvoir, tout le monde était contre lui. Puis il y eut une élection présidentielle. Et tout le monde fut pour lui, de l'extrême-gauche à l'extrême droite en passant par le centre, parce qu'il avait gagné une sorte de guerre culturelle. N'est-ce pas la même chose avec les populistes ?

CHARLES POSTEL : Disons qu'à mesure qu'on s'éloigne dans le temps du populisme des années 1890, il devient de plus en plus difficile de suivre le fil. Il y a une connexion claire entre le New Deal, la fameuse nouvelle donne de Roosevelt, et les populistes. Prenez Lyndon Johnson. C'était le représentant texan par excellence du New Deal au Congrès à la fin des années 1930 et dans les années 1940. Il a grandi sur les genoux d'un grand-père populiste. C'est là qu'il a appris la politique. On voit donc là un lien direct. Voilà un vrai populiste. Selon certains, le triomphe du courant libéral, au sens américain, du milieu du XXe siècle, n'est pas autre chose que le populisme. Un très bon livre récent soutient d'ailleurs cette thèse : le populisme texan au sens large, c'est le libéralisme du milieu du XXe siècle. Je pense toutefois que le populisme originel avait un côté plus social-démocrate, qui n'est pas sorti gagnant, mais qui a été un moteur politique du milieu et de la fin du XXe siècle. C'est un morceau du puzzle, même s'il n'est pas dominant. C'est d'ailleurs pareil aujourd'hui. Pensez à Elizabeth Warren. Quoi qu'on pense d'elle, comme historien, j'entends cet accent de l'Oklahoma quand elle parle d'impôt sur la fortune ou de banque postale. Elle dit qu'il faut offrir des services bancaires dans les bureaux de poste afin que tout le monde ait accès à une banque. Je ne peux pas m'empêcher de reconnaître là le populisme.

ILS REGARDÈRENT LE POPULISME COMME UNE SOURCE POSSIBLE DU FASCISME AMÉRICAIN, UN PROTO-FASCISME

GAUTHIER GRASLIN : J'aurais une dernière question. On voit qu'il y a une lutte pour l'égalité dans la vie politique actuelle. Mais la mémoire en a été pour ainsi dire effacée. Comment cela se fait-il ? Comment la lutte passée pour l'égalité a-t-elle été enfouie et oubliée ?

CHARLES POSTEL : Question compliquée qui demanderait un long développement mais à

laquelle je vais essayer de donner la meilleure réponse possible. Jusque dans les années 1940 ou 1950, quelle que fût leur opinion du populisme, les historiens, les universitaires y voyaient un mouvement d'ouvriers et de paysans ayant pour but une société plus égalitaire. Certains l'appelaient traditionaliste, d'autres primitif, mais tous y reconnaissaient une forme d'élan démocratique égalitaire. Mais il y eut un groupe d'universitaires, de politologues, de sociologues et notamment un historien du nom de Richard Hofstadter qui s'intéressaient aux racines du fascisme en Europe ainsi qu'aux racines et au sens du mac-carthysme dans l'Amérique des années 1950. C'étaient des gens de gauche, mais qui nourrissaient une grande suspicion envers la politique des masses. Ils considéraient la politique des masses comme dangereuse voire comme la source du fascisme. Ils regardèrent donc le populisme comme une source possible du fascisme américain, un proto-fascisme. Et ils trouvèrent des traces de ce qu'ils cherchaient. En passant les tracts au crible, ils trouvèrent ici ou là une référence antisémite, un propos antidémocratique ou d'autres choses de cette nature. Et alors, ils se mirent à écrire des livres entiers sur le populisme, origine de l'antisémitisme, de l'autoritarisme, de l'intolérance, du racisme, etc. C'était complètement faux. Oui, tout cela existait dans le populisme, mais il faut se rappeler que le Parti républicain était alors profondément, expressément antisémite. Pas le Parti du peuple. Oui, on pouvait trouver des choses chez les populistes, mais relisez les discours de Eugene Debs sur la solidarité avec les Juifs. C'est donc une critique partielle et absurde que de reprocher au populisme d'être à l'origine de l'intolérance, du fanatisme, de la paranoïa et de la démagogie dans la politique américaine. Mais c'est resté. Et pourquoi est-ce resté ? Parce que beaucoup d'intellectuels appartenant à la classe moyenne aisée ont trouvé cela rassurant. Oh ! Le problème vient de ces idiots des classes inférieures. Avec beaucoup de condescendance, ils ont attribué le problème à ceux d'en bas. Mais si on regarde les faits, le vrai antisémitisme aux États-Unis, méchant et féroce, émanait de banquiers new-yorkais, de financiers et de gens comme Madison Grant, l'auteur du Déclin de la grande race de 1916. Ça, c'est du fascisme américain. Ça, c'est de l'antisémitisme américain. Or, Grant appartenait à la bonne société new-yorkaise, c'était un ami de Teddy Roosevelt, un diplômé de l'université Columbia. Mais Richard Hofstadter et ses collègues de la chic Columbia veulent pouvoir dire : oh ! Ce sont les gens là-bas, en Oklahoma, c'est eux, le danger, c'est eux qui doivent nous inquiéter.

CELA RESSEMBLE TELLEMENT À L'ANTISÉMITISME FRANÇAIS DE LA FIN DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE, QUI ÉTAIT LE FAIT DES ÉLITES PARISIENNES. MAINTENANT ON DIT QUE C'ÉTAIENT LES PAYSANS

GAUTHIER GRASLIN : Cela ressemble tellement à l'antisémitisme français de la fin du dix-neuvième siècle, qui était le fait des élites parisiennes. Maintenant on dit que c'étaient les paysans.

CHARLES POSTEL : Exactement ! Et cela à un moment où lesdits paysans américains du mouvement populiste sont explicitement non antisémites. Ils en appellent expressément à l'unité de toutes les religions. Ils disent ouvertement : nous voulons les Juifs dans notre mouvement, et ils sont le seul parti à le dire. Et voilà qu'aujourd'hui c'est une sorte de dogme universellement accepté parmi les gens qui ont une formation en sciences politiques que de croire que le populisme est à l'origine de l'antisémitisme, des politiques d'exclusion et qu'il préfigure Donald Trump. C'est dingue. Et le nationalisme de droite ? Et l'antisémitisme de droite ? Ils n'en ont pas entendu parler ? Ces tendances existent depuis longtemps. Et elles n'ont rien à voir avec le populisme. Le populisme n'en est pas la cause. Les populistes étaient des démocrates sociaux. Ils avaient un programme tout autre. Ainsi, on oblitère la tradition démocrate sociale aux États-Unis, en assimilant ses représentants à une espèce de groupe de lyncheurs ignorants déchaînés contre les immigrants. C'est une contre-vérité historique. Mais c'est ce qu'on entend. Quand j'ai publié mon livre sur le populisme en 2007, des rédacteurs de revues intelligentes m'appelaient pour me dire : on voudrait que vous expliquiez comment le populisme a donné naissance à Sarah Palin et au mouvement du Tea Party. Et je répondais : Sarah Palin et ce mouvement représentent tout ce à quoi les populistes étaient opposés. Regardez donc le programme de ces gens-là. Ils réclament même le retour de l'étalon-or. Et vous appelez cela des populistes ?

GAUTHIER GRASLIN : Je vois. J'imagine que vous recevez des appels de gens qui veulent vous interroger sur Donald Trump.

JE TRAVAILLE AVEC BIEN DES MEMBRES DE LA JEUNE GÉNÉRATION ET, EN SCIENCES POLITIQUES, ON LEUR APPREND QUE POPULISME ÉGALE EXTRÊME-DROITE, OU BIEN QUE POPULISME ÉGALE EXTRÊME-GAUCHE. ON LES ENFERME DANS UNE SORTE DE PRISON MENTALE

CHARLES POSTEL : Oui, tout le temps. Bon, maintenant, à force, les gens ont fini par me connaître et ils savent que je ne peux pas leur être bien utile. Mais on répète cette histoire encore et encore. Les gros bonnets du département de sciences politiques de Berkeley continuent à débiter ces fadaises.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, parce qu'ils manquent de culture historique.

CHARLES POSTEL : C'est en effet totalement non-historique. Ils manquent de culture historique et ne veulent pas le reconnaître. J'y vois une marque de grande condescendance pour les réalités politiques. Et c'est pourquoi je vous suis vraiment reconnaissant d'avoir organisé cet entretien sur la question.

GAUTHIER GRASLIN : Quand nous avons choisi le sujet du populisme, nous nous sommes dit que nous voulions éviter de nous concentrer sur Jackson, sur Trump. Parce qu'il y a un énorme pan d'histoire qui n'est pas connu. Et je vous suis très reconnaissant de l'avoir mis en lumière. Je travaille avec bien des membres de la jeune génération et, en sciences politiques, on leur apprend que populisme égale extrême-droite, ou bien que populisme égale extrême-gauche. On les enferme dans une sorte de prison mentale. C'est terrible, car ce n'est pas fondé sur l'histoire.

GAUTHIER GRASLIN : Parfait résumé.

Andrew JACKSON : **le modèle du président POPULISTE**



*Entretien avec
David Brown*

**COMMENT UN NOUVEAU TYPE D'HOMME DE L'OUEST
A PRIS LE CONTROLE DE LA REPUBLIQUE AMERICAINE...**

ANDREW JACKSON MARQUE UN TOURNANT DANS LA VIE POLITIQUE AMÉRICAINE EN ÉTANT LE PREMIER HOMME DE L'OUEST QUI S'IMPOSE À LA PRÉSIDENTE CONTRE LES ÉLITES TRADITIONNELLES DE LA NOUVELLE ANGLETERRE GRÂCE À LA GLOIRE MILITAIRE QUI EN FAIT UN NOUVEAU WASHINGTON DANS L'ESPRIT POPULAIRE AMÉRICAIN. SON PROGRAMME POLITIQUE, MARQUÉ PAR UN RENFORCEMENT DE LA PRÉSIDENTE, CORRESPOND AUX ASPIRATIONS D'UNE NOUVELLE AMÉRIQUE DE L'OUEST, PLUS DÉMOCRATIQUE ET EXPANSIONNISTE. SON HÉRITAGE EST DONC AMBIGU, ENTRE MODERNISATION DE LA PRATIQUE DU POUVOIR, REFONDATION DES ÉQUILIBRES POLITIQUES ET DÉFENSE DU SYSTÈME ESCLAVAGISTE MIS EN PLACE AU SUD AU PRIX DE LA DÉPORTATION DES POPULATIONS AMÉRINDIENNES.

LUCAS FAVRE : Lorsque j'ai lu votre biographie, j'ai été frappé par la manière dont Jackson semble être l'incarnation du self made man américain. Il est le fils d'immigrants pauvres, un orphelin et réussit néanmoins à conquérir la Maison Blanche. Est-ce qu'une telle trajectoire était courante à l'époque ?

DAVID BROWN : Tout d'abord, pourquoi écrire à présent un livre sur Jackson? Tout simplement parce que le populisme est un thème très à la mode. J'ai cherché à trouver les racines de la tendance populiste dans la politique américaine et ceci m'a amené naturellement à m'intéresser à la présidence d'Andrew Jackson dans les années 1820 et 1830. Son parcours est-il typique ou exceptionnel pour cette période de l'histoire américaine? Et bien, je pense qu'il y a un peu des deux.

En ce qui concerne les années 1820, il aurait été l'exception. Il n'aurait eu aucune chance d'être élu à la présidence dix ans plus tôt, selon moi. Mais il représentait un visage de la démocratie occidentale, le populisme occidental, qui ne cesserait de prendre de l'importance au cours des années suivantes. Il ne correspondait pas au modèle de la quasi-aristocratie de la Côte Est, comme Jefferson ou Washington l'avaient été. Son destin s'était forgé de l'autre côté des Appalaches et il était donc issu de l'Ouest américain de l'époque. Une ou deux générations plus tard, après la Guerre de Sécession, à la fin du XIX^{ème} siècle, de plus en plus de présidents allaient avoir les mêmes origines géographiques que lui, étant originaires de l'intérieur du pays, du Midwest.

JACKSON FUT CERTES UN AGENT DE LA DÉMOCRATISATION, MAIS IL EUT ÉGALEMENT SOUVENT DES TENDANCES TRÈS AUTORITAIRES

C'est pourquoi Jackson incarne, selon moi, un vent d'air frais dans la vie politique américaine, symbolisant une ouverture tendant vers une plus grande démocratisation. Je pense qu'on peut dire que Jackson fut le premier chef de l'exécutif à être élu par le vote des hommes blancs appartenant à l'ensemble des classes sociales qui constituaient la société de l'époque.

IL CONTRIBUA AINSI À LA POUSSÉE VERS L'OUEST QUI ÉTAIT ÉGALEMENT SYNONYME DE POUSSÉE VERS LES TERRITOIRES INDIENS ET L'EXPULSION DE CES DERNIERS PLUS À L'OUEST

LUCAS FAVRE : L'une des premières choses que Jackson fit, comme vous l'écrivez, fut de se rendre au Tennessee, qui à l'époque faisait partie de l'Ouest américain. Il contribua ainsi à la poussée vers l'Ouest qui était également synonyme de poussée vers les territoires indiens et l'expulsion de ces derniers plus à l'Ouest. Ceci conduisit également à l'extension des territoires américains esclavagistes. Ce sont deux dynamiques du XIX^{ème} siècle américain méconnues par le public français. Pourriez-vous nous les expliquer un peu mieux et nous décrire la manière dont Jackson y fut impliqué ?

DAVID BROWN : Pour moi Jackson est sans doute l'individu qui a joué le rôle le plus important dans la chasse des Indiens et dont l'action a le plus favorisé l'émergence de la ceinture de coton que l'on devrait nommer la ceinture noire du fait du nombre d'esclaves qui furent amenés pour travailler dans les plantations de coton. Tout d'abord, Jackson fut un soldat avant de devenir président des Etats-Unis et en tant que tel il joua un rôle dans la guerre de 1812 qui permit entre autres conséquences la déportation des populations d'Amérindiens du Sud-Ouest, de la région du Golfe. Bien sûr, pendant sa présidence, il demanda et obtint du Congrès une loi qui favorisait les déplacements des populations indiennes. De telles pratiques se généralisèrent dans le Sud américain pendant son mandat. La plupart des Amérindiens avaient jusqu'alors travaillé gratuitement.

La conséquence de cette politique fut donc la disparition de cette main d'oeuvre gratuite dans le Sud. Dans bien des cas, elle fut remplacée par des plantations, c'est-à-dire par une main d'oeuvre servile. C'est un processus historique qui a encore des conséquences dans l'Amérique contemporaine. Vous pouvez encore en observer les vestiges dans le Sud américain actuel. On peut y discerner encore une sorte de ceinture noire qui traverse cette région. Sans oublier la catastrophe que fut la déportation des Indiens, la tragédie de la piste des pleurs, qui continue encore à hanter l'esprit des Américains de notre époque. Jackson fut au centre de ces deux processus.

LUCAS FAVRE : Il a donc déménagé au Tennessee et s'est consacré à une économie de plantation fondée sur l'esclavage tout en demeurant un guerrier bataillant avec les Indiens. Comment a-t-il obtenu une renommée nationale ?

DAVID BROWN : Le jeune Jackson était un notable du Tennessee. Mais ce fut la guerre de 1812 qui en fit une figure nationale. Pourtant, au début du conflit il était d'une certaine manière sur la touche. Le gouvernement national ne l'avait pas réellement pris en considération

et ne lui avait pas confié la moindre armée. Il dut se contenter de participer à la milice du Tennessee. Mais par le hasard des circonstances, et notamment grâce à la mort ou à la démission de nombreux supérieurs hiérarchiques, Jackson gravit petit à petit les échelons. Il fut alors incorporé dans l'armée des Etats-Unis avec le rang de général. Bien sûr, il remporta également des succès étourdissants dans sa lutte contre la Nation Creek sur les territoires du futur Alabama. Il gagna la bataille de Horseshoe Bend qui permit d'obtenir un traité qui apporta des centaines de milliers d'hectares aux Etats-Unis d'Amérique.

Après cela, il partit défendre la ville de la Nouvelle Orléans. Les Anglais tentèrent alors d'attaquer ses forces là-bas mais leur campagne tourna au désastre, notamment parce que Jackson et son armée s'étaient retranchés et qu'ils purent les repousser avec des pertes minimales. Les pertes infligées aux Britanniques furent quant à elles énormes. Même si le traité de paix avait alors déjà été signé, la bataille avait néanmoins eu lieu. A l'époque il n'y avait pas d'électricité et les nouvelles ne circulaient pas aussi vite qu'à notre époque. La bataille de la Nouvelle Orléans prit donc une dimension particulière. Non seulement les Etats-Unis avaient survécu à la guerre de 1812 alors que leur capitale avait pourtant été brûlée quelques mois plus tôt, mais en plus la victoire de Jackson apparut comme ayant contribué de manière décisive à la guerre. Il devint le sauveur de la nation. C'est ce qui le propulsa à une renommée nationale.



A Maryland farmer, 1812

LUCAS FAVRE : Il fut d'une certaine manière considéré comme le successeur de George Washington sur le plan militaire....

DAVID BROWN : Tout à fait, mais cela alla même plus loin. Beaucoup de personnes le comparaient à Washington en tant que héros militaire mais elles étaient également frappées par ce qu'un observateur de l'époque appela le choc de sa popularité. George Washington était une figure imposante. Vous l'approchiez avec respect. Andrew Jackson était une personnalité bien plus simple, plus terre à terre, typique de l'Ouest américain. Je pense donc que beaucoup d'Américains pouvaient s'identifier de bien des manières à Jackson, y compris sur le plan émotionnel, ce qu'ils étaient tout simplement incapables de faire avec une figure comme Washington qui s'apparentait davantage à une sorte de divinité lointaine. Donc si Jackson est comparable à Washington du point de vue de la réputation militaire, à une époque où la démocratie se renforce, la question primordiale devient de savoir quel candidat est capable de susciter de l'engouement. Et cela sera celui avec lequel les électeurs peuvent s'identifier d'une certaine manière.

LUCAS FAVRE : J'ai remarqué qu'à cette période de sa vie, il avait une relation complexe avec les conventions, que celles-ci soient sociales comme dans le cas de son mariage ou ultérieurement de l'affaire Eaton à Washington D.C voire même avec les conventions Nouvelle Orléans il continua de faire s'exercer la loi martiale ou comment il décida de partir seul mener la guerre contre les Espagnols lors des guerres de Floride.

JE SUIS PERSUADÉ QUE NOUS POUVONS ENCORE DISCERNER DANS L'AMÉRIQUE CONTEMPORAINE SON INFLUENCE, NOTAMMENT SUR LA QUESTION POPULISTE

DAVID BROWN : Oui, c'est une facette très intéressante de la réputation de Jackson. C'était aussi bien une force qu'une faiblesse. Il pouvait agréger des gens autour de lui. C'est ici que vous décelez la notion de l'action populiste qui combat, comme Jackson l'aurait exprimé les élites, que celles-ci soient à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté nationale. Vous avez mentionné par exemple sa relation avec sa femme et le fait qu'ils ne se sont jamais mariés. Mais le mariage, pour les gens de l'Ouest, était souvent vu comme une règle qui ne correspondait absolument pas à la manière dont les gens sur la Frontière vivaient, voire étaient contraints de vivre.

D'une certaine manière, nous pourrions considérer les actions et les manières de Jackson, qui pouvaient parfois être violentes, comme répugnantes. Mais à son époque, il y avait beaucoup d'Américains, et sans doute une majorité d'entre eux, qui pensaient que c'était une manière d'être qui découlait de ses origines en tant qu'habitant de l'Ouest. Ils ne lui en tenaient absolument pas rigueur. Ils estimaient qu'il se comportait en homme d'honneur et qu'il n'hésitait pas à affronter des situations ou des adversaires que ces mêmes personnes considéraient comme leurs ennemis ou leurs adversaires.

LUCAS FAVRE : Nous avons déjà parlé de la question indienne et de la question esclavagiste. Nous devons aussi mentionner que Jackson a cherché toute sa vie à poursuivre l'expansion américaine, aux dépens des Espagnols, à l'Ouest, en Floride orientale ou bien au Texas. Vous avez écrit que, puisqu'il avait perdu sa famille très tôt, la nation devint sa propre famille. Pourriez-vous nous parler un peu davantage du nationalisme de Jackson ?

DAVID BROWN : Bien sûr, Jackson peut être difficile à situer parce que d'une certaine manière, il représente vraiment le Sud : agrarisme, esclavagisme et respect des droits des Etats. Mais d'un autre côté, il avait été dans l'armée américaine. Cela lui avait assuré la célébrité et l'avait propulsé à la Maison Blanche. Il ne faut jamais oublier le fait que sa famille, ou du moins une grande partie, sa mère et ses deux frères, était morte pendant la Révolution Américaine. Il en vint à voir le pays comme une famille de remplacement. C'est assurément la raison pour laquelle il se voyait comme un nationaliste et cela explique la manière dont il se comporta en tant que président, estimant qu'il était le président de l'ensemble du

peuple. Il prétendait pouvoir interpréter et comprendre la volonté du peuple, de manière encore plus précise que ne l'auraient fait les représentants des Etats ou bien les élus locaux. Il prétendait donc pouvoir diriger la nation en leur nom. Je pense cependant que malgré cette vision, Jackson demeura toujours bien plus un sudiste qu'il ne le pensait lui-même.

JACKSON AIMAIT SE DÉPEINDRE COMME LE PRÉSIDENT DE L'ENSEMBLE DU PEUPLE

Mais beaucoup d'Américains ne le percevaient pas ainsi. Jackson jouissait d'une popularité incroyable dans certaines régions de Pennsylvanie ou à New York. La Nouvelle Angleterre était plus rétive mais le Midwest l'acclamait. Il fut encore davantage soutenu par la population du Sud. Nous pouvons le déterminer grâce aux résultats électoraux. Il n'empêche qu'il réussit à se hisser au statut de figure nationale. Jackson aimait se dépeindre comme le président de l'ensemble du peuple et c'est ainsi qu'il se voyait.

LUCAS FAVRE : Votre ouvrage est intitulé «Andrew Jackson, le premier populiste». Que fit-il pour mériter ce titre ?

DAVID BROWN : Jackson fut le septième président des Etats-Unis et il fut le premier président à ne pas être originaire de la Virginie ou du Massachusetts, ces deux Etats ayant été le fer de lance de la Révolution Américaine. Ainsi donc, quelques générations après la fondation du pays, nous voyons apparaître une figure qui représente quelque chose de neuf dans l'histoire américaine. Il fut le premier président à vivre dans l'Ouest et à enraciner sa carrière militaire comme politique dans cette réalité. Il symbolise un processus important puisque pendant les décennies 1810 et 1820 de plus en plus d'Etats intègrent l'Union, des Etats de l'Ouest.

Jackson arrive donc à s'emparer de ce nouvel électorat qui n'avait pas encore existé une génération plus tôt. Cet électorat est plus populiste. Il tend à se retrouver dans la personnalité d'Andrew Jackson puisqu'il parle et défend leurs intérêts. Il est le premier président à le faire puisque cet électorat n'existait pas auparavant.

LUCAS FAVRE : Est-ce qu'il y avait eu une réforme électorale à l'époque ou bien est-ce juste lié à l'extension géographique des Etats-Unis ?

DAVID BROWN : En termes de réforme politique, Jackson introduisit ce qu'il appela la rotation des postes. Il martela que les gens de l'Ouest étaient des citoyens américains comme les autres. Ils payaient des impôts, ils effectuaient leur service militaire. Et pourtant, ils n'avaient pas obtenu jusqu'alors les postes qui auraient dû leur revenir dans la république. Jackson fit en sorte que cela change. Nous oublions qu'au-delà du politicien très émotionnel et très intuitif qu'il savait être, Jackson était également un juriste. Il fut membre de la Cour Suprême de l'Etat du Tennessee.

Son esprit était très subtil et très retors d'un point de vue juridique. Ainsi sa volonté d'incorporer des gens de l'Ouest dans le gouvernement était bien sûr très louable mais elle fut également pour lui un moyen de gonfler les rangs de ses partisans et de se créer un réseau d'obligés. Qui étaient donc ces personnes? Des personnes dévouées corps et âme à Andrew Jackson.

Il put ainsi créer un nouveau parti alors que le vieux parti jeffersonien était arrivé à bout de souffle et ne pouvait plus répondre aux attentes du Sud américain. C'est ainsi que Jackson, persuadé d'être un nationaliste, forgea le système partisan qui pouvait être le plus réceptif aux intérêts du Sud américain en défendant la déportation des Indiens et la croissance de la ceinture de coton. D'une certaine manière, il s'inféoda aux intérêts du Sud Américain.

LUCAS FAVRE : Dans votre ouvrage, vous montrez comment les élections de 1824 et de 1828 actent cette mutation de l'électorat. Pouvons-nous dire que le nouvel électorat était déjà là dès 1824 ou bien est-ce que c'est l'action de Jackson qui lui a permis d'émerger ?

DAVID BROWN : Je pense qu'il était déjà là dès 1824. Vous savez, Jackson obtint plus de votes du collège électoral mais aussi de suffrages populaire que n'importe quel autre candidat lors de cette élection. Cependant, comme beaucoup de candidats s'y étaient

présentés, il n'y eut aucun candidat qui obtint la majorité des suffrages. Dans ce cas là, la Constitution est claire : c'est la Chambre des Représentants qui doit décider du futur président. La Chambre ne se prononça cependant pas en faveur de Jackson mais pour un candidat de la Nouvelle Angleterre, John Quincy Adams, le fils du deuxième président des Etats-Unis. Les partisans de Jackson récusèrent cette solution, en la considérant comme un arrangement corrompu, dans la mesure où le peuple se serait exprimé.

D'UNE CERTAINE MANIÈRE, IL S'INFÉODA AUX INTÉRÊTS DU SUD AMÉRICAIN

Le peuple se serait prononcé pour Jackson et un petit groupe de politiciens et de riches, ce que des gens nommeraient aujourd'hui aux Etats-Unis l'Etat-Profond, aurait volé l'élection au peuple. Ceci devint selon moi le mythe fondateur de la démocratie jacksonienne.

LUCAS FAVRE : Comment définiriez-vous le jacksonisme ?

DAVID BROWN : Vous savez, c'est intéressant parce la définition peut changer au fil du temps. Des progressistes de Gauche tout comme des gens de Droite se sont accaparé Jackson en fonction des époques. Pour moi, Jackson est avant tout quelqu'un qui a réussi à comprendre les préoccupations d'un électorat de l'Ouest de la Frontière et qui a été

capable de créer une structure partisane pour le capter. Fort de cet appui, il put oeuvrer pour défendre les intérêts des possesseurs de plantation, la plantocratie et pour défendre les intérêts du Sud américain, que ce soit sur la question indienne, le développement de l'esclavage ou sur l'intégration du Texas à l'Union. Il est une personnalité très influente. Je suis persuadé que nous pouvons encore discerner dans l'Amérique contemporaine son influence, notamment sur la question populiste.

LUCAS FAVRE : Vous avez écrit un livre sur Jefferson. Considérez-vous que le jacksonisme est une forme de continuation du jeffersonisme, notamment sur la question de l'auto-défense? Quels sont les points communs et les différences entre les deux ?

DAVID BROWN : Jefferson n'aurait certainement jamais voté lui-même pour Jackson. Les écrits du soir de sa vie qu'il nous a laissés sur Jackson étaient pour le moins acides. On peut facilement se persuader qu'il vota pour John Quincy Adams en 1824 et pas pour Jackson. Jefferson faisait en effet partie de la quasi-aristocratie de la Côte Est, tout le contraire de Jackson. Au-delà de ces différences, je pense que les deux personnalités avaient des points communs sur le programme pro-Sudiste.

Les Jeffersoniens avaient en effet été des populistes à leur époque. Mais l'électorat était alors bien plus restreint et la politique était bien plus guindée que ce qu'elle devint dans les années 1820 ou 1830. Les Jeffersoniens de la vieille école ne se reconnurent absolument pas dans le mouvement jacksonien pour des raisons culturelles. Pour eux, les Jacksoniens étaient des gens qui n'étaient pas réellement éduqués et qui étaient incapables d'apprécier les choses les plus raffinées. En outre, ils étaient favorables au développement d'un gouvernement fédéral plus fort, ce qui allait à l'encontre des opinions des Jeffersoniens.

D'ailleurs, tous les partisans de Jackson ne voyaient pas cette tendance au renforcement de l'Etat fédéral d'un bon oeil. Bien sûr, Andrew Jackson fut un chef de l'exécutif très influent. Mais il y eut des voix à l'intérieur même de son parti qui s'inquiétaient de ce que des présidents futurs, ne venant pas du Sud et n'étant pas Andrew Jackson, n'utilisent le précédent de la présidence forte de Jackson pour imposer des choses qui iraient à l'encontre des intérêts du Sud. Une génération après la présidence de Jackson, Abraham Lincoln mena d'ailleurs une guerre civile et prit des mesures comme la suspension de l'habeas corpus ou l'imposition de la loi martiale dans certains Etats, tout en se référant de temps en temps à son prédécesseur Jackson.

LUCAS FAVRE : Ce qui me fascine avec Jackson, c'est la modernité de sa politique, que ce soit avec l'expansion vers l'Ouest, l'incorporation d'un nouvel électorat mais en même temps le côté réactionnaire de sa défense du Sud qui perdait déjà la partie contre le Nord industriel et le travail salarié... Etait-il en avance sur son temps ?

DAVID BROWN : Vous savez, encore une fois avec Jackson, il était les deux à la fois. Si vous êtes un défenseur des intérêts du Sud esclavagiste au XIXème siècle, vous ne pouviez

pas lutter contre un fait : l'esclavagisme était en train de passer de mode. Regardez ce qui se passait à l'époque dans les années 1810 et 1820 en Amérique du Sud ou en Amérique Centrale : l'Espagne y perdit la plus grande partie de son empire. A la place, des républiques s'installèrent dans la majorité de ces nouveaux pays et y abolirent l'institution de l'esclavage. L'esclavage sous sa forme systémique, y compris la forme du servage, est en cours d'extinction au XIXème siècle. Pourtant, c'est un ordre auquel Andrew Jackson tente de s'accrocher pour le consolider.

JACKSON INCARNE, SELON MOI, UN VENT D'AIR FRAIS DANS LA VIE POLITIQUE AMÉRICAINE, SYMBOLISANT UNE OUVERTURE TENDANT VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATISATION.

Le monde évolue donc dans une direction favorable au travail libre et le jacksonisme, du moins dans sa tendance sudiste, fait le contraire. Mais d'un autre côté, en tant que populiste, Jackson nous indique dans quelle direction la politique américaine est en train de s'orienter. Il nous montre que les héros militaires y sont appelés à jouer un grand rôle, à l'instar d'un Teddy Roosevelt au début du XXème siècle qui put à son tour devenir président grâce à sa popularité et qui fut capable de manoeuvrer pour faire accepter aux Américains l'idée qu'il était au-dessus du Congrès, au-dessus des Cours et qu'il pouvait modeler la loi à sa convenance. Selon moi, Jackson trace cette voie à une date très précoce de l'histoire de notre pays. Ceci soulève une autre ambiguïté, voire contradiction chez Jackson. Il fut certes un agent de la démocratisation, comme vous l'indiquez, mais il eut également souvent des tendances très autoritaires.

LUCAS FAVRE : Dans cette perspective, quelle est sa position dans le processus de démocratisation des Etats-Unis et d'apprentissage de la démocratie libérale moderne ?

DAVID BROWN : C'est en effet une place qui est problématique car elle est très contradictoire. Il y a un parti d'opposition qui se lance et qui se nomme le Parti Whig parce qu'en Angleterre les Whigs étaient opposés à la monarchie. En Amérique, le Parti Whig considéra que Jackson n'était pas le grand démocrate qu'il clamait être mais qu'il était plutôt un aristocrate. Ils l'appellent parfois avec le sobriquet du roi Andrew Ier. Il employa son pouvoir de veto bien plus que n'importe quel autre président. En fait, l'ensemble des présidents américains ont moins utilisé collectivement leur droit de veto que ne le fit Jackson. Jackson ne se priva pas de mettre son veto à des lois qui ne lui plaisaient pas.

Par exemple, même si la Cour Suprême avait dit que la Banque des Etats-Unis d'Amérique était légale, même si George Washington ou James Madison en avaient ratifié par le passé les dispositions, Jackson ne se priva pas de mettre son veto à l'existence d'une telle banque. Il estima qu'en tant que président il avait le droit d'interpréter la constitution comme bon

lui semblait, ce qui sonna aux oreilles de beaucoup de personnes comme des propos de roi, voire même d'empereur. C'est quelque chose de très problématique. Je considère donc qu'il est impossible de voir en Jackson un pure démocrate. Mais il n'est pas non plus possible de le voir comme un pure autocrate.

Si vous réfléchissez à certaines contradictions dans la société ou dans la vie politique américaines, il me semble que Jackson est une personnalité intéressante parce qu'il reflète certaines de ces contradictions à un niveau élevé de pouvoir. Nous nous intéressons à lui du fait de la popularité dont il bénéficia. Ceci nous montre qu'il y avait beaucoup de gens dans notre pays qui vivaient avec ces contradictions sans que cela ne leur pose le moindre problème.

LUCAS FAVRE : Vous avez évoqué son opposition à la Banque des Etats-Unis. Pouvez-vous développer quelque peu sur le sujet ? Il me semble que c'est un des germes de l'opposition populiste ultérieure aux banques et aux crédits.

DAVID BROWN : Notre pays se dota d'une banque nationale au cours des années 1790 en dépit de l'opposition féroce des Jeffersoniens. Ils craignaient que ceci n'aboutisse à une économie plus orientée sur la finance et l'industrie, au détriment des intérêts de la classe possédant des esclaves. La Banque disparaît en 1811. Mais au moment de la guerre de 1812, le pays réalise qu'il est très difficile de mener une guerre sans banque centrale. Ce furent donc les Jeffersoniens qui se résolurent à créer la deuxième banque nationale des Etats-Unis.

JACKSON AMALGAME DONC LA BANQUE CENTRALE À LA FIÈVRE DE L'ÉCONOMIE SPÉCULATIVE

Ce sont les statuts de cette banque auxquels s'opposa Jackson lorsqu'il fallut les renouveler. Même si ses partisans étaient majoritaires au Congrès et qu'ils les avaient approuvés, Jackson n'hésita pas à désavouer ses partisans sur ce dossier. Il me semble que son attitude s'explique par des raisons à la fois personnelles mais également constitutionnelles. La Constitution est muette sur la question de la banque centrale. En 1819, la Cour Suprême avait validé l'idée. Pour elle, il y avait une clause nécessaire dans la constitution.

Mais Jackson voulait, selon ses propres dires, être un interprète sourcilieux de la constitution. Comme vous l'avez noté, sa manière d'être président pouvait l'amener à se comporter d'une manière autoritaire. Pour lui, il y avait une confusion entre les pouvoirs présidentiels et constitutifs. Fort de cette vision, il déclara que la constitution ne disait rien quant à l'existence d'une banque centrale.

Je pense également que Jackson avait été personnellement une victime de l'action de la

première banque nationale des Etats-Unis et qu'il en était conscient. Il avait souffert de la spéculation lorsqu'il avait été jeune et qu'il s'était porté garant les dettes d'un gentleman qui ne put finalement pas les payer; ce qui l'obligea à les régler de sa poche. Ceci l'avait mis ainsi que sa femme dans une situation financière tendue pour de nombreuses années. Jackson amalgame donc la banque centrale à la fièvre de l'économie spéculative. Selon lui, vous deviez faire un choix : soit avoir une banque nationale soit avoir une république. Les deux ne pouvaient coexister dans la mesure où la banque centrale finirait au fil du temps à dominer le processus politique. Elle finirait par acheter les votes des représentants du Congrès et des sénateurs.

SELON LUI, VOUS DEVIEZ FAIRE UN CHOIX : SOIT AVOIR UNE BANQUE NATIONALE SOIT AVOIR UNE RÉPUBLIQUE

Son argumentaire n'était pas absurde et nous en avons fait l'expérience à la fin du XIX^{ème} siècle. Des fortunes gigantesques s'y constituèrent et des tycoons y amassèrent un pouvoir incroyable. C'est pourquoi ces questions continuent encore de nous hanter. La guerre de la banque incarne les inquiétudes que beaucoup de travailleurs nourrissent quant aux institutions financières centralisées qu'ils étaient incapables de contrôler. Ils virent en Jackson leur défenseur.

Celui-ci parla de la banque comme d'un monstre devant une assemblée de banquiers de Philadelphie. Dans les « Raisins de la Colère », John Steinbeck reprend ce thème dans les années 1930, pendant la Grande Dépression. D'une certaine manière, la présidence de Franklin Roosevelt tente de contrôler les « ploutocrates » des années 1930 qui nous ont conduit à cette Dépression. A chaque fois, nous voyons qu'ils convoquent les mânes d'Andrew Jackson et de sa méfiance à l'encontre de la finance centralisée.

LUCAS FAVRE : Un autre épisode de la présidence de Jackson qui m'a interpellé fut la crise de la nullification. A ce moment, Jackson déclare que ce ne sont pas les Etats qui ont créé l'Union mais le peuple. Est-ce que c'est un tournant dans la formation des Etats-Unis contemporains en opposition à ce qu'ils avaient été jusqu'alors ?

DAVID BROWN : Vous savez, c'est une question à laquelle il est difficile de répondre. A posteriori, je pourrais dire que ce fut un tournant et que cela a totalement changé les règles du jeu. Mais d'un autre côté, trente ans plus tard, la Caroline du Sud ferait sécession de l'union, emportant avec elle dix autres Etats du Sud.

Dans les années 1830, ce fut donc un moment important pour le nationalisme des Etats-Unis. Il s'agit d'établir un précédent selon lequel un Etat ne pouvait pas nullifier une loi fédérale. Nous savons cependant, du fait de la sécession qui provoqua par la suite la Guerre Civile, que cette leçon n'avait pas été correctement apprise. Plus que la crise de la nullification, il me semble donc que le tournant fut provoqué par la Guerre Civile

et la reconstruction radicale qui suivit la guerre. Dans cette logique, c'est la révolution constitutionnelle avec les trois amendements mettant un terme à l'esclavage qui a institué réellement l'idée que les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas multiples mais uniques. Ceci mit également en place un précédent pour fixer la ligne rouge que les droits des Etats ne devaient pas franchir.

ON PEUT ÊTRE UN PARTISAN DE BERNIE SANDERS ET S'ALIGNER SUR LA CRITIQUE JACKSONNIENNE DU POUVOIR FINANCIER CENTRALISÉ ET DU CAPITALISME

Je pense que dans les années 1830, Jackson fut crédité à juste titre de ne pas avoir cédé face à la Caroline du Sud. Pour beaucoup de personnes, il avait réglé la question une bonne fois pour toute. Mais nous pouvons voir a posteriori, avec les événements de la Guerre civile, que cela n'avait pas été le cas. C'est pourquoi l'oeuvre de Jackson demeura sans doute à moitié inachevée.

LUCAS FAVRE : A propos de la Guerre Civile, j'ai été intéressé de constater que Lincoln, cita souvent Andrew Jackson alors que celui-ci avait été un partisan de l'esclavage. Est-ce que cela signifie que n'importe quel Américain peut pratiquer le droit d'inventaire de Jackson et s'en réclamer ?

DAVID BROWN : Oui, même si la plupart des Américains ne veulent pas être Andrew Jackson, si vous pouvez passer ses actions au tamis et choisir quelle facette d'Andrew Jackson vous convient, vous pouvez en réclamer que vous soyez de Gauche ou de Droite. Prenons l'exemple de Bernie Sanders. Celui-ci attaque Wall Street. Andrew Jackson attaquait la Banque centrale. Ainsi, on peut être un partisan de Bernie Sanders et s'aligner sur la critique jacksonnienne du pouvoir financier centralisé et du capitalisme.

D'un autre côté, si vous êtes un contempteur de l'Etat-Profond, alors vous pourrez trouver votre bonheur dans les réformes de Jackson des années 1820 et 1830 en tant que président, dans ses envolées et sa guerre rhétoriques contre les élites du pays. Il y a beaucoup de personnes dans l'Amérique contemporaine qui apprécient ce genre de rhétorique. Je pense donc que Jackson, à l'instar d'autres figures historiques, selon ce sur quoi vous souhaitez mettre l'accent, peut vous fournir ce que vous cherchez. C'est pourquoi il demeure pour moi un des symboles vivants des Etats-Unis.

LUCAS FAVRE : Entendu. Fut-il une référence pour les populistes de la fin du XIXème siècle ou du début du XXème siècle ?

DAVID BROWN : Oui, partiellement. Vous pouviez effectivement y trouver des références à Andrew Jackson, mais je pense que les gens étaient bien conscients que le pays

évoluait et que leurs principales préoccupations à la fin du XIX^{ème} siècle portaient sur l'industrialisation, un phénomène dont Jackson n'avait pas eu à se préoccuper.

Cependant, il y avait assurément une facette romantique du populisme qui regardait le passé, qui exaltait l'agrarisme. C'est pourquoi Jackson et Jefferson furent de temps en temps présentés comme des modèles du véritable esprit américain. Ils constituèrent à leur manière le ciment et la colonne vertébrale de notre nation.

JACKSON FUT LE FONDATEUR DU PARTI AMÉRICAIN LE PLUS ANCIEN QUI EXISTE ENCORE À NOTRE ÉPOQUE, LE PARTI DÉMOCRATIQUE

LUCAS FAVRE : Pour nos lecteurs français, pourriez-vous nous dire s'il est courant de mentionner Andrew Jackson dans une discussion politique de l'Amérique contemporaine ? Je sais que Donald Trump l'a fait, mais est-ce que c'est quelque chose de généralisé ?

DAVID BROWN : Je dirais que non. Je ne pense pas que les Américains d'un point de vue général sont autant férus d'histoire, même si certains lecteurs le sont. Il y a eu un livre qui a été publié il y a cinq ans pour défendre Andrew Jackson. Et c'était un livre peu onéreux afin de pouvoir toucher une audience plus large. En 2017, le président Donald Trump a visité publiquement l'hermitage, la maison de Andrew Jackson. Si je me rappelle bien, il l'a fait pour l'anniversaire de Jackson. John Quincy Adams était né la même année que Jackson et avait été son adversaire. Et bien, Trump ne s'est pas rendu à Quincy, dans le Massachusetts, pour déposer une couronne sur la tombe d'Adams.

Même si Jackson n'apparaît donc pas dans les conversations au jour le jour, il existe néanmoins toujours un symbolisme, un attrait de cette personnalité, que ce soit pour publier des livres pour déposer des couronnes. Si nous évoquons les questions économiques, des éditorialistes pour le Washington Post ou le New York Times feront sans doute parfois référence à Andrew Jackson. J'ai publié moi-même un article l'année dernière dans le Magazine Newsweek sur la culte de popularité dont Jackson avait fait l'objet parce que les Américains s'intéressent désormais aux manifestations de la popularité des politiciens.

Regardez l'élection présidentielle de cette année. Qui nous divertit le plus ? Qui est le plus charismatique ? Par rapport à ce que j'ai dit tout à l'heure : Theodore Roosevelt était une personnalité très charismatique qui a beaucoup divertie les Américains et c'est sans doute quelque chose qu'il partage avec Trump ou Jackson.

LUCAS FAVRE : Une dernière question. Jackson fut le fondateur du parti américain le plus ancien qui existe encore à notre époque, le Parti Démocratique. Bien sûr, ce parti a connu

des évolutions importantes depuis lors. Pourriez-vous nous expliquer comment il a décidé de fonder le premier parti américain politique ?

DAVID BROWN : Pour moi, le réel architecte fut Martin Van Buren, que Jackson intégra à son gouvernement en tant que Secrétaire d'Etat et garda toujours à ses côtés avant de lui permettre à son tour de se hisser au statut de présidentiable. En effet, Van Buren fut le successeur de Jackson. Avant même que Jackson soit élu président au début des années 1820, Van Buren se souciait de la question de l'esclavage.

Au cours des années 1820-1821, il y eut des débats féroces au Congrès pour savoir si le nouvel Etat du Missouri devait être incorporé avec l'esclavage ou sans l'esclavage. On passa un compromis sur la question. Les inquiétudes étaient manifestement importantes puisque l'intégration de nouveaux Etats dans l'Union était vue comme un facteur susceptible de provoquer suffisamment de dissensions pour détruire le pays. Thomas Jefferson, pendant les débats sur le Missouri, écrivit à un collègue dans le Maine pour déclarer que cela signait selon lui l'arrêt de mort de l'Union. Nous voyons que le système partisan jeffersonien était en bout de course.

ON NE PEUT DONC PAS VRAIMENT VOIRE DE CONTINUITÉ ENTRE CE QUE FUT LE PARTI DÉMOCRATE LORS DE SA CRÉATION EN 1820 ET CE QU'IL REPRÉSENTE DE NOS JOURS

En gros, tout le monde s'appelait jeffersonien. Mais le parti jeffersonien fut conçu à l'origine avant tout pour protéger les intérêts du Sud. Mais si chacun se considérait désormais comme jeffersonien, y compris les gens qui vivaient dans le Nord, alors leur souci de préserver les intérêts du Sud risquait de se diluer.

C'est pourquoi Martin Van Buren, qui était un nordiste mais qui croyait dans la vision agrarienne jeffersonienne et n'était pas vraiment un moraliste sur la question de l'esclavage voulut recréer le premier système de parti, qui reposait sur l'opposition entre les Jeffersoniens contre un autre parti, appelé le parti des Fédéralistes, qui avait disparu après la guerre de 1812. En tentant de recréer ce système de parti, il vit en Jackson une personnalité puissante qui pouvait incarner la vieille approche jeffersonienne. Je ne dirais cependant pas que Van Buren a créé Jackson, ce dernier s'est créé tout seul. Cependant, il lui a apporté un concours précieux pour réfléchir à une structure institutionnalisée, à l'édification d'un parti. Ce furent réellement son organisation, sa prescience et la personnalité de Jackson qui permirent de transposer cette vision dans la réalité. Si Jackson n'avait pas été un président efficace, alors ses successeurs, des hommes tels James K. Polk, ne se seraient jamais réclamés de lui et n'auraient pas tenté de gouverner comme il le fit.

C'est donc à mettre au crédit de Jackson d'avoir rendu le système partisan imaginé par Van Buren populaire et permanent.

LUCAS FAVRE : Nous voyons qu'il s'agit d'une formation idéologique qui évolue évidemment au fil du temps. Mais pouvons-nous la considérer comme ce que nous appelons de nos jours un parti, une réelle structure dotée de cadres la maintenant à flot ou bien était-ce avant tout une étiquette politique à visée électoraliste ?

DAVID BROWN : Oui, c'est une étiquette. Le parti a changé de manière très importante depuis et il en est allé d'ailleurs de même pour le parti républicain qui a été fondé en 1850 et qui lui aussi a changé profondément. Les deux partis souhaitent prétendre qu'ils sont toujours les mêmes parce que les étiquettes et les images de marque sont importantes. Nous sommes en Amérique, n'est-ce pas ? Starbucks est une marque importante, donc vous voulez la conserver.

On ne peut donc pas vraiment voir de continuité entre ce que fut le parti démocrate lors de sa création en 1820 et ce qu'il représente de nos jours. En réalité, jusqu'aux années 1960 et 1970, le Parti Démocrate organisait encore de manière locale des dîners à l'occasion des anniversaires de Jackson et de Jefferson. Aujourd'hui, suite au mouvement des droits civiques et parce que nous écrivons le XXIème siècle, nous remettons tout ceci en cause.

C'est pourquoi la plupart des ces dîners en l'honneur de Jefferson ou de Jackson n'ont plus lieu. Si je me rappelle bien, j'indique dans le livre que je me suis rendu sur le site du Parti démocrate en 2020 pour constater qu'ils font débiter principalement leur histoire à l'ère progressiste des années 1900 et 1910. Ils mettent les Jeffersoniens et les Jacksoniens sous le tapis.

L'AUTEUR

David Brown

Professeur d'histoire au Elizabethtown College, Pennsylvanie, depuis 1997 où il a obtenu le titre de Raffensperger Professor en 2012. Diplômé de la Wright State University en 1990, il est titulaire d'un doctorat de l'University of Toledo. Il a publié de nombreux ouvrages dont «Thomas Jefferson : A Biographical Companion» (Thomas Jefferson : une Biographie) (1998), «Moderates : The Vital Center of American Politics, from the Founding to Today» (Les modérés : Le centre vital de la politique américaine, des fondateurs à nos jours) (2016) ainsi que «The First Populist : The Defiant Life of Andrew Jackson» (Le Premier populiste : La vie agitée d'Andrew Jackson) (2022). C'est sur ce dernier ouvrage que porte l'entretien réalisé par Dysruption.

LE POPULISME FACE A L'ETAT DE DROIT



L'évolution du Droit comme miroir des
luttres populistes entre générations.

Entretien avec Gerard Magliocca
Traduction réalisée par Sarah, re-
lecture réalisée par Filip Pielaszek.

DANS LES ETATS-UNIS DE L'APRÈS-GUERRE CIVILE, ALORS QUE LE PAYS COMMENCE À ÊTRE DE MOINS EN MOINS RURAL ET DE PLUS EN PLUS URBAIN, UN MOUVEMENT POPULISTE DE GRANDE AMPLEUR SE DÉVELOPPE SOUS L'IMPULSION D'UNE PERSONNALITÉ CHARISMATIQUE, WILLIAM JENNINGS BRYAN. CANDIDAT DU PARTI DÉMOCRATE AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1896, 1900 ET 1908, IL N'ARRIVA JAMAIS AU POUVOIR MAIS LAISSA UNE EMPREINTE INDÉLÉBILE DANS LA POLITIQUE AMÉRICAINE, NOTAMMENT PAR SON DISCOURS DE LA «CROIX D'OR» OÙ IL ATTAQUAIT LE STANDARD OR. PARTISAN DE NOMBREUSES AUTRES MESURES POPULISTES, SES ÉCHECS ÉLECTORAUX FURENT RENFORCÉS PAR LA RÉPRESSION JURIDIQUE QUE SUBIT LE MOUVEMENT POPULISTE DE LA MAIN DE JUGES INQUIETS PAR LES REVENDICATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DU MOUVEMENT. POUR BRISER LE MOUVEMENT POPULISTE, TOUS LES MOYENS FURENT BONS, NOTAMMENT LA MISE EN PLACE DE LA SÉGRÉGATION RACIALE POUR DIVISER LE PEUPLE.

GAUTHIER GRASLIN : Dans votre livre, vous n'employez pas beaucoup l'expression "État de Droit", ce qui – pour un Européen – est assez surprenant. Ici, on voit toujours dans les livres de sciences politiques que l'État de droit nous protège du populisme. Alors, pensez-vous que la loi soit un outil adéquat contre le populisme ?

GERARD MAGLIOCCA : La raison pour laquelle je n'emploie pas ce terme, c'est qu'à l'époque décrite dans le livre, les gens ne l'employaient pas non plus. C'est apparu plus tard, au cours du XX^{ème} siècle, donc ça aurait été un peu anachronique. Néanmoins, il est vrai que parfois la loi marche main dans la main avec la démocratie pour que la voix du peuple soit entendue plus efficacement qu'elle ne le serait autrement, ou pour que les gens puissent attirer l'attention sur des problèmes que les autorités ignoreraient.

Mais à bien des égards, la démocratie et l'État de Droit ont des buts différents. L'exemple le plus flagrant est celui des droits des minorités ou des droits individuels. Parfois il s'agit simplement d'avoir une procédure en place pour prendre une décision – ce qui frustre toujours les gens. Ils disent "Pourquoi est-ce que ça ne peut pas se faire tout de suite?", "Pourquoi devoir attendre ?". Evidemment, c'est pour s'assurer que les décisions sont prises de manière juste et réfléchie. Dans ce sens, ça ralentit les choses et peut également réduire certains des problèmes causés par le populisme. Cela force les gens à réfléchir en profondeur sur leur volonté réelle de faire quelque chose. Et parfois, ils changent d'avis.

Je pense donc que l'État de Droit est important. Bien sûr, de l'autre côté, si l'État de Droit appliqué équitablement est contraire à ce que le mouvement populiste essaie de faire - s'il devient simplement un outil pour les arrêter et qu'il n'est pas fondé sur une lecture juste de la loi – alors c'est un problème. Je pense aussi que c'est en partie ce qui se passait pendant la période que j'ai décrite dans mon livre.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, vous le formulez ainsi dans votre livre : la Cour suprême a un avis préventif. Je ne suis pas juriste mais le principe même de la loi n'est-il pas qu'elle doit être conservatrice et adopter une opinion préventive parce qu'il s'agit de sauvegarder ce qui a

été ?

GERARD MAGLIOCCA : Oui, jusqu'à un certain point. La question est donc de savoir à quel moment cela va trop loin. Il s'agit de déterminer quand elle est utilisée pour mettre fin à quelque chose que les juges considèrent simplement comme une mauvaise politique. Bien sûr, il n'y a pas de réponse claire à cette question. Les gens se disputent tout le temps à ce sujet : "Est-ce que nos juges s'écartent de ce qu'ils sont autorisés à faire ?", "Est-ce qu'ils s'arrogent trop de pouvoir, ou bien font-ils simplement quelque chose que la loi leur demande de faire, même si c'est impopulaire et que les gens n'aiment pas ça ?"

Donc oui, il y aura toujours un penchant conservateur dans les tribunaux en raison de la culture du droit et de son respect de la tradition, ainsi qu'une certaine suspicion ou un certain scepticisme à l'égard des choses qui semblent radicalement dévier de cette tradition. Il y a des exemples où ce n'est pas tant une politique particulière qui rend les gens sceptiques ou méfiants, mais les personnes qui la proposent. L'exemple dont parle le livre est celui d'un impôt sur le revenu.

LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT ONT DES BUTS DIFFÉRENTS. L'EXEMPLE LE PLUS FLAGRANT EST CELUI DES DROITS DES MINORITÉS OU DES DROITS INDIVIDUELS

Nous avions un impôt sur le revenu aux États-Unis pendant la Guerre de Sécession, essentiellement parce qu'il était nécessaire pour payer la guerre. La Cour Suprême a jugé que c'était une bonne chose. Trente ans plus tard, les gens ont voulu instaurer un impôt sur le revenu pour réduire les inégalités de richesse. La Cour Suprême déclara alors que ce n'était pas permis, ou du moins a rendu sa mise en œuvre beaucoup plus difficile. Maintenant, diriez-vous que ces deux choses diffèrent parce que l'une était une mesure de guerre ainsi qu'une nécessité et que l'autre était une mesure de temps de paix et qu'elle n'était donc pas nécessaire ?

Mais le raisonnement était probablement plus axé sur le fait que le premier avait une bonne raison d'être selon les juges (ils l'approuvaient) et l'autre était quelque chose qu'ils considéraient comme un problème parce que c'était sans précédent. Ça n'avait jamais été fait pour cette raison (réduire les inégalités) auparavant. Pourtant, l'intention de la loi ne devrait pas vraiment entrer en ligne de compte pour le juge.

La question est plutôt de savoir si un impôt sur le revenu est acceptable ou non. On peut penser que c'est différent parce que la guerre et la paix sont différentes, mais pas parce qu'il s'agit d'une nouvelle politique intérieure. La rhétorique semble indiquer que les juges étaient surtout gênés par ce qu'ils voyaient comme une forme de socialisme. C'est à ce moment-là qu'on commence à estimer qu'adopter une telle démarche excède le rôle d'un

tribunal. Ils vont au-delà d'une démarche raisonnable par rapport à la tradition et commencent à devenir plus politiques dans leurs interventions. C'est donc la critique qu'on peut émettre, il y a du vrai dans ce que vous dites : les juges doivent s'opposer aux changements radicaux, ou du moins, finissent inévitablement par le faire.

GAUTHIER GRASLIN : En sciences politiques, on a aussi l'habitude de dire : même si les populistes peuvent gagner l'élection, la Constitution nous protège. C'est une chose qui revient souvent dans les cours de sciences politiques. Dans votre livre, vous citez Hamilton qui dit que la plupart des lois constitutionnelles sont le fruit d'un accident ou de la force. La Constitution est-elle un colosse aux pieds d'argile ? On pense toujours que la Constitution des États-Unis est solide tel un bloc de granite qui ne cédera pas sous le poids de l'opinion...

GERARD MAGLIOCCA : Je pense que cela dépend. Parfois, je pense que c'est plus une question de culture. Par exemple, aux États-Unis, la culture de la liberté d'expression est très solide. Beaucoup plus robuste d'un point de vue juridique (et probablement d'un point de vue culturel) qu'elle ne l'est même dans d'autres démocraties. Cela signifie que les tribunaux y sont bien plus enclins à rendre des décisions impopulaires qui protègent la liberté d'expression parce qu'elle est si profondément ancrée dans la culture juridique.

Pour le reste, je ne pense pas que les choses fonctionnent tout à fait de cette manière. Peut-être que la culture n'est pas aussi bien établie, ou bien les juges sont moins confiants quant à la base juridique de la décision. Puis ils sont plus disposés à se laisser bousculer ou influencer par l'opinion publique. Vous savez, c'est une chose plus difficile à mesurer. Il est vrai que la Cour Suprême des États-Unis est plus puissante que d'autres cours constitutionnelles, mais on remarque que même eux ont tendance à céder du terrain s'ils sont suffisamment critiqués. Que ce soit par suffisamment de personnes, ou par les personnes influentes, ou simplement s'ils sont critiqués de manière très virulente.

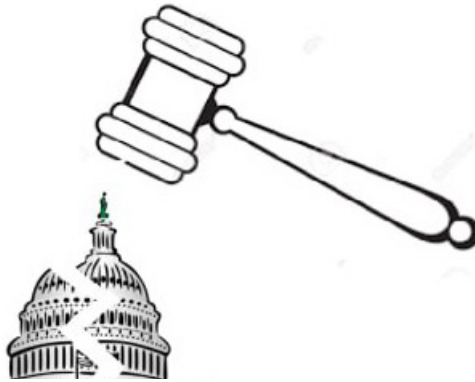
Par exemple, lorsque le président Obama a mis en place la loi "Obamacare" qui a représenté un changement très important dans la politique de santé ici, beaucoup de gens pensaient qu'elle pourrait être jugée anticonstitutionnelle. Cela n'a pas été le cas mais il s'en est fallu de peu. L'une des raisons pour lesquelles les juges de la Cour Suprême se sont méfiés, ou plutôt qu'un nombre suffisant parmi eux s'est inquiété, c'est parce qu'ils savaient qu'ils seraient très fortement critiqués. Vous auriez pu leur rétorquer : "Eh bien, oui, mais il s'agissait d'une politique d'aide sociale qui a été longuement débattue avant qu'elle ne devienne loi."



Pour ce genre de chose, il est normal de s'en remettre davantage à l'opinion publique que pour quelque chose qui touche aux droits ou à l'égalité des droits des minorités. Il en va de même pour quelque chose qui n'aurait pas été beaucoup débattu, ou dont les implications peuvent apparaître comme obscures pour la plupart des gens. La Cour Suprême n'est devenue une institution forte que dans la période dont je parle dans le livre.

En effet, pendant les 100 premières années de notre histoire, la Cour Suprême était plutôt faible. Certes, elle rendait des décisions importantes, mais on se préoccupait davantage de ce qu'elle disait que de ce qu'elle faisait. Et même dans certains cas, elle était susceptible d'être invalidée ou ignorée – bien plus qu'au cours des 100 années qui suivirent. Pendant cette période, on voit la Cour adopter des positions plus fortes et réussir (la plupart du temps) à les imposer, ce qui leur a donné plus de confiance pour continuer. Maintenant, vous savez, cela va et vient au fil du temps. Sur la longue durée, ils sont devenus de plus en plus forts et je pense que le tournant en fut la période où ils l'emportèrent, d'une certaine manière, sur le populisme.

GAUTHIER GRASLIN : C'est étonnant, la génération des populistes de la fin du XIX^{ème} siècle était en fait une génération très forte, une génération constitutionnelle. Ils voulaient l'opposé de ce que la Cour suprême souhaitait. Pourriez-vous nous expliquer ce qu'est le concept de génération constitutionnelle ?



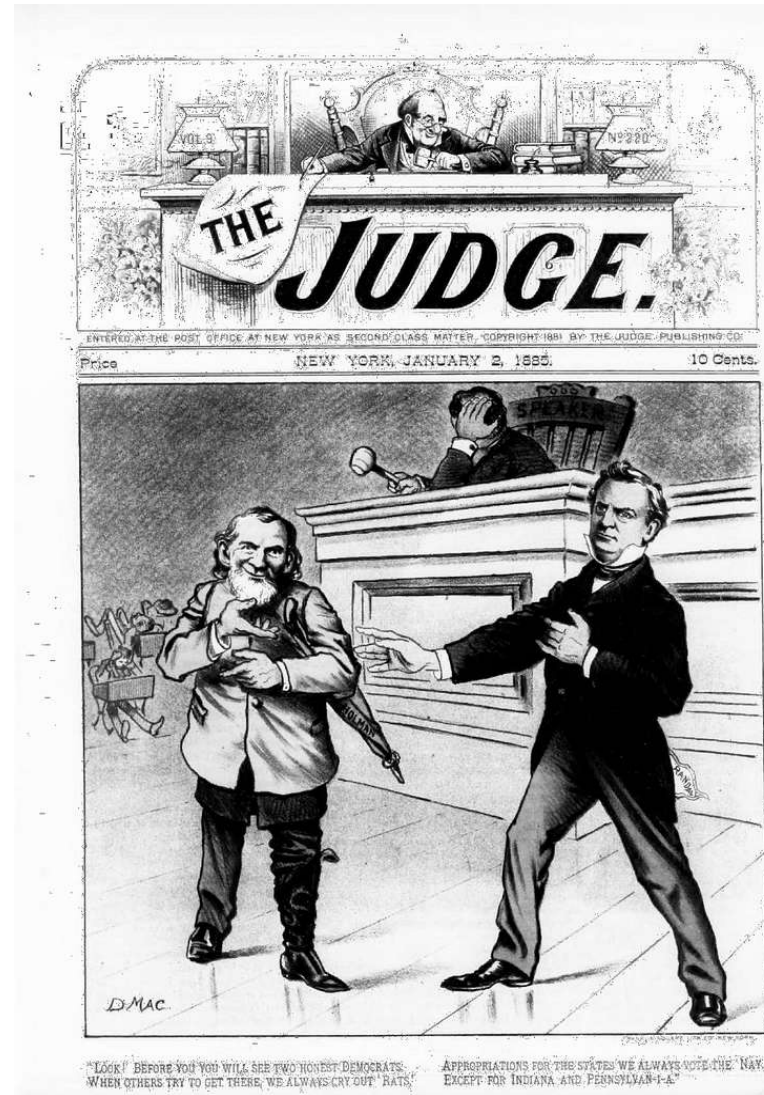
GERARD MAGLIOCCA : Je pense qu'il s'agit simplement de l'idée selon laquelle, à un moment, on ressent l'effet d'une nouvelle ère sur les habitudes de vote des citoyens. Cela se fait peut-être parce que les électeurs plus âgés qui représentent certaines opinions sont de moins en moins nombreux. Peu importe le point de vue qu'ils défendaient, il commence à perdre en popularité. Ou bien une certaine expérience (une guerre est l'exemple le plus évident) change la perception des gens d'une manière profonde et durable, et on le ressent au niveau de ce pour quoi les gens votent. Parfois, il s'agit simplement d'un changement progressif et on atteint un point où on remarque son effet avec l'émergence d'un nombre considérable de nouveaux électeurs avec un ensemble de points de vue différents des générations précédentes. Il peut s'agir d'un événement qui amène les gens à changer leur façon de penser. Un "réalignement" serait une façon pertinente de le décrire. Donc, lorsque nous

parlons d'une génération, c'est juste une façon de dire où nous en sommes par rapport à un certain statu-quo politique. Vous savez, aux États-Unis, nous n'avons pas le concept de Première République, Deuxième République, Troisième République, Quatrième République, Cinquième République.

En matière de République, il s'agit toujours sur le papier de la même. Mais bien sûr, ce n'est pas vraiment une République. Il y a toutes ces périodes. Si nous réécrivions la Constitution pour qu'elle reflète vraiment les changements majeurs et qu'on lui donnait un nouveau nom, ces changements seraient davantage apparents. Cela dit, même les cinq Républiques ne suivent pas parfaitement le schéma, mais c'est plus proche.

GAUTHIER GRASLIN : Peut-être parce que nos changements arrivent plus rapidement qu'aux États-Unis ?

GERARD MAGLIOCCA : Oui, c'est vrai. Mais vous voyez, par exemple, tout le monde comprend dans le monde entier, que les changements politiques des années 60 ont été très importants dans les démocraties occidentales (au moins pour la plupart d'entre eux) que ce soit en 1968, la retraite de De Gaulle, ici le mouvement des droits civiques, Martin Luther King... Nous comprenons tout cela mais cela ne veut pas dire que tout le monde l'entend de la même façon. Ou que tous ceux qui ont vécu cela pensent de la même façon. Le problème avec la génération comme moyen d'expliquer les choses, c'est qu'elle



Judge Magazine (1886)

est imprécise. Les gens disent: "Ce n'est pas vrai, je fais partie de cette génération et je ne pense pas de la même façon ou je ne corresponds pas au stéréotype !" Donc c'est juste une manière un peu grossière d'expliquer les choses.

Vous savez, c'est intéressant parce qu'il est difficile de savoir quel événement, autre qu'une guerre, pourrait être suffisamment important pour que les gens changent d'avis. Peut-être une Grande Dépression ou quelque chose comme ça. Peut-être une crise politique. Si vous

êtes au Royaume-Uni, c'est peut-être le Brexit. Je ne sais pas si c'est le cas. Mais parfois des événements d'une envergure comparable se produisent et ils ne semblent pas vraiment changer beaucoup les esprits.

J'ai été influencé par d'autres chercheurs qui avaient utilisé ce prisme de la génération pour comprendre les choses et cela fonctionne plutôt bien. Ceci marche cependant moins ces dernières années (du moins aux États-Unis) parce qu'il y a une plus grande polarisation entre les partis politiques qui ne semblent pas connaître des transformations très importantes. Maintenant, peut-être que ça changera à la prochaine élection ou à celle d'après. Cela prend peut-être juste un peu plus de temps, mais vous savez, si quelqu'un demandait comment cela s'applique à aujourd'hui, ce serait difficile à dire. Mais ce prisme fonctionne assez bien pour expliquer la période dont parle le livre.

GAUTHIER GRASLIN : Est-ce que la génération a bien fonctionné tant qu'il y avait un consensus, ou plutôt une sorte de consensus ? Ou peut-être l'envie de montrer qu'il n'y avait pas un écart si énorme ? Vous avez raison de dire dans votre livre que l'interprétation judiciaire est un exercice de dissimulation des différences et de cet écart. Peut-être qu'aujourd'hui, nous ne nous soucions plus de dissimuler les différences, nous les montrons ?

GERARD MAGLIOCCA : C'est une bonne question. Je pense que c'est en partie vrai. Je veux dire qu'il y a parfois un véritable problème : une partie de la Constitution d'une période donnée est en quelque sorte incohérente avec une autre partie de la Constitution d'une autre période et vous devez trouver un moyen de réconcilier tout cela. Pour moi, il s'agit d'un problème sur lequel il est raisonnable que les juges se trouvent en désaccord. On peut parfois inventer un passé purement fictif afin d'essayer d'expliquer pourquoi on prend telle ou telle décision aujourd'hui. C'est une façon d'arrondir les angles mais avec une fiction en quelque sorte.

LES GENS SE DISPUTENT TOUT LE TEMPS À CE SUJET : 'EST-CE QUE NOS JUGES S'ÉCARTENT DE CE QU'ILS SONT AUTORISÉS À FAIRE ?'

Plutôt que d'essayer de faire comme s'il n'y avait pas de différence, vous pouvez dire, "oh, il y a des différences et je vais les expliquer en inventant une histoire qui raconte pourquoi ce groupe est plus important qu'un autre". Les affaires qu'ils ont traitées dernièrement au sujet de la discrimination positive dans les universités aux États-Unis en sont un exemple. On peut penser qu'il ne devrait pas y avoir de préférences raciales dans les admissions aux universités, mais cela n'a pas grand-chose à voir avec la Constitution, telle qu'elle a été rédigée ou amendée dans les années 1860. Les rédacteurs ne pensaient pas vraiment à ce genre de choses, si bien que les gens s'accrochent à de petites citations et essaient d'en faire quelque chose de beaucoup plus important que ce n'était le cas. Ils pourraient plutôt être

un peu plus direct et dire : “voilà quelque chose que nous pensons être juste et sensé aujourd’hui”. Ils le disent un peu, mais pas autant qu’ils le devraient. C’est une bonne question de se demander si, dans une époque polarisée ou si certains juges sont des idéologues, ils n’en ressentiraient pas le besoin. Ils brouillent les pistes parce qu’ils pensent qu’il n’y a qu’une seule bonne réponse et essaient de vous la donner. Donc, je ne sais pas. C’est peut-être vrai. Je n’en suis pas sûr. La question mérite en tout cas d’être posée.

GAUTHIER GRASLIN : Il y a aussi dans votre livre, une citation de Finley Peter Dunne qui dit “La Cour suprême suit les résultats des élections”. Cela m’a fait rire parce que si la Cour n’est pas officiellement influencée par les élections, elle le serait dans les faits. Est-ce que c’est bien le sens de la citation ?

**"LA COUR SUPRÊME SUIV LES
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS."**

Finley Peter Dunne

GERARD MAGLIOCCA : Oui, je pense que c’est le cas, dans la mesure où le résultat de l’élection est décisif. Parfois, le résultat est plus mitigé et n’a probablement pas d’impact réel, mais lorsque le résultat est décisif, les gens le remarquent. C’est en partie parce que (au moins dans le système américain qui est plus politique dans la façon dont les juges sont sélectionnés) les juges ne passent pas par un système judiciaire professionnel. Ils ne sont parvenus à leur poste que parce qu’ils étaient politiquement rusés et avisés. Ils ont noué les bonnes relations, ils étaient généralement membres d’un parti. Donc ils suivent les choses de près et ils connaissent des gens. Ils ont donc une influence de cette façon. La deuxième chose, c’est qu’ils se soucient de leur autorité et ils savent qu’ils doivent maintenir un lien avec l’opinion publique pour conserver cette autorité.

D’une certaine façon, c’est un peu comme un monarque constitutionnel. Que ce soit le roi Charles, l’empereur du Japon, etc. Ils sont au-dessus de tout ça, mais pas complètement. S’ils sont impopulaires, ce n’est pas bon pour eux et ils le savent. Ils essaient donc de faire ce qu’il faut quand il faut, pour être du bon côté de l’opinion publique.

On pourrait également ajouter que les résultats des élections font aussi miroiter la promesse d’avoir de plus en plus de juges qui pensent comme le vainqueur de l’élection. Cela signifie donc que les gens changeront d’attitude quant au type de procès qu’ils intenteront ou l’ampleur des revendications qu’ils formuleront parce qu’ils pensent que leurs chances seront meilleures (ce qui peut aussi arriver si quelques juges prennent soudainement leur retraite ou meurent et que vous les remplacez par d’autres personnes car les gens se disent alors : “oh, c’est une cour différente”. Nous pouvons donc maintenant tenter des procédures différentes.”).

Mais je pense que cela change aussi la façon dont certains d’entre eux envisagent les résultats atteignables. Quelqu’un a dit : (et je regrette toujours de ne pas me rappeler qui a dit ça parce que j’aimerais bien le créditer) “La plupart du temps, une cour constitutionnelle

n'est qu'une cour mais parfois c'est une autre branche du gouvernement". Cela signifie que parfois, ils ne fonctionnent pas vraiment comme un tribunal. Ils fonctionnent comme l'équivalent du législatif ou de l'exécutif et prennent des décisions de haut niveau sur ce qui doit arriver au pays. Cela n'arrive pas si souvent mais parce qu'ils remplissent parfois cette fonction, ils doivent être conscients de ce qui se passe avec les élections parce que sinon, ils agiraient en quelque sorte de façon irresponsable en prenant n'importe quelle décision qu'ils pensent devoir prendre.

GAUTHIER GRASLIN : D'ailleurs, nous avons eu un exemple en France récemment avec la réforme des retraites.

GERARD MAGLIOCCA : Oui.

GAUTHIER GRASLIN : Bien sûr, il y a eu une lutte politique désordonnée et, en fin de compte, les nombreux militants ont espéré que, non pas la Cour Suprême mais le Conseil Constitutionnel qui fonctionne de la même manière en France, prennent simplement une décision. Mais en fait, il s'agissait d'une décision politique et le Conseil Constitutionnel n'a pas voulu la prendre parce qu'elle n'était pas postérieure à l'élection. Il n'avait donc pas vraiment le mandat de le faire. La Cour crée un zeitgeist, en vérité...

J'ai une dernière question sur la théorie et nous entrerons dans les détails de la période. Pouvez-vous expliquer le fonctionnement du "revirement à temps" (switch in time) et celui du "feu vert" (green light) de la Cour Suprême ? Comment passons-nous de l'un à l'autre selon la situation politique ?

GERARD MAGLIOCCA : Le "revirement à temps" était une formule utilisée pour décrire ce que faisait la Cour Suprême dans les années 1930, lorsqu'elle rendait des décisions impopulaires. On fit la proposition d'augmenter le nombre de juges au sein de la Cour. Alors les juges précédents réagissaient en changeant leurs décisions ou la série de décisions suivante. Les gens ont alors dit qu'ils avaient fait un revirement pour se sauver eux-mêmes et sauver leur autorité.

Est-ce que c'est vrai ou non ? C'est quand même une bonne histoire et elle saisit une réalité. A un moment donné, les juges se détourneront d'une position particulière lorsqu'ils réalisent qu'elle est insoutenable. C'est insoutenable politiquement parce qu'ils sont toujours inquiets. Ils s'inquiètent constamment d'une remise en cause venant du Congrès, ou du Président, ou peut-être d'une modification de la Constitution elle-même. Ils veulent pouvoir faire ces choses eux-mêmes. Parfois, pour préserver leur liberté d'action, ils doivent prendre des mesures pour atténuer la pression qu'ils ressentent de la part des électeurs ou d'autres personnes. C'est donc l'idée d'un revirement à temps. Quand se sentent-ils obligés de le faire ? C'est une question beaucoup plus difficile. Je veux dire, c'est un jugement non pas légal, mais politique.

Il est difficile de savoir quoi dire aux gens pour les guider. On pourrait aussi considérer que certaines personnes ont un jugement plus fin en ce qui concerne ces choses, ou s'en soucient plus que d'autres. Ceci conduit aux désaccords que vous observez entre les juges sur ce genre de choses. Il s'agit donc surtout de préserver leur autorité institutionnelle en estimant qu'ils doivent le faire ou que les choses en sont arrivées à ce point.

Pour ce qui est du "feu vert", prenons l'exemple de la Cour suprême aujourd'hui. Ils ont rendu deux décisions très importantes au cours de l'année écoulée, l'une sur l'avortement, l'autre sur la discrimination positive. Maintenant, disons que la décision sur l'avortement a été si impopulaire qu'elle a conduit à un changement dramatique dans les élections suivantes. L'un des partis représentés, dans ce cas, le parti Démocrate, s'oppose à la décision et dit : "Nous allons faire quelque chose à ce sujet, si vous votez pour nous, nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour y remédier."

Ils veulent une grande victoire, d'accord ? C'est le genre de scénario propice au revirement à temps. Mais le scénario est différent - disons, l'année d'après, aucune campagne de ce type n'a lieu et en fait, les Républicains gagnent. La conclusion est alors que la décision a été populaire ou du moins qu'elle n'était pas impopulaire. Donc, nous pouvons en faire plus parce qu'il n'y a pas de pression exercée sur nous pour que nous arrêtions. Vous pouvez considérer que nous avons été validés par les gens : ils nous ont soutenus. Il y a donc une tendance naturelle à surenchérir sur les décisions qui ont été prises. Vous serez peut-être un peu prudent au début parce que vous n'êtes pas sûr de la façon dont cela sera reçu, mais ensuite, si cela a été bien reçu ou s'il semble que cela a été le cas, alors vous vous dites que vous pouvez en faire plus. Ou peut-être même que vous devriez en faire plus parce que vous répondez à la réaction que vous recevez. Les gens se concentrent habituellement sur la raison qui pousse la Cour à mettre un terme à ce qu'elle faisait plutôt que d'analyser ce qui la pousse à accélérer le processus. Le terme de «feu vert» est donc une tentative pour décrire les moments où ils accélèrent parce qu'ils ont l'impression d'avoir été soutenus.

GAUTHIER GRASLIN : Maintenant que nous avons vu la théorie, nous allons étudier un peu plus en profondeur les spécificités de la fin du XIX^{ème} siècle américain qui est une période assez floue pour les lecteurs français. Nous connaissons La Guerre de Sécession et la Première Guerre mondiale. En ce qui concerne la Reconstruction et l'ère progressiste, tout est un peu vague pour nous. Dans votre livre, vous dites que la grande question qui se posait à l'époque était celle du quatorzième amendement et la façon dont il ne permettait à aucun consensus d'émerger. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs français ce qu'était le quatorzième amendement et pourquoi il était si difficile de parvenir à un consensus sur ce point ?

GERARD MAGLIOCCA : Le quatorzième amendement a été rédigé après la Guerre Civile pour rétablir la Nation sur un ensemble de principes différents - principalement d'égalité, mais aussi d'une plus grande protection des droits individuels et d'un plus grand pouvoir national. Il modifie donc fondamentalement la Constitution par rapport à ce qu'elle était au

départ, à savoir davantage axée sur les États américains, la protection de l'esclavage, et surtout de permettre aux majorités dans chaque Etat de décider de ce qu'il convenait de faire. Lorsque l'on procède à un changement constitutionnel aussi important, il y a naturellement beaucoup de désaccords sur la manière dont il doit être mis en œuvre. En outre, le changement a été largement imposé aux perdants de la Guerre Civile par les vainqueurs de celle-ci. Il y avait donc un sentiment très fort dans le Sud d'être contraint à mettre en œuvre le programme dont ils ne voulaient pas et ils faisaient donc tout ce qu'ils pouvaient pour le contrecarrer. Cela a donc ajouté un problème supplémentaire vis-à-vis de l'interprétation de l'amendement. On parle de ces problèmes depuis lors mais, en réalité, c'est dans cette période des années 1890 qu'on observe la première série de décisions importantes à ce sujet. Tout simplement parce qu'il a fallu du temps pour que ces affaires soient réellement portées devant les tribunaux et que les gens comprennent les problèmes de manière un peu plus abstraite que les raisons immédiates qui étaient apparues dès les années 1860. On retrouve cette idée de génération.

Les personnes qui ont été très impliquées dans les combats, en tant que soldats pendant la Guerre Civile, sont les mêmes qui se retrouvent à siéger dans les tribunaux dans les années 1890. Trente années se sont écoulées, ils se sont établis et ils essaient d'appliquer les leçons qu'ils en ont tirées. Ils les appliquent d'une manière qui, de notre point de vue, paraît parfois sensée et parfois non. Mais le contexte des années 90 a été marqué par ce grand changement dans la constitution intervenu pendant les années soixante.

GAUTHIER GRASLIN : D'accord, c'est le contexte d'Après Guerre, mais vous dites aussi que la deuxième partie principale de la controverse, c'est l'incorporation de la Déclaration des Droits au travers des nombreuses affaires de droit civil de l'époque. J'ai l'impression que ça vient d'un problème beaucoup plus ancien qui n'était pas encore résolu. Il s'agissait en fait d'un problème qui datait de la création des États-Unis.

GERARD MAGLIOCCA : Oui, en partie... enfin, oui et non. Avant la Guerre Civile, tout le monde était d'accord (ou presque tout le monde) pour dire que la Déclaration des Droits et les droits individuels protégés par la Constitution ne s'appliquaient qu'au gouvernement national. Parce que c'était l'idée de départ. Ils s'inquiétaient de voir le gouvernement abuser des droits des gens donc ces protections supplémentaires avaient été ajoutées, mais ils étaient moins préoccupés par la question des Etats.

Puis avec la guerre civile, les gens se sont dit : "En fait, les États sont la plus grande source d'abus, pas seulement parce que certains d'entre eux ont connu l'esclavage mais aussi parce qu'en général, ils étaient beaucoup moins soucieux de protéger les droits des minorités ou les droits individuels. Bien sûr, le gouvernement national était beaucoup plus populaire et les gens s'y intéressaient davantage parce qu'il avait gagné la guerre - guerre qui avait été menée au nom de la Nation. Des gens dirent donc : "Eh bien, une réponse logique à cela serait de considérer que les droits de la Constitution devraient s'appliquer non seulement au gouvernement national, mais aussi aux Etats". Lorsque le quatorzième

amendement a été rédigé, beaucoup de gens partageaient cette opinion. Mais c'était un grand changement bien difficile à mettre en œuvre. Ensuite, et c'est la partie où le livre en parle le plus directement me semble-t-il, il est difficile de donner aux gens des droits supplémentaires ou de vouloir étendre la protection des droits si l'on pense que cela va conduire au désordre.

Il y avait cette idée, réelle ou imaginaire selon le point de vue, que le désordre menaçait: manifestations, grèves, anarchistes, socialistes... C'était en effet une période de grands bouleversements sociétaux et donc le climat n'était pas propice pour présenter à un tribunal un argumentaire selon lequel nous devrions donner aux gens plus de droits en matière de liberté d'expression, plus de droits pour posséder une arme à feu, plus de garanties contre la police, et ainsi de suite. Alors, quand ces affaires sont arrivées, les tribunaux étaient plus sceptiques ou hésitants et ont eu tendance à se prononcer contre ces réclamations. J'essaie donc de dire qu'il y a une relation de cause à effet. De la même manière, il est plus facile de comprendre qu'en temps de guerre, nous faisons beaucoup moins d'efforts pour protéger les droits individuels parce que nous cherchons à conserver l'unanimité dans la société contre les menaces venant de l'extérieur ou de l'intérieur. Tout le monde comprend que les libertés civiles souffrent en temps de guerre mais il n'est pas aussi évident de dire que les libertés civiles souffrent également en cas de désordre interne. Pour moi c'est la même idée de base. Dans notre histoire, cette période en présente le principal exemple.

GAUTHIER GRASLIN : Mais le populisme n'a-t-il pas aussi besoin de mythes pour stimuler l'imagination des gens ? Comme vous l'avez dit, lorsqu'il existe un mythe selon lequel il faut se battre pour ses droits, cela engendre la peur du désordre. Quel était le mythe de la génération populiste ?

LES JUGES NE PASSENT PAS PAR UN SYSTÈME JUDICIAIRE PROFESSIONNEL. ILS NE SONT PARVENUS À LEUR POSTE QUE PARCE QU'ILS ÉTAIENT POLITIQUEMENT RUSÉS ET AVISÉS

GERARD MAGLIOCCA : En gros, l'agriculture était le meilleur mode de vie. Les agriculteurs étaient la partie essentielle de l'Amérique - et pas juste les agriculteurs, mais les agriculteurs blancs protestants. Vous savez, vous pouvez certainement raconter une histoire sur l'histoire américaine qui met l'accent sur le fait que le plus grand groupe de personnes qui ont été impliquées dans la Révolution, la Guerre Civile et qui ont tenu le haut du pavé jusqu'aux années 1890, était composé de fermiers blancs protestants (riches ou pauvres) parce que c'était la majorité démographique aux États-Unis.

Que se passe-t-il alors dans les années 1890 ? Évidemment, la révolution industrielle ainsi

que l'urbanisation. Vous savez, le même genre de conflits que nous voyons aujourd'hui entre la ville et la campagne. Cela a toujours été un conflit. Il en sera probablement toujours ainsi.

Deuxièmement, il y a l'immigration. Les Etats-Unis ont une relation compliquée avec l'immigration. C'est comme si nous l'aimons et que nous la détestons dans une sorte de va-et-vient. Si vous êtes un fermier blanc protestant dont la famille est aux États-Unis depuis longtemps (depuis des générations) l'immigration est une menace. Les migrants sont catholiques dans une large mesure. Ils ne sont pour la plupart pas non plus agriculteurs. Peut-être que vous pensez alors quelque chose comme : "ils apportent ces idées européennes, vous savez, les idées européennes du socialisme ou autre en Amérique". Le mythe était donc que la démocratie ne peut être maintenue sans que le pays soit un pays agricole avec des opinions religieuses bien spécifiques. C'est difficile d'avoir ça à l'esprit maintenant mais à cette époque, de nombreuses personnes affirmaient que les pays catholiques ne pourraient jamais être démocratiques parce que l'Église catholique est une institution hiérarchique et qu'elle n'est pas favorable à la liberté de pensée.

GAUTHIER GRASLIN : C'est ce qu'on dit encore en France. J'ai entendu un ministre dire la même chose il y a dix ans.

GERARD MAGLIOCCA : C'était un débat habituel à l'époque - on pensait qu'il fallait des agriculteurs pour construire une démocratie parce qu'on avait besoin de la propriété. S'il y a une trop grande concentration de propriété, ou si trop de gens sont locataires, ils ne sont pas liés à la société d'une manière qui soit nécessaire aux valeurs démocratiques. C'est plus compliqué parce que, bien sûr, à un moment donné, on pourrait commencer à dire que trop d'inégalités de richesse crée des problèmes pour la démocratie, mais ça n'implique pas la nécessité de l'agriculture.

Jefferson, par exemple, martelait que nous avions besoin de fermes et de plus d'agriculteurs. C'est pourquoi l'achat de la Louisiane à la France était important car il a permis de créer toutes ces nouvelles terres. C'était une idée très répandue qui s'est ensuite retrouvée menacée. C'était un mythe, mais assez largement partagé jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Ils pensaient donc défendre l'idée de démocratie contre ces menaces. C'était la motivation, ce qui a bien sûr donné une intensité à la chose qui a effrayé la population urbaine non-protestante, etc.

GAUTHIER GRASLIN : Mais si je compare avec les mouvements populistes qui ont eu lieu en Europe à l'époque, le populisme américain me frappe par son potentiel d'innovation. Comme vous le soulignez, les tactiques vis-à-vis de la loi étaient très novatrices. Prenons le pouvoir du Congrès à agir. Ils étaient également les premiers à mentionner la Clause commerciale (Commerce clause) et à l'utiliser, si j'ai bien compris.

Pouvez-vous nous expliquer en quoi cette tactique était novatrice à l'époque et pourquoi

était-elle si importante ?

GERARD MAGLIOCCA : Contrairement à d'autres mouvements populistes, ils ne s'opposaient pas à la loi. Ils étaient sophistiqués. Ils avaient juste une interprétation différente de la loi et ils essayaient d'expliquer, par le biais de la Constitution: pourquoi les choses qu'ils voulaient faire étaient possibles ou nécessaires. Ils ont donc essayé de mettre l'accent sur les moyens par lesquels le pouvoir national pouvait être utilisé pour, par exemple, avoir un impôt sur le revenu visant à redistribuer les richesses, ou pour que les industries deviennent la propriété de l'Etat. Vous savez, c'est le seul mouvement en Amérique qui ait jamais prôné la propriété publique dans l'industrie ou la finance, d'une manière qui est bien sûr beaucoup plus courante en Europe. Ils ont donc dû trouver un moyen d'expliquer cela et ils l'ont fait en mettant l'accent sur la Clause commerciale.

Aujourd'hui, nous tenons pour acquis que la Clause commerciale est la principale source d'autorité du gouvernement fédéral pour réglementer l'économie et faire toutes sortes de choses, mais ce n'était pas le cas au cours des 100 premières années de notre histoire. Même les gens qui étaient en faveur de l'autorité nationale, ne considéraient pas vraiment la Clause commerciale comme le meilleur moyen d'y parvenir - ils avaient d'autres méthodes pour cela.

D'où vient donc cet intérêt pour la Clause commerciale? Tout simplement de ces avocats populistes. Leurs arguments ont été largement rejetés, mais le simple fait qu'ils aient été avancés et qu'ils aient reçu une réponse a laissé une impression sur les gens, et a été ramené sur le devant de la scène quand il y a eu plus de soutien pour ce genre de choses. L'autre élément à mentionner est que les populistes du Sud étaient également beaucoup plus ouverts à l'idée de l'égalité raciale. Ils n'y pensaient pas de manière marxiste, mais il y avait une sorte d'idée similaire selon laquelle tous les travailleurs devraient être unis et agir comme un seul homme. D'une certaine manière, c'était une innovation (au moins dans le Sud) parce que le Sud n'avait jamais adopté cette idée auparavant. Pendant une courte période, ça a été le cas et puis, l'idée a été éradiquée mais à bien des égards, ils y ont réfléchi sérieusement.

CETTE HAINE SUR LAQUELLE REPOSE LA CLÉ DE VOÛTE DU DESPOTISME FINANCIER QUI VOUS ASSERVIT TOUS LES DEUX

L'une des utilités de mon livre me semble être de dire : "Oui, ils étaient populistes mais c'était un type de populisme différent des autres à la fois car il s'agissait d'idées chrétiennes réformistes (non pas pour tout mais pour beaucoup de choses, et non d'un populisme de Droite) et aussi, parce qu'ils prenaient la loi au sérieux et essayaient de développer de nouvelles façons de la penser pour justifier les objectifs qu'ils poursuivaient".

GAUTHIER GRASLIN : Il y a une citation qui m'a frappé. Celle de Thomas Watson évoquant "cette haine sur laquelle repose la clé de voûte du despotisme financier qui vous asservit tous les deux". Pour moi, c'est tellement étrange que vous ayez ces discours exaltants, et que d'un autre côté, pour résoudre ce problème, vous utilisiez la Clause commerciale qui est quelque chose de très technique. Comment expliquer ce mélange de technicité et d'inspiration comme le discours de la Croix d'or prononcé par le populiste William Jennings Bryan en faveur du bimétallisme ?

GERARD MAGLIOCCA : Il y a une dimension politique et une dimension juridique. Comme tous les mouvements sociaux, il faut réussir à opérer dans les deux sens. Ils doivent obtenir un soutien politique suffisant pour que leurs arguments juridiques soient pris au sérieux, mais ils ont aussi besoin d'arguments juridiques parce que beaucoup de choses qu'ils veulent faire doivent passer par les tribunaux.

La deuxième chose à souligner est que souvent, les dirigeants politiques sont des avocats et ont donc tendance à vouloir penser aux choses en termes juridiques. William Jennings Bryan fut un avocat - pas très longtemps, mais il l'avait été et jouissait d'une formation juridique. C'est donc en partie culturel, pourrait-on dire, ils sont simplement plus enclins à penser de cette façon. Les mouvements réussis font les deux. Ils doivent rallier les gens et gagner les élections, puis avoir des arguments qu'ils peuvent présenter aux tribunaux ou que les personnes qu'ils choisissent comme juges peuvent présenter lorsqu'ils essaient de changer le cours de la loi. Ces choses-là prennent du temps à construire et les populistes n'ont jamais eu assez de temps ou de succès pour le faire comme l'ont fait d'autres mouvements sociaux, qu'il s'agisse du mouvement conservateur aux États-Unis aujourd'hui, ou du mouvement des droits civils avant lui.

Bien sûr, on pourrait dire que certaines personnes dans n'importe quel mouvement social sont plus à l'aise avec le côté technique des choses alors que les appétences d'autres personnes penchent plutôt du côté politique ou populiste. Je suppose qu'il y a parfois un conflit entre les deux. Peut-être que pour présenter des thèses aux électeurs, vous devez dire des choses que vous ne diriez pas dans un tribunal. Les slogans politiques sont une chose mais force est de constater que les arguments juridiques ne feraient pas bouger les gens pour voter. Il faut en quelque sorte les deux aspects de la chose sinon cela ne fonctionnera pas. Dans le cas du populisme, aucun des deux n'a été assez puissant pour faire une percée.

GAUTHIER GRASLIN : Peut-être parce que la menace était si importante qu'ils n'en ont pas eu le temps. Vous le dites quand vous parlez de la grève de Pullman. Dès que la grève a commencé, la Cour et le Président ont sonné l'alarme. C'est venu de très haut. Pouvez-vous expliquer comment les grèves de Pullman se sont produites et ce qui a fait paniquer tout le monde ?

GERARD MAGLIOCCA : Il faut d'abord comprendre une chose : les grandes grèves qui pour-

raient affecter l'économie nationale étaient une chose nouvelle à cette époque. C'était à l'époque du jamais vu aux Etats-Unis. Il ne faut pas le négliger. Deuxièmement, les chemins de fer étaient le cœur du réseau de transport et de communication de l'époque et le voir fermé à cause d'une grève était une affaire très sérieuse. Puis, je pense qu'il y avait un certain degré de scepticisme à l'égard des syndicats de la part des gens. Ils y voyaient un concept européen étranger. Vous savez, ce n'était pas vraiment quelque chose d'américain. C'est ce que beaucoup de gens disaient.

Je pense que cela a conduit à une certaine peur. Il faut aussi souligner que ces grèves étaient parfois violentes - que ce soit à cause des grévistes ou des personnes qui ont été envoyées pour essayer d'arrêter la grève. Qui est à blâmer pour la violence que l'on voit lors de ce genre d'événements ? On peut comprendre que toute protestation qui conduit à la violence, même de manière sporadique, effraie les gens – que ce soit une vraie peur ou une exagération. Toutes ces choses se retrouvent dans la grève de Pullman. Il y a le fait que ce soit les chemins de fer, qu'il y a eu des répercussions à l'échelle nationale, que c'était à Chicago qui était considérée à l'époque comme l'une des plus grandes villes américaines. Tout cela à la fois. Je dois ajouter que cela s'est produit au lendemain d'une grave panique financière en 1893. Le chômage est élevé, les banques font faillite. Cela conduisit aussi à plus de tensions dans la société. Ce fut en outre la dernière d'une série de grèves qui avait affecté différentes industries et qui ne faisait que s'amplifier.

En fin de compte, l'avis s'est répandu : “Il faut faire quelque chose à ce sujet, sinon nous aurons une sorte d'effondrement de l'économie et de la société. Les choses deviendront incontrôlables”. Les gens ont alors vu pour la première fois une utilisation sérieuse des troupes militaires pour mettre fin à une grève ainsi que des mesures juridiques extraordinaires pour emprisonner les meneurs sans procès. Des choses que l'on considérerait normalement inacceptables et qui n'ont jamais été répétées depuis. C'est un événement de l'histoire américaine qui est pratiquement oublié. Les gens ne le connaissent pas ou n'y pensent peut-être plus parce que ça semble un peu désuet par rapport aux guerres du XXème siècle. On pense moins aux grèves et aux syndicats aujourd'hui par rapport à il y a encore quelques années. Mais oui, c'était un peu le point culminant de toute une série d'événements dont parle le livre où les choses ont soit empiré, soit sont devenues de plus en plus polarisées. C'est le genre de pic qu'on peut atteindre.

GAUTHIER GRASLIN : La réaction était douteuse parce qu'ils ont emprunté la voie de la résistance ferme avec la décision Pollock qui n'a contribué qu'à enflammer la population davantage. Dans le contexte social français, on voit comment avec le mouvement des gilets jaunes, le gouvernement a également emprunté la voie de la résistance avec pour seul effet d'accroître la colère des gens et de créer un cercle vicieux. Pouvez-vous expliquer ce qu'ils ont fait avec la décision Pollock ?

GERARD MAGLIOCCA : La décision contestait l'impôt sur le revenu qui avait été adopté. C'était un impôt sur le revenu très modeste, selon les normes modernes mais c'était le premier

à avoir été mis en place en temps de paix aux États-Unis. Les personnes qui contestaient l'accord ont porté l'affaire au bon moment. Ils l'ont fait au milieu de ces grèves, de ces manifestations, et ont présenté des arguments conçus pour faire écho aux craintes. Les juges traitant du dossier étaient troublés. Nous savons qu'ils étaient perturbés parce que l'un d'eux a prononcé un discours dans lequel il disait en substance : «Hé, qu'est-ce qui se passe ? Nous devons faire quelque chose pour mettre fin à tout ce désordre !» ce qui est assez clair. On pourrait donc dire que c'est en partie parce que le timing était avantageux qu'ils obtinrent gain de cause

N'oublions pas que les juges sont tout aussi facilement influençables... ou du moins, ils peuvent être influencés par leurs émotions. Même si nous essayons de les isoler de cela en les nommant à vie, en ayant des procédures judiciaires qui ralentissent les choses, etc., ils ne sont pas à l'abri de cela. Cela dépend de l'intensité de l'émoi et dans le cas qui nous occupe, l'émoi était à son comble. Il était donc probablement plus difficile pour des juges qui auraient normalement été plus prudents ou plus retenus de dire : «Ecoutez, rendons une décision à portée restreinte».

Ils ont perçu le danger et ils voulaient peser dans la balance. Parfois, les tribunaux ou les juges veulent trancher et ils trouveront un moyen de le faire. Ils ne lâchent rien parce que selon eux, la question est d'importance. Peut-être qu'ils avaient l'impression que les choses montaient en gamme et que le point culminant serait la prochaine élection. Ils avaient donc besoin d'une sorte de limite - en partie au cas où les prochaines élections se passeraient mal de leur point de vue, mais aussi comme un moyen de parler aux électeurs et de leur dire : "Réfléchissez bien. C'est notre point de vue et nous voulons que vous le preniez au sérieux et que vous le méditez". C'est en quelque sorte cette dynamique qui a prévalu et il y a eu d'autres affaires au cours de cette même année 1895 où la Cour a été confrontée à des questions très difficiles ou à de nouvelles questions. Elle a alors rendu des décisions de portée très large. Il est difficile de séparer ce qui se passe dans la rue de ce qui se passe au tribunal.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, il y a un moment où les tactiques et la voie de la plus grande résistance cèdent devant la stratégie. Vous avez dit que la stratégie de la Cour était de creuser un fossé au sein de la coalition réformiste en utilisant Jim Crow et la ségrégation. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

GERARD MAGLIOCCA : Rappelons-nous qu'à l'époque, aux États-Unis, il y avait une très forte différence entre le Nord et le Sud. Dans le Sud, la population tentèrent de gagner en créant une coalition de travailleurs blancs et noirs. Elle ne comprenait que des hommes, bien entendu, car les femmes ne votaient pas à l'époque. Ils s'appuyèrent sur un argument de classe pour le faire. La réponse à cela fut donc d'avancer un argument racial et de dire : "Écoutez, ce qui est vraiment plus important, c'est la solidarité raciale, pas la solidarité de classe". Les mesures de ségrégation sont un moyen de renforcer la solidarité raciale en interdisant toute interaction avec des personnes d'une autre race. Une question que les gens

se sont toujours posée est : “Si le Sud a toujours été raciste, pourquoi alors n’avons-nous pas vu de lois sur la ségrégation entre la fin de la guerre civile et l’année 1890 ?”

Il y a différentes explications à cela mais l’une d’entre elles est que ces lois étaient un moyen d’essayer d’empêcher cette autre coalition de se rassembler. Puis la Cour suprême est saisie d’une affaire (encore une fois, aux environs de 1896) posant la question de savoir si c’était constitutionnel. Il est difficile d’affirmer qu’en disant que la ségrégation était constitutionnelle, la Cour était consciente de la dynamique politique que cela impliquait. Il n’y a aucune preuve de cela.

GAUTHIER GRASLIN : Ce n’est pas aussi clair qu’avec la grève Pullman...

GERARD MAGLIOCCA : Non, parce que la plupart des juges n’étaient pas originaires du Sud. Ils auraient pu simplement considérer cela plutôt comme une question juridique assez standard de leur point de vue en 1896. Le problème, c’est que la décision qu’ils ont prise en disant que c’était constitutionnel a facilité l’adoption d’un plus grand nombre de mesures. Si les populistes avaient gagné, la vapeur au sujet de ces mesures aurait certainement été renversée. Le fait qu’ils aient perdu, et que cela ait été approuvé par la Cour Suprême a conduit à la mise en place d’autres mesures de ce type. Cela ne veut pas dire qu’il n’y aurait pas eu de ségrégation dans le Sud si les populistes avaient gagné, mais il y en aurait probablement eu beaucoup moins - ou cela aurait été beaucoup plus compliqué parce qu’il n’était pas dans leur intérêt politique de refuser le droit de vote aux Noirs, parce que les Noirs étaient des gens qu’ils voulaient voir voter pour eux. La ségrégation aurait été évidemment impopulaire auprès des hommes noirs, alors pourquoi l’auraient-ils soutenue ? C’est un peu plus complexe mais cela fait partie de l’histoire parce que c’est très important dans la culture politique du Sud. Encore une fois, cela arrive à un moment où toutes ces autres choses se produisent et il semble qu’il y ait un lien entre elles.

GAUTHIER GRASLIN : En parlant de connexions... Ici, on dit que le vrai pouvoir reste caché et que quand il vient au premier plan, c’est qu’il a peur de quelque chose. C’est le cas avec McKinley. Vous dites dans le livre que c’était la première fois qu’autant d’argent avait été dépensé par les entreprises américaines lorsqu’elles ont aidé McKinley à gagner. C’est quelque chose qui perdure aujourd’hui. Comment expliquez-vous un tel tournant ? Que la justice ait eu peur, je le comprends, mais les gens derrière McKinley menaient la barque depuis de nombreuses décennies et même pendant la guerre civile, ils n’en étaient pas encore venus à soutenir aussi franchement un programme.

L'AUTEUR

Gerard Magliocca

Professeur Samuel R. Rosen à la Robert H. McKinney School of Law de l’Université de l’Indiana, il est un universitaire et un expert reconnu sur les questions constitutionnelles, notamment dans une perspective historique. Ses ouvrages ont influencé le débat juridique américain dont son livre sur le mouvement populiste américain au XIX^{ème} siècle «The Tragedy of William Jennings Bryan : Constitutional Law and the Politics of Backlash» (La Tragédie de William Jennings Bryan : Loi Constitutionnelle et la politique du retour de bâton), Yale University Press, 2011, sur lequel porte le présent entretien.

GERARD MAGLIOCCA : Tout d'abord, il est évident que cette période entre la guerre de Sécession et les années 90 a été marquée par une croissance phénoménale qui a créé des fortunes colossales et des très grandes compagnies - l'acier, le pétrole, les banques, et j'en passe. Je veux dire par là qu'il y a tout simplement beaucoup plus de choses de ce type à ce moment-là qu'il n'y en avait, disons, 30 ans plus tôt. Deuxièmement, il faut qu'il y ait une menace suffisante pour motiver les gens à donner de l'argent comme ça.

Jusqu'à l'arrivée de Bryan, il n'y avait pas vraiment de mouvement particulier qui était assez fort pour être vraiment préoccupant, donc même si je suis sûr qu'ils ont participé à la politique, ils n'étaient pas perçus de la même manière. Bryan arrive, il est charismatique d'une manière que l'on n'avait pas vue depuis de nombreuses années et il a un programme qui remet directement en question les intérêts de beaucoup de ces entreprises, des lois anti-trust, des impôts, la propriété publique qui est un peu la menace ultime pour les entreprises. Même si vous pensez que vous obtiendrez de l'argent pour être racheté. C'est donc vraiment ce qui relie tout cela. Bien entendu, il n'existe aucune loi réglementant les montants que les entreprises peuvent donner ou quoi que ce soit d'autre concernant l'argent des campagnes électorales.

PARFOIS, UNE COUR CONSTITUTIONNELLE N'EST QU'UNE COUR MAIS PARFOIS C'EST UNE AUTRE BRANCHE DU GOUVERNEMENT

Le génie du directeur de campagne de McKinley qui était lui-même très riche, a été de dire: "Écoutez, je vais lever des fonds et les utiliser pour mener une campagne différente". Il l'a fait très efficacement parce que Bryan n'était pas un traditionaliste. Il a parcouru le pays à bord d'un train en prononçant des discours partout. Cela n'avait jamais été fait auparavant par aucun candidat à la présidence, et c'était un très bon orateur, mais ce n'est pas ainsi que l'on mène une campagne moderne. En partie peut-être, mais pas seulement. Cette campagne est devenue une sorte de modèle depuis lors - même si les sources de financement peuvent être différentes, c'est ce que tout le monde essaie de faire. C'est juste que parfois il est plus facile d'amener les gens à le faire quand quelqu'un est effrayant. On pourrait dire que c'est parfois la personnalité qui effraie les gens, mais parfois c'est simplement les croyances de certaines personnes. Bryan était un chrétien fondamentaliste. Pour autant que je sache, c'était une personne très agréable, mais il est évident qu'il a effrayé les gens et est devenu une caricature.

GAUTHIER GRASLIN : Peut-être était-il facile à caricaturer. Vous avez dit que dès que Bryan a quitté la scène en 1908, ils ont commencé à mettre en œuvre certaines de ses suggestions et vous parlez du rôle de Taft. Avaient-ils un problème personnel avec Bryan pour que les grands du secteur privé acceptent finalement ces mesures une fois qu'il fut parti ?

GERARD MAGLIOCCA : Je pense que oui - je veux dire que c'est en grande partie lié à son image, à tort ou à raison, et qu'en effet, une fois qu'ils n'avaient plus affaire à lui personnellement, les choses se sont détendues. Vous savez, on pourrait faire une analogie avec Trump. En d'autres termes, il y a des gens qui ne voteraient jamais pour Trump, ou refuseront de soutenir quelque chose parce qu'il l'a soutenu, mais s'il s'agissait d'une personne différente, leur réaction serait différente. Il se peut qu'ils votent pour cette personne ou qu'ils soutiennent ce qu'elle soutient parce qu'ils ne ressentent pas le même type d'hostilité à son encontre du fait de ses antécédents différents, d'une façon de parler différente, etc.

Je pense qu'il y a de ça. L'autre chose que l'on pourrait dire, c'est qu'un certain nombre d'années se sont écoulées entre 1896 et 1910. La société a changé. Certaines choses paraissent radicales lorsqu'elles sont proposées pour la première fois mais, 10 ou 15 ans plus tard, elles ne semblent plus l'être autant : elles ont été présentées et discutées pendant un certain temps. Ainsi, les gens se sentent peut-être plus disposés à les accepter et ils ont l'impression que le danger est moindre, etc...

Cela explique aussi en partie pourquoi certaines réformes ont été adoptées plus tard. Mais oui, je pense que c'était en grande partie un problème d'ordre personnel. Le simple fait qu'il ait pu être nommé trois fois pour se présenter à l'élection présidentielle. C'est une chose sans précédent à cette époque. Très peu de personnes dans l'histoire américaine ont réussi à faire cela. Donc même s'il a perdu trois fois, il devait avoir une emprise charismatique assez forte sur ses partisans comme ses opposants. Le problème, c'est qu'il est difficile de visualiser quelque chose comme ça lorsqu'on ne possède pas d'images d'archives de la personne en train de parler. C'est comme si Hitler avait vécu cent ans plus tôt. Oui, on pourrait lire des choses sur le fait qu'il a fait un discours, mais ce ne serait pas facile à imaginer, simplement parce que c'est une expérience différente.

Bryan a vécu assez longtemps pour faire quelque chose à la radio. Il existe des enregistrements de sa voix, mais il était déjà âgé et ce n'est pas la même chose. C'était très formel et quand vous l'écoutez et vous vous dites: "Qu'est-ce qu'il avait de si extraordinaire ?" Ce n'est pas la même expérience. C'est toujours difficile d'expliquer à quelqu'un pourquoi quelqu'un était un artiste populaire il y a 60 ans.

GAUTHIER GRASLIN : Diriez-vous que la Cour se trouvait sur un terrain plus stable et qu'elle a donc commencé à faire du révisionnisme en disant qu'en réalité tout avait toujours été comme le nouvel ordre qu'ils étaient en train de produire? Je pense bien sûr à l'arrêt Marbury qui s'est trouvé déterré.

GERARD MAGLIOCCA : Dans le système américain, il faut être capable d'utiliser l'histoire pour légitimer les choses que vous faites dans le présent. C'est en partie dû à la façon dont notre système constitutionnel a été mis en place. C'est en partie à cause de l'importance que les Pères Fondateurs ont dans notre culture. Ça s'illustre à cette période par l'attention nouvelle accordée à l'affaire Marbury contre Madison.

Cette affaire n'était pas considérée comme importante au cours des 100 premières années qui la suivirent, mais lorsque les gens ont essayé d'expliquer pourquoi ils voulaient avoir le pouvoir de dire que les mesures populaires étaient inconstitutionnelles, ils n'avaient pas beaucoup d'exemples à leur disposition ou auxquels ils pouvaient se référer. Ils ont donc fait référence à Marbury et à Marshall en tant que président de la Cour Suprême. En partie parce que cela coïncidait avec le centième anniversaire de sa nomination en tant que président de la Cour Suprême, et en partie parce qu'il avait oeuvré dans un passé assez lointain pour qu'on puisse l'invoquer et en faire un mythe. Il n'était plus en vie et c'est plus compliqué quand il s'agit d'une personne vivante ou que des personnes vivantes se souviennent d'elles.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, les morts sont des hommes d'État, les vivants sont des politiciens.

GERARD MAGLIOCCA : C'est vrai. Il s'agit là encore d'un processus qui a commencé avec des avocats qui citaient ces choses, puis les tribunaux s'en sont emparés. Enfin la communauté politique au sens large et la profession juridique en général ont suivi. Les nouveaux événements donnent un nouveau souffle aux vieilles affaires, parce que celles-ci sont utiles d'une manière ou d'une autre. Ou bien une personne devient utile. Vous savez, la réputation des gens change aussi avec le temps. Aujourd'hui, les gens apprécient davantage Alexander Hamilton. Pourquoi ? Parce qu'il ne possédait pas d'esclaves et qu'il était un immigrant – alors que quelqu'un comme Jefferson est moins apprécié désormais. On peut imaginer que dans 50 ou 75 ans, peut-être que la réputation de certaines personnes changera à nouveau parce que nous nous intéresserons à autre chose ou auront d'autres préoccupations. In fine, nous trouverons qu'ils ont fait ou dit quelque chose d'utile.

GAUTHIER GRASLIN : Mais à ce propos, il est amusant de constater qu'il n'y a pas de réhabilitation pour Bryan alors qu'il était contre l'impérialisme. C'était son deuxième programme. C'est une chose pour laquelle on ne félicite pas les populistes. Ils ne sont pas félicités pour la façon dont ils ont essayé de faire voter les Noirs et les Blancs ensemble, et ils ne sont pas non plus félicités pour l'anti-impérialisme. C'est étrange parce que Wilson, lui, est loué pour la poursuite de l'Empire américain lors de la Première Guerre mondiale, etc.

GERARD MAGLIOCCA : Oui, dans le cas de Bryan, ce qui est vraiment malheureux, c'est qu'il a décidé, à la fin de sa vie, de s'opposer à la théorie de l'Evolution. C'est la seule chose dont on se souvienne vraiment. C'est en partie parce que c'est la dernière chose qu'il a faite, il est mort quelques semaines après la fin du procès. Deuxièmement, un film populaire a été réalisé sur le procès et donc, si quelqu'un a déjà entendu parler de lui, c'est essentiellement grâce au film. Dans le film, il est dépeint comme ignorant et peu attirant. Je ne pense pas que cela changera un jour. Honnêtement, parce que je pense que ces questions culturelles concernant, par exemple, la science et la religion ont une grande influence sur la façon dont les gens se représentent le passé -ou même sur la façon dont les gens pensent aux choses aujourd'hui. Il était anti-impérialiste, favorable aux politiques sociales, au vote des femmes... Toutes ces choses pourraient peser favorablement dans la balance, mais je ne

pense pas que sa réputation puisse s'en remettre. C'est malheureux car il était contre la théorie de l'Evolution parce qu'il pensait que les gens l'utilisaient de manière perverse pour rejeter les politiques de protection sociale. Il était contre le darwinisme social. Le problème, c'est qu'on peut dire cela en disant: «Je suis contre le darwinisme social» mais au lieu de ça, il a décidé de s'opposer au darwinisme tout court.

Vous savez, il ne savait rien de tout cela, en fait. C'était juste une décision vraiment malheureuse. Aussi, il l'a faite en partie parce qu'à ce moment-là, sa carrière était sur le déclin. Il devenait âgé, il avait perdu...

GAUTHIER GRASLIN : L'eugénisme était un énorme problème aux Etats-Unis. En fait, la plupart des Européens ne se rendent pas vraiment compte de l'ampleur des politiques eugénistes aux États-Unis au début du vingtième siècle, donc je suis évolutionniste bien sûr, mais je peux comprendre qu'il ait entrepris ce combat par esprit de contradiction.

GERARD MAGLIOCCA : Je suis d'accord avec tout cela. C'est juste qu'il a choisi une façon malencontreuse de le faire. Comment aurait-il pu savoir que le procès deviendrait une chose aussi importante ? C'est étrange de se dire que ce procès joue un rôle si crucial dans la façon dont les gens voient ces questions.

GAUTHIER GRASLIN : En parlant de seconde chance, vous avez mentionné l'arrêt Giles de la Cour Suprême en 1903 qui a simplement supprimé le suffrage pour beaucoup de gens aux États-Unis et validé la loi de la foule. Comment la Cour Suprême a-t-elle pu s'en remettre ? C'est bien plus perturbant que Bryan qui était contre le darwinisme. La démocratie américaine en a été très affaiblie...

GERARD MAGLIOCCA : C'est en partie parce que cela exprimait le point de vue consensuel à l'époque parmi les Blancs. Vers 1900, au début des années 1900, les Blancs du Nord et du Sud étaient à peu près d'accord sur le fait que les Noirs ne devaient pas voter. L'octroi du droit de vote avait été une erreur. C'était à cause de cette sorte de résurgence du racisme quasiment dans le monde entier. En outre, (et c'est un thème récurrent) il y a eu de nombreux mouvements sociaux qui ont fini par conclure que le seul moyen de réussir était d'être plus raciste. C'était devenu un trop grand handicap de soutenir les droits des Noirs. Les populistes du Sud sont devenus les pires des racistes parce qu'ils se sont dit: "Nous ne pouvons pas gagner si nous soutenons les Noirs, alors faisons le contraire et devenons très racistes".

On pourrait dire qu'il en a été de même pendant la période progressiste et pendant la période du New Deal. Certes, ils ont fait des réformes sociales, mais ils ont toujours veillé à ne pas faire des réformes sociales qui allaient remettre en question les relations raciales, surtout dans le Sud, parce qu'ils ne pensaient pas pouvoir gagner –à tort ou à raison.



C'était leur point de vue.

La seule exception à ceci furent les années 60. Mais même cela a subi un contrecoup. Vous voyez bien qu'il y a toujours ce dilemme: comment trouver un équilibre entre le soutien de la majorité et les droits des minorités ? À quel moment ne pouvez-vous pas le faire ? L'autre réflexion sur l'affaire Giles, qui n'est pas une affaire très connue, c'est qu'elle a été rédigée d'une manière très technique pour essayer d'en obscurcir le sens. Même maintenant, si je devais la donner à mes étudiants dans un cours de droit constitutionnel, ils auraient quelques difficultés à comprendre ce que disait le texte écrit d'une manière technique et en langage ancien.

GAUTHIER GRASLIN : Ou ils se sentiraient mal à l'aise vis-à-vis des implications...

GERARD MAGLIOCCA : Oui, s'ils ne se découragent pas et continuent, ils finiront par conclure: "Oh, mais l'intention n'est pas déclarée si clairement !" car ce serait honteux. Alors au lieu de cela, les juges tournent autour du pot, d'une certaine manière, pour que seules les personnes qui savent vraiment ce qui se passe puissent en comprendre le sens. Oui, c'est l'une des pires décisions jamais prises mais il y a malheureusement des moments où la Cour refuse d'appliquer ce que la Constitution dit clairement, parce que c'est trop impopulaire, trop difficile, ou qu'ils s'en moquent. Ça ne devrait pas être le cas, mais ça arrive.

GAUTHIER GRASLIN : Une fois que le peuple a été vaincu et que l'on voit que l'on ne peut pas changer les choses, que reste-t-il à tenter ? Je pense en l'occurrence à Théodore Roosevelt et à la façon dont il a géré les grèves, par exemple. Il a fait en sorte de ne pas paraître aussi dur que ça avait été le cas avec les grèves Pullman, mais en réalité, ce n'était qu'une illusion.

GERARD MAGLIOCCA : Je n'aurais qu'une chose à dire : c'était un meilleur politicien. Il a gagné, mais il a aussi réussi à rallier l'opinion publique à sa cause. C'est toujours difficile de savoir dans quelle mesure l'homme politique change l'opinion publique et dans quelle mesure il y répond. Peut-être l'opinion publique était-elle simplement différente ?

Au moment où il est devenu président, les gens avaient peut-être un peu plus de sympathie pour les grévistes ou étaient un peu moins bien disposés en faveur des entreprises. Ou bien était-il capable de persuader les gens que c'était la bonne façon de procéder ?

Bien sûr, son approche était plutôt celle d'un médiateur et ce, d'une manière qui, aujourd'hui, serait considérée comme très inhabituelle. S'il y avait un conflit majeur entre une entreprise et ses employés, c'était courant qu'on leur demande de venir à la Maison Blanche et que le président essaie de faire de la médiation. Aujourd'hui, cela n'arrive plus vraiment. Du moins, j'ai besoin d'un temps de réflexion pour trouver le dernier exemple en date. Donc, il a adopté une approche qui était moins conflictuelle. Derrière tout cela, on ne sait jamais ce qui est dit dans une médiation pour que les gens acceptent. Par exemple:

“Faites des compromis et je ferai quelque chose pour vous en retour”. Aussi, parce qu’il avait une personnalité forte (différente de celle de Bryan), mais aussi très charismatique - il avait la capacité de toucher les gens d’une manière unique.

Je pense donc qu’il était tout simplement un meilleur politicien, mais il avait aussi un autre avantage : il était Républicain et on peut dire que les Républicains étaient le parti dominant. Il avait donc plus d’atouts pour travailler. Mais l’autre chose, c’est que son prédécesseur a été tué par un anarchiste. Il y a un très bon livre qui montre comment les gens ont été très effrayés par cela. Aujourd’hui, on se dit: “Les assassinats, ça arrive. Il s’agit généralement d’une personne isolée, d’une sorte de malade mental. À l’époque, les gens s’inquiétaient surtout de savoir si cela signifiait qu’il y aurait d’autres assassinats. Il a essayé de leur dire: “Écoutez, vous savez, la façon d’arrêter cela est de faire des concessions”.

Mais sans cet événement, il aurait peut-être été plus difficile pour lui d’avancer cet argument parce que les gens auraient pensé que c’était juste quelque chose dont ils n’avaient pas à s’inquiéter, une exagération, mais un président avait été tué.

GAUTHIER GRASLIN : C’était une stratégie d’apaisement.

GERARD MAGLIOCCA : C’est exact, oui. Ou simplement une volonté de paix sociale. Le moyen d’y parvenir est de faire des concessions et d’essayer de réduire les inégalités, etc.

GAUTHIER GRASLIN : Mais en fin de compte, le peuple a perdu et ensuite, il a dit : «D’accord, nous allons apaiser les choses”. C’est quelque chose qui résonne de manière très contemporaine pour mes oreilles françaises.

GERARD MAGLIOCCA : Je comprends. Oui.

GAUTHIER GRASLIN : J’ai une dernière question à propos de l’héritage de l’autre Roosevelt. Qu’est-ce que Franklin Roosevelt a retenu de la manière populiste d’utiliser la loi pour atteindre ses objectifs ? Je pense qu’il a d’abord appris de certaines de leurs erreurs. Lesquelles ?

GERARD MAGLIOCCA : Tout d’abord, leur champ d’action avait été trop étroit. Ils n’ont pas inclus les syndicats, les catholiques, les immigrés, etc. Ils n’avaient pas assez de voix. Roosevelt n’a pas réitéré cette erreur. Son administration était très favorable aux villes d’immigrants catholiques. Bien sûr, il était originaire de New York. Il était gouverneur de New York, donc c’est en partie logique. Mais en d’autres termes, il s’est efforcé d’avoir une coalition plus large et qui avait de meilleures chances de gagner.

Deuxièmement, il a évité certains des sujets dont les populistes s’étaient emparés et qui n’ont pas très bien fonctionné. Par exemple, il n’ont pas mis en place un système de propriété publique de l’industrie. Ils n’ont rien fait au sujet de la monnaie, etc. Tout ça n’a pas

fonctionné. Il a finalement hérité de certains des outils qui avaient été développés pendant cette période, qu'il s'agisse de l'argument de la Clause de commerce que vous avez mentionnée plus tôt, ou encore des choses sur d'autres réformes qui ont été avancées à cette époque et qui lui ont facilité la tâche. Sans oublier des choses qui n'étaient pas tout à fait acceptées mais dont il a pu s'emparer et faire ce qu'il voulait.

Il a hérité de leurs outils. Il a appris de leurs erreurs. Et encore une fois, il avait des compétences politiques plus grandes qui lui ont permis de réussir comme personne auparavant. Cependant, je pense qu'il s'agit davantage d'apprendre de ses erreurs.

GAUTHIER GRASLIN : Merci beaucoup pour cet entretien !

GERARD MAGLIOCCA : C'était un plaisir, et bonne chance avec la revue !





TRUMP **et le rêve** **américain**

Par Julien Funnaro

LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP AUX ÉLECTIONS DE 2024, S'INSCRIT DANS UN DOUBLE CONTEXTE. LE CONTEXTE IMMÉDIAT EST CELUI D'UNE FAILLITE DES PILIERS DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (NÉO-LIBÉRALISME, ETAT ADMINISTRÉ ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE INTERVENTIONNISTE) QUI APPARAÎT Désormais COMME INCAPABLE DE MAINTENIR LES CITOYENS DANS LA BULLE DE VIRTUALITÉ ET DE PROSPÉRITÉ OÙ ILS ONT ÉTÉ ENFERMÉS DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE. DANS LE CONTEXTE PLUS LOINTAIN, IL APPARAÎT COMME UNE ASPIRATION À RENOUER AVEC L'ETHOS RÉPUBLICAIN ET DÉMOCRATIQUE AMÉRICAIN

Depuis le 5 novembre 2024, les commentateurs européens et les progressistes de tous les bords semblent avoir perdu la raison et pratiquent la course à l'échalotte pour qualifier le futur président des Etats-Unis avec le qualificatif le plus infamant possible : fasciste, national-populiste, dictateur... La colère est à la mesure de l'impuissance d'un continent qui se voit renvoyé aux oubliettes de la diplomatie face au retour d'une diplomatie de la force alors qu'il se gargarisait de sa faiblesse transcendée par l'universalisme de ses valeurs. La guerre ukrainienne se règlera sans lui tout comme d'ailleurs sans doute les enjeux commerciaux et financiers sérieux. Gardons-nous cependant de verser dans le discours alternatif cousu de post-vérités et de déclarations grasses comme un repas au Mac Donald's du coin. Le trumpisme n'est assurément pas l'ami de l'Europe mais retranscrit plutôt une évolution profonde de la matrice idéologique et cognitive des Etats-Unis. Attali voyait dans la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris de 2024 une sorte de croisée des chemins. Cela pouvait être l'acmé ou bien le prélude d'une période de liberté qui se dévoilait sous sa forme mondialiste chimiquement pure au détour des mises en scène bariolées dignes des foires de mauvais goût. Mais voilà, le Monsieur Loyal américain qui présidait depuis des années à la curée semble être pris de doute et vouloir rétropédaler pour infléchir l'avenir. C'est un mouvement encore timide qui aura sans tout loisir pour déraiper sur la planche savonnée. Raison de plus pour s'intéresser à la manière dont cette redéfinition américaine que promet le trumpisme s'inscrit dans une longue suite d'évolution de la Destinée Manifeste que les Etats-Unis prétendent apporter au monde.

LES HÉBREUX CONTRE PHARAON (1776-1829)

La guerre d'indépendance américaine fut menée par les patriarches des 13 colonies. Il est paradoxal de constater que ces aristocrates, généralement à la tête de larges domaines fonciers et détenteurs d'esclaves, forgèrent la première démocratie de l'époque moderne. L'intégralité de leur mode de vie et de leurs références les rapprochaient plutôt d'un Lafayette. Le premier président des Etats-Unis, Washington, aurait pu dans sa morgue et le respect naturel qu'il imposait devenir un excellent monarque constitutionnel, un despote éclairé tel que les Lumières, qui avaient nourri l'imaginaire de la Révolution Américaine, l'avaient conçu. Après la victoire de 1783, les anciens combattants de la guerre d'Indé-

pendance forgèrent même une société de Cincinnati, à partir du nom du héros romain. Rassemblant 2200 officiers et chargée de commémorer le sacrifice des combattants de la guerre, elle aurait fort bien pu devenir la colonne vertébrale d'une nouvelle noblesse, sur le modèle de ce que fut la noblesse d'empire dans la France napoléonienne. N'avait-elle pas comme premier membre George Washington lui-même ?

**IL EST PARADOXAL DE CONSTATER
QUE CES ARISTOCRATES, GÉNÉRA-
LEMENT À LA TÊTE DE LARGES DO-
MAINES FONCIERS ET DÉTENTEURS
D'ESCLAVES, FORGÈRENT LA PRE-
MIÈRE DÉMOCRATIE DE L'ÉPOQUE
MODERNE**

Le choix du fédéralisme, et partant de la quasi-indépendance de chacun des Etats de la jeune fédération, obéit à des logiques politiques mais aussi principalement religieuses. Rappelons-nous que les WASP (White Anglo-Saxon Protestants) qui en constituaient les populations étaient pour leur part extrêmement divisés selon les sectes protestantes auxquelles ils appartenaient et qui recoupaient souvent les frontières des nouveaux Etats. Dans cette perspective, la démocratie fédérale fut avant tout considérée comme un bouclier pour empêcher un gouvernement central qui serait passé entre les mains d'une obédience religieuse majoritaire d'imposer sa volonté aux groupements protestants minoritaires. Il s'agissait de garantir la paix civile derrière la religion civique vaguement déiste qui allait devenir l'apanage du gouvernement fédéral. Derrière le « In God we Trust », un quaker comme un puritain pouvaient s'aligner. La passion des Américains pour le consensus, que Tocqueville nota quelques décennies plus tard, devait faire le reste et garantir la paix dans ce costume d'Arlequin qui venait de prendre son indépendance. Il n'en restait pas moins



que la démocratie reposait sur un équilibre subtil. D'un côté, le gouvernement fédéral devenait l'apanage des aristocrates de la Nouvelle Angleterre aux mœurs européennes compassées et qui voyaient avant tout dans l'indépendance américaine un moyen de ne plus payer le racket de protection -pardon les impôts- exigé par l'Angleterre pour protéger son excroissance lointaine alors que la menace française avait disparu avec la perte du Canada en 1763. De l'autre, naissait une classe d'agriculteurs terriens d'une sensibilité authentiquement républicaine, ne dépendant d'aucun pouvoir central pour garantir leur subsistance et ayant les armes pour faire respecter leurs libertés. C'est cette tension qui fut traduite politiquement par la querelle des fédéralistes, opposant Jefferson, partisan d'un Etat fédéral plus faible et Hamilton qui aspirait plutôt à une construction à l'européenne.

D'une certaine manière, la lutte était perdue d'avance. L'Europe servait de repoussoir pour l'homme américain pétri de références bibliques dans les temples de ses obédiences diverses. Pour ces férus de l'Ancien Testament, les Anglais n'étaient que les Egyptiens cherchant à nuire au peuple élu qui avait traversé l'Atlantique comme leurs prédécesseurs avaient jadis franchi la Mer Rouge pour accomplir la volonté de Dieu et devenir le peuple élu. Ce discours de la « Destinée Manifeste » des nouveaux hébreux structura la pensée des jeunes Etats-Unis et devait fournir par la suite la justification idéologique pour l'expansion à l'Ouest. Mais dans un premier temps, la jeune démocratie était dans une situation périlleuse. En effet, avec la Révolution Française puis l'aventure napoléonienne, les deux principaux ennemis des Américains, les Espagnols et les Anglais, eurent à nouveau les mains libres pour tenter de reprendre le contrôle des rebelles. En 1812, les Anglais réussirent encore à brûler Washington et il fallut un mélange de chance, de combativité et d'opiniâtreté aux Américains pour survivre. Peut-être que Dieu était-il avec eux finalement ? La situation devint encore pire après le Congrès de Vienne et l'émergence de la Sainte Alliance, union des vainqueurs de Napoléon. L'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse devinrent alors une forme d'internationale de la Réaction, d'ailleurs bientôt rejointe par la France de Louis XVIII, qui était lourde de menaces pour tous les pays qui clamaient un peu trop fort que la liberté et la démocratie étaient chères à leur cœur. C'est dans ce contexte que la doctrine Monroe de 1823 clamant « l'Amérique aux Américains » fixa la volonté anti-impérialiste de la politique étrangère américaine. Après la guerre contre les esclavagistes de 1801-1805, elle marquait la prise de confiance dans la capacité de la fédération à survivre et à imprimer sa marque dans le monde. Comme il s'agissait de diviser ses ennemis, la doctrine Monroe commença à briser la Sainte Alliance de la Réaction en accordant un traitement de faveur à la Russie, présente alors en Alaska, qui fut le prélude à l'achat définitif du territoire par les Etats-Unis en 1867.

Au cours des premières décennies de leur existence, les Etats-Unis furent donc une jeune Nation sur la défensive, introvertie et décentralisée dont le seul ciment était la foi ardente dans son Destin ou plutôt dans la Divinité qui avait choisi cet attelage assez improbable d'aristocrates virginien et d'agriculteurs républicains pour jouer un rôle extraordinaire dans la Destinée du monde.

LA NAISSANCE DE L'HOMME DE L'OUEST: LA PRÉSIDENCE D'ANDREW JACKSON ET LA GUERRE DE SÉCESSION (1829-1865)

Cette Destinée passait par l'expansion à l'Ouest. Ce fut le mythe de la Frontière comme un espace d'infinies possibilités qui permettrait à chacun d'affirmer la domination de l'Homme sur la Nature pour le plus grand profit du premier. Ceci entraîna un basculement de la société américaine. Le cow-boy n'était plus un patriarche un peu coincé ni même un agriculteur craignant Dieu et calant son fusil avec sa Bible, à moins que ce ne soit l'inverse. C'était un homme avec une sociabilité plus frustrée, des manières plus franches et une propension à la violence plus marquée. Andrew Jackson, qui devait devenir président en 1829, incarnait ce nouveau type d'homme de l'Ouest. Comme Washington, il acquit la renommée par des victoires décisives dans la guerre contre les Anglais (le siège de la Nouvelle Orléans) mais, à la différence de celui-ci, il était un homme abordable et ne s'encomrait pas de l'ensemble des prévenances qui avaient caractérisé la politique menée par les patriarches du Nord de Richmond. Son mandat marqua un début de renforcement de l'Etat fédéral, via notamment l'affirmation des pouvoirs du président, parfois au mépris de la Constitution américaine originelle. Il faut dire que les Européens vivent généralement dans l'illusion lorsqu'ils vantent le caractère apparemment inaltérable de la constitution américaine, qui serait restée identique depuis les origines du pays. En réalité, comme l'ensemble des bouts de papier que l'on imagine comme fondements inébranlables de l'Etat du Droit, c'est la pratique et les rapports de force qui dictent les modalités de leur application. Il suffit qu'un Jackson se sentît pénétré de son bon droit pour imposer une pratique plus autoritaire des institutions et la constitution fut tordue dans ce sens. Rappelons que Jackson, qui fut pourtant le fondateur du Parti Démocrate, est aujourd'hui le modèle dont se réclame Donald Trump. Il y a en effet dans ce personnage une forme d'énergie vitale et de détermination qui ne peut que séduire le futur ex-nouveau locataire de la Maison Blanche.

Mais le renforcement de l'Etat fédéral allait inéluctablement poser la question du maintien de l'indépendance de fait des Etats qui formaient la fédération. En effet, à mesure qu'ils se dilataient pour accomplir leur Destinée Manifeste, les Etats-Unis se répartissaient en trois zones aux intérêts économiques contradictoires et aux sociétés divergentes. D'un côté, au Nord, les aristocrates devenaient capitaines d'industrie et avaient besoin du protectionnisme pour survivre à la concurrence européenne. Au Sud, les planteurs esclavagistes bénéficiaient du libre-échange pour leur commerce de coton et aspiraient au maintien du régime le plus démocratique possible, synonyme pour eux d'autonomie. Enfin, les hommes de l'Ouest souhaitaient bousculer ces conventions sociales pour vivre le rêve américain de l'enrichissement rapide. Ceci fut réglé par la guerre de Sécession qui marqua l'affirmation définitive d'un Etat américain bien plus centralisé et la remise en cause d'une bonne partie de l'autonomie des Etats. Cette nouvelle structure était née et avait été forgée par la

guerre ce qui lui permit d'être d'une efficacité redoutable dans les guerres indiennes et les guerres contre le Mexique qui émailleraient l'histoire américaine de la deuxième moitié du XIXème siècle.

Désormais, les Etats-Unis avaient changé de visage. Pris dans une dynamique d'accumulation de puissance et de territoires, ils étaient en train de devenir un impérialisme avec une administration encore extrêmement faible mais dont la démocratie quittait graduellement



les scènes politiques locales pour se jouer de plus en plus dans les grandes villes et à Washington, autour d'un champ politique bipartisan opposant Républicains et Démocrates. L'optimisme gonflait les cœurs et il semblait que si les autonomies des Etats avaient été partiellement sacrifiées sur l'autel de la puissance, la démocratie leur survivrait.

L'ÂGE D'OR ET LA NAISSANCE DE L'ETAT FÉDÉRAL MODERNE (1865-1945)

Lorsqu'une proie est bien grasse, les vautours qui se jettent pour la dépecer sont particulièrement hargneux. Le drame de la période décrite de manière ironique par Mark Twain comme « l'âge d'or » tint à l'incapacité du nouvel Etat fédéral à se prémunir contre les grands intérêts capitalistiques qui s'étaient constitués à la faveur de l'économie de guerre permise par la Guerre de Sécession. Les « Robber barons », grands capitalistes de la trempe d'un Morgan, Rockefeller ou Carlyle purent progressivement ériger de véritables empires monopolistiques, voire se livrer, comme ce fut le cas pour les concessions de chemins de fer, à de véritables guerres privées. Face à une telle influence économique, le gouvernement fédéral pesait peu de poids, même s'il suscitait leurs convoitises puisque le contrôler était un moyen d'affirmer leur autorité politique. Il en résulta une période extrêmement agitée alors que le bras de fer entre la démocratie et la ploutocratie s'engagea. Malheureusement, l'Etat fédéral n'avait pas les moyens de résister efficacement. Ce fut la revanche posthume d'Hamilton sur Jefferson puisque ses prédictions selon lesquelles la démocratie avait besoin d'un Etat fort pour lutter contre ses ennemis extérieurs comme intérieurs se révéla tristement exacte. Ce fut notamment le président Theodore Roosevelt

qui en fit les frais au début du XXème siècle. Alors qu'il avait brisé la lance contre les trusts, se nommant « trustbuster », il dut se rendre à l'évidence après la crise économique de 1907 qu'il avait besoin d'eux, et notamment des réserves d'or de Morgan pour garantir la stabilité de l'économie américaine et de sa monnaie. Alors que le mouvement populiste américain des années 1890 avait constitué le dernier soubresaut d'une démocratie américaine traditionnelle, il fut broyé par la réaction des élites judiciaires ou économiques qui étaient dans la main des ces barons voleurs troquant de plus en plus leurs habits usés par la poussière de la Frontière pour les costumes trois pièces d'oligarques. Pire, l'ensemble des solutions qu'il proposait pour maintenir le statu quo démocratique furent intégrées et digérées dans la nouvelle administration fédérale pour être vidées de leur substance et en faire un des instruments de l'oligarchie. Il en alla ainsi de l'idée d'une Banque Fédérale qui devait garantir l'accès de chacun à la monnaie et qui fut certes créée en 1913 sous les traits de la Réserve fédérale, pour éviter une redite de 1907, mais sous le haut patronage des oligarques américains. Alors que l'administration se réorganisait pour être désormais capable de projeter la puissance américaine au-delà des mers, le peuple semblait destiné à perdre son pouvoir comme cela avait été le cas des Etats au cours du XIXème siècle.

L'affairisme et la corruption amenèrent à la plus grande catastrophe pour les Etats-Unis du XXème siècle : la crise de 1929 qui jeta une lumière crue sur les manipulations des oligarques. L'âge d'Or n'avait en réalité été qu'un âge du Bronze. Cependant, le peuple américain n'avait pas été suffisamment brisé pour se laisser sombrer sans lutte. En 1933, il choisit donc un « traître à sa propre classe », Franklin Roosevelt afin que celui-ci réussisse là où son cousin avait jadis échoué. Le « New Deal » rooseveltien fut la refondation d'une Amérique autour de « l'American Way of Life », la promesse que la Nation choisie par Dieu n'affirmerait plus son dominion par des conquêtes territoriales mais plutôt par la pierre philosophale de la productivité. Dans les tréfonds de l'âge d'Or, les Etats-Unis, s'appuyant sur le consensus si cher à leur population, avaient en effet développé un nouveau mode de production : le taylorisme. Au moment de la 1ère Guerre mondiale, un Européen hanté par le spectre de la lutte des classes tel André Tardieu en fut émerveillé, considérant que la hausse de la production et l'accession des classes ouvrières aux classes moyennes était la meilleure réponse à objecter au marxisme. Cantonné au fonctionnement des usines, le taylorisme n'avait cependant pas réussi à augmenter suffisamment la production pour créer un modèle de consommation stable en temps de paix. Qu'importe ! La mise en place d'une économie de guerre permettrait de donner un second souffle au capitalisme américain. Ceci explique l'aventurisme diplomatique de Roosevelt, d'abord contre le Japon mais également contre l'Allemagne nazie via la loi prêt-bail de 1941 pour soutenir l'effort de guerre anglais. Il en allait de la réussite de son prétendu New Deal qui était censé apporter la réponse à la crise de 1929. En réalité, toutes les solutions ne pouvaient être que temporaires tant que les principes du taylorisme et du management ne seraient pas appliqués au-delà de la sphère économique pour toucher à l'administration des âmes et du peuple américain. Ce fut le principal changement dans le mode de fonctionnement de la république américaine, à mesure que Roosevelt mit en place une véritable technocratie managériale pour encadrer la population. Tout d'abord pour la remettre au travail, puis pour

l'embrigader dans la guerre avant de commencer un long processus de changement de son âme via l'ingénierie sociale mise en place graduellement pour modifier la «personnalité autoritaire» que les sociologues, notamment de l'école de Francfort, avaient cru déceler dans la personnalité américaine traditionnelle. Le basculement entraîne une redéfinition de ce qu'est la démocratie : vidée de la substance locale traditionnelle, elle devient de plus en plus une démocratie d'opinion où les classes moyennes statuent sur les maîtres d'un Etat fédéral de plus en plus omnipotent qui leur garantira en échange le saint Graal : un niveau de vie suffisamment élevé pour s'adonner aux bonheurs de la consommation.

La guerre mondiale fut le creuset de l'émergence de ce nouveau peuple américain libéré des mythes fondateurs de la frontière. La «Grande Alliance» religieuse effaca les différences entre les églises protestantes pour faire définitivement basculer la pratique religieuse dans une vaste économie de la foi qui n'était plus que le miroir inversé de l'économie capitaliste. Les mythes fondateurs de l'Amérique furent également réécrits, souvent par de nouveaux arrivants qui n'avaient pas la sensibilité WASP traditionnelle. Ces nouvelles mythologies, du héros de comics au film hollywoodien de l'âge d'or reprenaient le mythe du héros solitaire pour le lisser et l'intégrer dans un système désormais structuré et piloté. Au sommet de la hiérarchie américaine trônait désormais un Etat-système qui prit de plus en plus ses distances avec les principes du contrôle démocratique qui avaient été au cœur de l'expérience américaine. Certes, les robber barons avaient perdu sous Roosevelt leur contrôle sans partage de la Réserve Fédérale, mais ils purent profiter de la nouvelle vigueur administrative et de la propension de l'Etat américain à être désormais impliqué dans une politique extravertie pour présider à la création d'une institution comme la CIA, par la volonté de Rockefeller. L'attelage entre une administration rooseveltienne et des institutions dullesiennes (du nom des frères Dulles, liés aux oligarques américains et qui jouèrent un rôle central dans la politique étrangère américaine des années 1950) privait le peuple américain de sa démocratie traditionnelle mais lui proposait une démocratie de marché garante de son bien-être économique.

L'ATTELAGE ENTRE UNE ADMINISTRATION ROOSEVELTIENNE ET DES INSTITUTIONS DULLESIENNES PRIVAIT LE PEUPLE AMÉRICAIN DE SA DÉMOCRATIE TRADI- TIONNELLE MAIS LUI PROPOSAIT UNE DÉMOCRATIE DE MARCHÉ GARANTE DE SON BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE

LA NAISSANCE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN, GLAS DE LA NATION AMÉRICAIN ? (1945-

2016)

Le projet rooseveltien demeura inachevé, aussi bien à l'échelle intérieure qu'à l'échelle extérieure. En effet, la mort du président laissa orphelin son projet messianique de reconfiguration de l'ensemble de la planète à l'image de la nation choisie par Dieu. Très vite, l'ONU comme les institutions de Bretton Woods qui furent vidées progressivement de leur sens par le retour de l'égoïsme sacré de l'intérêt national américain incarné d'abord par Truman, puis des années plus tard par Nixon, montrèrent leurs limites. Surtout, les administrations américaines connurent une logique d'expansion qui échappa progressivement au contrôle. Ce fut la naissance du Complexe militaro industriel (CMI) qui permit le développement d'un narratif de Guerre froide au-delà de toute raison par rapport à la menace que faisait réellement peser l'URSS. Les oligarques purent ainsi graduellement reprendre la main, non plus par les coups d'éclat qui les avaient caractérisés pendant l'âge d'or, mais en jouant sur la simple force d'inertie des administrations qui suivaient une pente naturelle à se boursouffler pour prouver leur caractère incontournable. Il faut reconnaître l'extraordinaire vitalité du peuple américain et son étonnante placidité, au-delà des révoltes des années 1960, puisque la puissance américaine a survécu à une telle dynamique qui parallèlement mena l'URSS à la ruine dès les années 1970. Pourtant, au tournant des années 1970, la crise morale, politique et économique (liée à la guerre éternelle du Vietnam et aux dépenses faramineuses d'un complexe militaro-industriel qu'Eisenhower avait dénoncé en son temps) auraient dû ruiner l'Amérique. Elle ne fut sauvée que par la grâce d'une transmutation de sa structure de domination selon les lignes de force classiques des empires de l'Ancien Temps (construits autour du tryptique de domination de la monnaie (avec le statut de monnaie internationale du dollar libéré du carcan de Bretton Woods), de l'influence culturelle (avec l'américanisation du monde) et de la pression militaire (avec les opérations militaires dans le monde entier)). Cependant, le rétablissement était fragile comme le sont toujours les logiques impériales. En effet, malgré l'absence de rivaux crédibles (l'URSS ne faisant plus peur depuis les années 1960 et l'Europe étant sortie de l'histoire depuis les années 1950), la nouvelle matrice impériale dont bénéficiaient les institutions d'ullesiennes comme les administrations fédérales ne pouvait survivre que si elle continuait à fournir à une société américaine, avide de consommation, le maintien de son niveau de vie. Le consensus avait failli se briser au tournant des années 70, suite à l'incapacité américaine de maintenir sa domination économique héritée de la Seconde Guerre mondiale. Il revint aux années 1980 et aux politiques reaganiennes de donner la bouffée d'oxygène nécessaire pour que la société américaine continue de croire en son empire. Cependant, ceci passa par l'expédient néo-libéral qui ressemblait plus à une objurgation à destination du bourreau pour qu'il accorde encore deux minutes de répit qu'à une amélioration pérenne.

LA DÉMOCRATIE D'ALTERNANCE ENTRE RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES, SE STRUCTURANT TOUJOURS DAVANTAGE AUTOUR DE LA QUESTION DES VALEURS PERMET D'ÉVACUER

AVEC EFFICACITÉ LES VÉRITABLES PROBLÈMES PENDANT DES DÉCENNIES

Au cours de cette période, l'ensemble de la société américaine fut comme enfermée dans deux boîtes ouatées : la démocratie d'alternance entre républicains et démocrates, se structurant toujours davantage autour de la question des valeurs permit d'évacuer avec efficacité les véritables problèmes pendant des décennies. Sur l'ensemble des sujets sérieux, qu'ils fussent économiques, géopolitiques, les représentants des deux grands partis étaient d'accord. Leurs discordes ne portaient que sur des querelles de riches : l'opposition entre des valeurs de Gauche et des valeurs de Droite. Le peuple américain ayant l'estomac bien rempli, il put se payer le luxe de multiples campagnes sur le sexe des anges tout en laissant le poison impérial s'écouler progressivement dans ses veines. C'est en effet la nature de l'impérialisme de se greffer sur des corps politiques puissants pour progressivement les vampiriser et les parasiter avant de se trouver un nouvel hôte dont il pourra se repaître. L'acmé du processus furent les années 90 avec l'émergence d'abord dans le camp démocrate des valeurs progressistes portées par les Clinton (pour mieux masquer la soumission de la «Gauche» au néo-libéralisme et au mondialisme, nom politiquement correct de l'Empire) et les années 2000 où ce fut au tour du camp républicain d'adopter la version droitarde de l'idéologie impériale avec le néo-conservatisme (version militarisée et cynique du mondialisme cher aux démocrates). Cette recomposition put berner le peuple américain qui était maintenu sous le sédatif de la dette et du renouveau évangéliste qui poursuivait la mutation de la religiosité américaine traditionnelle en gloubi-boulga mercantiliste au service des politiques expansionnistes. Ce fut également le moment où les définitions du peuple américain changèrent. Avec les années 1960, les cloisons qui avaient si longtemps séparées le peuple américain entre WASP et immigrés européens blancs étaient tombées. Désormais, le peuple américain de référence était devenu un amalgame des «Blancs» quelques soient leurs origines et leur religion. Cet apaisement ne fut cependant que de courte durée. En effet, le propre d'une administration est de se rendre incontournable vis-à-vis de la société et pour ce faire, elle doit lancer des batailles qui, à défaut d'être indispensables, doivent occuper les esprits. Alors que le néo-libéralisme ne cessa de fragiliser une partie croissante des Américains, l'accent fut donc mis sur les politiques sectorielles à destination des minorités. Ceci permit de redessiner les contours d'une société américaine qui avait besoin d'être pouponnée, non plus pour lutter contre la personnalité autoritaire des années 30 mais pour être exorcisée de ses démons supposés : racisme, machisme, etc... Les démocrates furent les premiers à s'engouffrer dans la brèche pour des raisons basement électoralistes : ils avaient tablé sur le fait que les votes des femmes et des minorités leur garantirait la victoire dans les Etats-pivot (swing states) qui déterminaient le gagnant des élections.

Cependant, la refondation d'un peuple autour de valeurs éthérées, d'une administration intrusive, de facilités financières et d'un appareil militaire obèse ne pouvait avoir qu'un temps. La bulle devait éclater et précipiter à nouveau la démocratie américaine en-dehors de sa zone de confort. Le choc fut géopolitique avec le 11 septembre 2001, militaire

avec l'échec de l'invasion d'Irak en 2003, financier avec la crise de subprimes de 2008. Brutalement le peuple américain fut tiré avec violence de l'ouate pour découvrir en se frottant les yeux avec incrédulité qu'on lui avait menti pendant toutes ses années. Qu'il avait été exproprié de son propre pays. Lui qui se voyait comme au-dessus de la mêlée, il se vit brutalement ravalé à la situation des peuples européens, pauvre jouet entre les mains d'une administration devenue folle trahissant les promesses des pères fondateurs comme les promesses rooseveltiennes de prospérité. C'est à ce moment que quelque chose se brisa et que les camps gauchistes lancèrent le mouvement «Occupy Wall Street» tandis que les droitards provoquèrent l'agitation des «Tea Parties» à la fin de l'année 2008. Ces deux courants avaient pour ambition de bousculer les structures partisans républicaines comme démocrates qui verrouillaient le système de domination comme l'avaient fait les oligarques au moment de l'âge d'Or. Cette contestation hors les murs mit une décennie avant de se cristalliser. La situation catastrophique d'une bonne partie de l'Amérique lui donna pour la première fois un visage de pessimisme et de remise en cause fondamentale du progressisme qui avait constitué le contrat social tacite passé entre la nation américaine et son empire : faites ce que vous voulez du moment que le peuple américain demeure prospère. En Europe, le même phénomène se produisit mais pourtant ne donna pas les mêmes résultats. C'est paradoxal, alors que le continent fut précurseur, notamment avec les «Non» au référendum de ratification du TCE en 2005. Ceci s'explique sans doute par une donnée historique et un fait géopolitique. D'un point de vue géopolitique, la vassalisation de l'Europe est un carcan puisqu'on n'a jamais vu un vassal se révolter pour reprendre son indépendance, à moins de changer de maître. Or, depuis la rupture entre la Russie et l'OTAN, actée par le discours de Poutine à la conférence de Munich, l'Europe n'avait plus de maître alternatif acceptable pour une transition en douceur comme elle était encore envisageable au moment des négociations entre Schröder et la Russie, au tournant des années 2000. D'un point de vue plus historique, les renversements passent par la mobilisation d'imaginaires collectifs. Or, l'Europe ne dispose pas d'un réservoir imaginaire collectif en matière de populisme, du fait de la capacité des bourgeoisies européennes à tenir les pays européens depuis le XIXème siècle qui a entraîné une noirceur et un extrémisme des mouvements de contestation de l'ordre établi, dont les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres furent des exemples. Il n'en alla pas de même aux Etats-Unis où la frustration put être canalisée par deux imaginaires encore puissants : celui du rêve américain et celui des traditions populistes du XIXème siècle.



L'ESSOR DU TRUMPISME. VERS UNE RE-FONDATION DU RÊVE AMÉRICAIN ? (2016-....)

L'irruption de Trump sur la scène politique américaine est très paradoxale. Nous avons ici un candidat qui se moque de la vérité. Tout le monde le sait. Et pourtant il gagne. Parce qu'il est réel. Et ceci tout le monde le ressent. Il est réel dans ses outrances, ses mensonges, son égocentrisme. Mais pour les Américains en voie de déclassement, c'est cette réalité qui leur permet de se réancrer dans un narratif dont ils ont besoin. Les néo-conservateurs avaient réussi à remporter les élections en 2000 et 2004 en enfermant les électeurs dans une bulle de virtualité amenant les pauvres à voter souvent contre leurs propres intérêts. Au nom des valeurs, ils prorogèrent les politiques néo-libérales et les amplifièrent qui dévastaient la classe moyenne américaine qui était pourtant le pilier de l'empire. D'une certaine manière, Trump ne dérogea pas à la règle lors de son premier mandat : ses politiques économiques furent dans la droite ligne d'Obama en matière de respect du néo-libéralisme même s'il les réorienta dans une logique plus favorable à l'intérêt national américain au détriment des alliés. Mais le saupoudrage de protectionnisme ne changea pas la faillite globale du système néo-libéral qui a besoin depuis 2008 d'un Gorbatchev pour l'abattre et rebâtir quelque chose de nouveau. C'était beaucoup attendre d'un magnat de l'immobilier par ailleurs ligoté par les attaches partisans d'un parti républicain très soucieux de conserver le statu quo qui lui permettait de prospérer tout comme son sparring partner démocrate. Le trumpisme de 2016 fut donc un miroir aux alouettes, surinvesti d'une charge émotionnelle assez délirante par rapport à la médiocrité du personnage. Sans doute payait-on là le clivage du débat politique américain autour des valeurs des dernières décennies. Quand on vide la politique de tout fond, on se retrouve avec des querelles d'épiciers acariâtres. Paradoxalement, cette dramatisation des enjeux entraîna la radicalisation finale de la société américaine en deux camps tous les deux rincés par le néo-libéralisme agonisant. Du côté de la Gauche, ce fut l'émergence du wokisme (terme très générique et impropre qui renvoie surtout à la convergence de la haine de la société traditionnelle et du capitalisme) qui promit une refondation de la société américaine sur la ligne mondialiste (écologie, féminisme, capitalisme de rente, gouvernance globale, scepticisme envers la démocratie traditionnelle) pour mettre fin au logiciel de l'exception américaine qui avait été jusqu'alors conservé lors de toutes les mises à jour de la psyché américaine. Du côté de la Droite, ce fut le mouvement MAGA qui capitalisa sur une nostalgie de l'Amérique des années 50/60, promettant une sorte de rêve américain libéré des structures impériales et administratives qui l'avaient rendu possible à partir des années 1930 et renouant avec l'ethos populaire du XIXème siècle. Dans les deux cas, ces postures sont excessives et donc insignifiantes, comme l'aurait dit Talleyrand. Cependant, pour un peuple qui souffre dans

le réel mais dont la pensée politique est totalement virtuelle, les deux alternatives vidèrent de leur substance toutes les propositions plus sérieuses.

La bataille pour les âmes s'engagea donc, sur fond d'échecs géopolitiques cuisants (Afghanistan, Syrie, Ukraine) et de guerre civile moléculaire à domicile (mouvement Black Lives Matter, guérilla juridique des Etats républicains, shitstorms sur les réseaux sociaux). En considérant les courbes démographiques américaines, on pouvait s'attendre à ce que le mouvement MAGA ne puisse pas réitérer sa victoire feu de paille de 2016. Et pourtant, c'était sans compter sur une donnée centrale de l'esprit démocratique américain. On le présente certes comme conformiste depuis Tocqueville, mais c'est un conformisme qui est extraordinairement rétif aux institutions et à l'autorité lorsque celles-ci ne garantissent pas la prospérité. Or, ni les éditorialistes du New York Times ni les bureaucrates de Washington adeptes de racisme systémique ne ressemblent à des winners. Trump au contraire, a su s'accaparer l'image du héros traditionnel seul contre tous. Il a su s'emparer de tous les imaginaires américains : en survivant à des tentatives d'assassinat, il devint Kennedy, en flinguant ses adversaires, il devint Jackson, en étalant sa vulgarité et sa richesse, il incarna le rêve américain qui a motivé tant d'hispaniques à venir s'installer aux Etats-Unis. Ceux-ci ne sont pas venus dans le pays pour que la Gauche leur explique que le système qu'ils ont choisi est un système oppressif. Ils y sont venus pour se faire de la thune, draguer des belles meufs et rouler dans des grosses bagnoles. C'est certes déplorable, mais pour eux, Trump symbolise beaucoup plus ceci que Kamala Harris n'a jamais pu le faire.

Maintenant, à la différence de son mandat de 2016, Trump dispose d'une très large marge de manoeuvre. Les Républicains contrôlent le Cour suprême, le Sénat, la Chambre des représentants. Il dispose également d'une cour de fidèles et Vance n'est pas Mike Pence. Le parti républicain a été très largement purgé, ce qui lui laisse les mains libres comme il ne les a jamais eues pendant deux ans (avant les mid-terms). Est-ce que le trumpisme pourra faire tomber le Mur de l'Ouest comme le Gorbatchevisme avait fait tomber le Mur de l'Est et solder l'Empire ? Rien n'est moins sûr, notamment parce qu'il se retrouve devant une équation difficile à résoudre. C'est l'Empire qui a garanti le maintien du niveau de vie des Américains par la prédation extérieure qu'il a effectué. Le solder poserait donc une question d'un point de vue économique mais aussi d'un point de vue culturel car quatre-vingt-ans de structures impériales et près de 160 ans d'Etat fédéral puissant ont fait disparaître les courants populistes constructifs et énergiques du républicanisme américain des origines. Désormais, être américain c'est être au coeur de l'Empire et si les électeurs de Trump et leur America First font mine d'en être dégouté, il n'est pas certain qu'ils aient réellement compris les implications de son démantèlement. Enfin, la société américaine, comme toutes les sociétés impériales est tellement composite et traversée par des haines horizontales qu'on l'imagine mal survivre à une refondation en Etat-Nation.

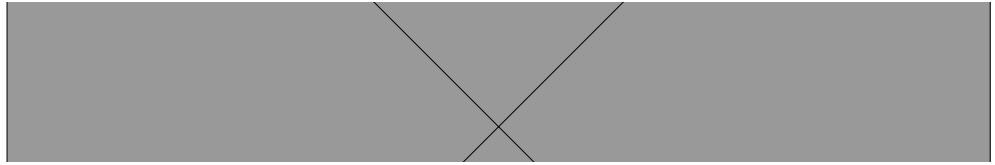
L'AUTEUR

Julien Funnaro

Auteur voguant sans
soumission à quelconque
forme de vogue.

La Perestroïka soviétique avait échouée. La Perestroïka trumpiste réussira-t-elle ? Il est une leçon de l'histoire : elle est faite par des scélérats qui ouvrent les boîtes de Pandore et réveillent des démons insoupçonnés qui les emportent. Peut-être que l'engrenage dans lequel le trumpisme s'engage en pensant sauver l'Amérique lui donnera le coup de grâce ? Ce serait alors seulement après cet effondrement que le peuple pourrait imaginer une réelle refondation. Après la perestroïka est arrivé le chaos, puis Poutine.

LE POPULISME BOULANGISTE



ET LES EMOTIONS POPULAIRES



Entretien avec Bertrand Joly

COMMENT AGITER LE
PEUPLE SANS S'EN SERVIR ?



LE MOUVEMENT BOULANGISTE NAÎT DANS UN CONTEXTE DE BLOCAGE DES INSTITUTIONS POLITIQUES DE LA IIIÈME RÉPUBLIQUE, DANS UNE ASSEMBLÉE TRIPARTITE RENDANT LA FRANCE INGOUVERNABLE. C'EST DANS CE CONTEXTE AGITÉ QU'UN GÉNÉRAL AMBITIEUX, AVIDE DE GLOIRE MAIS AU PROGRAMME POLITIQUE TRÈS SUPERFICIEL VA SE PRÉSENTER COMME LE SAUVEUR D'UN PEUPLE EXCÉDÉ PAR LA MANIÈRE DONT IL EST GOUVERNÉ. CEPENDANT, L'ENTREPRISE FIT RAPIDEMENT LONG FEU DU FAIT DES INCOHÉRENCES DE CETTE PERSONNALITÉ JOUANT D'AVANTAGE SUR LES ÉMOTIONS QUE SUR LA RÉFLEXION POLITIQUE.

GAUTHIER GRASLIN : Tout d'abord, tous mes remerciements pour nous accorder cet entretien portant sur votre dernier ouvrage sur la crise boulangiste. Dans la première partie de l'entretien, nous déterminerons dans quelle mesure le boulangisme apparaît dans un contexte politique bloqué. Commençons d'abord peut-être par le résultat des élections de 1885 pour constater à quel point elles révèlent une crise de représentativité dans un régime, la IIIème République, toujours présenté comme un régime parlementaire, qui devrait plutôt avoir à cœur de mettre cette représentativité à l'honneur.

BERTRAND JOLY : Oui, en réalité, la République n'a jamais réussi à régler son problème électoral pour se doter d'un système reconnu et admis par tous, représentatif, et ceci explique ces diverses variations. Elle a plusieurs fois changé de mode de scrutin tout au long de son histoire et les contestations ont été permanentes. Alors, en 1885, ce sont les radicaux, la Gauche à l'Assemblée, qui demandent et obtiennent un scrutin de liste parce que ce mode de scrutin est auréolé, de manière assez mythique d'ailleurs, de tout le prestige de la seconde République. Il serait le vrai scrutin des Républicains, alors que le scrutin binominal, le scrutin d'arrondissement étaient décriés avec mépris comme les scrutins de la monarchie de Juillet et du Second Empire. En conséquence, on entendait démocratiser le processus électoral en passant au scrutin de liste.



Boulanger, Une du Petit Journal 10 octobre 1891

Cependant, la loi avait été extrêmement mal faite, sans la moindre réflexion en amont, et elle fut encore plus mal appliquée. Normalement, dans un scrutin de liste, il faudrait un minimum de proportionnelle, ce qui n'était pas le cas. Dans la loi de 1885, tout député ayant la majorité absolue, voire étant arrivé en tête, était réélu. Ceci explique pourquoi on arriva à des situations où on vit des listes obtenant 30% des votes au premier tour dont l'ensemble des membres furent élus au second tour parce qu'ils avaient obtenu des désistements de la part d'autres listes. En outre, normalement, il aurait été correct et attendu qu'au second tour les listes républicaines, radicales ou modérées fusionnent. Ce ne fut que très rarement le cas. En général, la liste la moins bien placée au premier tour se désista purement et simplement pour la liste la mieux placée, ce qui fit que ce système électoral mal conçu et mal appliqué alla provoquer ce que les politiques appellent le paradoxe de Condorcet. Celui-ci veut que dans un scrutin ayant plus d'un seul tour où il y a en concurrence plus de deux listes, le résultat est toujours l'inverse du souhait des électeurs. En gros,

concrètement, en 1885, cela amena à un recul du Centre d'un public modéré alors que les radicaux se renforcèrent et que la Droite monta également. Le cas de la Droite est intéressant, parce qu'il correspond à une progression réelle en siège.

LE PARADOXE DE CONDORCET : DANS UN SCRUTIN AYANT PLUS D'UN SEUL TOUR OÙ IL Y A EN CONCURRENCE PLUS DE DEUX LISTES, LE RÉSULTAT EST TOUJOURS L'INVERSE DU SOUHAIT DES ÉLECTEURS

En 1881, quatre ans plus tôt, la Droite avait obtenu un score très médiocre qui ne représentait pas son poids réel dans le pays. Mais en 1885 donc, elle renoue avec ses scores habituels. En revanche, les radicaux furent quant à eux suravantages par le mode de scrutin. En voix, ils progressèrent très légèrement, peut-être de 1 ou 2% mais en siège, ils enregistrèrent un bond de 5 à 7% selon les calculs, ce qui leur donna un avantage précieux ne reflétant aucunement leur influence réelle. L'Assemblée ainsi composée en trois parties, radicaux, républicains, modérés et droites en devint ingouvernable. Ces trois camps s'y répartissaient les sièges de manière grossièrement équilibrée. En somme, au-delà de leurs différences, Républicains et Radicaux étaient condamnés à s'unir pour gouverner puisque leurs adversaires de Droite étaient considérés comme infréquentables. Tel fut le piège électoral que les Républicains avaient eux-mêmes concocté et ceci explique le surcroît d'instabilité qui toucha le pays après 1885.

GAUTHIER GRASLIN : En quoi justement le tripartisme empêche-t-il une véritable polarisation bipartisane de la vie politique ? Pourquoi la présence de trois camps gêne le jeu normal des institutions ?

BERTRAND JOLY : Elle le fausse totalement dans la mesure où toute coalition s'y fracture au moindre problème sérieux. Dès qu'un projet de loi polémique arrive en discussion, on peut être sûr que le gouvernement lui-même va se disloquer ou menacer de le faire. D'autre part, le tripartisme offre un autre inconvénient. Dans un système bipartisan, comme par exemple en Angleterre, où les deux parties se font face, l'électeur, quand il met son bulletin dans l'urne, sait quel sera le député mais également le Premier Ministre pour lequel il vote, il sait que le chef du parti majoritaire deviendra obligatoirement le député de ce Premier Ministre. L'exécutif est donc désigné de manière directe par l'électeur. Rien de tel en France, où il n'y a pas de chef réel dans chaque parti et où la tradition républicaine refuse de toute façon que le chef du parti vainqueur, si tant est qu'il existe, devienne chef du gouvernement. Jules Ferry avait systématiquement éliminé Gambetta qui était le véritable chef de la majorité républicaine en l'écartant du pouvoir, ne l'appelant que tardivement aux affaires quand il était déjà usé. Le régime se défie des hommes populaires. Il ne souhaite pas un chef de gouvernement qui aurait une popularité excessive et qui exercerait une influence démesurée dans le pays et auprès du Parlement. Le tripartisme est donc compliqué

à manier et ses imperfections sont encore accrus par la tradition républicaine d'abstention, de dépersonnalisation du pouvoir.

GAUTHIER GRASLIN : En Pologne, lors des dernières élections, un gouvernement de coalition a émergé et lors des négociations, les partis y ont déploré que le problème était l'impossibilité pour un tel gouvernement d'appliquer complètement les programmes électoraux, ce qui était une source de grandes frustrations. Connaît-on les attentes des Français de l'époque lors des élections de 1885 ? En quoi celles-ci ont-elles été frustrées ?

BERTRAND JOLY : Il faut distinguer les attentes des élections et des programmes des candidats, ainsi que les campagnes des journaux et des principaux meneurs. En 1885, la situation peut se résumer ainsi : depuis qu'ils sont au pouvoir, les Républicains ont appliqué leur programme. Ils ont opéré des réformes extrêmement importantes : la liberté de la presse, celle d'association notamment, mais ont garanti également la liberté du commerce, de tenir cabaret, la liberté de réunion etc. Sur ces réformes, on observait une unité des Républicains, qu'ils soient radicaux ou modérés. Pour résumer, on peut donc dire que les modérés ont accompli leur programme de 1885 tandis que les radicaux, eux ne l'ont pas fait. A partir de 1885, on va entrer dans une nouvelle ère où il n'y a plus d'accord, plus d'unanimité au sein du Parti Républicain sur les réformes à opérer.

Les électeurs français voulaient, de façon nette, une réforme de la loi militaire pour pallier l'injustice de la précédente qui pénalisait les Français les plus populaires tout en permettant aux plus riches d'obtenir des dispenses et réduire leur service à un an alors que le quidam passait trois ans sous les drapeaux. Parmi les autres réformes, la question du protectionnisme fut aussi très débattue. Selon les régions et les secteurs économiques, on observe une très forte division des Français sur ce sujet. Il me semble néanmoins qu'il y avait grosso modo une attente pour protéger le consommateur français de la concurrence étrangère, par exemple pour le blé.

Parmi les autres secteurs d'attente, je pense que les Français ne souhaitaient pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les Radicaux y tenaient certes, mais la majorité préférait sans doute un accommodement. La population ne chérissait certes pas le gouvernement des curés, mais ils n'optaient pas non plus un régime trop anticlérical. Ils aspiraient à un régime modéré et libéral, une application libérale du concordat, ce qui n'avait pas toujours été le cas au cours des années qui avaient précédé.

Les français ne tenaient pas non plus à la révision de la Constitution, principalement parce qu'en fait ces questions-là ne les intéressaient pas et ils les connaissaient très mal. Quant aux radicaux, occupés à prêcher dans le désert, ils ont fait de la révision la baguette magique qui résoudrait par miracle tous les problèmes. Le pays était assez peu demandeur de cette thématique-là.

Je crois que le dernier point qui posait problème était celui de la fiscalité. Celle-ci était

alourdie, de manière inévitable puisqu'il fallait rembourser l'emprunt pour l'indemnité de guerre de 1871. D'autre part, il s'agissait de financer l'accroissement net du secteur de l'Etat qui, par des lois scolaires, des lois militaires avait augmenté les dettes actives. La question commençait à se poser, même de manière timide, quant à l'opportunité de mettre en place un impôt sur le revenu, un impôt réel, alors que le régime préférait, par conservatisme, tabler plutôt sur l'imposition de la consommation. Voici comment on pourrait présenter les attentes des Français de l'époque.

GAUTHIER GRASLIN : Par rapport aux attentes des Français, vous avez indiqué que les modérés républicains avaient réalisé leur programme de 1885, que les radicaux prêchaient un peu dans le désert et qu'on percevait une cristallisation autour de la question de la forme du Régime. Pourquoi, à ce moment, le consensus à l'intérieur du camp républicain devient impossible ?

BERTRAND JOLY : Il était entendu qu'on réviserait des lois qui étaient jugées totalement contraires à la tradition républicaine. Les radicaux, notamment, demandaient précisément la suppression du Sénat, ils préconisent le monacamérisme et la suppression du Président de la République. Ils aspiraient à un régime conventionnel, comme cela avait été le cas pendant la Révolution française.

Or les modérés estimaient que les lois de 1875, qu'ils avaient acceptées à l'époque sans grand enthousiasme mais acceptées quand même, s'étaient révélées à l'usage finalement assez vivables voire même utiles. Donc, ils ne souhaitent nullement aller vers un changement de régime. C'est pourquoi cette question va cristalliser l'opposition au sein du parti républicain. Les radicaux sont certes dans la majorité, mais ils y sont quand même de manière minoritaire, si je puis dire. Ce sont les modérés qui donnent le ton. Ils occupent le poste du Président du Conseil mais ne veulent pas aller plus loin. Pour les radicaux, le jeu est facile : ils sont le Parti qui propose et qui n'obtient pas satisfaction tout en n'étant pas non plus dans l'opposition systématique perçue comme excessive. Autour du thème du mythe de la Révision, ils vont pouvoir ainsi mener campagne contre l'immobilisme républicain en profitant du mécontentement provoqué par les erreurs des Républicains, par certains scandales comme celui des décorations et par l'anonymat du régime. Les Français demandaient à être gouvernés et ils avaient l'impression de ne pas l'être assez.

En somme, le Parti Républicain était franchement déstabilisé à ce moment-là. Ses membres peinaient à s'unir contre la Droite et à gouverner ensemble, d'où l'instabilité ministérielle qui entraîna une absence de réformes de fond. Ceci suscita l'impression d'un grand vide, d'un régime qui avait perdu son souffle et cherchait un élan qui lui manquait.

GAUTHIER GRASLIN : C'est une image un peu étonnante parce que lorsque l'on pense à la IIIème République, notamment telle qu'elle est présentée dans les manuels scolaires, on adopte toujours un découpage selon lequel les années 1870 auraient été une période où la République n'aurait pas vraiment été elle-même alors que les années 1880 auraient marqué

son triomphe. En fait, quand on lit votre ouvrage et qu'on étudie de manière plus fine le régime, on ne peut être que frappé par la manière dont le camp républicain se pense toujours plus fort qu'il ne l'est. Ou bien est-ce qu'il a conscience que les oppositions sont en réalité condamnées à l'impuissance ?

BERTRAND JOLY : Elles l'ont été effectivement en 1885 mais on n'a pas alors prêté attention au fait que la Droite avait fait le plein de ses voix au premier tour. Cela n'a certes pas eu d'impact au second tour puisque la Gauche peut s'y unir toujours très facilement. Celle-ci a donc pu sans surprises décrocher la majorité. Les Républicains ont tendance à maîtriser une opposition qui est minoritaire et qui n'a aucune chance de cesser de l'être.

Un défi demeure néanmoins pour eux car ils redoutent en réalité une chose : l'emprise du clergé sur les campagnes. Leur hantise serait un mouvement puissant, rural, mené par le clergé rural. Ce mouvement n'a jamais existé et à mon avis il relevait de l'impossibilité, pourtant la crainte en était très puissante. Lors des inventaires en 1906, dès qu'il y eut des incidents sérieux avec mort d'hommes, le gouvernement fit aussitôt marche arrière. Mais encore une fois, tout ceci relève du fantasme, je pense que les Républicains étaient sûrs du pays.

LE PAYS NE SOUHAITAIT EN EFFET PAS DE BOULEVERSEMENTS ARTIFICIELS. IL EN AVAIT DÉJÀ CONNU TELLEMENT QU'IL ÉTAIT DÉSORMAIS SANS ILLUSIONS QUANT À LA POSSIBILITÉ D'ARRIVER À UN RÉGIME IDÉAL. IL SE SATISFAISAIT DU RÉGIME ET EXIGEAIT JUSTE QU'IL FONCTIONNE MIEUX

GAUTHIER GRASLIN : Et comment dans le jeu institutionnel, les oppositions sont-elles justement condamnées à l'impuissance ?

BERTRAND JOLY : Regardez les ministres en France de 1877 à 1915. Y a-t-il parmi eux un catholique pratiquant ? Aucun. Un catholique pratiquant ne peut pas être ministre. C'est une exclusion absolue et définitive. Donc, la Droite est privée de tout accès au pouvoir et privée également des petites faveurs qui en découlent : une recommandation pour untel, pour un emploi, une affectation aux Etats-Unis, etc... La Droite n'y a généralement pas accès. Elle pèse peu dans les débats. Elle a simplement un pouvoir de nuisance quand elle s'allie à l'Extrême-Gauche pour renverser le gouvernement. C'est bien peu de chose.

Il y a donc une nette frustration. Les Catholiques se sentent, de manière d'ailleurs un peu excessive, comme des parias dans leur propre pays. L'un d'eux dit même « nous sommes

moins bien traités que les Irlandais ne le sont par les Britanniques». C'est une vision très excessive, néanmoins elle exprime un malaise. La République perçoit la Droite avec une certaine condescendance et elle va le payer avec la crise boulangiste.

GAUTHIER GRASLIN : Souvent, lorsque l'on parle de crise de représentativité, on pose la question de l'abstention et de la manière dont un électeur abstentionniste qui renouerait avec les urnes pourrait faire basculer la majorité d'un côté ou de l'autre. Y avait-il, en 1885, chez les abstentionniste un réservoir de voix pour l'opposition ?

IL FAUT NOTER QUE LES VARIATIONS DES NIVEAUX D'ABSTENTION SONT RELATIVEMENT MODÉRÉES À L'ÉPOQUE. ELLES EXISTENT, BIEN SÛR, MAIS CELA N'A AUCUN RAPPORT AVEC CE QUE L'ON CONSTATE AUJOURD'HUI EN FRANCE

BERTRAND JOLY : Oui, mais on a tendance à considérer que ceux qui s'abstiennent ne sont pas à plaindre et qu'il ne faut pas faire attention à eux. Qui ne dit mot, consent. C'est une erreur, bien sûr, mais une attitude extrêmement répandue. Il faut noter que les variations des niveaux d'abstention sont relativement modérées à l'époque. Elles existent, bien sûr, mais cela n'a aucun rapport avec ce que l'on constate aujourd'hui en France. La participation reste toujours à un niveau très correct, autour de 74% environ, avec des variations qui sont de l'ordre de 5%. Le rôle de l'abstention n'est donc pas déterminant.

Au total, d'après les calculs que j'ai pu effectuer pour toutes les élections jusqu'en 1902, si on avait appliqué la proportionnelle intégrale, l'opposition aurait reçu un gain, mais à aucun moment cela n'aurait inversé le résultat. Si le régime électoral peut forcer le résultat à la marge, il ne va tout de même pas l'inverser, ce qui est essentiel.

GAUTHIER GRASLIN : Entendu. Alors pourquoi, face aux difficultés de fonctionnement de la politique parlementaire après les élections de 1885, la solution institutionnelle de la dissolution n'a-t-elle pas été employée ?

BERTRAND JOLY : Il est hors de question que le pouvoir exécutif s'en serve pour diriger le pouvoir législatif. Tous les modérés sont un peu sur cette ligne-là. Néanmoins, certains d'entre eux estiment qu'il ne faut pas renoncer définitivement à la dissolution qui pourrait être, en cas de crise majeure, un outil en posant le pays comme arbitre. En 1877, l'Assemblée a subi une dissolution et cet épisode a été vécu comme une agression insupportable par les Républicains. Le pouvoir de l'Elysée avait alors tenté de balayer le résultat des urnes, de s'opposer à la volonté populaire et désormais toute dissolution était condamnée à être perçue comme une erreur. Dissoudre une chambre ingouvernable pouvait apparaître comme une nécessité et pourtant, il était hors de question de le faire. Les quelques très rares voix qui l'avaient envisagé à l'époque savaient bien qu'en réalité cela serait impossible dans les faits.

GAUTHIER GRASLIN : Quand on vous écoute, on a l'impression que, plus qu'une crise de représentativité qui aurait en fait pu être assez gérable, nous étions à l'époque face à une crise d'imagination des élites.

BERTRAND JOLY : Les élites ont un sens très aigu des défauts du Régime. Elles se trompent dans certains cas mais elles ont bien compris que le Régime ne gouverne pas de manière assez nette, assez franche ou assez décidée. Elles ont conscience qu'il y a une grande déperdition d'énergie, que le Parlement est trop indiscipliné. Elles le savent mais se satisfont d'un système qui assure aux députés une puissance, un pouvoir quasi illimité.

SI LE RÉGIME ÉLECTORAL PEUT FORCER LE RÉSULTAT À LA MARGE, IL NE VA TOUT DE MÊME PAS L'INVERSER, CE QUI EST ESSENTIEL

GAUTHIER GRASLIN : Je me rappelle avoir lu dans la conclusion de la série de livres sur la vie politique de la III^{ème} République avant 1914, de Bonnefous, qu'il considérait qu'au fond, si les Français considéraient les 30 dernières années écoulées, ils devraient reconnaître que la France n'avait jamais connu une telle prospérité et une telle croissance. Est-ce que la prospérité et le développement du pays n'ont pas provoqué une forme de cécité quant aux faiblesses politiques qui allaient encore s'aggraver après la victoire de 1914-1918 ?

BERTRAND JOLY : Certes, autour de 1900 et des années d'Avant-Guerre, le régime a conduit à une bonne prospérité, avec une croissance très importante. Mais auparavant, on n'était pas dans cette envolée économique. Non, les années 1880 sont économiquement difficiles et c'est là où la crise boulangiste va se nouer.

GAUTHIER GRASLIN : Dernière question avant d'aborder le surgissement du boulangisme. On a souvent tendance à faire des césures très fortes selon les régimes... Mais dans la réalité, est-ce vrai que la III^{ème} République a totalement rompu avec les pratiques électorales qui étaient celles de l'Empire ?

BERTRAND JOLY : Non, toutes les pratiques de l'Empire perdurent. Elles le font juste de manière plus hypocrite. Les pressions sont moins visibles mais elles en demeurent néanmoins extrêmement fortes. Les Préfets de la République sont aussi interventionnistes que les Préfets de l'Empire. Ils font campagne ouvertement pour le Député républicain. On voit même parfois le Préfet reproduire du point de vue électoral toutes les mauvaises pratiques de l'Empire.

GAUTHIER GRASLIN : Est-ce que dans ces conditions, on peut parler de véritable déficit démocratique ?

BERTRAND JOLY : Il y a en effet, ce qu'on nommait un déficit de souveraineté démocratique. La France était un pays libre, voire même très libre pour son époque mais il l'était un peu moins quand on le jugeait d'après les critères d'une vraie démocratie. Est-ce que ceci s'inscrivait vraiment en rupture avec les pratiques des Français ? On dit souvent que les Français sont un peuple très politique, il suffit de voir par exemple au XVIIIème siècle le rôle des assemblées villageoises. Les Français avaient justement soif de participer au-delà du vote. Est-ce que ceci s'inscrit dans une transformation des mentalités où se nouerait encore une frustration ? Il me semble que tout ce qui est parti politique, tout ce qui est corporation, voire même tout ce qui est association peut être un écran entre les électeurs et le pouvoir. Il y a donc une grande méfiance des deux côtés et il va falloir composer. Progressivement, il va falloir reconnaître les associations et les partis politiques qui vont peu à peu prendre racine, mais cela se fit lentement et non sans affronter une certaine répugnance de la part des élus.

Les Français, je crois, auraient par exemple souhaité un vote dans le cadre communal qui fut interdit par circulaire du ministre de l'Intérieur sans la moindre base légale. Cette circulaire autorisait le préfet à s'opposer à toute tenue d'un référendum communal. Pourtant certains avaient eu lieu et avaient rencontré quelques succès. Pourtant, il était hors de question que l'électeur puisse voter pour autre chose que pour élire le conseil municipal, le conseil général et la chambre des députés. Au-delà de ceci, il ne pouvait manifester en aucune façon ses intérêts, ses souhaits. Je suis donc persuadé que les Français étaient assez demandeurs d'une démocratie plus locale. Cependant, je crois qu'à l'époque, ils s'étaient également quelque peu résignés. Ils avaient fini par accepter l'idée que la République était ainsi, avec ses qualités et ses défauts et qu'il s'en accommoder.

GAUTHIER GRASLIN : Je vous remercie et je crois que le contexte est posé. Nous allons donc désormais aborder la question de l'ambiguïté stratégique du boulangisme. On s'en tient souvent à l'image d'Epinal qui a collé au Général, celle du Général Revanche, dans un contexte de rivalité avec l'Allemagne depuis la défaite de 1870. Est-ce qu'il y a un fond de réalité dans cette image ?

BERTRAND JOLY : Les Français ne souhaitent en aucun cas une autre guerre. Au contraire, il y a une crainte extrêmement forte à ce sujet en France parce que l'on sait bien que ce ne sera pas une partie de plaisir si cela se produit. Les Français ont donc peur de la guerre et aucun homme politique ne fait campagne sur le thème de la revanche.

Même Déroulède, le géant de la revanche, doit mettre beaucoup d'eau dans son vin quand il se présente aux élections. Il essaye de marteler qu'il n'est pas le candidat de la guerre. Donc, Boulanger ne peut pas se présenter comme le partisan de la guerre. C'est la première raison. La deuxième raison est Boulanger lui-même. Il n'est quand même pas idiot. Bien sûr, comme n'importe quel officier, il rêve d'une guerre victorieuse, mais il est quand même assez lucide pour comprendre qu'il ne peut absolument pas faire campagne sur ce thème. D'ailleurs, il ne cessera de répéter qu'il ne veut pas la guerre. Cependant, suite à l'accident

frontalier Schnæbelé assez sérieux entre la France et l'Allemagne, Boulanger va se faire passer, de manière totalement fausse d'ailleurs, pour l'homme qui a fait reculer Bismarck.

D'OÙ VIENT ALORS CETTE LÉGENDE DE BOULANGER, GÉNÉRAL REVANCHE ? C'EST QUELQUE CHOSE QUI A ÉTÉ CRÉÉ A POSTERIORI, NOTAMMENT POUR LE DISCRÉDITER D'UNE CERTAINE MANIÈRE

Ce n'est absolument pas la réalité et Boulanger l'a d'ailleurs parfaitement bien compris lui-même. Néanmoins, il va jouer de cette aura d'homme qui pourrait, en tant que Général, peut-être récupérer pour la France les provinces perdues. L'appellation d'homme de la Revanche est donc fausse. Elle correspond néanmoins à une ambiguïté, parfaitement mensongère d'ailleurs, mais dont le courant boulangiste a réussi à jouer sans l'affirmer trop nettement pour se présenter comme un espoir, une espérance, plutôt qu'une réalité ferme. D'où vient alors cette légende de Boulanger, Général Revanche ? C'est quelque chose qui a été créé a posteriori, notamment pour le discréditer d'une certaine manière. Ceci correspond à tous ces personnages autour desquels se tisse une légende, comme Robespierre par exemple qui n'a rien à voir mais que la légende permet progressivement de transformer en repoussoir. Cependant, dès le début de son activité, le mythe commençait à se former et il n'a rien fait pour le dissiper, y voyant un moyen de se démarquer.

GAUTHIER GRASLIN : Pour reprendre encore un aspect qu'on accole souvent au populisme, on retrouve l'idée qu'il s'inscrit dans la lutte des «Petits» contre les «Gros». Est-ce que le parcours de Boulanger lui permet d'incarner cette vision très simpliste de la société ?

BERTRAND JOLY : Il a quand même pu faire ses études. Il n'est pas non plus privé de légitimité pour se dire qu'il sort du peuple. Lorsqu'il était ministre, il a pu donner l'impression d'être très soucieux du peuple et de ses intérêts, d'une manière un peu démagogique d'ailleurs. Par exemple, il contribua à améliorer l'ordinaire des soldats par un ensemble de mesures qui paraissent aujourd'hui certes extrêmement très minces comme l'autorisation du port de la barbe, le remplacement des paillasses dans les chambres par des matelas, l'autorisation de la gamelle, du couvert et de l'assiette à la cantine du régiment... Pour chacune de ces mesures, nous parlons encore de très peu de choses, mais à l'époque elles comptaient et ont renforcé cette image d'un homme soucieux du bien-être des petits, de défenseur des humbles. Boulanger l'a répété à de multiples reprises : «Si je suis populaire, c'est parce que les Français savent que je suis des leurs. Le peuple sait que je m'intéresse à lui et que j'ai à cœur de défendre ses intérêts». Donc, oui, Boulanger a très sciemment, sans rencontrer la moindre difficulté, joué au populiste.

GAUTHIER GRASLIN : Pourquoi l'armée exerce-t-elle ce poids dans l'ordinaire des Français ?

BERTRAND JOLY : En fait, c'est par l'armée qu'on peut montrer beaucoup de sollicitude aux « petits ». Le patriotisme de l'armée constitue des lieux de consensus dans un pays qui est très divisé politiquement, mais également socialement, économiquement et idéologiquement. L'armée y fournit un havre ambigu d'égalitarisme et de consensus. «Ne mêlons pas l'armée à nos misérables querelles» est une phrase que l'on entend souvent à la Chambre des députés. Les militaires sont un peu idéalisés, héroïsés, comme des êtres qui sont au service de l'intérêt général. L'armée est investie d'une sorte d'aura apolitique, comme si elle n'avait que des préoccupations pures au service de l'intérêt collectif. Sans oublier bien sûr sa mission de défense de la France, si nécessaire. On a intégré l'idée que la défaite de 1870 avait été le fruit d'une impréparation, de défauts structurels majeurs de l'équipement militaire.

Les Français ont donc accepté des réformes sévères, notamment la conscription qui avait été auparavant peu populaire. Pour eux, l'armée est désormais une sorte de lieu neutre, où on peut se retrouver, qu'on peut approuver, que l'on soit de gauche ou de droite. C'est pourquoi l'armée tient un rôle essentiel, renforcé par le fait que, contrairement à aujourd'hui, dans les plus petites villes, il y avait une garnison qui jouait un rôle social, un rôle d'animation. Le dimanche, le régiment offrait des concerts,, il y avait des défilés, les officiers participaient à la vie mondaine du lieu. L'armée jouissait donc d'une visibilité infiniment supérieure à celle d'aujourd'hui.

GAUTHIER GRASLIN : Alors, qui a créé l'animal politique Boulanger ? Est-ce que c'est vraiment une pression populaire venue des « petits » ou bien est-ce que ce ne sont pas plutôt les oppositions, dont on a vu qu'elles étaient condamnées à l'impuissance, qui se sont un petit peu jetées sur le premier meilleur candidat venu ?

BERTRAND JOLY : Boulanger a touché le peuple et a en effet réussi de manière assez incroyable. Il y a eu un mouvement populaire qu'il ne faut cependant pas non plus exagérer. Des portions de l'opinion y sont restées en effet parfaitement insensible.

Il a été l'outil choisi, faute de mieux peut-être, mais néanmoins choisi d'une manière délibérée par une partie des radicaux, ceux que l'on appelait les intransigeants, qui ne capitulaient pas devant l'immobilisme institutionnel et qui voulaient réformer le régime. Boulanger leur est apparu comme l'instrument idéal pour ce faire. Il était populaire, il passait pour républicain et donc il était un cheval sur lequel on pouvait miser de manière fiable.

Il a été également choisi pour des raisons assez contradictoires par la droite monarchiste pour devenir celui dont on attendrait le rétablissement de la monarchie. Il était donc investi de deux ambitions absolument irréconciliables. Boulanger a donc été créé par tout ceci, par lui-même, par les radicaux, par la droite et aussi par une partie de l'opinion qui s'est reconnue dans cet homme qui incarnait quelque chose d'assez répandu, une forme de protestation.

GAUTHIER GRASLIN : Pour revenir à la tradition politique française du XIX^{ème} siècle, en fait, plus que la question du libéralisme, c'était la question de l'esprit démocratique qui hantait les Français, avec toute la bataille des mots qui se fit autour de la question de la démocratie dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Est-ce qu'on ne pourrait pas dire d'une manière plus correcte dans le cas français que le boulangisme incarne une percée de l'esprit démocratique, notamment via le suffrage ? Il s'agirait alors de montrer la puissance du vote.

VOULAIT-ON ALLER VERS UN RÉGIME, NON PAS AUTORITAIRE, LE TERME SERAIT EXCESSIF, MAIS PLUS PRÉSIDENTIEL, OÙ L'EXÉCUTIF AURAIT BÉNÉFICIÉ D'UNE MARGE DE MANŒUVRE QUELQUE PEU ACCRUE ?

BERTRAND JOLY : C'est une question que Boulanger était incapable de voir qu'il avait soulevé. Je pense que la grande question de l'époque était celle du parlementarisme. Quelle était la meilleure façon de gouverner ? Est-ce que cela serait par un régime purement représentatif, dont l'Angleterre fournissait un peu le modèle idéal, ou bien conviendrait-il plutôt d'inventer d'autres façons ? La droite proposait une réforme monarchique qui avait quand même bien peu de chance d'être retenue mais certains à gauche entendaient explorer d'autres pistes. Le modèle présidentiel à l'américaine attirait peu, mais les regards se tournaient plutôt vers celui de la Suisse ou bien vers le régime conventionnel que la France avait connu.

Pour résumer très simplement un choix un peu manichéen, est-ce que l'on voulait conserver un régime de type parlementaire ou bien voulait-on aller vers un régime, non pas autoritaire, le terme serait excessif, mais plus présidentiel, où l'exécutif aurait bénéficié d'une marge de manœuvre quelque peu accrue ? Je crois que c'était là le vrai problème autour duquel se focalisaient les disputes de l'époque. Or, comme vous le savez, le régime n'entendait rien céder en matière de pluralité parlementaire.



GAUTHIER GRASLIN : Dans ce numéro, des universitaires nous expliquent que le mouvement populiste américain de la fin du XIX^{ème} siècle a échoué et que ceci avait été une occasion saisie par les élites pour consolider leur pouvoir. Le bilan de l'aventure populiste américaine fut donc très négatif. Peut-on être aussi sombre dans le cas de la France et considérer que l'épopée boulangiste a scellé le sort du révisionnisme ?

BERTRAND JOLY : Il a assurément contribué à rigidifier le régime et à accentuer son côté irréformable. C'est finalement, on peut le dire, une forme de catastrophe. Combien de temps faudra-t-il attendre après ceci pour que des hommes politiques osent reprendre le flambeau de la révision ? Il y aura toujours un très minuscule courant de type présidentieliste en France pour réclamer un changement de République, mais globalement, c'est seulement avec la Première guerre mondiale qu'on assistera aux premières brèches dans la sacro-sainte souveraineté du Parlement. Avec les décrets-lois, la guerre obligeait en effet à agir vite, à décider rapidement et le Parlement dut alors concéder au pouvoir exécutif la faculté très limitée, mais néanmoins réelle, de légiférer par décret. Cette pratique, que tous les puristes condamnent, va pendant l'entre-deux-guerres où la question économique devint de plus en plus importante, devenir de plus en plus courante, notamment lorsque par décret-loi, on diminuera les salaires des fonctionnaires de 10% d'un coup.

Le révisionnisme aura donc lieu, mais peu à peu. C'est ainsi seulement à partir de 1935 qu'apparut une véritable présidence du Conseil, avec un président du Conseil qui n'était pas ministre de quelque chose, qui n'avait pas de portefeuille précis, mais qui était le vrai animateur de l'équipe ministérielle. Le progrès fut donc très lent, trop tardif et ceci ne suffit pas à sauver le régime. On peut donc dire que Boulanger a fait perdre une génération, c'est une certitude. On disait de l'Assemblée «Quand les élus du peuple sont rassemblés, la souveraineté est ici seulement». Ceci était devenu un dogme inébranlable chez beaucoup de Républicains.

GAUTHIER GRASLIN : Justement, c'est l'une des questions très polémiques sur Boulanger. Est-ce qu'on peut dire que le Général était républicain ?

BERTRAND JOLY : C'est une question que l'on se pose souvent. Je crois que comme Clemenceau, il est œcuménique et pragmatique. Il se dit que la République existe au final. Si les Français y tiennent, et bien il faut la conserver. A l'usage, elle finira par changer aussi. Je crois que Boulanger était prêt à accepter tout ce qui lui permettrait d'occuper les feux de la rampe. Peu importe la couleur des tickets.

Les royalistes attendaient la Restauration, il l'a leur a promise. Il mentait, car il n'avait aucune intention de la leur donner. Mais il l'aurait fait quand même s'il y avait vu son intérêt. Boulanger est un cynique et un menteur. Il veut arriver et peu importe sous quel drapeau. Donc, quand on nous dit qu'il était républicain, comme certains l'ont écrit, à mon avis on se trompe. Boulanger n'est pas républicain. Il est totalement indifférent à la nature du régime et les débats d'idées ne l'intéressent pas.

GAUTHIER GRASLIN : Au-delà de la personnalité du général, peut-on dire que l'aventure populiste a paradoxalement fait rentrer dans le camp de la République des personnes qui y avaient été auparavant complètement opposées, comme les Bonapartistes ?

BERTRAND JOLY : Alors, c'est absolument faux. En dépit de ce qu'ils clamaient haut et fort,

tous les Bonapartistes restèrent bonapartistes, au-delà de leur ralliement à Boulanger.

GAUTHIER GRASLIN : Dernière question quant à l'ambiguïté stratégique du boulangisme. Comme vous l'avez montré, c'est un mouvement centré sur une individualité. Dans cette perspective, quel est le sens de l'insérer dans un continuum politique? Je suis toujours frappé de voir dans les cursus de sciences politiques la place très importante qu'y prend le boulangisme alors que c'est un phénomène très localisé dans le temps...

BERTRAND JOLY : Je pense que le boulangisme s'inscrit dans une vieille tradition royaliste, l'appel au connétable, qui remonte au Moyen-Age. Il renvoie à la figure du restaurateur, de Duguesclin, de Jeanne d'Arc qui remet le roi sur le trône. Je pense que c'est une vision qui a compté dans l'espoir de certains royalistes. Il ne faut pas oublier non plus une tradition radicale. On a vu dans Boulanger l'homme qui allait amener plus de liberté, plus de République. Encore une fois, l'aspect bonapartiste compte énormément même si je crois qu'il n'est pas le seul qui permette d'expliquer le succès du boulangisme. Je pense que les partis politiques sont comme les individus : ils ont plusieurs parents et pas qu'un seul. Leurs ancêtres sont multiples et ils sont aussi les enfants de leur temps. Il ne faut pas que la généalogie fasse oublier tout ce que le boulangisme doit aussi à son époque. Il répond avec les moyens de son temps aux problèmes de son temps.

C'est pourquoi chercher des héritiers au boulangisme risque d'être quelque chose d'un petit peu futile. L'antidreyfusisme qui va arriver plus tard? Ce n'est pas très convaincant, même s'il y a des ressemblances. Un héritier en est peut-être le nationalisme des années 20 qui présente encore une fois des ressemblances, notamment avec la personnalité de Laroque. Entre Boulanger et Laroque on trouve de nombreux points communs, si bien que le mouvement des Croix de Feu me semble être le plus proche de ce qu'était le boulangisme. C'était une protestation assez invertébrée autour d'un homme qui plaisait, avec ses défauts, ses qualités et qui a créé un mouvement, une flambée tout à fait éphémère parce qu'elle n'avait ni racines sérieuses ni programme suffisant même si elle fut suffisamment forte pour faire basculer pendant quelques temps les équilibres politiques. Donc, le boulangisme a certes des héritiers même si encore une fois, à travers les exemples que je viens de citer, nous voyons qu'ils furent à leur tour avant tout des fils de leur temps.

ON PEUT DONC DIRE QUE BOULANGER A FAIT PERDRE UNE GÉNÉRATION, C'EST UNE CERTITUDE.

On peut également établir des points communs avec le poujadisme. Dans les deux cas, l'essor des mouvements correspond à une période d'expansion de l'Etat, de difficultés économiques, d'inflation. Ce sont aussi des périodes d'incertitudes diplomatiques, avec la guerre d'Indochine, les premiers troubles en Algérie et une faussee instabilité politique ministérielle. Les Français avaient alors le sentiment d'être mal gouvernés et comme au temps du poujadisme, ce sentiment impliquait une réponse similaire.

GAUTHIER GRASLIN : Passons aux aspects plus tactiques du boulangisme. Le mouvement développe une certaine modernité dans ce domaine. Rappelons que le général a eu une expérience américaine. Est-ce que cela l'influencé et l'a poussé à importer des méthodes auxquelles les Français n'étaient pas habitués ?

BERTRAND JOLY : Il avait passé plusieurs mois aux Etats-Unis et au Canada aussi. On dit que c'est là qu'il aurait observé les moeurs électorales américaines. Il y aurait compris qu'il fallait changer la manière de faire électorale. Pour ce faire, il y avait besoin d'argent. Il y avait besoin de tapage. Les messages devaient être réduits à leur plus simple expression. Devenir des slogans qui seraient martelés sans arrêt. Ceci passait par l'abandon des programmes articulés, nuancés, des débats d'idée donnant lieu à des constructions élaborées. Il fallait des idées simples pour séduire les électeurs. Je suis très sceptique quant au fait que, lors de son séjour aux Etats-Unis, Boulanger ait réellement pensé à observer ces questions-là. A l'époque, cela ne l'intéressait pas du tout.

Je crois que ce n'est pas lui qui a pensé à adopter ces méthodes américaines. Ce fut plutôt l'initiative de son ami Dion, le trésorier du boulangisme. C'était lui qui centralisait l'argent royaliste et qui payait la propagande. Dion avait en effet vécu plus longtemps aux Etats-Unis et y avait même fait carrière dans les câbles sous-marins. Il avait eu le temps de l'observation, de la réflexion et en était arrivé à la conclusion que l'on pouvait apporter les méthodes américaines en France. Elles y ont d'ailleurs beaucoup choqué, notamment la classe politique, qui les trouvait d'une vulgarité insupportable. Il faut néanmoins reconnaître qu'elles ont obtenu un certain succès auprès des Français. Cela n'a pas toujours été le cas et il y a certaines limites au succès du boulangisme mais globalement cela a pris. Le boulangisme a réussi à saturer l'espace médiatique pendant quelques mois, avec un succès bien réel. Cela nécessitait bien sûr un financement considérable et le souffle est vite retombé après lui. Il faudra attendre l'essor de la publicité politique, lors des élections de 1965, pour que cela entre définitivement dans les moeurs. Entretemps, on était revenu à des campagnes électorales beaucoup plus tranquilles. Néanmoins, Boulanger avait semé une graine qui devait germer bien plus tard.

GAUTHIER GRASLIN : Revenons à la communication boulangiste. Est-ce que c'était quelqu'un qui mentait beaucoup ?

BERTRAND JOLY : Tout le temps. Constamment. A tel point qu'il expliquait qu'il pouvait se contredire sans ciller. Il disait blanc, puis noir, à intervalles rapprochés, sans que cela lui paraisse anormal. Oui, il mentait donc tout le temps. Mais à la limite, ce n'étaient pas des mensonges pour lui. Les mots, les promesses, les engagements n'étaient pour lui que des pions sur l'échiquier politique : des arguments et des simples outils et pas des réalités.

GAUTHIER GRASLIN : Auriez-vous un exemple ?

BERTRAND JOLY : L'un de ses plus gros mensonges fut de prétendre que ses campagnes étaient

financées par les dons de ses amis et surtout par les oboles des anonymes qui tous les jours envoyaient de l'argent, même si c'étaient des sommes très réduites qui finissaient néanmoins par constituer un gros pactole. Il a répété un tel mensonge à de nombreuses reprises. Un autre de ses mensonges fut lorsqu'il promit à maintes reprises aux royalistes de restaurer la monarchie. Lorsqu'il l'a dit, il n'y croyait pas une seconde.

GAUTHIER GRASLIN : De nos jours, lorsque l'on parle des campagnes populistes, le terme de post-vérité revient. Est-ce que c'est un terme anachronique ? Les contemporains étaient-ils déjà habitués aux mensonges en politique ? Ont-ils ressenti qu'ils étaient cette fois-ci en face de quelque chose de différent que d'habitude ?

BERTRAND JOLY : Non, c'est totalement différent. Boulanger se contente de signer les affiches que d'autres rédigent. Il prononce des discours écrits par Naquet et ses amis. Ce n'est donc pas lui qui oriente le fond de la communication. Quand il ment, c'est à ses amis, à ses soutiens. Il n'envisage même pas de mentir au peuple. Cela ne l'intéresse pas. L'idée que Boulanger serait déjà dans le domaine de la post-vérité ne me semble donc pas pertinent. Ceux qui rédigent pour lui sa communication ne sont pas non plus dans cette logique. Ils se cantonnent à la polémique ordinaire, souvent en versant un peu dans la vulgarité et en faisant preuve d'une bonne foi plus que limitée mais il n'y a pas cette tromperie délibérée que l'on trouve parfois de nos jours.

GAUTHIER GRASLIN : La III^{ème} République, c'est aussi un régime où les médias et les journaux prennent un poids plus important, grâce à l'alphabétisation, bien avancée sous le Second Empire... Dans quelle mesure le boulangisme aurait-il pu exister sans ce poids des médias ?

BERTRAND JOLY : C'est vrai que le premier quotidien de l'époque atteint la barre d'un million d'exemplaires tirés chaque jour. A ceci, il faut ajouter la liberté d'affichage qui a joué un rôle crucial dans l'essor du boulangisme. La presse et l'affichage sont pour moi les deux éléments sans lesquels le boulangisme n'aurait jamais pu se développer de la même manière.

GAUTHIER GRASLIN : Est-ce que les médias contribuent à hystériser les épiphénomènes politiques ? Lorsqu'on parle de la III^{ème} République, les images des duels entre chefs politiques, les manifestations violentes s'imposent. Est-ce que cela ne revient pas d'une certaine manière à mettre la loupe sur des événements qui n'ont pour importance que celle que les médias leur donnent ?

BERTRAND JOLY : On a en effet plusieurs cas où un événement qui était d'une ampleur assez réduite fut hystérisé par la presse. On le retrouve d'ailleurs lors des débats sur les lois politiques. On ne s'exprime pas uniquement sur une loi à la chambre mais également par voie de presse. Les éditoriaux des journaux font aussi la politique. Prenons l'Affaire Dreyfus. C'est une affaire lancée, voulue par la presse, qui a été principalement débattue par voie de

presse que dans les couloirs du Parlement. La presse est le média principal. C'est elle qui fait le politique.

Elle défend également la politique. Elle l'hystérise certes mais lui confère également, parfois, une hauteur de vue qui est bien réelle.

ILS SE CANTONNENT À LA POLÉMIQUE ORDINAIRE, SOUVENT EN VERSANT UN PEU DANS LA VULGARITÉ ET EN FAISANT PREUVE D'UNE BONNE FOI PLUS QUE LIMITÉE MAIS IL N'Y A PAS CETTE TROMPERIE DÉLIBÉRÉE QUE L'ON TROUVE PARFOIS DE NOS JOURS.

GAUTHIER GRASLIN : Pourriez-vous citer un exemple d'événement lié à la crise boulangiste qui fut montée en épingle par les médias ?

BERTRAND JOLY : La fameuse manifestation à la gare de Lyon. Quand Boulanger s'apprêtait à prendre le train pour partir à Clermont, une manifestation très importante eut lieu dans cette gare pour empêcher le train de partir. Des gens se couchèrent sur les rails. Il fallut plusieurs heures pour que le Général arrive à quitter la gare. La presse avait commencé par appeler les gens à manifester les jours précédents. Après l'incident, elle en donna un récit héroïque, en gonflant considérablement les effectifs et en donnant une ampleur dantesque à une manifestation qui avait duré, à tout casser, trois heures. Plus encore, elle lui octroya une signification qu'elle n'avait sans doute jamais eu.

GAUTHIER GRASLIN : Pourquoi la presse joue-t-elle à ce jeu ? Est-ce juste une logique économique ou bien existait-il une véritable sympathie pour le général ?

BERTRAND JOLY : La presse républicaine modérée le traitait avec mépris. Elle dénonça notamment cette scène digne d'un roman de Courteline. Pour les journées, les deux logiques s'additionnent. Le boulangisme était la préoccupation du moment et donc on appuie sur ce sujet-là pour des raisons économiques. Et puis, il y avait également une sympathie réelle pour Boulanger et pour sa cause que l'on retrouvait chez certains journaux qui estimaient incontestablement qu'il y avait là une carte à jouer.

GAUTHIER GRASLIN : Pour saturer d'une telle manière l'espace politique et médiatique, le Boulangisme avait besoin de beaucoup d'argent. Vous avez déjà évoqué cette question en filigrane. Pourriez-vous préciser quelles furent les sources de financement de l'action boulangiste ?

BERTRAND JOLY : Ce furent avant tout ceux qui croyaient canaliser Boulanger et le mettre

à leur service. On sait d'autre part que Boulanger a eu d'autres financements, plus réduits. Citons l'exemple bien connu des grands magasins autour du Louvre. C'est d'autant plus amusant que Boulanger défendait par ailleurs les petits commerçants brimés par les grands magasins. Il est assez piquant de voir que ces mêmes grands magasins le finançaient néanmoins. On a par ailleurs accusé Boulanger de recevoir de l'argent allemand, ce qui n'était pas vrai. Par contre, il a bien reçu de l'argent américain : Dion avait des amis aux Etats-Unis et il a pu peut-être leur emprunter de l'argent. C'est une possibilité, mais on ne sait pas tellement. Globalement, il faut rappeler toutefois que l'essentiel du financement du boulangisme provient des royalistes.

GAUTHIER GRASLIN : En quoi ceci traduit-il un nouveau rapport entre argent et politique ? La question de l'argent commence en effet à se cristalliser dans les préoccupations politique sur cette période. Par exemple, au moment du scandale de Panama, beaucoup de députés avaient été très étonnés des reproches qu'on leur faisait d'avoir accepté des pots-de-vin. Il y avait une sorte de naïveté autour de l'argent et de la politique dans les années 80. Est-ce que le boulangisme s'inscrit dans une transformation à ce niveau-là ?

BERTRAND JOLY : Il y avait en effet des relations très étroites qui avaient été tissées entre argent et politique à l'époque. Certains ne se cachaient pas beaucoup pour tirer profit de leur mandat électoral. Il faudra attendre l'affaire de Panama pour changer tout cela. Cette affaire modifia non pas la réalité des liens, assez inévitables d'ailleurs, entre argent et politique, mais plutôt la manière dont il convenait d'afficher ces liens. Les hommes politiques devinrent tout d'un coup beaucoup plus discrets, beaucoup plus hypocrites. Le Boulangisme eut quant à lui lieu avant Panama. Donc, il se déploya dans le cadre de ces liens totalement décomplexés des hommes politiques avec l'argent. Rien d'anormal dans tout ceci. Il faut rappeler encore une fois que les hommes politiques, hormis une minorité, sont complètement honnêtes mais très mal payés. Leur salaire annuel est de 9000 francs par an, ce qui est trop peu alors qu'une élection coûte cher. J'ai réalisé mes propres calculs, qui valent ce qu'ils valent, mais on peut tabler sur un coût de 10 000 francs pour



Je sais que je ne m'appartiens pas, j'appartiens à mon pays...

*Le Général Boulanger à Marie Quinton
Il aurait pu devenir le maître de la France, il a
mieux aimé rester l'esclave de sa Marguerite...*

Marie Quinton (souvenirs vécus)

une élection normale qui n'est marquée ni par des polémiques incessantes ni par des violences exceptionnelles.

Il faut donc de l'argent pour faire campagne. Les partis n'existaient pas encore de façon structurée pour épauler normalement leurs candidats. Par conséquent, c'est à chacun de se débrouiller pour trouver des fonds. Ceux qui ont de l'argent de par leur patrimoine ou par les fonctions qu'ils occupent se débrouillent très bien. Les autres, qui disposent de moyens plus limités doivent bien trouver de l'argent où ils peuvent. C'est la porte ouverte à toutes les tentations. Il y a en effet dans les années 1880 un rapport totalement malsain entre la politique et l'argent. Ce rapport continuera après, mais il sera plus dissimulé et aura néanmoins été un peu plus assaini puisque certaines mesures auront été prises pour éviter que, comme après Panama, on puisse acheter le vote d'un député.

GAUTHIER GRASLIN : Le général Boulanger a mené beaucoup de campagnes électorales. Est-ce que les sommes qu'il dépensait étaient d'un autre ordre de grandeur par rapport à celles versées par ses concurrents ?

BERTRAND JOLY : Oui, de manière assez incroyable, il a dépensé beaucoup plus que les autres. Cela a énormément surpris les contemporains. Les deux élections auxquelles il se soumit dans le département du Nord furent l'objet de dépenses qui ont réellement stupéfié. Même l'élection parisienne fut l'occasion d'une débauche d'affiches invraisemblable. Les chiffres de l'époque sont bien sûr sujets à caution et n'ont aucun caractère officiel mais on estime que Boulanger a dépensé pour l'élection à Paris 600 000 francs, ce qui est colossal. A titre de comparaison, son adversaire a très certainement dépensé moitié moins, même s'il a très certainement pu puiser dans les fonds secrets. Tout ceci est à prendre avec prudence parce qu'on ne dispose d'aucun chiffre pour le candidat républicain. Il n'y avait bien sûr pas à l'époque d'encadrement des dépenses.

L'AUTEUR

Bertrand Joly

Professeur émérite de l'université de Nantes, ancien élève de l'école des Chartes, docteur en histoire et spécialiste de l'histoire politique de la France (XIXe-XXe siècle), de l'étude des forces de droite et d'extrême-droite et de l'histoire électorale, il est l'auteur de nombreux ouvrages tels Histoire Politique de l'Affaire Dreyfus (2014), Déroulède : l'inventeur du nationalisme français (1998) ainsi que de Aux origines du populisme : Histoire du Boulangisme (1886-1891) (2022). C'est sur ce dernier ouvrage que nous l'avons interrogé.

L'ESSENTIEL DU FINANCEMENT DU BOULANGISME PROVIENT DES ROYALISTES

GAUTHIER GRASLIN : Une autre modernité tactique du boulangisme est peut-être d'avoir voulu remplacer les coups d'Etat dans la rue qui avaient scandé le XIXème siècle par un coup d'Etat dans les urnes. Est-ce que cela traduit une évolution des mentalités ?

BERTRAND JOLY : Quand il était ministre, on lui a proposé un coup d'Etat et il a refusé. Il l'a

toujours fait en martelant qu'il était un bon républicain. Il n'a jamais accepté de sortir de la loi. En fait, son refus était principalement motivé par des raisons qui n'avaient rien de moral ou de légal. Il a refusé pour des raisons purement tactiques. Il avait peur d'échouer et l'a reconnu franchement. Il se rappelait que Napoléon III avait de l'Elysée tous les pouvoirs au moment de son coup d'Etat et qu'il avait failli échouer. Donc, quand on fait un coup d'Etat, il faut avoir au minimum 9 chances sur 10 de réussir. Et encore, même dans cette configuration, on peut hésiter. Boulanger avait tout simplement peur d'échouer et c'est la première raison qui a dicté son choix.

Ajoutons également une certaine timidité. Les militaires de l'époque avaient certes un comportement très courageux sur les champs de bataille mais adoptaient une attitude beaucoup plus timorée dès qu'il s'agissait de la vie politique. On le verra plus tard au moment de l'affaire Dreyfus où tous les appels aux sabres demeurèrent vains. Les militaires répugnent à se mêler de ces questions-là. Ils n'aiment pas les coups d'Etat qui demeurent un domaine qui leur reste inconnu. Peut-on dans ce contexte parler de coup d'Etat dans les urnes ? Je ne le crois pas. Je pense que les voix qui votent Boulanger ne veulent ni ne demandent à Boulanger de réaliser un coup d'Etat, voire même de changer le régime de manière légale. Le vote pour Boulanger est avant tout un vote protestataire. C'est ce qui pour moi est fondamental dans le boulangisme. Ce n'est pas un vote d'adhésion à un homme et encore moins un vote d'adhésion à un programme porté par une liste. C'est un vote de protestation qui envoie un message au régime: "Nous sommes mécontents de la façon dont nous sommes gouvernés. Il faut changer cela".

On a plusieurs exemples de personnes qui votent Boulanger tout en pensant pis-que-pendre de lui. C'est notamment le cas dans le camp royaliste où beaucoup n'ont pas pardonné à Boulanger son comportement à l'encontre du Duc D'Aumale, quand celui-ci fut chassé de l'armée. Mais beaucoup conviennent également que c'est le seul outil disponible pour s'opposer au gouvernement et exiger des transformations profondes du gouvernement. Donc, l'idée d'un coup d'Etat par les urnes ne me convint pas du tout.

Mais on n'a pas non plus à faire avec un coup d'Etat ordinaire. Certains y ont pensé comme je l'ai dit, mais Boulanger a toujours refusé, par lucidité à mon avis. Il a compris que ses chances de réussite étaient extrêmement faibles.

GAUTHIER GRASLIN : Et quid de la population française ? Nous avons tous les images en tête du début du XIX^{ème} siècle où les barricades étaient rapidement érigées. Est-ce qu'il y a aussi une cassure à ce niveau-là ? La population va-t-elle beaucoup moins s'investir physiquement dans la violence des rues après le traumatisme de la Commune de Paris ?

BERTRAND JOLY : Non, il n'y a pas de barricades. Il y a toute une propagande qui s'est faite autour du thème "le vote remplace le fusil. Quand on n'est pas content, on va voter. On s'exprime de manière démocratique". Je crois que cela a été quand même assez intégré par le corps électoral et par les Français dans leur ensemble. Il y a tout de même un processus

de régulation des conflits politiques qui a eu lieu et la conscience de l'intérêt public s'est imposée. Je crois que cela compte. Il faudra attendre août 1944 et mai 1968 pour revoir les barricades apparaître, dans une logique complètement différente.

LE VOTE POUR BOULANGER EST AVANT TOUT UN VOTE PROTESTATAIRE

GAUTHIER GRASLIN : Une limite à la modernité de la tactique boulangiste est peut-être celle de la question du parti. Contrairement à ce qui s'est déroulé aux Etats-Unis, le boulangisme avait-il l'étoffe pour créer un véritable parti ?

BERTRAND JOLY : Je crois qu'il l'a voulu mais qu'il ne l'a pas pu, faute de temps. Les boulangistes voient tout à travers la lorgnette parisienne. A Paris, il existe certes un embryon de parti boulangiste qui dispose de comités, d'ailleurs farouchement indépendants et qui refusent d'appuyer les fédérations. Il y a cependant bien une vie associative boulangiste réelle. Mais on ne trouve cependant rien de tel en province, à quelques exceptions près comme à Nancy où on trouve un comité boulangiste sérieux. C'est d'ailleurs un des seuls comités de ce type dans toute la France. Dion avait annoncé qu'il voulait en créer pour que chaque département ait son relais de correspondants et de comités mais dans la réalité, il n'y a rien eu. Tout d'abord, les mentalités étaient un peu réfractaires à ce genre d'engagement et puis le temps a fait défaut. On ne crée pas un parti en quelques mois. C'est pourquoi s'il n'y a pas eu de parti boulangiste, le boulangisme a eu l'idée d'un parti qui aurait pu encadrer les scrutins et la vie politique à l'image de ce qui commençait à se faire en Angleterre depuis les années 1870, avec notamment le parti libéral.

Il y a donc bien un projet de parti qui s'inscrit dans la modernité, mais qui demeure mort-né. Il faudra donc attendre encore longtemps pour que la vie politique s'organise autour de partis. Pendant longtemps, on continuera de s'appuyer sur les associations, avant que les groupes politiques soient obligés de se doter de statuts, à un rythme d'ailleurs très lent. Même à ce moment, les partis demeureront des structures encore très lâches.

Il suffit de voir par exemple dans les débats les querelles incessantes entre le bureau politique du Parti Socialiste (SFIO) et le groupe parlementaire à la Chambre. Leurs attitudes sont parfois diamétralement opposées. En fait, je crois que le premier parti réellement moderne fut le Parti Communiste, en 1920. Ce fut le premier à réussir à imposer une discipline contraignante à ses élus et à imposer une organisation pyramidale avec des comités d'entreprise ou des comités locaux rassemblés en fédérations départementales elles-mêmes intégrées dans une direction nationale.

LE POPULISME EN RUSSIE: UNE APPROCHE HISTORIQUE

EN RUSSIE, LE POPULISME VIBRE AU CŒUR DU TISSU SOCIAL, DE
L'HISTOIRE VIVANTE ET DE L'ÂME CULTURELLE DE LA NATION.



Par Pauline Jamin

LE POPULISME RUSSE SE DÉVELOPPE DANS UN CONTEXTE TRÈS PARTICULIER, LE PAYS ACCUSANT UN RETARD DE DÉVELOPPEMENT PAR RAPPORT À L'OCCIDENT TOUT AU LONG DU XIXÈME SIÈCLE. ALORS QUE LES ÉLITES LIBÉRALES VEULENT TRANSFORMER LA RUSSIE SUR LE MODÈLE DE L'EUROPE DE L'OUEST, LES POPULISTES VONT CHERCHER DANS LES SPÉCIFICITÉS RUSSES ET DANS L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES DES SOURCES D'INSPIRATION POUR PROMOUVOIR UNE SOCIÉTÉ STRUCTURÉE PAR DES SOLIDARITÉS VENUES DU BAS.

DÉPASSER LA SIMPLIFICATION ET L'ÉTIQUETAGE À TRAVERS L'HISTOIRE

Dans l'étude du populisme, une grande (mais prévisible) pomme de discorde représente la question de la définition. Certains y voient une transition de la conscience politique, d'autres, un terme englobant divers mouvements et idéologies qui mobilisent les masses, ou encore une manipulation des valeurs et attentes populaires. Ici, nous choisissons plutôt de le définir comme un ensemble d'attitudes socio-psychologiques marquées par le déni de l'ordre politique existant, le désir de le restructurer, et la perte de légitimité des élites dirigeantes. Dans l'histoire moderne, les mouvements populistes se distinguent par l'appel du "démagogue" aux masses, incarnant "la volonté du peuple". Ce leader critique un système corrompu et une bureaucratie arrogante, condamnant les élites et créant une division profonde entre "le peuple" et "le système". Le soutien à ces leaders est perçu comme moralement nécessaire pour protéger la sécurité nationale et le bien commun.

En réalité, la fonction principale du concept de populisme et de son utilisation est déterminée par son but : être évaluatif (plutôt que descriptif ou analytique), c'est-à-dire servir d'outil pour discréditer les opposants ou s'en distancer. Par conséquent, le concept lui-même contient un élément négatif inévitable, peu importe les efforts pour souligner son caractère "bon" ou "mauvais". C'est précisément pour cette raison qu'une analyse historique du populisme revêt une utilité indéniable, transformant la perspective sur cette notion souvent galvaudée. En examinant ses origines et ses manifestations, les dynamiques sociales, politiques, économiques, culturelles voire psychologiques sous-jacentes se révèlent plus distinctement. Une approche historique éclaire les contextes spécifiques où le populisme a pris racine, ses raisons d'attrait et ses impacts sur les sociétés, démystifiant ainsi le concept et évitant les simplifications outrancières, tout en reconnaissant la diversité des mouvements populistes et leurs motivations variées. De plus, elle est essentielle pour comprendre la relation entre le leader et les masses. Certains mouvements sont menés par des leaders charismatiques exploitant les frustrations populaires, tandis que d'autres émergent de manière organique, de la base, reflétant un mécontentement populaire envers les élites. Ces dynamiques peuvent coexister harmonieusement : un leader charismatique peut dynamiser un mouvement existant, tandis que le soutien populaire solidifie son pouvoir et sa légitimité.

Une tâche difficile à laquelle sont confrontés les historiens du populisme est de maintenir un équilibre entre deux histoires : l'histoire de la montée de la pensée populiste et l'histoire des efforts spasmodiques et souvent infructueux des populistes pour agir selon leurs convictions. Il est difficile de ne pas céder à la tentation de simplifier le cours des événements et le développement des idées. De même, il est difficile de ne pas réduire la pensée populiste à un ensemble de points ou de croyances. Il faut ainsi reconnaître la nature bigarrée du populisme et des contradictions. Même à l'apogée de son influence, le popu-

lisme peut se manifester davantage comme un débat continu et sans fin, plutôt que comme une doctrine parfaitement cohérente. Ce phénomène peut exister presque exclusivement dans le domaine de l'imagination de ceux qui le portent, cette imagination ayant de fortes chances d'être une pépinière dans laquelle les idées se développent rapidement en un enchevêtrement de théories, de plans et d'objectifs pratiques qui se chevauchent et s'entremêlent. Ainsi, comprendre le populisme exige de jongler entre ses idéaux et ses réalisations très souvent imparfaites. Nous nous attacherons à le faire ici.

CE LEADER CRITIQUE UN SYSTÈME CORROMPU ET UNE BU- REAUCRATIE ARROGANTE, CONDAMNANT LES ÉLITES ET CRÉANT UNE DIVISION PROFONDE ENTRE "LE PEUPLE" ET "LE SYSTÈME"

La vision dominante du populisme russe [narodnitchestvo de narod, le peuple], revient au mouvement socialiste qui a surgi en Russie au milieu du XIX^{ème} siècle, porté par des figures clés telles qu'Alexandre Herzen, Nikolaï Tchernychevski, Mikhaïl Bakounine, Piotr Lavrov et Piotr Tkatchev. Ces penseurs cherchaient à adapter le socialisme aux réalités spécifiques de la Russie, affirmant que la commune rurale russe constituait le fondement d'une société plus juste et égalitaire, propice à l'émergence d'une nouvelle forme de socialisme.

D'un côté, dans l'ouvrage classique de Franco Venturi, «Roots of Revolution», l'histoire du populisme russe est assimilée à celle des débuts du mouvement révolutionnaire russe. Ses racines remontent au règne de Nicolas I^{er} et aux écrits d'Alexandre Herzen, affirmant que ce mouvement prit fin en mars 1881 avec l'assassinat d'Alexandre II. Pour Venturi, le populisme russe était une idéologie socialiste agraire, dont les partisans croyaient que la Russie pouvait éviter le développement capitaliste en passant directement de la commune paysanne au socialisme. Il soutenait également que le populisme russe s'inscrivait dans une idéologie socialiste européenne plus vaste : bien que les populistes russes s'efforcent de démontrer la singularité de la Russie par rapport à l'«Occident», leurs arguments répondaient souvent aux débats politiques en cours au sein du milieu socialiste européen, en particulier au sein de la Première Internationale. D'un autre côté, Richard Wortman ne résumait pas le populisme russe à un mouvement idéologique, et nombreux étaient ceux parmi ses partisans qui n'étaient même pas révolutionnaires. Ce qui les unissait était une mentalité commune - une sympathie envers la paysannerie russe qui constituait la base de leurs espoirs pour l'avenir. D'autres encore ont examiné l'histoire du populisme russe à travers le prisme du marxisme. Andrzej Walicki soutient que le populisme était une construction théorique élaborée par les marxistes russes, avant d'être adoptée par les populistes eux-mêmes plus tard.

Christopher Ely, dans «Russian Populism: a History», se distingue vigoureusement en

laissant place à “tous les membres de l’intelligentsia fascinés par le narod, des slavophiles conservateurs aux socialistes radicaux”. Il fait référence à “une vision du monde adoptée par les membres de la société éduquée [obshchestvo] qui résume le respect et la dévotion au narod”. Cette dévotion comprenait une variété d’espoirs et d’attentes quant à l’impact positif que le narod exercerait sur le développement futur de la Russie. De ce fait, le populisme pour Ely était moins un ensemble cohérent de principes qu’un modèle général d’espoirs et d’idées qui caractérisent les intérêts et les angoisses d’une grande partie de la société éduquée russe de la fin de l’Empire. En voilà une conception novatrice, à la fois vaste mais détaillée.

UN DOUBLE RETARD RÉVOLUTIONNAIRE MALGRÉ L’ASPIRATION AU CHANGEMENT

La Russie impériale du XIX^{ème} siècle dirigée par la dynastie des Romanov a connu de nombreux bouleversements. Après la mort de Catherine II en 1796, Alexandre I^{er} (1801-1825) a vu son règne marqué par des défaites face à Napoléon, comme à Austerlitz en 1805, et des triomphes, notamment l’entrée de l’armée russe à Paris en 1814. Déjà, des sociétés secrètes comme l’Union du Salut [Soyouz spaseniya] en 1816 préfigurent les soulèvements politiques. La mort d’Alexandre I^{er} en 1825 a ouvert une ère de répression avec Nicolas I^{er}, qui a écrasé le soulèvement décembriste. Sa politique intérieure oscillait entre réformes et répressions, avec des révoltes dans le Daghestan et la Pologne en 1830-1831. Alexandre II (1855-1881) a ensuite entrepris des réformes majeures, abolissant le servage en 1861 et modernisant le système légal et administratif en 1864. Néanmoins, la transition vers un système plus moderne, surtout économiquement, engendre de nouveaux défis et stimule l’émancipation des “perturbateurs de tranquillité”.

Sur le plan économique, la Russie impériale du XIX^{ème} siècle se distinguait par son fort retard par rapport à l’Europe en matière de révolution industrielle. Alors que l’Angleterre avait connu une industrialisation majeure dès les années 1760, suivie par l’Europe continentale dans les années 1820, la Russie n’a véritablement commencé son processus d’industrialisation qu’au début du XX^{ème} siècle. Ce retard industriel s’accompagne d’une absence de réelle révolution politique, contrairement à l’Europe secouée par des insurrections. Bien que certaines réformes aient été entreprises, la Russie ne connaît pas de bouleversements politiques profonds ni de changement radical, laissant le pays sous le régime autocratique des tsars. Ainsi, cette dualité singulière contribuera à façonner le contexte propice à l’émergence de mouvements sociaux et politiques plus radicaux, parmi lesquels se trouvent les mouvements populistes. Ces mouvements, ayant culminé avec l’assassinat du tsar Alexandre II en 1881, n’a fait qu’aggraver la situation en entraînant un durcissement des politiques sous le règne de son successeur, Nicolas III.

LA RUSSIE N'A PAS CONNU DE RÉVOLUTION MAJEURE AVANT CELLE DE 1917

Cependant, il est important de mentionner qu'en dépit de ces mouvements et de la poursuite de la modernisation industrielle sous Nicolas III, notamment avec l'inauguration du Transsibérien en 1891, la Russie n'a pas connu de révolution majeure avant celle de 1917. Malgré leurs aspirations à un changement radical, les mouvements populistes russes ont finalement échoué à concrétiser leurs objectifs à la fin du XIXe siècle. Les mesures répressives du gouvernement, les divisions internes au sein même des mouvements populistes et l'émergence des courants révolutionnaires plus radicaux (les Socialistes-Radicaux, en l'occurrence) ont marqué la fin du populisme comme force dominante. Certes, en 1905, le pays fut ébranlé par une soi-disant "Révolution russe", marquée par le massacre du Dimanche rouge à Saint-Petersbourg, une série de grèves et de mutineries au sein de l'armée, ainsi que la création de soviets (conseils ouvriers) dans certaines régions, mais elle n'aboutit pas à un changement systémique profond, se soldant par des réformes limitées et laissant le pouvoir tsariste pratiquement intact.

LE «MIR» AU PRIX DE L'ABNÉGATION : LE NAROD SAUVÉ ?

Pour comprendre la spécificité du populisme russe, il est indispensable de porter une attention particulière aux origines de la pensée populiste avant l'émancipation des serfs en 1861. Ces racines se trouvent dans la crise d'identité vécue par les membres de la société éduquée de la première moitié du XIXème siècle. En 1836, Piotr Tchaadaev, dans sa "Lettre philosophique", adresse une critique féroce au déracinement des Russes instruits et au caractère imitatif de leur culture, offrant ainsi une expression dramatique de cette crise identitaire. Les Russes instruits seraient des imitateurs sans racine, dépourvus de traditions héritées. Tandis que Christopher Ely (que nous nous permettons de citer maintes fois en raison de la qualité de ses travaux) porte son attention sur l'influence des slavophiles, qui soutiennent que cette crise provient de l'abandon des traditions autochtones. Les slavophiles, ces intellectuels, philosophes et nobles russes glorifiaient la vie rurale, considérant la paysannerie comme la véritable âme de la Russie. Ils célébraient le «mir», le modèle de vie communautaire équilibré et égalitaire, qu'ils considéraient comme une institution authentiquement russe, préservant les valeurs traditionnelles. Ainsi, l'admiration des slavophiles pour le communalisme paysan s'est transformée en une vision d'une société entière organisée autour d'institutions communales orthodoxes exclusivement russes. Il est donc légitime qu'Alexandre Herzen place la commune villageoise en tant que signe avant-coureur à l'avenir socialiste de la Russie.

Tout au long de son histoire, le populisme a été un mouvement d'abnégation profonde

et déterminée : les populistes considéraient la paysannerie russe, le «narod», comme une source de sagesse dont l'intelligentsia avait beaucoup à apprendre. Plaçant un grand espoir dans ce qu'ils considéraient comme la conscience communautaire de la paysannerie russe, beaucoup d'entre eux pensaient que cela les obligeait à rejeter leur propre arrière-plan culturel et à se tourner vers le narod pour obtenir les connaissances nécessaires pour soutenir une future communauté nationale. De surcroît, ils jugeaient leur propre intervention comme nécessaire pour éveiller la conscience communale de la paysannerie et orienter la commune villageoise vers le socialisme au niveau national. Le point culminant de l'activisme populiste est survenu à l'été 1874 lorsque des milliers de jeunes sont descendus à la campagne dans le but d'apprendre des gens en vivant avec eux comme enseignants, ouvriers et infirmières : ce mouvement est nommé "Aller vers le peuple". Cependant, il s'est avéré que ce peuple ne les a pas accueillis à bras ouverts. Les populistes n'ont pas réussi à naviguer à travers la réticence des paysans envers les mouvements radicaux, la répression du gouvernement qui sapait leur influence, leur déconnexion évidente avec la réalité des campagnes, l'émergence du capitalisme influençant même les plus traditionnels, et la mosaïque sociale russe, riche mais souvent discordante avec leurs idéaux. Le résultat final des grands espoirs a été un puissant sentiment de désillusion : le mouvement n'a pas conduit à sauver le narod, ni à fusionner avec eux ou d'élever leur conscience politique. En revanche, il a entraîné un changement de tactique.

ALEXANDRE HERZEN PLACE LA COMMUNE VILLAGEOISE EN TANT QUE SIGNE AVANT-COUREUR À L'AVENIR SOCIALISTE DE LA RUSSIE

Dans les années 1860, les populistes ont déjà commencé à entrer dans la clandestinité et à se livrer à des activités conspiratrices. Après avoir échoué à mobiliser le peuple directement, ils se sont tournés vers la mise en place d'un réseau clandestin. Ils ont développé de nouvelles formes d'activisme, incluant l'agitation parmi les artisans ouvriers urbains et l'organisation de manifestations de protestation. Enfin, ils ont opté pour une véritable stratégie de terreur, qui a vu émerger des actes de violence politique délibérés, marquant ainsi un tournant radical. La faction Narodnaya Volya (Volonté du peuple) en est issue, culminant avec l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881, un acte symbolisant la violence dirigée contre l'élite et marquant la fin de cette phase tumultueuse du mouvement populiste. En effet, frustrés par une absence de changement et séduits par la notoriété, ils ont cru à tort qu'ils étaient devenus une force révolutionnaire puissante. Il convient de se souvenir que certains membres des mouvements populistes russes ont été influencés par des idéologies radicales étrangères, notamment celles qui mettaient en avant l'usage de la violence politique pour provoquer un changement social. À partir du milieu du XIX^{ème} siècle, des idées anarchistes et socialistes révolutionnaires, prônant la destruction de l'État et de toute autorité, propagées par des penseurs comme Mikhaïl Bakounine et Pierre-Joseph Proudhon, se sont répandues. Imprégnés de ces idéaux, les activistes russes ont ainsi contribué

à l'essor du terrorisme politique moderne, un tournant qui redéfinit leur mouvement vers une révolution urbaine, délaissant ainsi les préoccupations initiales des paysans.

LE "NÉO-POPULISME" SOCIALISTE ET LA DÉSILLUSION RÉVOLUTIONNAIRE : UNE EXPLORATION DE LA PSYCHO-CULTURE

La montée du populisme socialiste russe s'inscrit dans une histoire vaste et complexe. En explorant les thèmes populistes présents dans la culture russe, notamment dans la littérature, l'art et la musique, nous découvrons les désillusions, les regrets et les réorientations de nombreux populistes après l'effondrement de leurs idéaux paysans. Au XX^{ème} siècle, ce mouvement connaît un renouveau avec l'émergence du Parti socialiste révolutionnaire, incarnant un "néo-populisme".

De nombreux écrivains et artistes russes ont tenté de trouver dans le *narod* une caractéristique capable de redresser et de reconstituer l'ensemble de la société russe. Fiodor Dostoïevski, bien que son nationalisme orthodoxe diffère du socialisme des populistes, partageait avec ces derniers l'idée que le *narod* portait en lui les ingrédients d'une transformation révolutionnaire permettant à la Russie de retrouver une voie distincte, opposée à une Europe égarée par la modernité capitaliste, une voie complètement décadente. Dans "Les Démons" (1872), Dostoïevski critique vivement les idéologies occidentales, en particulier celles du socialisme radical et du nihilisme, qui étaient en vogue en Russie à l'époque. Il met en scène un groupe de personnages, dont certains sont inspirés par des figures réelles du mouvement révolutionnaire russe, pour explorer les conséquences destructrices de ces idéologies sur la société russe. Dostoïevski envisageait un retour aux valeurs traditionnelles et à la spiritualité russe incarnées par le *narod*, plutôt que l'imitation aveugle des idées occidentales. Dans le personnage de Stavroguine, Dostoïevski explore les contradictions de l'intellectuel révolutionnaire, partagé entre ses idéaux révolutionnaires et la réalité de ses actions destructrices. Parallèlement, Léon Tolstoï s'est tourné vers la paysannerie pour trouver des modèles, mais des modèles de salut individuel plutôt que collectif. Dans "Guerre et paix" (1869), Platon Karataev est présenté comme une idéalisation de tout ce qui était russe. Karataev représente une incarnation de l'âme russe pure en raison de sa simplicité, de sa sagesse populaire, de son acceptation de la mort, de son patriotisme et de son impact positif sur les autres personnages, surtout Pierre Bezukhov. Tolstoï utilise ce personnage pour exprimer ses propres idées sur la nature de la vie, de la mort et de la spiritualité, tout en célébrant les qualités qu'il associe à l'essence même de la Russie. Karataev possède selon lui une sorte de sagesse qui a été formée par l'élite. Tolstoï lui-même a conclu que les classes instruites vivaient des vies dénuées de sens, et au cours des trois dernières décennies de sa vie, il a tenté courageusement, sinon toujours avec succès, de mener

une vie chrétienne simple inspirée par son image du narod.

DOSTOÏEVSKI CRITIQUE VIVEMENT LES IDÉOLOGIES OCCIDENTALES, EN PARTICULIER CELLES DU SOCIALISME RADICAL ET DU NIHILISME

En fin de compte, même les tentatives les plus ambitieuses de dépasser cette idéalisation superficielle de la commune, qui comprenaient notamment une tentative de former une nouvelle génération de “paysans éduqués” par la création d’une commune modèle, se sont soldées par une déception. Prenons l’exemple de la commune de Polievskaïa (1881-1882), fondée par des intellectuels populistes dans le but de créer une communauté agricole utopique. Malgré leurs efforts pour mettre en place des pratiques agricoles modernes et une éducation progressiste, la commune a rapidement rencontré des difficultés économiques et sociales. De nouveau, les tensions entre les intellectuels et les paysans à côté du manque de soutien du gouvernement ont finalement conduit à sa dissolution. La commune de Sébastopol (1905-1907), établie après la Révolution russe de 1905, plus grande et plus diversifiée que Polievskaïa, a connu un succès initial mais a finalement succombé aux mêmes défis. Enfin, le XXème siècle a vu l’ascension ainsi que la chute du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), considéré comme une nouvelle forme de populisme en raison de son héritage idéologique similaire aux populistes “initiaux”.

MAIS RESTE-T-IL QUELQUE CHOSE DE SES RÊVES D'UNE RUSSIE TRANSFORMÉE PAR LE POUVOIR DU PEUPLE ?

La force durable du populisme russe : au-delà du simple leadership. Au vu de ce qui précède, il est possible d’affirmer que le populisme est un phénomène qui, dans le cas de la Russie, dépasse largement le cadre du leadership. Enraciné profondément dans les traditions et l’esprit du peuple russe, il trouve ses origines dans les solidarités paysannes du XIXème siècle, que ni l’État tsariste ni les bolcheviques n’ont réussi à totalement éradiquer sans recourir à la “grande artillerie” de la collectivisation massive des terres. Plus tard, si Vladimir Poutine a su habilement user des sentiments populistes pour se maintenir au pouvoir, il est important de reconnaître que ces sentiments sont enracinés dans une histoire et une culture plus larges. La population russe démontre ainsi une aptitude naturelle à l’auto-organisation, à l’auto-mobilisation et à l’élaboration d’un discours égalitaire antagoniste envers les élites, nourrie de siècles d’autocratie tsariste et de l’expérience soviétique. La société russe bénéficie d’une forte tradition communautaire et d’entraide. Les slavophiles ont été à l’origine de nombreuses idées essentielles au populisme mature, mais dans

le cœur de leur pensée se trouve le concept crucial de la «sobornost», moteur de leur idéologie, représentant une forme de solidarité spirituelle et communautaire destinée à guider la société russe. Cette notion se distingue nettement de l'individualisme occidental et a exercé une influence profonde sur l'évolution du populisme russe. La sobornost, ancrée profondément dans la tradition orthodoxe russe, ne se cantonne pas aux périodes anciennes de la Russie, mais résonne également à travers les époques modernes. Dans le paysage contemporain, la sobornost reste une force motrice qui inspire l'unité et la solidarité collective et pousse la capacité du peuple russe à s'auto-organiser face aux défis posés par l'élite politique et économique. Par conséquent, le populisme russe ne peut donc être réduit à la simple stratégie politique d'un individu. Il est ancré dans des réalités sociales, historiques, et psycho-culturelles plus profondes.

LA POPULATION RUSSE DÉMONTRE AINSI UNE APTITUDE NATURELLE À L'AUTO-ORGANISATION, À L'AUTO-MOBILISATION ET À L'ÉLABORATION D'UN DISCOURS ÉGALITAIRE ANTAGONISTE ENVERS LES ÉLITES

En Russie, au cours des dernières décennies, une tendance populiste de droite s'est manifestée de manière de plus en plus prégnante. Cette tendance a favorisé l'émergence d'une sorte de "symphonie" sans précédent entre le pouvoir, les élites et la population, façonnant un nouveau "consensus néoconservateur". Celui-ci repose sur le soutien à long terme du gouvernement, l'adhésion des cercles d'élite et bureaucratiques, une mobilisation efficace incluant la propagande et les orientations protectrices des classes moyennes, ainsi que les tendances d'opinion dominantes au sein de la masse. Cette évolution reflète une montée du conservatisme dans la culture russe, accompagnée d'un intérêt croissant pour son histoire. Elle met l'accent sur la géopolitique et le darwinisme social, promouvant l'idée d'une certaine renaissance morale nationale et d'un patriotisme à la fois nationaliste et anti-occidental. La religion, en particulier l'Orthodoxie, occupe une position centrale, avec l'expansion de l'Église orthodoxe russe (ROC) dans l'espace public, soutenue par l'État, et influençant les débats sociaux et politiques majeurs. Cette dynamique inclut également une valorisation des valeurs morales traditionnelles, particulièrement en ce qui concerne la moralité familiale et sexuelle, et une résistance à l'individualisation. L'interprétation de l'histoire nationale se fait dans une perspective globale, orientée par les intérêts nationaux, notamment avec une volonté de purger la langue russe des emprunts étrangers. Enfin, cette orientation rejette la modernisation

L'AUTEUR

Pauline Jamin

Franco-russe ayant grandi en Pologne, a obtenu une licence en droit et science politique à l'Université Paris Panthéon-Assas et a étudié au Japon à Sophia University de Tokyo. Elle est actuellement en master de relations internationales à l'INALCO et membre du comité rédactionnel de la revue Disruption

sous la forme d'une européanisation perçue comme hypocrite, en remettant en question des valeurs telles que la tolérance, les droits de l'homme et la protection des minorités.

En substance, le populisme russe ne se cantonne pas à une simple stratégie politique ; c'est un phénomène intrinsèquement lié à la dynamique mouvante et complexe de la société russe. Il vibre au cœur du tissu social, de l'histoire vivante et de l'âme culturelle de la nation.



* * *

Comment le néolibéralisme fait le lit

du popu-

lisme ?



Entretien avec Jack Rasmus

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE NÉOLIBÉRAL INSTITUÉ DEPUIS QUATRE DÉCENNIES DANS LE MONDE OCCIDENTAL PRÉSENTE DES SIGNES DE FAIBLESSE QUANT À SA CAPACITÉ À MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE ET À ATTEINDRE SES OBJECTIFS EN ACTIONNANT LES LEVIERS DES POLITIQUES BUDGÉTAIRES, COMMERCIALES ET MONÉTAIRES À TEL POINT QUE LE LEVIER MILITAIRE SEMBLE ÊTRE LE SEUL QUI LUI PERMETTE DE RÉSOUDRE SES CONTRADICTIONS INTERNES. C'EST DANS CE CONTEXTE QUE LA QUESTION DE LA MOBILISATION DES POPULATIONS ET DES JEUNES GÉNÉRATIONS SE POSE POUR PROPOSER UNE SOLUTION POLITIQUE PAR LE HAUT QUI FASSE VOLER EN ÉCLAT UN SYSTÈME ÉLECTORAL BLOQUÉ.

GAUTHIER GRASLIN : Monsieur Rasmus, merci beaucoup de nous avoir accordé cette interview pour la revue «Dysruption». Nous avons eu un entretien en 2015 pour parler de la façon dont le néolibéralisme créait en fait une fragilité systémique. Aujourd'hui, nous allons aborder votre nouveau livre, écrit avant le Covid et publié en 2020 : «Le fléau du néolibéralisme». Il s'agit d'une histoire sur le fonctionnement du néolibéralisme. Nous avons pensé que c'était le bon moment de nous entretenir avec vous à propos de ce livre et des derniers développements. Fiona mènera la première partie de l'interview où nous chercherons à définir le néolibéralisme et son fonctionnement jusqu'en 2020.

JACK RASMUS : J'aimerais ajouter qu'avant mon livre de 2020, «Le fléau du néolibéralisme» auquel vous faites référence, j'ai publié en 2017 un livre lié à ces sujets intitulé «Les banquiers centraux et la fin de leurs espoirs» qui établit les liens entre néolibéralisme et politique monétaire. Je publierai prochainement un livre intitulé «L'économie virale et ses conséquences». L'analyse continue, je dirais.

GAUTHIER GRASLIN : C'est un travail en cours.

JACK RASMUS : Exactement. D'ici la fin de l'année 2023, je ferai une mise à jour à propos de la manière dont les politiques de Biden s'intègrent dans cette restructuration néolibérale, et sur la manière dont ses politiques, et ce qui se passe depuis 2020, représentent une nouvelle détérioration de la restructuration néolibérale. S'agit-il d'une restauration ou d'une restructuration ? Tout cela est un travail en cours en ce moment. Nous pouvons parler de la façon dont les politiques de Biden s'inscrivent dans cette restructuration, même si le livre s'est terminé en 2019 en analysant seulement les trois premières années de la présidence de Trump. La pandémie et le Covid représentent une sorte de rupture et un défi à la restructuration néolibérale à certains égards.

Cette restructuration est en panne, et bien sûr, les sanctions dues à la guerre en Ukraine ont accéléré les contradictions. La pandémie a accéléré les contradictions du néolibéralisme, en particulier dans les changements forcés sur les marchés du travail, sur les marchés des produits, puis sur les marchés financiers. De plus, il y a eu les sanctions économiques à cause de la guerre en Ukraine et des changements géopolitiques, qui sont en fait des bouleversements de politiques commerciales néolibérales et des politiques extérieures sur le dollar. La pandémie, bien sûr, est liée aux sanctions liées à la guerre, mais ensemble, elles lancent un défi plus sérieux à la restructuration néolibérale.

FIONA : Pouvons-nous pour commencer aborder le néo-libéralisme en tant qu'idée ?

JACK RASMUS : Je pense que vous parlez de comment le néolibéralisme est une idée et comment il s'agit d'un ensemble de politiques, et d'une certaine manière une restructuration de l'économie américaine et mondiale. Si vous regardez l'économie américaine et l'impérialisme américain, ils ont subi périodiquement ces restructurations majeures. Au début du XXème siècle, les États-Unis ont utilisé la Première Guerre mondiale pour tenter de

renforcer leur position dans l'économie capitaliste mondiale et l'impérialisme mondial. Les États-Unis entrèrent, par la suite, comme une sorte d'égal à égal avec l'impérialisme britannique et le capitalisme britannique. Vous pouvez le voir par l'intermédiaire de leurs monnaies dans les années 1920. Ensuite, nous avons une autre restructuration majeure, qui se produit après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le capitalisme et l'impérialisme britanniques s'estompent, tout comme l'autre capitalisme et l'impérialisme français, plus faible celui-ci. Le dollar et les États-Unis deviennent dominants et jouent désormais un rôle hégémonique dans l'économie mondiale.

LE CAPITALISME AMÉRICAIN N'A CESSÉ DE MONTER EN PUISSANCE DANS LE MONDE JUSTE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE JUSQU'À UNE DOMINATION APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Dans le même temps, une autre série de changements de politique s'est produite aux États-Unis pour s'adapter au nouveau rôle impérial des États-Unis par la création du FMI, de la Banque mondiale, etc. On parlait à l'époque de créer un équivalent de l'Organisation mondiale du commerce, mais les États-Unis ont mis un frein à cela. Encore une fois, les États-Unis ont pensé que nous sommes dans une économie mondialisée qui est sortie renforcée de la Seconde Guerre mondiale si bien que les États-Unis n'avaient pas besoin de négocier quoi que ce soit avec les Européens ou avec qui que ce soit d'autre. Ainsi, l'Organisation mondiale du commerce a été conçue pour accompagner la banque mondiale et le FMI (qui n'ont jamais vraiment été créés aux États-Unis avec le nouvel ensemble de politiques qui s'est vraiment restructuré de lui-même) pour maintenir désormais un rôle hégémonique total des États-Unis dans l'économie mondialisée, à l'exception des pays qui faisaient encore partie du bloc soviétique, qui étaient en quelque sorte autarciques car ils étaient d'une certaine manière isolés du reste de l'économie mondiale à l'époque.

FIONA : Mais que signifient ces changements dans l'équilibre des politiques pour permettre le capitalisme ?

JACK RASMUS : Le capitalisme américain n'a cessé de monter en puissance dans le monde juste après la Première Guerre mondiale jusqu'à une domination après la Seconde Guerre mondiale. C'est vrai si vous considérez un ensemble de 4 politiques : la politique industrielle, la politique monétaire, la politique budgétaire et ce que vous pourriez appeler la politique extérieure. Celles-ci renvoient au commerce, aux biens et aux services, aux flux de capitaux et aux éléments liés aux déficits commerciaux et à la valeur de la monnaie, le dollar (qui devient la monnaie mondiale après la Seconde Guerre mondiale). Avant la Première Guerre mondiale, il partageait ce rôle mondial avec l'or et la livre sterling, mais sa domination devint sans partage après la Seconde Guerre mondiale. Si vous regardez ces 4 politiques pendant la Seconde Guerre mondiale, elles ont été restructurées par les

États-Unis pour permettre d'augmenter leur rôle dans l'économie capitaliste mondialisée. Ces politiques ont été conçues pour réprimer toute opposition nationale qui se formait. Il y avait beaucoup de mouvements progressistes avant la Première Guerre mondiale, les syndicats se renforçaient, mais juste après celle-ci, le gouvernement a vraiment éliminé toute opposition nationale tout en assumant le rôle de gendarme dans le monde capitaliste. Ainsi, vous devez penser à ces 4 domaines politiques et à la façon dont ils sont mélangés et comment ils sont liés les uns aux autres comme une sorte de moyen d'établir une hégémonie à la fois au niveau national et mondial. C'est la clé. Cette restructuration est vraiment de l'impérialisme à l'étranger et un contrôle de classe à l'intérieur.

FIONA : Comment en est-on venu à l'appeler néolibéral ?

JACK RASMUS : C'est une chose intéressante. Il faut comprendre que le terme néolibéral est vraiment apparu juste après la Seconde Guerre mondiale parmi les universitaires et les intellectuels, en particulier ce que nous appellerons les libertaires et l'école autrichienne, parce que tout l'accent est mis sur l'idée qu'être néolibéral signifiait être favorable à la déréglementation, aux libres marchés, au capitalisme compétitif. Ainsi, le libéralisme dans un sens intellectuel historique signifie des marchés libres, une intervention gouvernementale minimale. Bien sûr, ces intellectuels qui sont plus à droite voulaient vraiment que cela se produise dans l'économie d'Après-guerre parce que pendant la Dépression et la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de réglementations avaient été établies. Ainsi, toute cette idée néolibérale a été initialement conçue par des intellectuels pour déréglementer l'économie après la Seconde Guerre mondiale. Cette idée de néolibéralisme n'a jamais eu beaucoup de succès jusqu'aux années 1970, lorsque nous avons vu l'effondrement, du fait de la crise économique, de cet ensemble de politiques issues de la Seconde Guerre mondiale et qui avaient très bien servi les intérêts américains. Le monde change, l'économie change, le capitalisme évolue, il change, et ces 4 politiques après la Seconde Guerre mondiale ne fonctionnaient plus très bien. Dans les années 1970, l'économie mondiale était en difficulté dans de nombreux endroits, en particulier dans les économies occidentales. De ceci, découla une série de nouvelles politiques à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Au Royaume-Uni, cela s'appelait Thatchérisme et aux États-Unis, Reaganomics. C'était vraiment cette restructuration néolibérale, la troisième restructuration. Nous avons continué à appeler cette restructuration néolibéralisme alors que le terme était en réalité impropre en soit car il n'y a pas grand-chose de libéral là-dedans. Certains intellectuels de Gauche ont relevé cette contradiction. Pourquoi l'appellent-ils néolibéral ? Probablement parce qu'une partie de la restructuration néolibérale a à voir avec la déréglementation, de sorte que le sens initial du terme a été repris, mais la restructuration est bien plus que la déréglementation. Ce n'est qu'une petite partie de ce que j'appelle la politique industrielle.

Rappelez-vous que nous avons discuté des 4 domaines politiques, la politique industrielle, la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique commerciale du dollar extérieur, n'est-ce pas ? Vous obtenez la déréglementation dans le cadre du national et mondial. Les intellectuels ne voient que cette déréglementation, qui n'est vraiment pas la partie

la plus importante. La clé est que toutes ces politiques déréglementations sont liées et il est essentiel d'observer comment elles sont pensées les unes par rapport aux autres dans le but d'atténuer et de vaincre l'opposition nationale, en particulier les syndicats, avant de vaincre par la suite vos autres concurrents capitalistes. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'Europe se renforçait mais surtout, le Japon était une menace. Ainsi, la restructuration néolibérale du point de vue du commerce était liée avec la façon dont le capitaliste américain battait, apprivoisait et mettait à leur place le capitalisme japonais et le capitalisme européen. Ils l'ont fait dans les années 1980, nous l'avons vu dans la première phase de la restructuration néolibérale que nous appelons Reaganomics. Nous l'avons vu en 1985 avec l'Accord du Plaza où les États-Unis ont forcé les Japonais à cesser de rivaliser, avec véhémence, dans le domaine industriel, manufacturier entre autres. Comme les États-Unis étaient battus dans ces domaines, ils ont forcé les Japonais à investir davantage dans les marchés des actifs financiers. Ce qui est arrivé à l'accord du Plaza en 1985 a été immédiatement suivi par l'accord du Louvre en France pour les économies européennes, qui n'était pas aussi strict que l'accord du Plaza, car le Japon était une plus grande menace. C'était l'intervention néolibérale en matière de politique commerciale.

NOUS AVONS CONTINUÉ À APPELER CETTE RESTRUCTURATION NÉOLIBÉRALISME ALORS QUE LE TERME ÉTAIT EN RÉALITÉ IMPROPRE EN SOIT CAR IL N'Y A PAS GRAND-CHOSE DE LIBÉRAL LÀ-DEDANS

FIONA : Du côté industriel, comment fonctionna la restructuration néolibérale sous Reagan?

JACK RASMUS : Il s'agissait de briser, d'apprivoiser les syndicats de bien des façons et d'assurer la compression des salaires ; il y a eu plusieurs politiques qui ont mené à la compression des salaires. Il y a eu la déréglementation de certaines industries : l'industrie du transport aérien, l'industrie des communications, l'industrie du camionnage. Les entreprises étant désormais déréglementées, elles ne pouvaient plus augmenter leurs prix comme elles avaient l'habitude et répercuter les augmentations de salaires pendant une crise. Ainsi, les politiques ont utilisé les entreprises pour attaquer les syndicats et faire baisser les salaires et ils ont permis à davantage d'entreprises de se faire concurrence. L'industrie du transport aérien en est un bon exemple. Il y avait certains contrôles de prix sur les compagnies aériennes et sur ce qu'elles pouvaient facturer. Une fois la déréglementation arrivée à son terme, il y eut une sorte de guerre de concurrence entre les compagnies aériennes. Comme beaucoup d'entre elles n'étaient pas rentables, elles firent baisser les salaires parce que leurs bénéfices étaient plus faibles. C'était la déréglementation. Nous sommes également arrivés à la déréglementation de la finance : nous avons eu les déréglementations de l'épargne et des prêts qui ont conduit à une crise de l'épargne et de la gestion. Nous avons eu des déréglementations dans d'autres domaines de la finance, ce qui a permis aux entreprises de commencer à s'agripper les unes les autres en opérant des scissions, et en

volant les pensions des retraités. Il y a eu des changements dans les pensions elles-mêmes, en passant de régimes de retraite à prestations définies classiques, où les travailleurs étaient garantis de leurs revenus futurs, à des systèmes de pension plus volatiles qui imposaient une responsabilité plus limitée aux entreprises et la mettait sur le dos des travailleurs. Au final, ces derniers recevaient des retraites plus modestes. Nous avons eu, aussi, le début de la main-d'œuvre précaire ; beaucoup plus de travailleurs à temps partiel volontaires ont commencé à apparaître dans les années 1980. Il y a eu une déréglementation des flux mondiaux de capitaux monétaires. La conséquence en fut la délocalisation qui fait partie aussi de la politique fiscale. Les taxes ont été éliminées ou modifiées pour que les entreprises déménagent à l'étranger. Ils ont bénéficié d'allègements fiscaux pour ce faire. Le crédit d'impôt à l'investissement et d'autres modifications de l'amortissement, les réductions d'impôt massives pour les entreprises en sont un exemple : une réduction d'impôt de 752 milliards de dollars sous Reagan a été adoptée en grande partie en 1981 et 1982. Sous Reagan, la politique monétaire du néolibéralisme a également changé. L'idée même des néolibéraux est de maintenir les taux d'intérêt chroniquement bas, mais ils l'ont augmenté sous la présidence de la banque centrale de Paul Adolph Volcker. Il a relevé les taux d'intérêt à 18% pour éponger sur le dos des consommateurs et de la classe ouvrière l'inflation qui était en réalité un problème de l'offre. C'est une caractéristique d'une politique néolibérale d'augmenter les taux d'intérêt. Cela a pour effet d'étouffer la demande, même si la demande n'est peut-être pas le problème, et de provoquer une récession.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, c'est quelque chose qui me frappe vraiment dans votre livre. Il s'agit de le dire un peu crûment. Le néolibéralisme est une question de pouvoir dans cet impérialisme américain. Il s'agit d'écraser les gens comme vous le dites, et j'ai l'impression qu'ils utilisent le terme de libéralisme, parce que le libéralisme est un terme qui a une histoire positive. Quand vous voyez maintenant, ils parlent de réforme, ils parlent de progrès, comment pouvez-vous être contre les réformes ou le progrès ? C'est très dur d'être contre. En lisant votre livre, au début des années 80, les néolibéraux étaient encore préoccupés par le fait de garder un bon visage. Par exemple, ils ont dit qu'ils voulaient lutter contre les déficits, pour avoir un budget équilibré parce que c'est l'un des principaux objectifs traditionnels de la politique libérale. Pourtant, avec le temps, cela s'estompe. Ils s'en fichent désormais, le montrent et exercent sans complexes la violence de leur politique. C'est parce qu'ils se sentent plus à l'aise. Comment expliquez-vous cela ? Pourquoi ne sont-ils plus gênés par ce qu'ils font ? Ils ne parlent même plus de la philosophie libérale !

JACK RASMUS : C'est parce qu'ils n'ont plus d'opposition nationale. Ils peuvent vraiment dire ce qu'ils veulent dire et le pouvoir de cette idéologie est encore plus fort avec les médias. Ils sont capables de dissimuler ce qu'ils veulent dire. Je ne pense pas que les libéraux ne se soient jamais vraiment souciés des déficits. Ils en parlent au moment des votes pour une élection, n'est-ce pas ? Cependant, ils ne se soucient pas vraiment de contenir les déficits dans une certaine limite. Par exemple, Reagan a augmenté les dépenses de défense et a considérablement augmenté les dépenses. Le déficit a doublé ou triplé pendant son règne. En plus de cela, il a réduit des impôts massivement, dans une fourchette de centaines de

milliards de dollars, ce qui creuse encore les déficits. Chaque année, vous créez des déficits budgétaires que vous ajoutez à votre dette nationale, n'est-ce pas ? Il faut bien comprendre, côté commerce, comment le néolibéralisme fonctionne. C'était, ce que j'appelais, le système à double déficit aux États-Unis : les États-Unis ont délibérément des déficits commerciaux ; intentionnellement, cela signifie pas par accident. Lorsqu'il y a un déficit commercial, les dollars sortent du pays. Une partie de la nature de l'impérialisme américain, qui à certains égards diffère des impérialismes précédents, est cette sortie de dollars due au déficit commercial et qui est, par la suite, recyclée aux États-Unis. Dans un système de libre-échange, les marchandises reviennent sans droits de douane. Lorsque les dollars reviennent, les pays, les investisseurs et les capitalistes, y compris les sociétés américaines offshore, que font-ils ? Ils achètent des bons du Trésor et d'autres actifs. Cela permet aux États-Unis de couvrir son déficit budgétaire car des centaines de milliards de dollars reviennent.

JE NE PENSE PAS QUE LES LIBÉRAUX NE SE SOIENT JAMAIS VRAIMENT SOUCIÉS DES DÉFICITS

C'est dans ce recyclage des dollars que s'inscrit le double déficit. Ainsi, le déficit commercial finance le déficit budgétaire aux États-Unis. Donc les capitalistes américains peuvent dépenser plus pour les guerres tout en accordant des réductions d'impôts aux entreprises et aux investisseurs. Maintenant, c'est un peu devenu incontrôlable. Depuis 2001, les États-Unis ont dépensé 7 000 milliards de dollars pour des guerres au Moyen-Orient et c'est sans compter ce qui se passe en Ukraine maintenant.

FIONA : Qu'en est-il des réductions d'impôts ?

JACK RASMUS : Les États-Unis ont accordé, depuis 2001, 15 000 milliards de dollars en réductions d'impôts, principalement aux entreprises et aux investisseurs. S'ils prévoient 15 000 milliards de dollars de réductions d'impôts et 7 000 milliards de dollars de dépenses de guerre, le déficit va exploser. Cependant, vous n'avez pas assez d'argent pour financer ces énormes déficits en permanence. Actuellement, qu'essayent-ils de faire ? Ils font ce qu'ils ont toujours essayé de faire sous le néolibéralisme de Reagan, donc couper dans les programmes de dépenses sociales pour payer une partie du déficit. Aucun des partis de l'Amérique corporatiste, que j'appelle le système de parti unique, ne changent de politique. Vous avez d'un côté une aile, les Démocrates, et l'autre côté une aile, les Républicains et ils jouent à ce jeu, ils semblent se livrer une bataille acharnée sauf sur les grands problèmes économiques sur lesquels ils s'accordent. La grande question est de savoir comment continuer à financer l'Amérique capitaliste et l'Amérique des entreprises alors que le néolibéralisme devient moins efficace : il faut être encore plus généreux que les gouvernements précédents. Ainsi, la baisse des dépenses sociales comme la hausse des dépenses de guerre font partie du néolibéralisme. Accepter les déficits en fait aussi partie néolibéralisme. Alors, quand ils disent que le budget doit être équilibré, c'est juste de l'idéologie. C'est juste de

la politique. Cette année, les seuls intérêts de la dette aux États-Unis s'élèveront à 600 milliards de dollars. Qui reçoit les 600 milliards de dollars ? Investisseurs, capitalistes, corporation. Ils ne veulent pas tuer cette poule aux œufs d'or. C'est beaucoup d'argent et beaucoup de profits.

FIONA : J'ai été vraiment surprise lorsque j'ai lu votre livre à propos de ce chiffre. Par exemple, combien le néolibéralisme a dépensé en guerre et combien il a coupé dans le budget social parce qu'il y a des débats dans les médias à ce sujet ? Lorsque vous avez la bonne lecture du problème, et c'est l'un des points les plus impressionnants de votre livre, vous comprenez comment le système est truqué. D'une manière ou d'une autre, les gens débattent de quelque chose qui n'est pas si important parce que les dés sont jetés. Je me posais la question, car dans l'introduction de votre livre, vous parlez de la façon dont David Harvey et Naomi Klein essaient de comprendre ce système. Vous avez dit qu'il manquait quelque chose. L'Occident s'est perdu à cause du mécanisme de la politique, et plus loin dans l'ouvrage, vous avez dit que cette nouvelle politique libérale est un moyen de subventionner les revenus du capital sur les bénéfices de multiples façons. Mais cette dure réalité, ce mécanisme, comment fonctionnent-ils ? Tout comme les empires coloniaux européens, il s'agissait de prendre des ressources de l'Afrique et de les donner à certaines personnes en Europe. Pour finir, pourriez-vous par exemple expliquer comment fonctionnent les réductions d'impôts pour gagner de l'argent empilé à l'étranger par une grande société américaine ? Prenez le cas des États-Unis parce que pour moi, c'était l'un des systèmes qui était le plus probant.

JACK RASMUS : Cela doit remonter à la dure période où la restructuration du néolibéralisme permet et subventionne les entreprises américaines pour se déplacer à l'étranger, et bien sûr, la conséquence de cela au niveau national fut tous les licenciements dus à la délocalisation. D'abord, les entreprises sont délocalisées, puis le secteur financier est déréglementé. Les contrôles qui existaient habituellement sur les flux de capitaux financiers mondiaux ont été éliminés ; cela faisait partie de la déréglementation des années 1980. Les réductions d'impôts incitaient les entreprises américaines à s'expatrier. Les banques se déplaçaient à l'étranger avec eux pour aider les finances à se développer à l'étranger et la présence américaine se construisait dans d'autres pays et d'autres endroits. S'il s'agissait d'entreprises américaines, elles veulent rapatrier aux États-Unis une partie de ces profits qui sont très importants pour elles. Une partie de ces bénéfices sont alors utilisés pour étendre leur réseau.

FIONA : Quel est le mécanisme pour ramener les bénéfices à la maison ?

JACK RASMUS : La première étape consiste à conserver les taux d'intérêt très bas, ce qui maintient le dollar très bas. Ces deux mouvements vont dans le même sens. Par exemple, le dollar est très bas. Une entreprise américaine opère en Argentine, où elle réalise des profits. Si le dollar est bas, cette société échangera les pesos argentins contre le dollar, très gentiment et de manière rentable. Si le dollar monte, l'entreprise aura moins de dollars à rapa-

trier. Donc, l'idée est d'avoir un dollar faible pour que ces sociétés offshore retournent autant d'argent que possible aux États-Unis.

CETTE ANNÉE, LES SEULS INTÉRÊTS DE LA DETTE AUX ÉTATS-UNIS S'ÉLÈVERONT À 600 MILLIARDS DE DOLLARS. QUI REÇOIT LES 600 MILLIARDS DE DOLLARS ? INVESTISSEURS, CAPITALISTES, CORPORATION

La deuxième étape consiste à renvoyer leurs marchandises aux États-Unis, pas seulement l'argent. Que faut-il créer pour aider les entreprises américaines à se déplacer à l'étranger et à déplacer ces biens pour les vendre à un prix plus élevé aux États-Unis ? Des accords de libre-échange ! Les accords de libre-échange comme l'ALENA concernent vraiment les flux de marchandises sans retour de droits de douane. De plus, dans un accord de libre-échange, il s'agit aussi de flux de capitaux monétaires : comment faire venir de l'argent dans ces pays pour investir, s'étendre et racheter les entreprises du pays ? Comment pouvons-nous rapatrier cet argent aux États-Unis aussi rapidement que possible ? Ensuite, vous obtenez l'imposition des sociétés offshore, des sociétés américaines, mais ces taux d'imposition ont été abaissés, et le grand changement a eu lieu sous Trump en 2018. Il y a eu une réduction d'environ 2 000 milliards de dollars d'impôts pour les sociétés américaines à l'étranger. 2 000 milliards de dollars, ce n'est pas une petite somme, ils doivent seulement payer un taux de 10 % maintenant, au lieu du taux d'imposition de 30 % auparavant. S'ils le laissaient à l'étranger, ils ne le feraient pas tous ces investissements sur des titres financiers sans avoir à payer d'impôt du tout. C'est ainsi qu'ils manipulent le système fiscal pour subventionner les entreprises. Une autre façon de le manipuler, c'est simplement de réduire les impôts, de baisser le taux d'imposition comme Trump et d'autres l'ont fait depuis Bush. Voici un chiffre qui n'est pas dans le livre parce que j'ai fait quelques estimations récemment. Depuis l'année 2015, le total des réductions d'impôts pour les sociétés américaines, et les investisseurs représentant 1 % de l'ensemble des investisseurs du pays est de 15 000 milliards de dollars. C'est une grande partie du déficit : sous George Bush, 3,8 trillions ; sous Obama, 5 500 milliards de dollars. Sous Obama, les réductions d'impôts de l'ère Bush ont été prolongées et quelques-unes ont été ajoutées. Ce grand libéral, Obama ! Il a accordé plus de réductions d'impôts aux sociétés que George Bush.

GAUTHIER GRASLIN : Et il a dit qu'il voulait arrêter. Il les a prorogés pendant 2 ans et après 2 ans, il a continué. J'ai trouvé ça tellement drôle.

JACK RASMUS : Oui, il l'a prolongé de 2 ans, puis il l'a prolongé de 10 ans. Trump a fait des baisses d'impôt de 4 500 milliards de dollars. Puis la crise du Covid est arrivée et encore plus de réductions d'impôts pour les riches et les entreprises ont été décidées sans même être utilisées. Ils se sont assis dessus ou les ont investis dans les marchés boursiers. Puis, la Réserve Fédérale a arrosé les banques et les investisseurs de 5000 milliards de dollars en

2021. 5 000 milliards de dollars censés renflouer les banques comme elles avaient dû être renflouées en 2008-2009, ce qui avait coûté environ 4 000 milliards. La dette de la Banque centrale de la Réserve fédérale était inférieure à 1 000 milliards de dollars, mais fin 2010, elle était déjà de 5 000 milliards de dollars. Un argent gratuit qui s'ajoute à la rentabilité des entreprises. Les banques n'étaient même pas en difficulté, elles n'avaient pas besoin d'être renflouées. Nous leur avons quand même jeté de l'argent. La politique budgétaire par le biais des réductions d'impôts, la politique monétaire par le biais de l'assouplissement quantitatif et des taux d'intérêt bas sont désormais une sorte de conduit, un flux, un robinet ouvert. Le financement fiscal et monétaire est une aide allouée aux grandes entreprises et aux investisseurs. Quand ces politiques prétendent stabiliser l'économie, elles ne font même pas d'effort pour tenter d'être crédibles. Si vous regardez ce qui s'est passé avec la politique monétaire, avec des réductions d'impôts de 4 ou 5 trillions de dollars sous Obama, l'économie a récupéré environ 60 % du précédent sommet pour sortir de la récession. Il n'a jamais été à nouveau complètement atteint. De plus, Obama a donné 5 000 milliards de dollars. Cela n'a pas agi comme stimulus. Les taux d'intérêt bas ne stimulent plus autant l'économie réelle. Pourquoi ? Parce que la majeure partie de l'argent va soit à l'étranger, soit sur les marchés des actifs financiers. Il ne s'agit plus d'investissements réels. Ainsi, la FED n'est que le conduit d'un flux d'argent gratuit. Bien sûr, en ce moment ils essayent d'augmenter les taux d'intérêt, parce que la dette est si importante, mais cela n'a pas beaucoup d'effet sur l'inflation. Donc, c'est inefficace pour stimuler l'économie et c'est inefficace d'essayer de ralentir l'économie. Ça ne marche plus très bien.

GAUTHIER GRASLIN : C'est très impressionnant que ce conduit, ce flux, semble s'accélérer pour aller toujours plus loin et vous ne savez pas si c'est juste parce que les néolibéraux voient la fin et qu'ils paniquent ou s'ils essaient de trouver une autre solution.

FIONA : Certaines personnes ont décrit le programme *Make America Great Again* de Trump comme une rupture avec le néolibéralisme. Que pensez-vous de cela ? Pensez-vous que c'est vrai ? On parlait de tarifs douaniers, il y avait des guerres commerciales. Beaucoup de gens qui ont voté pour lui pensaient qu'il voulait faire une pause avec le libéralisme.

JACK RASMUS : Alors, regardons la présidence de Trump pour répondre à votre question en étudiant ces 4 domaines qui traitent de la politique libérale, voulez-vous ? Lorsque Trump est entré en fonction, la banque centrale a commencé à augmenter les taux d'intérêt, mais il a forcé la Réserve Fédérale à les baisser à nouveau. C'est très néolibéral, n'est-ce pas ? Et il a réussi. Il comptait les intimider en 2018 pour les forcer à baisser les taux d'intérêt. C'était très néolibéral. La politique budgétaire et les dépenses de guerre ont continué d'augmenter sous Trump. Cela faisait partie intégrante du néolibéralisme. Qu'en est-il des dépenses de programmes sociaux ? Trump a conclu un accord avec les démocrates : permettez-moi d'augmenter les dépenses de guerre et je ne réduirai pas les dépenses sociales. Il a augmenté lentement les dépenses sociales tout en accélérant sur les dépenses dans le domaine militaire, donc c'était encore une fois très néolibéral. Ordinairement, le néolibéralisme signifie des coupes dans les dépenses intérieures. Cependant, cette fois, Trump et

son administration ont convenu de les maintenir stables pour faire passer la pilule à un Congrès divisé. Les déficits ont augmenté sous Trump, passant de 17 000 milliards à 22 000 milliards. Soit dit en passant, sous Bush, le déficit de la dette nationale en 2000 était d'environ 4 000 milliards de dollars. Lorsque Bush a quitté ses fonctions, c'était 8 000 milliards. Quand Obama a quitté ses fonctions, c'était 17 000 milliards. Lorsque Trump a quitté ses fonctions, c'était 22 000 milliards, et maintenant, bien sûr, c'est 31 000 milliards.

FIONA : Pensez-vous qu'il a juste sécurisé les politiques néolibérales, ou a-t-il simplement renforcé les contradictions internes ?

JACK RASMUS : Il a fait les deux. Je dirais qu'il a renforcé et en même temps il a maintenu les politiques néolibérales. Il a préservé la politique volontariste et la politique fiscale mais Trump s'est effondré en termes de néolibéralisme, dans le domaine de la politique commerciale. Ce fut un échec total. Si vous vous souvenez, en mars 2018, Trump a lancé la guerre commerciale avec la Chine, puis il a pris certaines mesures contre l'Europe et d'autres pays plus faibles, juste quelques mesures sur l'acier et l'aluminium et des choses comme ça. Cependant, la vraie guerre était avec la Chine. La guerre commerciale n'était que le masque de la guerre technologique. Avant mars 2018, l'administration américaine du commerce a publié un rapport indiquant que la Chine était une menace technologique future pour les États-Unis, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité et d'autres domaines technologiques clés liés au militaire. Puis en mars 2018, Trump s'en prit à la Chine ; c'était le début de la guerre commerciale. Maintenant, si vous regardez cette guerre commerciale dans le détail, il y avait d'autres problèmes qui y étaient liés, avec par exemple les banques américaines qui voulaient une présence à hauteur de 51 % en Chine. De l'autre côté, la Chine voulait exporter plus de produits agricoles : ces 3 choses étaient liées. Mais il s'est apparu que la Chine n'hésiterait pas à ralentir son développement technologique si cela était nécessaire pour faire capoter cet accord avec les États-Unis.

La guerre commerciale a été un échec total : c'est une défaite du néolibéralisme. Nous en voyons les conséquences maintenant, avec la politique commerciale de Biden contre la Chine. Les États-Unis n'essayent même plus de jouer avec les terroristes comme en Afghanistan par exemple. Un embargo pur et simple sur la technologie chinoise, c'est ce qu'ils tentent de mettre en oeuvre, n'est-ce pas ? Donc, dans ces domaines que j'ai présentés tout à l'heure, les contradictions s'aggravent. Cela s'est aussi aggravé en termes de politique extérieure en ce qui concerne le rôle du dollar dans le monde. Nous assistons au début d'une tendance à la dédollarisation qui a été naturellement exacerbée par la politique de sanctions envers la Russie. L'Histoire montrera que l'administration Biden s'est lancée dans la guerre en Ukraine et les sanctions avant même de savoir si l'économie s'était remise du Covid. En fait, l'économie américaine n'avait même pas encore guéri, et l'administration Biden a embrayé sur ces sanctions qui perturbent le système de commerce mondial. Il est désormais divisé entre le système commercial du G7 et de certains alliés contre celui des Brics, de la Russie et de ses alliés. C'est très négatif pour l'hégémonie des États-Unis dans l'économie mondiale, car cela signifie que ces autres pays vont maintenant proposer leur

version du FMI, leur version de la monnaie qu'ils vont utiliser pour échanger pour leur version du système de paiement international, etc. Nous assistons à une bifurcation.

Donc, nous assistons à l'effondrement de la politique monétaire néolibérale et cela a commencé avec Trump. L'année dernière, durant la présidence de Trump en 2020, il a dû accepter de faire certaines dépenses de programmes sociaux à cause du Covid. Cela a représenté le début de l'effondrement d'une politique budgétaire. Dans certains domaines le néolibéralisme continue sous Trump, mais nous voyons dans ces 2 domaines qu'il commence à s'affaiblir. Je pourrais également évoquer le rôle du dollar qui a commencé à fléchir tandis que ce système de double déficit faiblit sous Trump en raison des réponses de la Chine à sa guerre tarifaire : elle a ralenti ses achats de bons du Trésor américain. La Chine avait l'habitude d'avoir environ 1,1 billion de bons du Trésor américain, maintenant c'est entre 900 et 800 milliards. Cela ralentit. Pourquoi acheter des bons du Trésor américain alors que les États-Unis peuvent peut-être adopter à leur encontre la politique qu'ils adoptent en ce moment contre la Russie.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN EST DIFFÉRENT DES IMPÉRIALISMES ANTÉRIEURS

GAUTHIER GRASLIN : Peut-être, y a-t-il une autre raison parce que vous voyez que les autres pays n'ont pas vraiment bronché face à la guerre tarifaire de Trump du fait de l'affaiblissement américain. Les autres pays savent qu'ils peuvent s'en tirer, comme ils le faisaient avant dans les années 80. Quand vous commencez à faiblir, il y a la tentation de la guerre.

JACK RASMUS : L'impérialisme américain est différent des impérialismes antérieurs. Avant, les impérialismes comme l'impérialisme britannique, envahissaient un pays, y laissaient une armée, en prenaient le contrôle de la bureaucratie, de l'administration et des populations. Vous saviez à peu près qui étaient les dirigeants : la Grande-Bretagne et dans une moindre mesure la France, en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Est. L'impérialisme américain est différent. Il ne s'empare pas du gouvernement local. Cela permet à des capitalistes locaux très sympathiques de prendre le pouvoir et de leur donner une grosse part du gâteau comme récompense de leur loyauté. Les États-Unis gardent des petites bases militaires dans certains cas. Il forme les populations locales militairement. Des connexions entre les États-Unis et les populations sont donc établies. Ils règnent de loin et se cantonnent au domaine économique. C'est seulement si le pays se soulève ou que des rébellions y éclatent que les États-Unis s'impliquent de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement. Ils l'avaient fait au Chili et dans des endroits comme cela par exemple. Ils n'envoient les troupes que si c'est absolument nécessaire. Ils gouvernent depuis l'étranger. Et la nature du capitalisme américain est de s'associer avec les capitalistes locaux. Les États-Unis prennent la plus grosse part du gâteau, mais ils leur en laissent une part conséquente. Tous les gains sont rapatriés aux États-Unis. N'oublions pas qu'ils ont ce parapluie de 900 bases dans le monde au cas où ils auraient besoin d'intervenir de différentes manières ; ils

mettent en scène leur intervention.

C'est la nature des capitaux américains. Ils gouvernent réellement avec le dollar, avec le système de paiement international, avec le FMI et la Banque mondiale. Dans le passé, les États-Unis n'avaient qu'à réprimer durement un pays lorsqu'il commençait à sortir du rang, et il se rentrait rapidement dans le rang. Maintenant, ça ne marche plus et c'est pourquoi ils reviennent désormais à des moyens militaires plus directs. L'URSS s'est effondrée en 1990 et lorsque la Chine ressemblait à un endroit idéal pour investir pour les États-Unis, il n'y avait personne pour les arrêter. Ils ont à peu près tout réussi dans les années 1990, tout ce qu'ils voulaient faire, quand il voulurent le faire. Cependant, au XXI^e siècle, la situation de la Chine s'est améliorée, la Russie s'est rétablie et les Brics sont maintenant une organisation puissante. Donc, cela devient plus difficile. Les États-Unis ne peuvent tout simplement plus regarder durement un pays qui tentait de s'émanciper, le Venezuela par exemple, pour intimider et faire peur. Cela va empirer pour les États-Unis, car de nombreux pays émergents vont maintenant se tourner vers les Brics et d'autres alternatives ou se contenter de jouer les deux côtés en adoptant une position médiane : les États-Unis contre la Chine et ses alliés. Ils tenteront ainsi d'obtenir le plus d'avantages possibles en jouant sur les rivalités des deux blocs. Ce n'est plus l'hégémonie totale. Le côté commercial du néolibéralisme s'effondre tout comme le côté guerre qui devient si onéreux, surtout dans un contexte de baisses d'impôts massives. Ils obtiennent ces énormes déficits qu'ils ne peuvent plus financer avec l'argent qui revient et l'achat de bons du Trésor. Ce sont donc des domaines qui sont des indicateurs des contradictions du néolibéralisme. Durant la présidence de Trump, plus de contradictions sont observées, mais il y a une continuation. Il y a les deux.

GAUTHIER GRASLIN : Il en allait de même du nouveau conservatisme visant à mener une guerre technologique à partir de la guerre commerciale contre la Chine, qui devait prévaloir compte tenu des politiques de guerre néolibérales.

JACK RASMUS : Qu'entend-on par cela -prévaut ? Que la Chine capitulera devant les États-Unis ? Que les États-Unis tentent d'isoler la Chine technologiquement ? Je ne pense pas. Si vous regardez tous les brevets technologiques rédigés dans le monde au cours de la dernière décennie, environ 90% d'entre eux viennent des États-Unis et de la Chine à parts égales. Le reste du monde représente les 10 % restants. La guerre technologique est une guerre entre 2 pays. Je pense que la Chine est suffisamment avancée dans le développement technologique pour pouvoir survivre à l'embargo des États-Unis. L'embargo des États-Unis est plus une tentative de s'assurer que ses alliés aussi proches qu'ils le soient continuent de faire partie de leur camp. C'est un sous-ensemble de l'empire mondial. Je veux dire, c'est pourquoi ça tire en Corée et au Japon et à d'autres endroits, vous savez, dans le G7 et ainsi de suite. Il s'agit en quelque sorte de faire le tour des wagons alors que ce grand conflit avec la Chine, qu'il soit militaire ou non, se prépare. C'est la grande menace. S'en prendre à la Russie pour défendre l'Ukraine n'est qu'une tentative de neutraliser la Russie dans tout ce processus. En fait, la RAND Corporation en 2016 et en 2020 a publié un rapport

indiquant que la Chine est la principale menace. Cependant, si vous visez la Chine, la Russie doit être neutralisée en premier. Et on le voit, bien sûr. Lorsque Biden entre en fonction, dans les 6 mois, il retire l'armée d'Afghanistan. Maintenant, il est en Ukraine, et c'est la prochaine guerre, n'est-ce pas ? Il s'agit d'une guerre par proxy.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, mais il y a quelque chose qui est très énervant et inquiétant parce qu'en fait, lorsque vous mettez le néolibéralisme à nu, vous trouvez la guerre. Biden est enclin à faire la guerre, à se battre. La guerre ukrainienne ne fonctionne pas vraiment bien pour les Occidentaux, elle pourrait donner l'impulsion d'aller plus loin plutôt que de reculer, car la Russie a juste réussi à tenir bon. Cela montre, comme vous l'avez dit, à tous les alliés, qu'il existe une autre voie. Pensez-vous que la tendance à faire la guerre sera renforcée par les événements en Ukraine ?

L'ESCALADE SE POURSUIT PAS À PAS ET RESSEMBLE PRESQUE À L'EUROPE DE 1914 À CERTAINS ÉGARDS

JACK RASMUS : Au XXI^{ème} siècle, les États-Unis sont devenus militairement plus agressifs. C'est un signe qu'ils ne sont plus en mesure de se débrouiller avec l'ancienne méthode utilisée en particulier dans les années 1990. La génération actuelle d'hommes politiques américains viennent, pour beaucoup d'entre eux, des années 90 et 80 lorsque les États-Unis faisaient ce qu'ils voulaient quand et où ils voulaient. Maintenant, ils sont mis au défi et ils réagissent avec force à ce défi parce que l'ancienne méthode ne fonctionne tout simplement plus. Cela ne fonctionne plus parce que les États-Unis ne sont plus le seul gorille dans la tribu. C'est ce débat entre les règles du monde que les États-Unis mettent en place et la multipolarité dont parlent la Russie et la Chine. C'est juste une façon d'exprimer ce nouveau conflit. Oui, il est très risqué de voir l'intensification des moyens militaires en Ukraine. L'escalade se poursuit pas à pas et ressemble presque à l'Europe de 1914 à certains égards. Ils pourraient commettre une erreur de calcul très facilement et cela pourrait déboucher sur un conflit terrible, encore pire que ce qu'il est.

En ce qui concerne l'Ukraine, au XXI^{ème} siècle, les néoconservateurs dirigent la politique étrangère américaine. Depuis la fin de la présidence de Clinton, les néoconservateurs sont entrés dans le gouvernement, et ils ont concrètement formulé la politique étrangère sous George Bush, Obama et Trump. Trump a essayé de contenir cela, mais il n'a rien pu faire. Maintenant, Biden revient à l'approche de Bush et d'Obama pour tout cela. En Ukraine, les néoconservateurs américains voient une opportunité de faire ce que les États-Unis ont fait en 1979-1980 en Afghanistan contre l'Union soviétique. Ils ont attiré l'Union soviétique en Afghanistan, et cela est très clair dans les mémoires et dans les écrits du conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski. Piéger l'Union soviétique en Afghanistan était son idée, et cela commence dès juillet 1979. L'URSS est entrée en Afghanistan 6 mois plus tard et l'idée était d'armer les moudjahidines et de déstabiliser le gouvernement de Najiboua afin d'attirer l'Union soviétique pour les saigner. Je pense qu'ils ont vu une opportu-

nité de faire la même chose en Ukraine. C'est pourquoi les États-Unis ont réussi ce coup d'État en 2014, Victoria Nuland qui était la secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie a admis publiquement que les États-Unis avaient dépensé 5 millions de dollars pour annuler les élections et établir un contrôle américain en Ukraine. En un an, Victoria Nuland avait été nommée tsarine de l'économie d'Ukraine par le parlement ukrainien. L'Ukraine a même suspendu ses propres règles interdisant aux étrangers d'occuper ce poste, et à partir de 2014, toutes ces entreprises et tous ces investisseurs américains affluèrent en Ukraine avant que les conseillers militaires et politiques leur emboîtent le pas. Nous connaissons les événements qui se sont déroulés après cela : la guerre commence dans le Donbass, nous obtenons les accords de Minsk que même l'ancienne chancelière allemande Merkel et François Hollande, l'ancien président français, ont admis qu'ils n'avaient pour fonction que de gagner du temps.

GAUTHIER GRASLIN : Oui, Hollande l'a publiquement admis à cause de cet humoriste russe à qui il a concédé lors d'une interview que c'était juste pour gagner du temps. Je pense que, peut-être, je suis trop confiant et je veux avoir ce sentiment que les gens qui contrôlent sont sous contrôle. Cependant, j'ai toujours tendance à penser que la guerre est une sorte de choix. Il y a un choix qui est fait pour la guerre et, si nous revenons à Lénine, il a dit que c'était lorsque les contradictions capitalistes étaient élevées, que l'envie de guerre était élevée.

FIONA : Passons à la deuxième partie de l'interview. Ce qui menace vraiment, c'est la question de la productivité. La productivité est un très bon exemple pour rendre visibles les contradictions capitalistes. Si le problème n'est pas réglé, cela peut mener à la guerre. Pourtant, d'un autre côté, il y a l'intelligence artificielle. Vous avez dit lors d'une autre conférence que cela apportera d'énormes gains de productivité. Alors, pensez-vous que cela pourrait être une autre façon de sauver le néolibéralisme ?

LA DÉRÉGLEMENTATION DES MARCHÉS FINANCIERS ET REND L'INVESTISSEMENT DANS LES ACTIFS FINANCIERS PLUS RENTABLE QUE L'INVESTISSEMENT DANS DES BIENS ET DES CHOSES RÉELLES

JACK RASMUS : Qu'est-ce que la productivité ? Il s'agit simplement de produire la même quantité de biens avec moins de travail, ou de produire davantage de biens avec la même quantité de travail. C'est de la productivité, n'est-ce pas ? Le néolibéralisme est la déréglementation des marchés financiers et rend l'investissement dans les actifs financiers plus rentable que l'investissement dans des biens et des choses réelles qui embauchent de vraies personnes. Les marchés d'actifs financiers ont explosé depuis 1980. Il y a beaucoup plus de marchés d'actifs financiers maintenant et ils sont tous liés technologiquement à l'échelle mondiale. Il existe une classe de spéculateurs financiers. Ils sont peut-être 2 300 000 en

tout dans le monde pour l'ensemble des secteurs capitalistes. Ils ne font rien d'autre que d'investir dans les marchés des actifs financiers. Ils se sont créés de nouveaux produits financiers, des produits dérivés de toutes sortes pour investir dans de nouveaux marchés, et pour tout ce qu'ils ont créé, l'argent afflue vers ces actifs financiers parce que c'est plus rentable. Ceci assure des profits plus rapides, des profits plus importants. Tout cet argent gratuit n'ira pas dans l'économie réelle pour investir, pour se développer, bien qu'il apparaisse sur le marché financier. Je ne dis pas qu'il n'y a plus d'investissement réel, mais le côté financier croît plus vite. Plus l'argent coule, plus l'aspect financier se développe et plus les marchés d'actifs financiers gonflent. Avec la déréglementation, de tels marchés provoquent ces instabilités financières périodiques en cas de crise. À long terme, la crise monétaire asiatique s'est produite en Europe en 2013 et maintenant le système bancaire américain est un système très instable parce qu'il y a tellement d'argent, tellement de spéculation. Personne ne contrôle réellement ce secteur du capitalisme. Donc, cela crée en conséquence beaucoup d'instabilité. Lors d'un krach financier, ceci se répercute sur l'économie réelle en provoquant une crise de l'économie réelle. À son tour, la financiarisation va de pair avec la mondialisation qui ne sont que des termes qui font partie de l'impérialisme. C'est vraiment de l'impérialisme, mais ils le cachent en utilisant ces termes idéologiques : mondialisation, financiarisation, etc.

GAUTHIER GRASLIN : On ne peut pas être contre des termes apparemment si neutres...

JACK RASMUS : L'un des problèmes que nous avons actuellement est la poursuite de cette guerre en Ukraine. Ils ont décidé d'entrer en guerre mais pas directement, pas en frontal avec la Russie. Les États-Unis aiment les guerres par procuration, par proxy. Ils ne sont pas très bons pour gagner des guerres directes si l'on regarde l'histoire, mais ils sont assez bons pour mener des guerres par procuration. En d'autres termes : cela ne les dérange pas que les autochtones se tuent. C'est la doctrine Brezinski 2.0 comme je l'appelle maintenant en Ukraine et il s'agit de saigner à nouveau la Russie. Je pense que l'OTAN et l'Occident pensaient vraiment que l'économie russe s'effondrerait, qu'une opposition surgirait et se débarrasserait de Poutine, et qu'ils pourraient dépecer le pays, comme au bon vieux temps des années 1990 lorsque les États-Unis avaient leur mot à dire en Russie. Ils veulent frapper l'économie russe. Ils ont pour objectif de les affaiblir en les forçant à s'engager dans une activité militaire à long terme et à détourner des ressources vers des sources militaires. Les États-Unis sont prêts à rester à ce niveau de combat tant qu'il y aura suffisamment de soldats ukrainiens. Je pense que c'est le plan et dans le pire des cas, les États-Unis estiment qu'ils obtiendront la moitié de l'Ukraine et que cette partie intégrera l'OTAN.

FIONA : Donc l'intelligence artificielle ne pourra pas renverser la donne en matière de productivité ?

JACK RASMUS : Il est clair que la rentabilité des entreprises américaines est en difficulté même avec toutes les subventions par le capital de l'État, que ce soit via la politique monétaire et fiscale. L'année dernière, la moitié de la productivité aux États-Unis a diminué chaque

trimestre. C'est la première fois que cela se produit aux États-Unis depuis 1948, date à laquelle ils ont commencé à tenir des registres. Ceci est important car lorsque la productivité s'effondre, que font les entreprises ? Leurs coûts unitaires de main-d'œuvre augmentent, puis ils le répercutent sur les prix : c'est l'inflation. Les entreprises gonflent les prix, ils rabattent ces coûts de production sur les prix, non pas parce que les salaires augmentent mais parce que la productivité s'effondre. La productivité est fonction des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui sont fonction des augmentations de salaire. La productivité chute, c'est un fait et je suis convaincu que l'intelligence artificielle est la réponse à cela. Qu'est-ce que l'IA vraiment ? Il s'agit de logiciels, de machines qui prennent des décisions. Si la prise de décision est simple, l'être humain est remplacé par des machines logicielles. J'insiste en ce moment sur cette question de la prise de décision simple, car cela peut éliminer des millions, des centaines de millions d'emplois. Goldman & Sachs ont publié il y a quelques semaines un rapport qui disait que l'IA éliminerait 300 millions d'emplois non seulement aux États-Unis mais dans le monde. C'est une énorme réduction des coûts. Si les coûts sont réduits, la productivité est augmentée donc la marge bénéficiaire augmente. Ainsi, cela aura un impact majeur sur la rentabilité capitaliste en réduisant massivement les coûts et les dépenses de la classe ouvrière.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EST UN RENFORCEMENT ENCORE PLUS MASSIF DE L'EXPLOITATION

Dans un premier temps, ils ont réduit les coûts de main-d'œuvre en créant des délocalisations des emplois à salaires les plus élevés et deuxièmement, en créant des emplois précaires, qui sont pour la plupart des emplois de services. C'est le précaire. Comment cela fonctionne ? Dans l'entreprise, le travailleur précaire doit fournir des coûts en capital fixe. Il doit fournir sa propre voiture, sa propre maison et ses propres fournitures. Donc, c'est une avancée sur l'exploitation. Il y a eu une augmentation de l'exploitation dans le marché du travail. L'intelligence artificielle est un renforcement encore plus massif de l'exploitation. Ainsi, le capitalisme augmente l'exploitation au fil des années en modifiant certains aspects du marché du travail. La technologie de l'intelligence artificielle joue vraiment le rôle clé maintenant, et cela se produit rapidement. De plus, quand l'intelligence artificielle aura des modes de raisonnement encore plus complexes, elle pourra se substituer à des formes de prise de décision de plus en plus complexes. Il s'agit d'éliminer la prise de décision, et il y a un grand potentiel militaire. Comment ? Permettez-moi de vous donner un exemple : le F35 US, un avion à la pointe de la technologie, possède ces capteurs à longue portée qui rassemblent toutes ces données sur les missiles ou d'autres avions venant en sens inverse. Il collecte toutes ces données et l'ordinateur les traite pour prendre la meilleure décision possible. L'IA a d'énormes implications militaires et c'est pourquoi les États-Unis s'en prennent à la Chine.

Vous savez, les États-Unis ne voulaient pas que la Chine, sous contrainte de la peur, prenne de l'avance. Maintenant, elle subit un embargo. Il y a une guerre technologique capitaliste

contre la Chine qui prend des proportions importantes. Le cœur de celle-ci, comme cela toujours été le cas depuis 5 ans maintenant, est l'IA. L'IA est donc une grande menace. Cela augmentera la productivité et la rentabilité, mais cela se fera au prix d'un chômage massif, d'une réduction des salaires, et les emplois qui résisteront seront des emplois plus simples et donc rémunérés à un taux inférieur. Oui, cela créera de nouveaux emplois, mais cela créera des emplois hautement qualifiés : si 10 000 à 20 000 data scientists seront embauchés aux États-Unis, cela éliminera toutes sortes de représentants du service client et de vendeurs. Ce sera de plus en plus le cas au cours des 6 à 7 prochaines années.

GAUTHIER GRASLIN : Donc, si je vous comprends bien, l'IA va vraiment changer la donne. Cela restructurera le capitalisme et nous irons au-delà du néolibéralisme, vers quelque chose de différent mais vers quelque chose qui pourrait être bien pire pour la classe ouvrière.

JACK RASMUS : Ce sera pire pour la classe ouvrière, que ce soit en changeant les marchés du travail ou en changeant les marchés de produits en en créant de nouveaux. Il suffit d'arriver à une restructuration totale de ces 4 domaines politiques, mais cela reste à voir. Je ne suis pas sûr de cela, mais l'IA va créer la quatrième restructuration depuis 1920. La restructuration néolibérale s'affaiblit dans certains domaines, en particulier le commerce, les dépenses sociales et le déficit, sous Biden. On voit une véritable crise qui ne s'est pas vraiment produite sous Trump. Cela a commencé à se manifester pour la partie commerce sous Trump et Obama. Le côté budgétaire était aussi touché dans une certaine mesure mais maintenant c'est encore plus flagrant. Je pense que le Covid, la guerre et les sanctions mondiales - qui sont une sorte de guerre froide, c'est une guerre économique à coup sûr - aggravent les contradictions au sein du néolibéralisme qui existaient déjà. Nous ne sommes pas encore au point où il s'est totalement effondré, mais le futur n'est pas encore tout à fait clair. Il y aura, soit plus de réglementation, soit plus de capitalisme d'entreprise en roue libre.

FIONA : Les taux d'intérêt ont augmenté pour lutter contre l'inflation. Dans le passé, avoir des taux d'intérêt bas a été un courant dominant dans la politique néolibérale. Cela montre-t-il que le système est désormais inefficace pour garantir le résultat ?

JACK RASMUS : La contradiction est qu'ils ont eu une inflation résultant du Covid, des sanctions et de l'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales, causant ainsi la hausse des prix des matières premières. Donc, vous avez cette contradiction avec cette hausse de l'inflation. C'est chronique maintenant. Ils ne peuvent pas la faire descendre en dessous de 5% malgré une augmentation très rapide des taux d'intérêt, une augmentation record des taux au cours de la dernière année. Ils ne peuvent pas descendre en dessous de 5 % ou 5,5 %. Donc, ils vont devoir augmenter davantage les taux d'intérêt s'ils veulent supprimer le reste de l'inflation. Cependant, s'ils augmentent davantage les taux d'intérêt, ils déstabilisent le système bancaire. Il s'agit donc d'une contradiction dans la contradiction, mais en ce qui concerne la politique monétaire, augmenter les taux d'intérêt pour

faire face à cette inflation fait monter la valeur du dollar. Le dollar est la monnaie hégémonique mondiale et une monnaie de réserve et l'augmentation des taux d'intérêt provoque la dévaluation des devises des autres pays, ce qui provoque des crises. Maintenant, ils essaient de ne pas augmenter les taux d'intérêt, et vous voyez que le dollar commence à baisser un peu. Ainsi, ils doivent augmenter les taux d'intérêt du dollar pour faire face à l'inflation, mais cela précipite un ensemble de problèmes liés au marché et à un excès de dollar. Dans quelle direction vont-ils aller ? C'est la question.

S'ILS ESSAIENT DE RÉSOUDRE UN PROBLÈME, ILS EN EXACERBENT UN AUTRE

Vont-ils renoncer à remonter les taux d'intérêt, maintenir un système bancaire stable et empêcher le reste du monde de tomber dans une récession vers laquelle on glisse de toute façon. Il s'agit de la contradiction majeure parce que les politiques monétaires et fiscales néolibérales ne fonctionnent plus aussi bien. Avant, ils pouvaient faire les deux, mais ce n'est plus possible. C'est en quelque sorte le signe avant-coureur que le néolibéralisme atteint une sorte de stade final ici : la politique monétaire inefficace, les politiques budgétaires de plus en plus inefficaces. S'ils essaient de résoudre un problème, ils en exacerbent un autre.

GAUTHIER GRASLIN : Ces derniers temps, nous avons vu que les Français se battaient pour sauver leur système de retraite sans succès jusqu'à présent. Pensez-vous qu'un seul pays peut résister à un programme néolibéral, ou devrait-il y avoir un effondrement général qui créera un nouvel ordre des choses ?

JACK RASMUS : C'est une bonne question. Un pays, individuellement, peut-il faire face à l'intensification du néolibéralisme ? Le phénomène que vous mentionnez a-t-il uniquement lieu en France ou pas ? Partout, les capitalistes essaient de réduire le coût des retraites, car cela exacerbe le déficit et la dette. Il y a une prise de risque élevée par les capitalistes pour faire quelque chose au sujet des retraites, et c'est aussi le signe d'un stress dans l'ordre néolibéral. Un pays individuel peut-il s'y opposer ? Il ne me semble pas que ce soit le cas, car les capitalistes ne font que bloquer ces manifestations, n'est-ce pas ? Ils veulent juste faire quelques manœuvres dilatoires avec les responsables pour arrêter les manifestations : parlons-en et retardons-le. Alors, les manifestations s'effondrent et se dissipent. Les gilets jaunes en France en sont un bon exemple, les manifestants à Hong Kong, *Black Lives Matter* aussi. Aux États-Unis, ces soulèvements de masse spontanés ne peuvent se maintenir à long terme sans organisation efficace, sans parti politique. L'intention de résoudre la crise des retraites n'est pas suffisante. La crise politique doit être résolue d'abord parce que les gens ne sont plus très bien représentés. Les capitalistes ont été arrogants et ils font ce qu'ils veulent. Je ne vois ça nulle part. C'est ce que j'appelle la question des syndicats qui est la question principale. Les syndicats pourraient jouer ce rôle en France, au contraire des États-Unis, où il n'y a rien de ce côté. Les syndicats ont été encore plus cooptés qu'en

France. Les ouvriers et la classe moyenne sont totalement fragmentés. Il n'y a pas de parti d'opposition. La démocratie est de plus en plus tronquée et atrophiée par les deux partis. Les républicains font leur logorrhée sur la question de la démocratie, les démocrates font la leur, les médias sont sous le contrôle des entreprises et ils ne font que cracher de la propagande des deux côtés, la gauche et la droite. Le côté démocrate a le wokisme et la politique identitaire, et du côté républicain il y a des théories du complot, QAnon, etc. Toutes falsifient la réalité. L'appareil idéologique est si fort aux États-Unis et les gens n'ont personne vers qui se tourner même s'ils comprennent ce qu'ils doivent faire. Il y a une perception négative lorsqu'une personne essaie de changer quelque chose aux États-Unis. Or, l'Europe a des traditions différentes : ce sont des régimes parlementaires. Un parti pourrait surgir de rien, mais aux États-Unis, nous ne le faisons pas, c'est plus difficile. Il y a un contrôle plus strict.

GAUTHIER GRASLIN : Le contrôle est plus intense depuis les soulèvements populistes comme vous l'avez mentionné au début de l'interview. Au début du 20ème siècle, le peuple américain a riposté, mais il n'y a aucune opportunité, et tout est comme une impasse maintenant. Il y a quelque chose qui est très gênant quand j'ai lu votre livre. Les mêmes tactiques ont fonctionné à plusieurs reprises : réductions d'impôts, rachats, récessions pour les retraites. C'est ce que nous avons eu avec la réforme des retraites en France. Comment cela a-t-il pu durer si longtemps sans que le peuple ne soit conscient de ce qui se passe? Parce que la même astuce est utilisée à chaque fois...

LES GENS SE BATTENT POUR LEURS PROPRES PROBLÈMES MAIS ILS NE SE RASSEMBLENT JAMAIS POUR UNE CAUSE COMMUNE

JACK RASMUS : Eh bien, c'est en grande partie la force de l'appareil idéologique qui trompe les gens, et je vais encore aller plus loin. Il sera encore plus facile de manipuler les gens par de fausses présentations. Les médias sont contrôlés comme jamais auparavant, les partis d'opposition n'existent pas vraiment. Je veux dire que la social-démocratie, sur le modèle de ce qui existait par exemple sous une forme modérée en Allemagne, s'est effondrée en Europe ; les États-Unis n'ont jamais eu cela. Les syndicats ont été affaiblis, en particulier aux États-Unis. Ils ne sont que la coquille de ce qu'ils étaient, et ils sont liés au parti démocrate, une des tentacules des capitalistes dont ils ne se sépareront jamais. La démocratie elle-même s'est atrophiée, ce qui signifie que les moyens d'exprimer l'opposition tels que les médias sociaux n'ont été qu'une grande distraction pour le peuple. Généralement, ils font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas faire connaître la vérité et discuter des vrais pro-

L'AUTEUR

Jack Rasmus

Docteur en économie politique, enseigne la science économique au St. Mary's College en Californie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages portant sur le néolibéralisme et les fragilités d'un système économique structuré autour de l'instabilité financière.

blèmes. Ce sont toutes ces questions secondaires qui ne sont pas liées à la lutte des classes qui sont soulevées tout le temps. Les gens se battent pour leurs propres problèmes aux États-Unis : petit mouvement pour petit problème, mais ils ne se rassemblent jamais pour une cause commune.

La politique identitaire est bonne à cela. Cela maintient les gens isolés sur leur petit problème personnel, et les gens se regroupent et forment une organisation politique en conséquence. Ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles il semble que rien ne change vraiment. Certes, la technologie évolue de plus en plus rapidement, mais les capitalistes en ont le contrôle, et ils utilisent la technologie à leur avantage pour garder le contrôle sur les gens et accélérer leur accroissement de profit. Cela semble plutôt négatif mais je dois l'appeler comme je le vois. Si je me trompe, je suis certainement prêt à écouter les gens pour me convaincre, en particulier aux États-Unis. C'est peut-être pour ça que je suis si négatif concernant les États-Unis. Je ne sais pas vraiment ce qui se passe politiquement dans les autres pays, mais ici aux États-Unis, je ne vois aucune opposition réelle et efficace. Je vois un déclin de la démocratie en cours dans les partis corporatistes américains et cela va rendre la situation encore plus difficile à gérer.

GAUTHIER GRASLIN : C'est quelque chose qui me frappe. La démocratie s'est construite sur les classes moyennes qui ont été les grandes bénéficiaires des arrangements passés dans l'immédiate Après-Guerre. Résumons ce que nous venons de dire : les classes moyennes sont entre un marteau et l'enclume. Il y a le marteau de la politique et l'enclume de l'intelligence artificielle. Donc, le cours de l'histoire, si rien ne se passe, c'est que les classes moyennes seront détruites. La démocratie risque d'en pâtir, et peut-être est-il temps que les classes moyennes se lèvent et se battent. C'est peut-être quelque chose que l'on voit en France depuis le vote de la réforme des retraites. En fait, les gens ne veulent tout simplement pas lâcher prise, il y a des manifestations tous les jours. Alors peut-être, maintenant, les classes moyennes sont de retour dans la lutte des classes.

JACK RASMUS : Dans le cas de la France, je suppose que les gens savent que ce n'est pas seulement la réforme des retraites qui est en jeu ici. Ils redoutent sans doute déjà la prochaine mesure qui fera régresser socialement le peuple. Je ne sais pas si c'est vrai ou non, mais je soupçonne que les gens ne sont pas si contrariés que cela à propos des retraites. Je ne dis pas qu'il n'est pas possible de changer la situation actuelle, mais je crois que la situation va empirer.

Certes, s'il y a une guerre ouverte, je ne pense pas que les Américains soutiendront vraiment une guerre en Ukraine ; la population n'accepte plus les pertes humaines militaires. Malgré tout, les politiques américains prennent discrètement et directement l'argent des impôts et le dépensent dans cette guerre. En Amérique, la culture et l'économie se sont tellement détériorées que les gens luttent juste pour essayer de survivre et cela inclut la classe moyenne. C'est une très petite couche de la société, peut-être 10 % de la main-d'œuvre qui s'en sort bien et elle est principalement liée au secteur de la technologie et à d'autres

secteurs de croissance. Cependant, le reste d'entre eux souffrent ; il y a 50 millions de personnes qui travaillent à temps partiel, en occupant des emplois temporaires. Il y a cette économie de petits boulots et maintenant il y a toutes ces choses concernant l'IA que nous ne maîtrisons pas. Le salaire minimum n'a pas augmenté depuis 10 à 15 ans. La main-d'œuvre est composée de personnes âgées de plus de 65 ans qui reviennent au travail parce que ces personnes ne peuvent pas survivre avec les pensions de la sécurité sociale. Ce n'est tout simplement pas possible. Le système éducatif est un gâchis. Il y a 1 000 personnes qui meurent de surdoses de drogue par an, 50 000 morts dans des fusillades. Les gens commencent à craindre de descendre dans un centre commercial ou d'envoyer leurs enfants à l'école. Il s'agit d'un désespoir psychologique silencieux et maintenant une récession s'annonce si nous n'y sommes pas déjà. Quelle alternative avons-nous ?

GAUTHIER GRASLIN : Il n'y en a pas eu depuis longtemps. Il suffit de voir la perspective du nouveau duel électoral Biden/Trump...

JACK RASMUS : Non, mais celui-ci est encore plus ridicule. Je veux dire, c'est 2 des pires candidats parmi lesquels choisir. Ce ne sont même pas des personnes qui peuvent être bons dans au moins un des domaines de la politique. C'est juste une répétition de ce qui s'est passé il y a 4 ans. C'est le reflet d'un nouveau néolibéralisme dans ces 4 domaines politiques ; la politique économique ne peut pas continuer si vous n'avez pas de démocratie. L'atrophie de la démocratie est une chose qui a été pratiquée de manière volontaire pour permettre aux élites de continuer et d'approfondir des politiques néolibérales encore pires qu'elles ne le sont. Je pense vraiment que le déclin de la démocratie aux États-Unis et le néolibéralisme aux États-Unis ne peuvent être séparés.

GAUTHIER GRASLIN : J'aurais une dernière question sur le Covid et sur cet enjeu de démocratie. La crise du Covid a enfermé des millions de personnes à la maison, une vie en attente, une suspension de nombreux droits démocratiques. Vous nous avez montré que le Covid faisait partie de la crise néolibérale. Pensez-vous que cela a été une révélation pour les gens ? Cela a-t-il simplement accéléré le déclin de la démocratie en brisant le peuple ou pensez-vous qu'ils ont juste réveillé l'appétit pour la lutte pour tant de gens, tant de militants et d'activistes ?

JACK RASMUS : Je pense que les gens réalisent deux choses à propos du Covid. Premièrement, le gouvernement a réagi très lentement et deuxièmement, le gouvernement a ensuite injecté trop d'argent, pour le retirer rapidement. Lors de la crise de 2008-2009, Obama a lancé un programme de relance de 187 milliards de dollars, mais en août 2011, il s'est mis d'accord avec les républicains pour couper dans les dépenses. Alors, ce qu'il a donné d'un côté, il l'a repris de l'autre.

GAUTHIER GRASLIN : C'est un tour de magie !

JACK RASMUS : C'est généralement ce qu'ils font et la même chose se produit maintenant. Ils

nous ont inondé d'argent : 3 à 4 milliards de dollars de dépenses pour différentes aides. Cependant, tout n'a pas été dépensé, et ils les ont coupées rapidement dès qu'ils ont rouvert l'économie réelle. En fait, ils ont arrêté l'économie deux fois. La première fois lors de la première vague du Covid et la reprise n'a pas fonctionné. Puis, l'économie a été arrêtée de nouveau en 2021-22, avant d'être à nouveau ouverte. Ils ont commencé à tout réduire. Ce que Biden a coupé dans les programmes de dépenses sociales a été donné pour subventionner les investissements dans les entreprises sur 3 projets de loi : le projet de loi sur les infrastructures, le projet de loi sur la fabrication et les semi-conducteurs et le soi-disant projet de loi sur la réduction de l'inflation.

Au total, il s'agit d'un total de 1,65 milliard de subventions à l'investissement des entreprises. Suivis par 3 000 milliards de dollars de dépenses sociales sous Covid. Au moins 4 000 milliards de dollars ont été injectés par les États-Unis dans l'économie à partir de 2020. 5 000 milliards supplémentaires, comme je l'ai déjà dit, par la Fed ont été lâchés pour les investisseurs et les entreprises des banquiers : c'est 9 000 milliards de dollars au total dépensés pour creuser la dette pour un plan de relance massif. Maintenant, si la politique monétaire budgétaire néolibérale fonctionnait, un grand boom économique aurait dû se produire. Ce que nous avons obtenu en termes de croissance du PIB pour la première année complète 2020 après le Covid est une croissance du PIB d'à peine 1 %, de décembre 2021 à décembre 2022. Ne me dites pas que quelque chose ne s'est pas cassé. Cela ne fonctionne manifestement pas. Ce qui est cassé, c'est la politique monétaire budgétaire néolibérale qui a été pervertie comme un moyen d'enrichir les riches au lieu de faire ce qu'elle était censée faire. Cela ne peut pas durer très longtemps avec ce genre de problème et avec ce système fiscal. Alors que le système commercial mondial est détruit par les sanctions et les guerres, la classe ouvrière et la classe moyenne voient les salaires réels reculer. Je ne vois pas comment cela peut continuer.

GAUTHIER GRASLIN : Vous pourriez me traiter d'optimiste, mais c'est quelque chose qui me soulage car j'ai 40 ans et j'ai vécu toute ma vie sous le néolibéralisme. C'est quelque chose que nous connaissons. On le sait depuis 20 ans ça ne marche pas, que ça fait grandir les inégalités. Cependant, nous y étions coincés. Je me disais aussi que Fiona qui est plus jeune que moi ou que mes enfants et mes petits-enfants vivraient également sous ce système. Maintenant, je vois qu'au cours de ma vie je connaîtrai certainement quelque chose de différent et qu'ils pourront quant à eux construire leur vie dans ce nouveau système. J'en éprouve un certain soulagement même si je sais que la transition sera douloureuse.

LE CAPITALISME N'ATTEINDRA PAS LA FIN DU XXIÈME SIÈCLE

JACK RASMUS : Le changement vient quand il y a une crise, et ça vient très vite. En revanche ce que nous observons, ne ressemble pas vraiment à un changement, mais quand cela arrivera, ce sera très rapide. Et vous savez, cela pourrait arriver. Je reviens à ce que je viens de

dire, si le système ne peut manifestement pas répondre aux besoins de beaucoup de gens, alors les gens commenceront à s'en rendre compte. Je pense que Marx l'a dit : les choses peuvent changer rapidement. Cependant, les capitalistes se sont dotés de cette défense tactique très forte : en termes d'idéologie, de technologie et d'absence d'opposition politique. Cela ne peut être sous-estimé. Je l'ai déjà dit, le capitalisme n'atteindra pas la fin du XXIème siècle. Au milieu du siècle, il y aura de profonds problèmes pour 3 raisons. Premièrement, je ne pense pas que le problème de la crise climatique sera résolu assez rapidement. Nous allons accuser un retard et nous ne pourrons pas y faire face. Deuxièmement, je pense que l'IA va créer un chômage massif alors que les capitalistes ne peuvent pas gérer le sous-emploi et le chômage qu'ils ont sans redistribuer certains revenus avec ce genre de système. Troisièmement, il y a une menace portée par l'impérialisme américain alors que l'empire décline. Les États-Unis feront sûrement une erreur tactique. Ils n'ont peut-être pas encore décidé de faire la guerre, mais les guerres commencent souvent précipitamment à cause d'accidents et cela ne sera pas planifié. Ces 3 points sont les grandes contradictions auxquelles le capitalisme sera confronté dans les années 2030 à venir.

GAUTHIER GRASLIN : D'accord, cela signifie donc que la prochaine génération aura beaucoup d'opportunités.

JACK RASMUS : Bien, vous oui toujours, pas tellement moi, mais toujours vous.

GAUTHIER GRASLIN : Tu vois Fiona, c'est peut-être toi que nous devons soutenir parce que tu pourras amener ce changement.

JACK RASMUS : J'ai 77 ans. Il n'est pas question que cela se produise, mais je crois vraiment que c'est une question de timing. Je crois que c'est avec vous que le changement viendra. Beaucoup de gens ne peuvent plus supporter ce système, et ils feront ce qu'il faut pour se protéger, protéger leur famille, etc. Je ne le vois pas seulement ici aux États-Unis mais dans le monde entier. Cependant, la direction que les faits prennent avec l'effondrement du néolibéralisme, l'affaiblissement de l'empire américain et la technologie hors de contrôle rendent ceci inévitable. Ces choses ne vont pas s'arrêter. Ces tendances vont se poursuivre, et chacune d'entre elles est dévastatrice.

Au vu de la gravité de ces trois problèmes, je pense qu'il est très, très probable de voir le souhait du changement se réaliser au cours de vos vies. Mais, on revient à la question de l'organisation. Tout dépend de la question de l'organisation. Ces choses ne se produisent pas spontanément. C'est l'un des problèmes avec ces manifestations spontanées que les gens ne peuvent pas maintenir aussi longtemps à moins d'avoir une organisation qui demande non seulement un changement de politique immédiat, mais aussi un changement de gouvernement. Il est nécessaire de soutenir quelque chose de façon permanente et à plus long terme. Sinon, vos chances de réussir sont à mon sens très minimes.

GAUTHIER GRASLIN : D'accord. Merci beaucoup pour vos éclairages et pour ces derniers mots

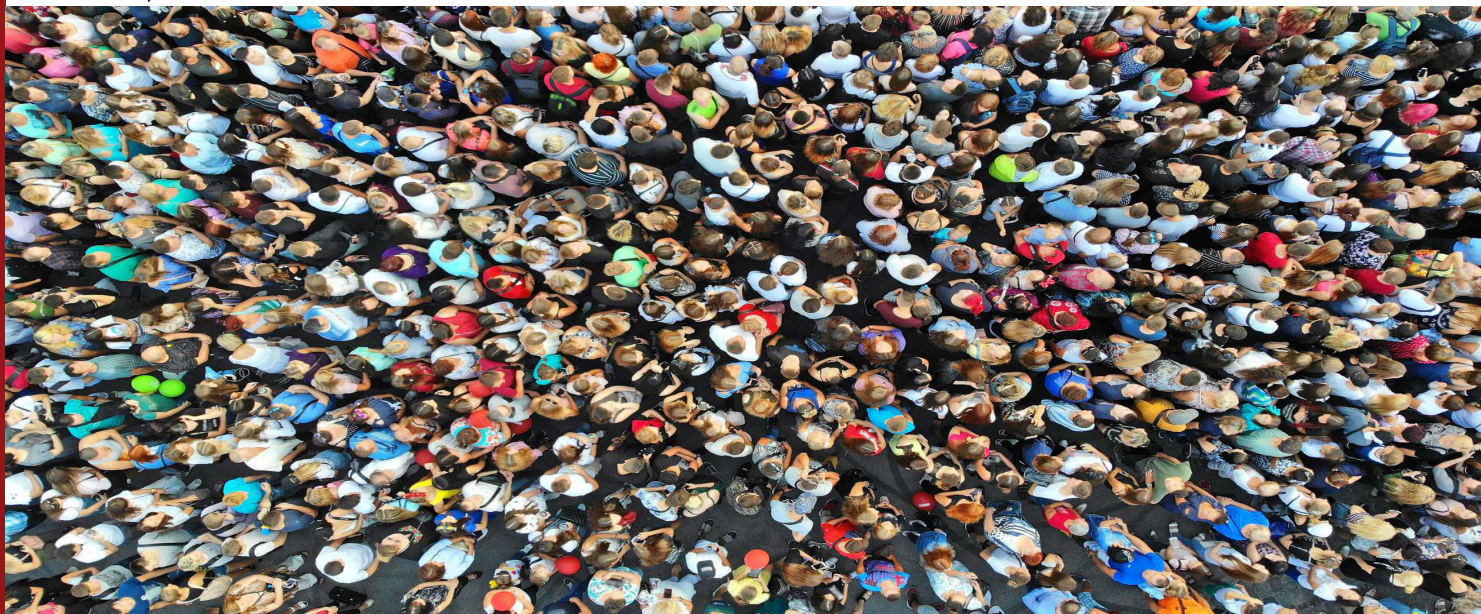
plutôt optimistes et visionnaires. Si la situation semble sombre, nous essaierons de nous battre et de faire ce monde un meilleur endroit pour tous parce que ce sont nos aspirations profondes...

JACK RASMUS : Par le passé, de tels changements sont advenus, donc... Chaque génération doit y faire face, n'est-ce pas ?

GAUTHIER GRASLIN : Oui, chaque génération doit y faire face. Merci.

Le populisme par le bas

Les enjeux de la souveraineté
alimentaire pour le mouvement
populiste contemporain



LA QUESTION POPULISTE NE SE LIMITE PAS AU COMBAT POLITIQUE ET À LA BATAILLE DES IDÉES. POUR LE PEUPLE, REPRENDRE LE CONTRÔLE SIGNIFIE ÉGALEMENT RETROUVER UNE MARGE D'AUTONOMIE ET D'INDÉPENDANCE FACE AUX SYSTÈMES DE DOMINATION ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELS QUI L'ONT DÉPOSSÉDÉ DES ESPACES POUVANT ASSURER SA SUBSISTANCE. DANS CETTE PERSPECTIVE, POSER LA QUESTION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DES MODALITÉS D'ACTION PERMET DE MIEUX COMPRENDRE LA MANIÈRE DONT LE POPULISME NE PEUT SE CONCEVOIR SANS PASSER PAR L'ASSIETTE.

GAUTHIER GRASLIN : Dans votre ouvrage, vous dites que « la nourriture est devenue une marchandise et que c'est de cette manière que le capitalisme est vécu et rendu tangible dans la vie de tous les jours ». Pouvez-vous développer ?

AMY TRAUGER : Le terme de “marchandise” renvoie simplement au fait que les choses sont achetées et vendues. L'idée selon laquelle on peut attacher un prix à la nourriture et calculer sa valeur est relativement nouvelle. Par le passé, au cours de l'histoire humaine, la nourriture a plutôt été considérée comme un moyen de subsistance, de partage, de construction de communautés. Elle était le creuset d'interdépendances. Par exemple, l'un des chapitres de ce livre parle d'une économie du don dans une communauté indigène. Bien sûr, la nourriture y est aussi achetée et vendue car c'est le seul moyen de l'obtenir. Pourtant, dans ces communautés, la nourriture était traditionnellement perçue comme un moyen de survivre et de s'assurer que tout le monde avait ce dont il a besoin.

Bien entendu, ça reste un échange mais sur le modèle des dons. Par exemple, le riz sauvage y était échangé contre quelque chose d'autre dont une famille avait besoin. Ou bien il était donné contre quelque chose d'autre en échange mais de manière non-transactionnelle et dans une logique relevant davantage de la réciprocité.

L'IDÉE SELON LAQUELLE ON PEUT ATTACHER UN PRIX À LA NOURRITURE ET CALCULER SA VALEUR EST RELATIVEMENT NOUVELLE

Voici pourquoi le capitalisme a transformé la nourriture en quelque chose que l'on peut acheter et vendre. Ceci influe sur notre capacité à nous nourrir aujourd'hui dans la mesure où il faut de l'argent pour avoir de la nourriture. Personne ne vérifie que nous disposons de suffisamment de nourriture au sein de notre communauté. C'est chacun pour soi.

De ce fait, la manière dont la nourriture entre maintenant dans nos foyers et nos corps est purement transactionnelle. Même s'il existe naturellement des exceptions, il faut gé-



néralement parvenir à obtenir un revenu, une rentrée d'argent ou une autre forme de soutien pour pouvoir manger.

GAUTHIER GRASLIN : Dans votre livre, vous soulignez le fait qu'il faut voir le dessous des choses. J'ai donc pris différents exemples qui viennent de ma propre expérience – d'un contexte européen – vis-à-vis de la nourriture. Pourriez-vous réagir pour nous dévoiler la manière dont ce que je décris reflète la marchandisation de la nourriture ? Par exemple, j'ai grandi dans un tout petit village des Alpes et nous achetions du beurre fait par le voisin. Un jour, celui-ci nous a dit qu'il n'y aurait plus de beurre : à cause des réglementations européennes, il devait changer de baratte mais n'en avait pas les moyens. Qu'en pensez-vous ? Comment cela reflète-t-il le système de marchandisation ?

AMY TRAUGER : C'est vraiment un parfait exemple. Beaucoup de gens contournent ces réglementations en matière de sécurité alimentaire en distribuant gratuitement la nourriture et en refusant de la marchandiser. La stratégie des activistes pour la souveraineté alimentaire est justement de démarchandiser la nourriture en quelque chose qui se partage ou se donne. J'ai un point de vue assez cynique sur la sécurité alimentaire, ce qui n'est probablement pas très sain.

J'ai grandi dans une ferme où nous buvions du lait cru et mangions des œufs non-pasteurisés ou de la viande non traitée dans un centre du département de l'agriculture – nous le faisons nous-mêmes, depuis des générations, sans mourir de maladies ou d'empoisonnement alimentaire. Ceci étant dit, tout ce qui provient de l'industrie agro-alimentaire doit effectivement être surveillé et inspecté vis-à-vis des risques pour la santé parce que la façon dont la nourriture voyage dans ce système crée de nombreux problèmes pour les gens, les animaux et l'environnement et il faut absolument que ce soit réglementé.

L'un des premiers mouvements pour la souveraineté alimentaire aux États Unis est issu de ce dont vous parlez : de personnes qui vendaient du lait cru ou leurs poulets et qui tout à coup ne pouvaient plus le faire légalement. Ils ont donc tout fait pour pouvoir organiser leur propre économie au sein de leur communauté afin de pouvoir continuer à faire ce qu'ils avaient toujours fait, sans jamais tuer personne.

GAUTHIER GRASLIN : Vous dites qu'en réalité, l'État fonctionne comme un cheval de Troie régulateur et que la ASMF (Autorité des services et marchés financiers) est passée de la réaction à la prévention. Pourriez-vous nous donner un exemple ?

AMY TRAUGER : Celui que je viens de vous donner avec le lait non-pasteurisé correspond tout à fait à ceci. La vente se faisait depuis des siècles dans cet endroit du Maine et tout à coup, il est devenu illégal de le faire sans réglementation étatique. Donc en fait, il s'agit pour l'État d'éliminer la compétition par la réglementation. Ils imposent une chaîne d'approvisionnement spécifique et en interdisent une autre.

GAUTHIER GRASLIN : Comment peut-on relier ceci au “double mouvement” de Polanyi sur la régulation et le marché libre ? Comment fonctionnent-ils ensemble alors que la plupart du

temps, ils sont perçus comme opposés ?

AMY TRAUGER: J'ai l'impression de devoir faire une dissertation ! L'idée de Polanyi est que quand l'État régule, les gens n'apprécient pas ces réglementations car elles peuvent étouffer la créativité, étrangler le marché, etc. C'est pour cela que les réglementations sont ensuite levées pour que les gens soient plus libres – entre guillemets - d'acheter et de vendre – ce qui entraîne l'apparition de nouveaux problèmes qui nous contraignent de légiférer à nouveau. Avec le boom post-capitaliste, le double mouvement fonctionne ainsi, tel un tampon. Pour revenir à ce qui nous occupe, cela fonctionne plutôt ainsi : on a la liberté d'acheter et vendre ce que l'on veut et puis tout à coup l'État réglemente ce qu'on peut acheter et vendre ou mettre dans nos corps. Les gens refusent cette ingérence. Ceci nous conduit donc à un moment où l'on remplace ces réglementations par un marché libre ou d'autres types de régulations. Donc ce n'est pas exactement la même chose, mais ça illustre bien l'idée d'opposition aux réglementations puisqu'elles étouffent les possibilités de marchandiser la nourriture.

GAUTHIER GRASLIN : Très bien. Je vais prendre un deuxième exemple de mon enfance. Dans les Alpes, nous avons un fromage que l'on appelle "reblochon". Le reblochon est un fromage fait de lait volé parce qu'au XVIème siècle, les gens ne voulaient pas payer la taxe sur le lait. Alors, ils ne trayaient pas la vache entièrement et revenaient la nuit pour voler le reste du lait et faire ce fromage très crémeux. Aujourd'hui, le reblochon bénéficie d'une appellation d'origine protégée, ce qui ajoute à sa valeur. Qu'en pensez-vous ?

AMY TRAUGER: Oui, il y a beaucoup de manières d'ajouter de la valeur à un produit et les histoires apocryphes en sont une excellente. Je dirais que c'est quelque chose entre une pure marchandisation de la nourriture et une manière d'ajouter de la valeur à quelque chose de préexistant. Ce dont je parle plus sérieusement dans le livre, c'est la façon dont la nutrition de base devient quelque chose qu'il faut acheter et non un produit de niche, une chose spéciale pour laquelle vous êtes prêts à dépenser plus. La survie est devenue un produit.

GAUTHIER GRASLIN : Au XVIème siècle, avoir ce fromage était une question de survie. C'est la raison pour laquelle ils volaient. Il y a eu beaucoup de mouvements populaires du XIXème siècle, en Amérique comme en France, animés par des gens qui réfléchissaient à une manière de protéger la production traditionnelle de leur alimentation. Ils se sont fait écraser par l'État. Par exemple, en France, on a eu une insurrection des viticulteurs au début du XXe siècle car ils avaient des accords de production et l'État importait du vin de la colonie algérienne. Qu'est-ce que cela nous dit sur la façon dont les locaux voient leur subsistance retirée au profit du marché mondial ?

AMY TRAUGER: Je ne suis pas vraiment en mesure de commenter cet exemple-là mais je pense que la base de la marchandisation de la nourriture est de retirer la capacité qu'ont les gens de produire leur propre moyen de subsistance. Un autre exemple du livre est la façon dont les jardins et le bétail ont été interdits en ville au début du XXème siècle. Jusqu'alors, les gens élevaient des porcs, des moutons, des chèvres, des poulets, même des vaches en zones urbaines... Cependant, l'idée que la valeur d'une propriété est associée à sa propriété a suscité des réglementations visant à se débarrasser du bétail. Donc la lutte pour le réintégrer est – en

partie, mais pas seulement – une façon de se réapproprier la capacité de produire pour nous-mêmes. Dans ce cas particulier, c'est plus une question d'avoir des options qu'une question de survie. Les gens ne veulent pas acheter des œufs venant d'une méga corporation ou d'élevages industriels mais ils n'ont pas d'autre alternative. Ils essaient donc de repousser les limites de ces réglementations.

GAUTHIER GRASLIN : Ce que vous dites dans votre livre, c'est qu'en réalité, le processus d'aliénation est en fait un processus de dislocation géographique. Pouvez-vous expliquer ? En tant que géographe, je trouve l'idée fascinante !

AMY TRAUGER: Quand on rend la distance nécessaire pour obtenir un produit dont vous avez besoin plus grande que vos capacités à la parcourir, c'est une aliénation de fait. Nul besoin de rendre la chose illégale, il suffit de la rendre inaccessible. Vous retirez la production des jardins des gens. C'est le cas des potagers qui doivent se trouver à l'arrière de la maison et non devant. Enlever l'opportunité d'avoir les choses là où vous les voulez, là où cela serait le plus efficace et le plus pratique, est une autre manière de dépouiller les gens de leur moyen de production.

LE PROCESSUS D'ALIÉNATION EST EN FAIT UN PROCESSUS DE DISLOCATION GÉOGRAPHIQUE

GAUTHIER GRASLIN : L'Allemagne du XIX^{ème} siècle connut un grand mouvement de ce qu'on appelait les "Schrebergarten" (jardins ouvriers). Quant aux syndicats, ils avaient pour politique de produire de la nourriture bon marché pour les travailleurs syndicalisés tout en s'appuyant sur des coopératives. Ceci constituait la colonne vertébrale de leur action, à la différence de ce qu'on observait en France où les syndicats se souciaient davantage de conquête politique du pouvoir. Pensez-vous qu'un mouvement d'une telle ampleur serait possible aujourd'hui afin de recouvrer la souveraineté alimentaire ?

AMY TRAUGER: Oh, je pense que c'est vital ! Et l'exemple du syndicat qui nous soutient est excellent, parce que lorsque vous faites grève, vous n'avez plus de revenus. Donc, à court terme, la chose la plus fondamentale dont vous avez besoin si vous êtes gréviste et sans revenu, c'est de manger. Peut-être que votre loyer ou votre crédit ne seront pas payés mais si vous avez un jardin et êtes autonome en matière d'alimentation, vous pouvez prendre ce risque et aller jusqu'au bout de la contestation.

Mes travaux les plus récents relient ceci à la manière dont nous pouvons lutter contre le changement climatique. Nous devons retrouver notre capacité à être autonomes. En effet, la longueur des chaînes d'approvisionnement et les à-côtés des procédés industriels contribuent à l'ampleur de la pollution. Il faut que nous puissions faire pousser notre propre nourriture et renouer avec un mode de vie qui permet à la plupart des gens d'avoir d'accéder à la nourriture – ou du moins, de créer l'espace politique pour se faire. C'est toute la thèse du livre.

GAUTHIER GRASLIN : Quand vous dites qu'il faut être autonome, ça me fait penser à ce qui se passe en Europe de l'Est. Comme le communisme n'était pas efficace pour alimenter les habitants urbains, il y avait tout un système d'îlots verts dans les villes où les gens pouvaient faire pousser leurs légumes, pommes de terre... En Pologne, on les appelle 'ogródki'. Ces parcelles subissent maintenant la pression des autorités métropolitaines qui disent "C'est tellement égoïste ! C'est privé alors que ça devrait être un parc ouvert à tous avec des fontaines" Qu'en pensez-vous ?

AMY TRAUGER : (rire) Eh bien, il y a un autre exemple dans le livre au sujet du Portugal où il s'est passé quasiment la même chose. Ils avaient un jardin collectif que la ville a transformé en aire de jeu. En réalité, ils y ont privatisé les parcelles accessibles à tout le monde et les gens ont dû payer pour y accéder alors qu'auparavant, l'accès était libre. Nous assistons peut-être à l'émergence d'une nouvelle étape de la modernisation urbaine avec cette idée que l'espace public n'est pas là pour répondre à nos besoins. Il devrait plutôt être joli et offrir du spectacle au lieu de la subsistance.

GAUTHIER GRASLIN : Abordons maintenant le 'spatial fix' de l'agriculture, c'est-à-dire l'ordonnement spatial concret du processus de production agricole. Au XXème siècle, tous ces mouvements populaires défendant l'autoproduction ont été brisés par le gouvernement et les espaces d'auto-production ont été accaparés par l'Etat. Nous vivons depuis un véritable «état d'exception» schmittien quant à l'organisation des territoires. Pouvez-vous nous l'expliquer et nous décrire les enjeux de la lutte politique des consommateurs pour récupérer ces espaces ?

AMY TRAUGER : Question ambitieuse ! Je pense qu'un 'spatial fix' émerge lorsque des corporations et grandes compagnies ont épuisé la rentabilité de certains endroits. Soit elles ont surexploité la fertilité d'un sol qui va déclinante soit elles sont face à un marché saturé. Bref, elles ne peuvent plus pour une raison ou une autre continuer à vendre leur produit. Souvent, les réglementations empêchent les grandes corporations d'obtenir ce qu'elles souhaiteraient - comme des salaires trop bas ou la destruction de syndicats - et elles se relocalisent donc dans des endroits où ces réglementations ne sont pas en vigueur.

NOUS AVONS PERDU –OU PEUT-ÊTRE NE L'AVONS-NOUS JAMAIS EU– LE DROIT À LA NOURRITURE DE NOTRE CHOIX

Les zones d'accumulation de capital – les zones franches d'exportation – deviennent des endroits d'exception où les lois ne s'appliquent pas. Pour prendre l'exemple de la Chine, mais on retrouve la même logique également en République dominicaine, il y existe de telles zones où les lois sont en suspens. Cela devient l'état d'exception dont Schmitt parlait en cas d'urgence. Mais cette urgence est appelée à demeurer. Nous vivons donc dans un état d'exception – ou d'urgence – constant où les droits sont suspendus. Que nous soyons dans une zone où s'applique la loi martiale ou dans une zone franche d'exportation, les lois qui d'ordinaire protègent les travailleurs et l'environnement ne s'appliquent plus. Selon moi, ceci touche à la souveraineté alimentaire dans la mesure où il y a une suspension des droits individuels à la

consommation. C'est comme un état d'exception qui n'en finit pas.

Nous avons perdu – ou peut-être ne l'avons-nous jamais eu – le droit à la nourriture de notre choix. C'est un pilier central de la sécurité alimentaire mais nous ne l'avons ne le possédons pas. Dans mon livre, j'évoque un procès qui a été intenté avant que l'affaire ne soit tout simplement rejetée : il n'y a pas de droit à la nourriture. L'agriculture fonctionne aussi en état d'exception via ce 'spatial fix' pour trouver des endroits où les lois ne protègent pas les travailleurs et les gens.

GAUTHIER GRASLIN : Et est-ce que cet état d'exception s'est étendu aux OGM ? Vous dites dans votre livre que les OGM sont un outil pour contourner la nature récalcitrante de l'agriculture – Marx avait d'ailleurs dit que le propre de l'agriculture était d'être récalcitrante au capitalisme. Nous semblons maintenant franchir une nouvelle étape...

AMY TRAUGER: Oui, absolument. C'est l'une des choses qui rend l'agriculture récalcitrante. Les graines ne sont pas aussi changeantes que les animaux. Je pense que les animaux ne sont pas autant prévisibles du fait de la complexité de leur système. La manipulation du génome est effectivement un bon exemple.

GAUTHIER GRASLIN : Il y a un extrait de la Constitution américaine qui dit que quand le gouvernement ne parvient pas à subvenir aux besoins primordiaux du peuple, il en va du devoir sacré du peuple de renverser ce gouvernement. Lorsqu'on parle d'état d'exception ou de duper une nature récalcitrante, n'y sommes-nous pas ? Dans votre livre, vous dites qu'au lieu de renverser le gouvernement, nous devrions transformer les relations de l'intérieur. Qu'entendez-vous par là ?

AMY TRAUGER: Les efforts menés par les gens du Maine pour réguler ou recouvrer leur souveraineté alimentaire est une sorte d'illustration de l'obligation de renverser un gouvernement injuste. Pourtant, le juge dans cette affaire a dit qu'il s'agissait d'un acte de sécession, ce qui est interdit. Ils ont donc repoussé les limites de l'Etat de droit. C'était leur approche et elle n'a pas été fructueuse – du moins, elle n'a pas été entièrement fructueuse. Certaines de leurs revendications ont été satisfaites, mais ceci n'a pas été perçu comme une action légale.

LES OGM SONT UN OUTIL POUR CONTOURNER LA NATURE RÉCALCITRANTE DE L'AGRICULTURE

Changer les relations est une idée anarchiste selon laquelle au lieu de renverser le pouvoir, on le change de l'intérieur pour créer quelque chose de nouveau. Dans cette situation, cette approche me semble bien meilleure. Ceci permet de rendre à nouveau normaux des arrangements traditionnels qui avaient disparu. Par exemple, je viens de traverser le quartier d'Athens où je vivais auparavant et il y a des jardins potagers qui n'existaient pas lorsque j'y vivais. Nos efforts pour les légaliser ont permis de normaliser un paysage que les gens aiment, apprécient et dont ils bénéficient - ainsi d'ailleurs que les insectes pollinisateurs et le climat. Selon moi, établir une relation différente entre nous et la terre est vraiment le premier pas. Si par la

suite, le gouvernement tente de briser cette relation, les gens s'y opposeront. En tout cas, ceci attisera un mouvement contestataire plus important que si les gens n'avaient pas été habitués à ces paysages.

GAUTHIER GRASLIN : Dans la dernière partie de votre ouvrage, vous explorez les opportunités pour arriver à plus d'équité dans les relations entre citoyens et acteurs capitalistes. Pour vous, la généralisation du mécanisme dont nous avons déjà parlé serait une des pistes à explorer. Vous mentionnez également une approche spatialisée. Vous dites que nous vivons maintenant dans des espaces mutuellement exclusifs propres à la modernité, et que nous devons retourner à des territoires médiévaux. Pourriez-vous nous expliquer la différence entre les deux types d'espaces ?

AMY TRAUGER : Oui. La modernité implique un esprit de "Ceci est à moi. Ceci est à toi" très clôturé. Notre capacité à partager les territoires de manière profonde a été rendue illégitime, illégale ou ontologiquement impossible. Notre façon de diviser les choses avec des frontières, limites, clôtures, etc. semble tout à fait normale pour beaucoup de gens. L'idée de partager un espace, du moins en Amérique, semble impossible dans cet environnement social. D'autant plus que nous avons un problème de violence par armes à feu ici. C'est devenu dangereux de partager un espace et la pandémie a rendu la chose encore plus problématique. Ce que je défends ici, c'est l'aspiration à normaliser une nouvelle manière de penser l'espace pour le partager en vue d'en tirer un bénéfice commun et mutuel. Les jardins communautaires illustrent bien la manière dont les gens parviennent à renouer aujourd'hui avec de tels comportements qui avaient pourtant été la norme pendant longtemps. Ceci ne signifie pas pour autant que l'espace n'est pas organisé autour de lignes de séparation. Même dans les jardins communautaires, tout le monde possède sa propre parcelle.

Dans d'autres endroits, c'est un peu différent. En Belgique par exemple, j'ai pu m'entretenir avec des gens qui m'ont dit "oh, ce n'est pas ma parcelle, je ne fais que faire pousser les oignons ou les désherber". Il me semble donc que l'idée de partage est un peu plus répandue en Europe. Par contre, aux États-Unis, c'est bien plus difficile pour les gens d'imaginer un recoupement de souveraineté sur un même territoire – à l'échelle d'un jardin, comme d'un Etat. Il y a des batailles juridiques en cours au sujet des droits de propriété indigènes sur les territoires car ils veulent pouvoir pêcher et chasser sur la terre que les Etats-Unis disent être la leur. Des conflits existent donc.

MÊME DANS LES JARDINS COMMUNAUTAIRES, TOUT LE MONDE POSSÈDE SA PROPRE PARCELLE

GAUTHIER GRASLIN : Une autre de vos remarques au sujet de l'espace : nous devrions l'aménager de manière temporaire. Il y a un exemple que vous donnez sur le Portugal. Pour ma part, je vis en Pologne en ce moment. Pour les Polonais, la résilience de l'espace comme vous la concevez est primordiale face à des problèmes systémiques telles les pandémies, les guerres... Comment pouvons-nous concilier une utilisation temporaire de l'espace et le besoin de rési-

lience ?

AMY TRAUGER: A brûle pourpoint, je dirais que la temporalité est une forme de résilience. Si vous êtes capables de construire correctement des choses de manière rapide et temporaire, et ne dépendez pas de projets à long terme ou de financements, technologies, ou capacités dont seules quelques personnes disposent, vous atteignez une forme de résilience. L'un des exemples que je donne dans le livre est au sujet d'un jardin menacé par un projet de développement. Il peut être relocalisé ailleurs et c'est une forme de résilience. Les plantes elles-mêmes peuvent être transplantées si elles ne sont pas enfermées dans un système permanent comme une serre où tout un ensemble d'interventions et de technologies sont nécessaires pour les faire survivre. C'est la réponse que je vous donnerais à chaud.

GAUTHIER GRASLIN : Entendu. Néanmoins, la question de la violence d'Etat n'est pas levée. Votre livre débute d'ailleurs avec des exemples de son déchaînement. Si on adhère à l'idée que l'Etat tente d'initier un état d'urgence, comment pouvons-nous être sûrs qu'il nous laissera essayer de construire un système différent ?

AMY TRAUGER: Je pense que c'est l'un des points clés de la littérature sur la souveraineté : se défaire de l'idée que l'Etat est une espèce de monolithe omnipotent qui structure tout. C'est en partie vrai : l'Etat a des pouvoirs immenses pour contraindre les gens à se conformer et les pousser à obéir à ses directives. Il existe pourtant toujours des petits espaces interstitiels de résistance. Or, tous les mouvements de résistance émergent d'endroits que l'Etat ne voit pas, ne reconnaît pas, ne peut pas réguler – ils ont échappé à la souveraineté de l'Etat d'une manière ou d'une autre. Pour moi, la temporalité est la clé pour parvenir à s'évader du pouvoir de l'Etat.

GAUTHIER GRASLIN : D'un point de vue européen, quand on imagine l'Amérique et ses espaces interstitiels de liberté, on pense instantanément à Thoreau qui était parti vivre dans une cabane au milieu des bois pour échapper à l'Etat. La solution au capitalisme de Thoreau marcherait-elle aujourd'hui ? Devons-nous garder quelque chose du XIX^{ème} siècle à l'esprit ou devrions-nous plutôt passer notre chemin ?

AMY TRAUGER: A mon avis, il était bien conscient que tout le monde n'était pas aussi bien placé que lui pour être résilient et indépendant. Je pense pour ma part qu'il existe un besoin d'interdépendance très fort chez la personne lambda. Nul ne veut être isolé ou seul. Je ne pense pas que son modèle soit le plus facile à maintenir. Plutôt que de nous retirer dans un monde de solitude, nous devrions bâtir des communautés.

GAUTHIER GRASLIN : Je comprends. Une autre question qui est également très européenne : à la fin de votre livre, vous parlez de redistribution des territoires et vous dites qu'il faut parler de la redistribution vers les communautés indigènes et afro-américaines car ce sont celles qui ont été systématiquement opprimées. Nous avons également des problèmes de territoire en Europe même si nous n'affrontons pas ces identités post-coloniales – du moins, pas de la même manière qu'aux Etats-Unis – comment la redistribution des territoires devrait-elle s'effectuer en Europe selon vous ?

AMY TRAUGER: Je ne suis pas tellement sûre de mon expertise à cet égard... Ce n'est encore une fois que pure spéculation mais il me semble que les Européens obéissent déjà à des logiques plus équitables dans la manière dont ils effectuent la redistribution des terres. Ce furent mes observations dans les zones rurales en tout cas, il y a pas mal de partage de terres que nous n'avons pas aux États-Unis. Encore une fois, il me semble que le premier pas est de prendre l'idée de partage pour la transformer en la première pierre de l'édifice. Il faut donc commencer à remettre en cause l'idée d'espaces mutuellement exclusifs. Ensuite, il convient de redistribuer les terres à ceux qui veulent les utiliser pour produire de manière socialement et environnementalement responsable pour leur communauté.

Le contexte est tellement différent que c'est difficile de dresser un parallèle mais j'ai l'impression que les migrants sont généralement demandeurs et qu'ils disposent des connaissances requises pour la production alimentaire. Ils devraient donc avoir accès aux terres pour les mettre en valeur. Malheureusement, ils n'ont en général pas le capital pour acquérir une ferme. Il y a quelques projets en développement qui se concentrent sur les agriculteurs migrants aux États-Unis et c'est une bonne chose. Trop souvent, les migrants ne sont perçus que comme main d'œuvre rentable alors qu'ils ont bien plus à offrir en termes d'expertise en systèmes agricoles résilients.

J'AI PASSÉ TOUTE MA VIE À ESSAYER DE RETOURNER À LA TERRE

GAUTHIER GRASLIN : C'est très intéressant et ça fait réfléchir parce qu'ici, la plupart d'entre eux restent dans les métropoles. Une dernière question : pendant l'épidémie du Covid, on a beaucoup parlé du retour à la terre mais rares furent ceux qui mirent leurs paroles en adéquation avec leurs actes. Dans mon petit village des Alpes, la plupart des gens cherchent à vendre leurs parcelles et des stations de ski seront construites à la place. Comment persuader les gens que leur avenir se trouve dans leur terre et non dans l'argent ?

AMY TRAUGER: C'est un projet ambitieux... J'exprime ici mon point de vue strictement personnel : quand j'étais enfant, tout ce que je désirais était de vivre dans la ferme familiale et de ne jamais la quitter. Et la réponse de ma famille était : "Tu plaisantes ?! Pars, trouve un travail !". Ceci ne m'a jamais convenu. J'ai passé toute ma vie à essayer de retourner à la terre. Ma fille adore la ferme dans laquelle on vit aujourd'hui et veut la sienne plus tard. Je ferai tout ce que je peux pour que cela se fasse. Il y a un système de valeur construit autour de l'idée d'avoir un travail qui pousse énormément de jeunes gens à désertir les occupations agricoles. Je pense qu'on devrait commencer par changer cette mentalité.

A Cuba, les fermiers sont des héros. Ils gagnent plus d'argent que les médecins et sont vus

L'AUTEUR

Amy Trauger

Professeure au Département de Géographie de l'université d'Athens (Georgie) depuis 2019, Ses travaux ont notamment porté sur la question de la souveraineté alimentaire, avec la publication en 2017 de son ouvrage «We Want Land to Live: Making Political Space for Food Sovereignty». Elle publie en 2022 «Geographies of Food and Power» sur les enjeux globaux de l'alimentation.

comme le cœur de la communauté. On devrait procéder à un changement de valeurs dans ce sens et faire en sorte que l'accès à la terre soit quelque chose d'important dans notre société. Je ne sais comment y parvenir mais honorer les désirs de nos enfants est certainement un bon début.

GAUTHIER GRASLIN : Je comprends mais pensez-vous que le gouvernement serait heureux d'un tel changement de valeurs ? En réalité, si on remonte aux origines des États-Unis, les fermiers sont indépendants. Or, il est de la nature des gouvernements de se méfier des citoyens totalement indépendants...

AMY TRAUGER : Oui... j'entrevois tout de même un changement qui pointe dans la perception des politiques, au moins au niveau du gouvernement. Il y a des signes qui ne trompent pas. Quand il ne reste que moins d'1% de la population active dans le domaine agricole, ceci traduit un exode dévastateur pour l'économie. Je pense donc que les politiciens essayent effectivement de trouver une solution pour initier un retour des gens à la terre car avec une moyenne d'âge autour de soixante ans, ils sont conscients que la profession sera décimée dans la prochaine décennie.

GAUTHIER GRASLIN : C'est quelque chose que l'on voit aussi en Europe et c'est dommage. Je vous remercie beaucoup pour ces réponses, c'était un plaisir d'échanger avec vous.

AMY TRAUGER : J'ai apprécié notre conversation, merci beaucoup d'avoir pensé à moi et d'avoir montré un tel intérêt pour mon livre.

VERTICAL NOIR

HISTOIRE DU
FUTUR DANS LA
SCIENCE FICTION
URBAINE



Par
Stephen Graham

TOUT AU LONG DE SON HISTOIRE, LA SCIENCE-FICTION URBAINE S'EST VUE OFFRIR DES VILLES FONCTIONNANT SELON DES VISIONS IMAGINÉES INCROYABLEMENT SIMILAIRES ET TRÈS VERTICALISÉES. ELLES SONT FORTEMENT DOMINÉES PAR DES POLITIQUES DE CLASSE, DE RÉSISTANCE ET DE RÉVOLUTION QUI S'ORGANISENT DE MANIÈRE BRUTALE AUTOUR D'ESPACES URBAINS VERTICALEMENT STRATIFIÉS, MAIS AUSSI VERTICALEMENT EXAGÉRÉS. DES PREMIÈRES ET INDÉNIABLES RÉUSITES DE H.G. WELLS ET FRITZ LANG, EN PASSANT PAR LE ROMAN I.G.H. DE J.G. BALLARD (1975), JUSQU'AUX NOMBREUX CLASSIQUES DU CYBERPUNK, CET ESSAI – LE DERNIER D'UNE SÉRIE PUBLIÉE DANS CITY SUR LES PROPENSIONS DES VILLES À LA VERTICALITÉ¹ – RÉFLÉCHIT À LA MANIÈRE DONT LES IMAGINAIRES VERTICAUX DE LA SCIENCE-FICTION URBAINE SE CROISENT AVEC LES POLITIQUES ET LES CONTESTATIONS DANS LES VILLES QUI, JUSTEMENT, SE VERTICALISENT RAPIDEMENT DANS LE MONDE ENTIER.

« Nous n'entrons pas dans l'avenir en partant de zéro, nous emportons tout le passé avec nous ». (Syd Mead)²

Sur plus d'un siècle d'histoire, depuis H. G. Wells, les classiques dystopiques comme le *Metropolis* de Fritz Lang (1927) et le roman I.G.H. de J. G. Ballard (1975), jusqu'aux films cyberpunk emblématiques de *Blade Runner* (1982) ou *Matrix* (1999), l'image du paysage urbain radicalement verticalisé a dominé la science-fiction au point d'en devenir presque un cliché.³

L'ESSAI COMPORTE QUATRE PARTIES. Il commence par démêler en détail la manière dont les visions de science-fiction de **WELLS, LANG, BALLARD** et de divers auteurs cyberpunk ont été constituées de manière centrale par des structures verticales, des paysages, des métaphores et des allégories. La deuxième partie de l'essai met en évidence les liens complexes entre les **IMAGINAIRES DE SCIENCE-FICTION VERTICALISÉS ET LES PAYSAGES URBAINS PHYSIQUES QUI SONT RÉELLEMENT CONSTRUITS ET OÙ ON PEUT Y VIVRE**. Soulignant l'impossibilité d'une opposition nette et binaire entre les villes « réelles » et « fictives », l'essai explore la manière dont les projets verticalisés, les villes matérielles, les textes de science-fiction, les futurs imaginaires, les projets architecturaux et les théories urbaines se mêlent et résonnent ensemble de manière complexe, imprévisible et importante, contribuant grandement à façonner les paysages urbains contemporains. La troisième partie de l'essai explore ces liens à travers les cas des **MÉGAPROJETS URBAINS RÉTROFUTURISTES DANS LE GOLFE ET DES FORÊTS DE TOURS RÉCEMMENT CONSTRUITES DANS LE DISTRICT DE PUDONG À SHANGHAI**. La discussion finale de l'essai s'appuie sur ces cas pour explorer **LES POSSIBILITÉS QU'OFFRENT LES IMAGINAIRES DE SCIENCE-FICTION POUR CONTESTER LA VERTICALISATION RAPIDE DES VILLES** dans le monde entier.

Dans toute l'histoire du genre, les villes de science-fiction ont tendance à fonctionner autour de visions incroyablement similaires. Des édifices gigantesques, sous forme de gros blocs, habités par des élites solitaires et dominatrices, s'élevant telles des montagnes au-dessus de rues urbaines semblables à des égouts. Des voitures ressemblant à des nacelles ou des véhicules volants transportent leurs clients instantanément à travers un air empoisonné pour les amarrer au sommet d'une structure incroyablement haute, tapie loin au-dessus de la fumée et du brouillard. Des sous-citoyens réprimés travaillant comme des taupes dans les entrailles de la ville-machine pour que les élites puissent se vautrer dans le luxe et l'oisiveté.

Les politiques de résistance ou de révolution, à leur tour, tendent inévitablement à se concentrer sur les efforts déployés par les opprimés d'en bas pour contourner les architectures et les technologies de contrôle mises en place pour les maintenir – littéralement – au sol.⁴ Ce faisant, ils peuvent tout de même s'élever pour ébranler les mondes fragiles et choyés des élites protégées d'en haut.⁵

Une autre continuité frappante dans le cinéma de science-fiction est la représentation sans cesse répétée de l'effondrement des structures imposantes de la ville à la suite d'événements apocalyptiques ou de violences. En 1965, l'écrivaine américaine **SUSAN SONTAG** a publié un célèbre article sur une « esthétique de la destruction » dominante dans le cinéma dystopique de science-fiction et de fantaisie – le plaisir, comme elle l'a dit, de « faire des ravages, de foutre le bordel ».⁶ Dans d'innombrables films, jeux vidéo, romans et dessins animés, avant et depuis le 11 septembre 2001, la haute verticalité aspirante de villes comme New York a atteint une fin prévisible et spectaculaire en s'effondrant en un instant pour souligner symboliquement les

faiblesses de la civilisation moderne. Ainsi, selon Sontag, les spectateurs sont en mesure de jouir d'un frisson extraordinaire que procure le fantasme viscéral de leur propre disparition.

Dans un monde de catastrophes hypermédiatisées, apparemment sans fin, et trop réelles, ces imaginations dérangées sont inévitablement perturbées. C'est particulièrement vrai lorsque les visions bien rodées de dystopie semblent de plus en plus, par une inversion perverse, devenir des faits à travers les catastrophes du monde réel. Les spécialistes de cette littérature Efraim Skradol écrivent que le 11 septembre 2001, par exemple, « a été une intrusion du réel qui a rendu impossible de ne pas imaginer la dystopie comme un cauchemar ou un fantasme. Cette destruction... a montré que le monde était dans un état permanent de désastres n'ayant pas l'air d'avoir de fin ». Comme dans le cas des ouragans Katrina et Sandy et de la catastrophe du tsunami de 2011, il y a eu dans ces événements « un sentiment étrange de prédestination... Le 11

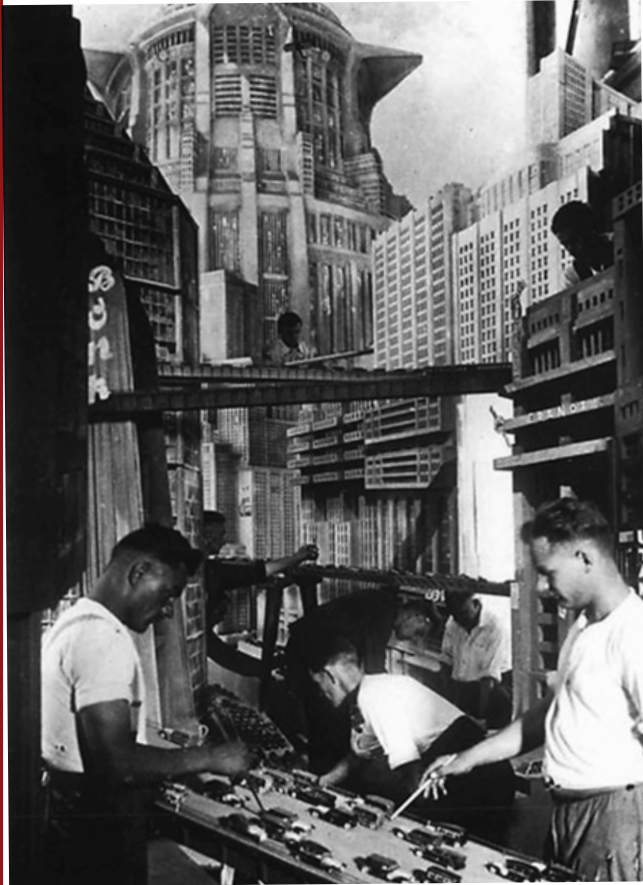


sation moderne. spectateurs sont frisson extraordinaire. fantasme viscéral de leur propre disparition.

catastrophes hypermédiatisées, imaginations dérangées. C'est particulièrement vrai lorsque les visions bien rodées de dystopie semblent de plus en plus, par une inversion perverse, devenir des faits à travers les catastrophes du monde réel. Les spécialistes de cette littérature Efraim Skradol écrivent que le 11 septembre 2001, par exemple, « a été une intrusion du réel qui a rendu impossible de ne pas imaginer la dystopie comme un cauchemar ou un fantasme. Cette destruction... a montré que le monde était dans un état permanent de désastres n'ayant pas l'air d'avoir de fin ». Comme dans le cas des ouragans Katrina et Sandy et de la catastrophe du tsunami de 2011, il y a eu dans ces événements « un sentiment étrange de prédestination... Le 11

lieux de labeur, voyant beaucoup de choses douloureuses et sinistres », raconte le roman : « ... partout des piliers et des arceaux, si massifs que Graham n'avait encore rien vu de semblable, Titans épais de brique grasseuse et luisante, écrasés sous le poids énorme qu'était cette Cité complexe, comme ces millions d'êtres anémiés étaient écrasés par sa complexité. Et partout aussi, des visages blêmes, des membres amaigris, la difformité et la dégradation. »¹¹

La science-fiction la plus influente de tous les temps – le remarquable **«METROPOLIS» DE FRITZ LANG** (1927)¹² – a poussé l'allégorie verticale de Wells à l'extrême (Illustration 2). «Metropolis» a été fortement influencé par les gratte-ciel naissants dont Lang a été témoin lors d'un voyage à Manhattan en 1924. La verticalité du New York des années 1920, la nuit, l'a totalement subjugué. « Au-dessus des voitures et des lignes de métro aérien », écrit-il, « les gratte-ciel apparaissent en bleu et en or, en blanc et en violet, et encore plus haut, les publicités surpassent les étoiles par leur lumière ».¹³



Metropolis combine une exagération radicale des spatialités de Manhattan avec une évocation puissante des tensions existantes dans l'Allemagne de Weimar. L'apport dans le film des craintes sur les dangers de l'industrialisation rapide, de l'effondrement économique et social, de la révolution communiste, du modernisme et des autres racialisés – ce que le cinéaste David Desser appelle les « motifs idéologiques » de l'Allemagne de Weimar¹⁴ – est structuré en une série de paysages urbains allégoriquement verticaux, aux proportions gigantesques. Le pay-

sage urbain de «Metropolis» montre une séparation bien nette entre le haut et le bas. Bien en dessous du « Jardin des délices » décadent et paradisiaque des élites au sommet de tours immenses se trouvent les catacombes souterraines et les salles des machines, une sorte d'enfer, du prolétariat asservi, qui se déplace verticalement entre elles en rangs serrés tels des automates dans des ascenseurs massifs.¹⁵ Des réseaux complexes d'escaliers, de tunnels inclinés, d'auto-routes surélevées, d'avions et d'ascenseurs futuristes s'entrelacent dans ces strates sociales.

Cette dialectique du haut et du bas correspond clairement aux différences de classe. « Les ouvriers travaillent en bas, les classes supérieures qui profitent de leur travail s'ébattent en haut », écrit Desser. « Les scènes de la vie des classes supérieures tournent autour du plaisir, voire de la débauche ; les scènes des travailleurs révèlent des figures mécanisées et déprimées qui semblent à peine humaines ».¹⁶ Joh Fredersen, le « Maître de Metropolis », est le créateur de la ville. Il la contemple depuis son appartement-terrasse, qui fait également office de salle de contrôle, situé au sommet de la Nouvelle Tour de Babel, haute dans le ciel. Le fils de Fre-

dersen, Freder, nouvellement radicalisé par le spectacle de la misère et du sacrifice des travailleurs dans les entrailles de la Terre, retourne au sommet et défie son père. « À la Nouvelle Tour de Babel, chez mon père », dit-il à son chauffeur. Avec une résonance saisissante concernant les massacres commis lors de la construction contemporaine de projets de villes verticales dans le Golfe, Fredersen répond avec dédain à la mort des travailleurs dans les entrailles de la ville. « De tels accidents sont inévitables », déclare-t-il. Freder demande désespérément : « Où sont les gens dont les mains ont construit votre ville ? ». Son père lui répond avec mépris : « Là où ils doivent être ». « Dans les profondeurs ! » (accentuation originale). Son père ferme ensuite les volets de son appartement, protégeant ainsi son regard des profondeurs de la ville. « Les hymnes de louange de quelques-uns », s'exclame Maria, l'héroïne du film, fille d'un des ouvriers qui s'occupe de leurs enfants, « sont devenus les malédictions du plus grand nombre ».17

Un demi-siècle plus tard, la dystopie classique de **J. G. BALLARD**, « **I.G.H.** », offre une nouvelle tournure à l'utilisation d'allégories cinglantes des classes et de l'espace verticalisé. Cette fois, le cadre est celui des lignes modernes et épurées d'une tour d'habitation en béton dans le Londres de l'après-guerre. Le récit fictif de Ballard sur la vie dans les gratte-ciel s'inscrivait directement dans la tendance croissante de l'urbanisme à réaménager des paysages citadins entiers en archipels de grandes tours modernes reliées entre elles par des passerelles surélevées et des « rues dans le ciel ». Il est difficile de ne pas croire que certains éléments de l'intrigue dans « **I.G.H.** » ont été inspirés, du moins en partie, par la décision de l'architecte Ernö Goldfinger d'habiter la tour Balfron – l'un de ses deux projets brutalistes construits à Londres entre 1967 et 1972 – pendant deux mois, après son achèvement, en guise d'autopromotion. En résonance avec le monde actuel des gratte-ciel destinés aux plus fortunés, « **I.G.H.** » est une critique acerbe du solipsisme potentiel lorsque des tours d'habitation sont organisées, comme le dit Ballard, « comme une énorme machine conçue pour servir, non pas le corps collectif des locataires, mais le résident individuel isolé ».18 Une fois habitée, la tour aux mille suites de Ballard devient rapidement « une petite ville verticale, ses deux mille habitants enfermés dans le ciel ».19 Les structures verticales de la tour sont toutefois fortement stratifiées dans ce que Ballard appelle « l'ordre social naturel du bâtiment ».20. Cet ordre étant radicalement isolé du monde social au sens large. En effet, la tour devient ce que Rick McGrath, spécialiste de Ballard, a appelé « un bassin d'isolement pour deux mille personnes ».21

Dans sa critique du livre lors de sa première publication, le romancier **MARTIN AMIS** a mis en évidence ses résonances avec la spirale des crises entourant les logements modernistes au Royaume-Uni à l'époque. Dans un premier exemple d'utilisation des dystopies de science-fiction de Ballard pour réfléchir à l'urbanisme contemporain, Amis a estimé que l'ampleur de la crise était telle que l'ensemble de Londres « prendrait un jour cette qualité commune à tous les loci ballardiens » en devenant « suspendue, n'ayant plus rien à voir avec le reste de la planète, isolée par sa propre logique surréaliste ».22 Au fur et à mesure que le récit de **I.G.H.** progresse, les distinctions verticales entre les classes deviennent rapidement exagérées et violentes, tandis que les machines et les systèmes complexes qui soutiennent la vie urbaine moderne dans la tour, ainsi que les normes de tolérance sociale, s'effondrent et se décomposent.

Très vite, écrit Ballard, « la tour s'est déjà divisée en trois groupes sociaux classiques : les

classes inférieures, moyennes et supérieures ». Ainsi, « La galerie commerciale du dixième traçait une frontière nette entre le ‘prolétariat’ des neuf premiers niveaux, qui groupait les hôtes de l’air et d’autres techniciens de cinéma, et la section médiane, du dixième au trente-cinquième niveau – ce dernier, grâce à son restaurant et sa piscine, marquait une autre frontière. ». Les étages centraux de la tour, quant à eux, abritaient les classes moyennes, une population où : « Là vivaient les classes moyennes de la tour, c’est-à-dire les représentants, égoïstes, mais dociles au fond des professions libérales : avocats, médecins, experts-comptables et conseillers financiers ; des gens qui travaillaient non pour leur propre compte, mais pour celui de grands centres médicaux ou de vastes entreprises... Au-dessus d’eux, il y avait la classe supérieure des cinq derniers niveaux, la discrète oligarchie des entrepreneurs et des petits Césars d’affaires, des actrices de la télévision et des mandarins de l’université, avec leurs ascenseurs ultrarapides et leurs services particuliers, avec leurs escaliers couverts de tapis. »²³

Comme Goldfinger dans sa tour Balfron en 1967, au sommet de l’enclave verticale dysfonctionnelle de Ballard se trouve Anthony Royal, l’un des architectes du bâtiment. La position « au sommet » de Royal – une position zénithale qui lui permet d’observer le paysage urbain environnant comme une toile de fond esthétique – est une source de mythe, d’intrigue et de tension pour les autres résidents de la tour. Royal est aisé, arrogant et sur la défensive. Il est « déterminé à surpasser toute critique » du bâtiment qu’il a contribué à concevoir.²⁴ Se retirant dans une existence d’ermite, Royal a l’impression,



« pour la première fois, de baisser le regard pour voir le ciel plutôt que de le lever. Chaque jour, les tours du centre de Londres semblaient un peu plus lointaines, le paysage d’une planète abandonnée s’éloignant lentement de son esprit ».²⁵ Fait décisif, Royal est aussi, en fin de compte, impuissant – capable seulement de boiter à travers le bâtiment alors qu’il s’effondre physiquement et socialement. En fin de compte, il est destiné à finir sa vie en divaguant et en mourant de faim parmi les débris humains et architecturaux.

Libéré de la nécessité de réprimer les comportements antisociaux, Ballard peint l’architecture verticale comme le pourvoyeur d’un monde amoral où se déchaînent des désirs psychopathiques et violents. Le bâtiment apparaît, selon les termes de Ballard, comme « un modèle de tout ce que la technologie a fait pour rendre possible l’expression d’une psychopathologie véritablement libérée ».²⁶ Enfin, l’échelle verticale outrancière est largement utilisée pour signifier l’avenir dans la myriade de spéculations postmodernes et cyberpunk sur le spectaculaire urbanisme du futur produites entre la fin des années 1960 et les années 1990. Le cyberpunk

rejette les lignes épurées des dystopies modernistes comme «I.G.H». Au lieu de cela, il dépeint des mondes urbains futurs, verticalisés de manière saisissante, comme des lieux sordides et à moitié décomposés, soumis à une compression extrême de l'espace-temps, à des explosions démographiques, à l'épuisement de l'environnement et à des avancées technologiques terrifiantes (royaumes virtuels, êtres cybernétiques, hypersurveillance et autres). Dans ces mondes, écrit la philosophe Anna Greenspan, « des entités spectrales libérées par la machine moderne hantent des villes sombres grouillant de vie nocturne ».²⁷

BLADE RUNNER, DE RIDLEY SCOTT – l'adaptation emblématique, en 1982, **DU ROMAN DE PHILIP K. DICK**, «Les androïdes rêvent-ils de moutons électriques ?», paru en 1968 – est de loin l'exemple le plus influent dans ce domaine (nous y reviendrons plus tard). Mais les techniques éprouvées d'exagération verticale radicale restent au cœur du genre. Dans son roman *Les Mailles du réseau* (1988), par exemple, l'auteur cyberpunk Bruce Sterling dépeint un Singapour futuriste dans lequel la dimension verticale a également été radicalement étendue. La ville « ressemblait au centre-ville de Houston », écrit-il. « Mais elle ressemble plus à un Houston qui n'aurait jamais pensé à autant se transformer ». La ville : « ... une fourmilière, un brutal affront à tout sens des proportions. Des clochers cauchemardesques dont les fondations protubérantes recouvraient des pâtés d'immeubles entiers. Leurs niveaux supérieurs étaient criblés, comme des moules à gaufre, d'armatures triangulaires. Arcs et piliers métalliques, super-autoroutes sous leurs tunnels vitrés, s'élevaient à huit cents mètres au-dessus du niveau de la mer. »²⁸

DE LA FICTION À LA RÉALITÉ : FAITS URBAINS ET FICTIONS

L'association par Sterling d'un Singapour futuriste et d'un Houston contemporain nous renvoie aux liens complexes entre les imaginaires de science-fiction et les villes réelles. L'imagination des paysages urbains futurs comme de vastes volumes tridimensionnels fonctionne, comme toute science-fiction, de deux manières. D'une part, ils extrapolent radicalement les tendances actuelles perçues dans les villes contemporaines en scénarios futurs de « prophétie culturelle ».²⁹ D'autre part, ils proposent des allégories futures qui servent de rétroviseur pour regarder « en arrière » sur le contemporain, en soulignant les tensions politiques et idéologiques au sein de la vie contemporaine.³⁰ Quoi qu'il en soit, les villes de science-fiction, tout en étant des fables futuristes, résonnent inévitablement avec des préoccupations contemporaines.³¹ Elles sont également, comme nous le verrons, essentielles pour constituer les matérialités des villes contemporaines. Plutôt que de s'attendre à ce que les dystopies de science-fiction reflètent simplement les sociétés contemporaines, le penseur Mark Fisher souligne que « leur valeur réside dans l'excès hyperbolique, dans leur capacité à convertir des tensions politiques réelles en termes mythiques et en images oniriques ».³² C'est crucial pour le pouvoir de la science-fiction de créer ce que le théoricien en science-fiction Darko Suvin a appelé « l'éloignement cognitif » – le processus qui consiste à sortir les spectateurs de leur univers quotidien pour les emmener dans un monde qui semble étrange et décousu, mais qui est vraisemblable.³³

Ainsi, les liens entre les villes de science-fiction et les paysages urbains matériels qui sont réellement construits sont si denses qu'ils rendent impossible toute séparation nette. L'opposition dichotomique et binaire entre villes « réelles » et villes « fictives » n'est pas – et n'a jamais été – possible. Projets construits, villes matérielles, textes de science-fiction, futurs imaginaires, schémas architecturaux et théories urbaines se mêlent et résonnent ensemble de manière complexe et imprévisible. Cela se produit dans le cadre de cultures « postmodernes » plus larges, dominées par de multiples circuits de médiation, de prédiction et de simulation. Celles-ci, à leur tour, sapent fatalement les notions restantes d'une vie urbaine « authentique » qui existe avant sa représentation dans la fiction et les médias.³⁴ Les représentations contemporaines des villes du futur sont aujourd'hui tellement hypermédiatisées de nos jours dans les films, les romans, les jeux vidéo, l'architecture et d'autres médias que la science-fiction, dans les films comme dans les médias, plutôt que de refléter les mondes réels des villes construites, devient très souvent une première expérience dominante qui, à son tour, façonne puissamment sa production.³⁵

Au départ, les villes de science-fiction sont manifestement influencées à la fois par l'expérience de leur créateur en matière de paysages urbains existants et par les idées futuristes qui prévalent dans l'architecture elle-même. Outre la visite de Fritz Lang à Manhattan, Ridley Scott a reconnu que les superstructures industrielles pluvieuses de son film emblématique *Blade Runner* (1982) devaient beaucoup à son enfance passée dans les vastes complexes chimiques, sidérurgiques et de construction navale de sa région natale, Tyneside et Teesside, et aux alentours.³⁶ Il a également souligné que son expérience de voyage avec les courts vols commerciaux en hélicoptère entre l'aéroport Kennedy et l'héliport situé au sommet du gratte-ciel de la Pan Am a été une source d'inspiration supplémentaire.³⁷ Comme beaucoup de réalisateurs de films de science-fiction, Scott n'était pas simplement intéressé par la projection d'un paysage urbain prétendument futuriste. Grâce à des techniques postmodernes classiques, il a joué avec l'idée même de linéarité et les notions modernistes d'histoire, de présent et d'avenir. En fait, il a hybridé de manière ludique les aspects des trois. *Blade Runner*, selon la célèbre déclaration de Scott en 1982, était un « film se déroulant dans quarante ans et réalisé dans un style d'il y a quarante ans ».³⁸ En d'autres termes, il s'agissait d'un classique rétrofuturiste : une intervention invoquant des idées historiques sur le futur réfractées par les tropes historiques de l'histoire de Manhattan réfractés par le film noir de Los Angeles.

Ainsi, comme nous le verrons, *Blade Runner* – et d'autres films de science-fiction rétrofuturistes verticalisés tels que « **LE CINQUIÈME ÉLÉMENT** » (1997), la trilogie **BATMAN** 2005-2008 ³⁹ et bien d'autres – a des liens surprenants et importants avec l'architecture et l'infrastructure rétrofuturistes qui poussent comme des champignons dans des villes contemporaines telles que Shanghai. Syd Mead, l'influent « futuriste visuel » et ancien dessinateur d'architecture qui a largement contribué aux décors détaillés de *Blade Runner*, a planté le décor du film en exagérant l'échelle verticale du Los Angeles de 2019 – où se déroule le film – en multipliant par deux fois et demie l'échelle des plus hauts gratte-ciel du monde en 1982. ⁴⁰ Dans sa ville de 90 millions d'habitants, comme Lang, Mead et les autres scénographes de l'équipe se sont inspiré des traditions « langiennes » et « wellsiennes » pour inscrire leur puissante stratification de classes et de races dans la verticalité. « Le niveau de la rue devient le sous-sol, et les honnêtes gens ne veulent tout simplement pas y aller », a déclaré Mead en 2015. Pendant ce

temps, poursuit-il, les tours pyramidales de 700 étages habitées par les élites du monde des affaires sont toutes équipées d'un hall d'entrée donnant sur le ciel, « et personne ne descend en dessous du 30e étage, et c'est ainsi que la vie serait organisée ».

Blade Runner – sans doute le deuxième film de science-fiction le plus influent de tous les temps après «Metropolis» – a eu un tel effet que tous les paysages urbains de science-fiction qui ont suivi semblent de toute évidence l'imiter directement. C'est l'une des rares productions culturelles postmodernes à avoir atteint le statut plutôt oxymorique de canonique.⁴² La version « standard » de la ville du futur, écrivait en 2005 le spécialiste de la culture Aaron Barlow, provient désormais du Los Angeles que Scott et son « futuriste visuel » Syd Mead ont créé pour Blade Runner.⁴³ La stratigraphie verticale riche et complexe de la ville de science-fiction, ainsi que sa géographie horizontale, sont ainsi représentées de manière à rendre l'expérience de la ville à la fois familière et déconcertante pour les spectateurs et les lecteurs.⁴⁴ «I.G.H.» de Ballard, quant à lui, a été publié en 1975, au moment où la réaction contre les tours d'habitation au Royaume-Uni prenait toute son ampleur.

Une fois produits, les paysages urbains de science-fiction influencent profondément les géographies imaginaires qui façonnent la culture urbaine – dans l'art, le cinéma, les romans, les dessins animés, le théâtre, le militarisme et les jeux vidéo. L'influence est également particulièrement forte dans le domaine de l'architecture. « Les grands architectes ont copié Blade Runner », a déclaré Ridley Scott en 2015. Celui qu'il décrit comme « le plus grand architecte » du monde – laissant entendre qu'il s'agit de Richard Rodgers – lui a dit récemment : « Je passe Blade Runner une fois par semaine dans mon bureau pour le personnel ». ⁴⁵ Blade Runner est clairement une influence pour une grande partie de l'architecture contemporaine. Les exemples actuels les plus frappants et les plus nets de cette influence proviennent toutefois des immenses édifices architecturaux qui prolifèrent actuellement dans la région du Golfe et en Chine. Dans les deux régions, on a l'impression troublante que des paysages urbains entiers s'élèvent rapidement vers le ciel, imitant directement de nombreux tropes verticalisés de la science-fiction urbaine. Ce phénomène a conduit l'auteur de science-fiction William Gibson à prononcer l'un de ses célèbres aphorismes en 2003. « L'avenir est déjà là », a-t-il écrit. « Il n'est tout simplement pas réparti équitablement ».⁴⁶

FUTURISME DANS LE GOLFE

Dans le Golfe, l'artiste américano-qatarie Sophia Al-Maria suggère notamment que le fétichisme particulier pour les gratte-ciel ultra hauts et particulièrement futuristes – les cheiks cherchant à se surpasser les uns les autres par une architecture verticale extrême, comme des écoliers dans une cour de récréation – est directement lié à la représentation des paysages urbains verticaux dans les films de science-fiction cyberpunk emblématiques. S'inspirant fortement du théoricien français du postmodernisme Jean Baudrillard, Al-Maria appelle cela le « futurisme du Golfe ». ⁴⁷ Il s'agit d'un cocktail mélangeant une obsession pour l'hyperconsommation, l'hyperélitisme et l'hypperréalité, avec un discours écologique absurde et totalement peu convaincant sur la durabilité environnementale de leurs constructions.⁴⁸ Une

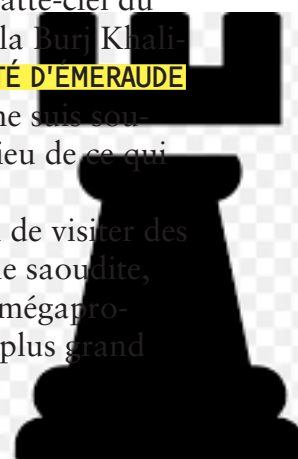
autre préoccupation essentielle est l'érection de structures verticales extraordinaires dans un environnement de désert horizontal sans fin – un trope standard dans la science-fiction occidentale – comme signes avant-coureurs d'un « futur » supposé matérialisé dans les paysages d'aujourd'hui.

« Une génération [d'élites arabes], contrainte de rester à l'intérieur à cause de la chaleur intense », suppose la journaliste Natalie Olah, « a développé une vision de l'avenir qui s'inspire presque exclusivement des jeux vidéo et des films hollywoodiens ».49 Un futurisme sans cesse retravaillé sature également les médias locaux et institutionnels de la région. Al-Maria se souvient d'une émission télévisée pour enfants diffusée dans le Golfe : « ... où des enfants montent dans un monorail à l'époque moderne, traversent un laboratoire et sont téléportés en 2030. De l'autre côté, ils découvrent des bâtiments encore plus grands et le train s'envole dans les airs ».50

Financées par les pétrodollars et construites par des travailleurs asservis, les obsessions esthétiques qui en ont résulté, lorsque ces élites sont devenues cheiks, PDG ou présidents, se matérialisent aujourd'hui dans l'acier, le verre, le béton et l'aluminium. Parfois, ce mimétisme est étonnamment direct. Syd Mead, de Blade Runner, par exemple, s'est rendu à Bahreïn en 2005 et a discuté de projets de construction avec le cheik royal, Abdullah Hamad Khalifa. Il s'est également rendu au **QATAR**, à **ABU DHABI** et à **DUBAÏ**. « Je suis ici, avec beaucoup d'excitation, dans l'unique but de voir l'avenir se réaliser à Dubaï », a-t-il déclaré.51

En 2013, le légendaire auteur de cyberpunk Neal Stephenson, irrité par le sentiment que les auteurs de science-fiction contemporains manquaient d'audace par rapport à leurs prédécesseurs pour ce qui est d'imaginer de nouvelles technologies, s'est engagé en faveur d'une tour de 20 kilomètres de haut – 24 fois plus haute que la **BURJ KHALIFA** – qui permettrait de lancer des vaisseaux dans l'espace. Inspirée par le rôle important joué par l'auteur de science-fiction Arthur C. Clarke dans l'invention du satellite de communication dans les années 1940, l'idée était, selon M. Stephenson, une « tentative quelque peu ludique et quelque peu sérieuse » de stimuler l'esprit d'une génération qu'il considérait comme privée d'innovations vraiment importantes et révolutionnaires en raison de la préoccupation des technologues pour l'informatique banale et les applications de réseaux sociaux.52

D'autres fois, les principaux architectes de gratte-ciel occidentaux importent leurs propres influences de science-fiction issues de leur enfance. Adrian Smith, du bureau SOM de Chicago – concepteur de la Burj Khalifa et de 7 des 15 plus hauts gratte-ciel du monde en 2014 – en est un exemple frappant. Pour concevoir la Burj Khalifa, Smith s'est inspiré de la ligne d'horizon futuriste de la « **CITÉ D'EMERAUDE** » dans le film de 1939 de la MGM, «Le **MAGICIEN D'OZ**». « Je me suis souvenu de cette structure vitrée et cristalline apparaissant au milieu de ce qui semblait n'être nulle part », admit-il en 2007.53 Il n'est donc pas étonnant que les voyageurs aient l'impression de visiter des décors de films de science-fiction lorsqu'ils se rendent en Arabie saoudite, à Abu Dhabi ou à Dubaï. Outre les tours futuristes, les autres mégaprojets de la région laissent entrevoir des influences similaires. Le plus grand



hôtel sous-marin du monde, à Dubaï, par exemple, offrira aux habitants de ses 21 chambres sous-marines des « fenêtres » sur les écosystèmes des grands fonds, avec pour slogan « Profitez de la vie sous terre ». Il semble s'agir d'une imitation rétrofuturiste directe de l'île de Tracy, de la série de science-fiction avec des marionnettes, « Les Sentinelles de l'air », diffusée dans les années 1960.

Il semble aussi terriblement inévitable que les villes du Golfe en plein essor soient stratifiées verticalement avec la super-élite habitant les hauteurs fraîches, aérées et prestigieuses, à portée d'hélicoptère, des ascenseurs VIP et des penthouses, tandis que les esclaves et les parias de la société se retrouvent piégés sur ou sous la surface terrestre, loin en dessous. Ces relations indirectes entre les paysages urbains filmiques, virtuels et matériels sont encore plus compliquées lorsque de nouveaux paysages urbains deviennent les prochains décors de films. Hollywood n'a pas tardé à utiliser les nouveaux paysages de Dubaï comme décor futuriste pour sa prochaine série d'épopées de science-fiction et d'action. En effet, Dubaï rappelle tellement les décors de scène de nombreux films de science-fiction que la ville elle-même pourrait remplacer les décors de scène ou les décors numérisés pour de futurs films. Dans « Code 46 » (2003), Michael Winterbottom dépeint de manière dystopique un avenir urbain marqué par la ségrégation et intercale simplement des scènes de Dubaï – ainsi que de Shanghai, Hong Kong, Seattle et Londres – pour représenter son archipel mondial de haute technologie, d'intérieurs hypersurveillés et de périphéries abandonnées.⁵⁴ En 2015, il a été annoncé que le dernier film Star Trek – Star Trek : Sans limites – se déroulerait en grande partie à Dubaï. « Nous sommes venus chercher l'avenir et nous l'avons trouvé », a déclaré Jeffrey Chernov, l'un des producteurs du film.⁵⁵

SCIENCE-FICTION RÉTRO À SHANGHAI

« Shanghai est une ville avide d'avenir. Pour en avoir un aperçu, rendez-vous sur les hauteurs du quartier financier de Lujiazui, à **PUDONG**. Au crépuscule, la vue depuis le quatre-vingt-onzième étage du Shanghai World Financial Center est fantastique et donne l'impression d'un autre monde. À l'extérieur des immenses fenêtres, la métropole s'étend comme une création hors du monde, une apparition cinématographique d'une ville de science-fiction ».⁵⁶

En Chine, le rétrofuturisme et le rétro noir de Blade Runner – lui-même influencé par l'imaginaire orientaliste occidental des villes asiatiques telles que Hong Kong et Tokyo la nuit ⁵⁷ – ont à leur tour fortement influencé l'architecture et le design des villes en pleine évolution. Les croyances modernistes en un progrès linéaire vers la prospérité grâce aux nouvelles technologies et à l'architecture se sont maintenues dans certains aspects de la culture chinoise, longtemps après leur abandon en Occident, et ces influences se sont combinées à des souvenirs influents du cosmopolitisme de la Chine, et en particulier de Shanghai, avant la période communiste.

Comme dans le Golfe, l'érection vers le ciel de Shanghai depuis le milieu des années 1990 – la plus grande construction d'ensemble d'architecture verticale de l'histoire de l'humanité – a été façonné par des idées historiques de l'avenir vertical ainsi que par le désir des élites que

de tels efforts permettent à la ville d'émerger en tant qu'icône mondiale de l'avenir urbain au XXI^e siècle. « L'ambition de Shanghai – devenir la grande métropole du XXI^e siècle – exige non seulement qu'elle transmette ce qui est à venir, mais aussi, plus fondamentalement, qu'elle transforme l'idée même de ce que l'avenir pourrait signifier ».⁵⁸ Aux yeux des Occidentaux, le futurisme architectural de l'extraordinaire poussée de croissance verticale de Shanghai semble directement évoquer les idées historiques et occidentales de l'urbanisme futur, si puissamment incarnées par les aspects « rétro » du futurisme de Blade Runner. **L'ORIENTAL PEARL TOWER**, d'une hauteur de 468 mètres, achevée en 1994, en est un exemple emblématique. Plus haute tour de Chine jusqu'en 2007, elle a été construite pour symboliser les constructions verticales massives qui l'ont suivie dans le nouveau quartier de Pudong. C'est aujourd'hui l'icône architecturale la plus importante de Shanghai. Rappelant la science-fiction américaine des années 1950, les tours de télévision de les space needles (aiguilles de inaugurée à Seattle en 1962, une ressemblait, selon les termes de Greenspan, à « l'apparition d'un »⁵⁹ Elle interprète cela comme le élites de la ville pour « combler » de domination culturelle et ur- qui a coïncidé avec la période l'âge d'or » de la ville dans les réformes du parti communiste 1980.



la guerre froide et l'espace) comme celle fois construite, la tour la philosophe Anna avenir déjà passé ». résultat du travail des » la période « perdue baine et de futurisme communiste entre « années 1920 et les au milieu des années



Vue nocturne de l'Oriental Pearl Tower, ainsi que d'autres gratte-ciel illuminés, dans le quartier de Pudong à Shanghai. Le photographe a téléchargé cette image et d'autres sur le site web de la ville des gratte-ciel sous le titre Blade Runner : Nighttime Edition (Source: <http://www.skyscrapercity.com/showthread.php?t=1163669>; R@ptor, licence d'attribution).

De nombreux gratte-ciel construits à Shanghai depuis l'Oriental Pearl Tower imitent le rétrofuturisme de

cette dernière. Les restaurants situés sur les toits de la dense canopée de gratte-ciel démesurés ont la forme d'ovnis. La nuit, des écrans numériques éblouissants et des néons illuminent des survols en hélicoptère, des bateaux, des tours, des gratte-ciel et des bâtiments historiques. Ceux-ci créent des paysages lumineux futuristes soigneusement chorégraphiés qui se réfractent de manière inquiétante à travers le smog chaud et brumeux créé par les crises de pollution en Chine. « Ce nouveau gratte-ciel futuriste brille en vert, puis en violet, puis en jaune, puis en rouge, alors qu'il s'élève à plus de 600 m », écrit Dave Tacon à propos de l'ouverture de la tour Shanghai, le deuxième gratte-ciel le plus haut du monde, en 2015. « Il n'est pas étonnant que son présent se soit doublé d'un avenir dans des films tels que Her, récompensé par un Oscar, et Looper, la superproduction avec Bruce Willis ».⁶⁰

Pendant ce temps, des flottes de tramways, de monorails, de métros et de trains MAGLEV (train à sustentation magnétique) sans conducteur à la pointe de la technologie semblent imiter directement les fantasmes occidentaux historiques de la mobilité future. Les pavillons de l'Expo diffusent en boucle des films de science-fiction occidentaux classiques ; les élites s'abritent de l'air mortel à l'intérieur de bulles à air filtré. Les visiteurs des paysages étonnamment verticalisés et médiatisés des mégapoles chinoises contemporaines remarquent souvent à quel point ils ont l'impression d'expérimenter un décor agrandi de Blade Runner.⁶¹ Dans les deux villes, les journalistes, les voyageurs et les blogueurs rivalisent pour dessiner ou imaginer les résonances les plus évidentes avec le film de Ridley Scott ainsi que d'autres films de science-fiction classiques. « L'Oriental Pearl Tower à Shanghai se serait parfaitement intégrée au paysage urbain apocalyptique de Blade Runner », écrivait la journaliste Cath Urquhart en 2005, « tandis que le smog et les panneaux publicitaires clignotants en feraient le Los Angeles du film ».

Un blogueur voyage, réagissant aux paysages nocturnes multicolores et verticaux de Shanghai, a déclaré que « c'était comme Blade Runner, sans Daryl Hannah qui essayait de me tuer avec ses cuisses ».⁶² Et un visiteur qui a publié sur YouTube en 2013 une vidéo de Pudong la nuit vue du haut d'un gratte-ciel a déclaré que « la seule chose qui manque, ce sont les voitures volantes ! »⁶³ Les atmosphères souvent épaisses et polluées de Shanghai et de Pékin ne font qu'ajouter à leur attrait en tant qu'imitations vivantes des décors de Blade Runner. L'image d'un grand écran vidéo diffusant des publicités dans l'air trouble d'une grande tour de Pékin a fait le tour du monde en 2015, précisément parce qu'elle ressemblait beaucoup à des scènes du film.

Les mégapoles chinoises contemporaines acquièrent donc une grande partie de leur pouvoir sur l'imaginaire occidental en jouant le rôle de ce que la théoricienne suédoise des médias Amanda Lagerkvist appelle un « paysage hyper-représentatif ». Elle entend par là qu'ils offrent des espaces urbains soigneusement façonnés pour faire « allusion à la position qu'occupent les villes gigantesques dans le genre de la science-fiction ».⁶⁴ Ces allusions sont si puissantes que les entreprises touristiques de Shanghai proposent même aux touristes occidentaux

des circuits de jogging « Blade Runner nights », qui passent par les paysages les plus Blade Runner de la ville. Pendant ce temps, les « Shanghai Syn-copators », un groupe de chanteurs britanniques, donnent des concerts contenant des chansons classiques des années 1920 et 1930, période faste de la ville cosmopolite de Shanghai, combinées à des chansons tirées de la bande originale de Blade Runner.

Il est toutefois important d'interpréter le spectaculaire futurisme urbain de la Chine comme étant bien plus qu'un étrange « déjà vu » pour les touristes occidentaux, filtré, sans aucun doute,



par le prisme d'une longue histoire de l'orientalisme à l'Occidental. Une telle interprétation est sujette à des accusations d'ethnocentrisme grossier. Comme le souligne la philosophe Anne Greenspan, si le futurisme utopique naïf est depuis longtemps discrédité en Occident, nous ne devrions pas considérer le futurisme de science-fiction de Shanghai ou de Pékin comme un simple remplacement chinois des cultures modernistes occidentales mortes depuis longtemps. Selon elle, le dynamisme et la confiance de la Chine – liés à ses cultures très différentes et à son sens de l'histoire et du temps – sont fortement liés à sa propre foi – ou du moins à la foi de ses élites – en un futurisme absolu (plutôt que relationnel). Cela se manifeste par l'obsession de la Chine non pas à organiser des expositions d'époque démontrant les types d'avenirs auxquels le progrès pourrait éventuellement conduire, mais à construire des paysages urbains entiers, à presque n'importe quel coût économique, social ou écologique, comme des visions futuristes

matéria-
mainte-
que de
tech-
ou des
urbains
un futur
les élites
remo-
villes
réanimant
perdu
à des no-
de temps,
le cas



lisées ici et
nant. Plutôt
relier des
nologies
paysages
spécifiques à
hypothétique,
chinoises
dèlent leurs
verticales en
un futurisme
sans référence
tions linéaires
comme c'est
dans le mo-

dernisme occidental. Dans un tel modèle, l'invocation du futurisme de science-fiction fonctionne comme modèle pour les mégaprojets urbains centraux, précisément parce qu'un siècle ou plus de travail culturel a été réalisé par les traditions des médias de science-fiction. Tout ceci permet aux paysages actuels de Shanghai, de Pékin et d'autres villes chinoises de devenir un royaume virtuel infusé rétroactivement avec les effets des futurs de science-fiction imaginés précédemment.⁶⁵ « Le futur n'est pas seulement une perspective, il est physiquement situé ici, à Pudong », souligne Amanda Lagerkvist. « Et dans ce sens, c'est maintenant ».⁶⁶

CONTESTER LES PAYSAGES URBAINS DE SCIENCE-FICTION

Enfin, les villes de science-fiction, réelles ou imaginées, offrent de puissantes possibilités de remettre progressivement en question les transformations urbaines contemporaines. Parfois, comme dans **1984 DE GEORGE ORWELL**, elles finissent par encadrer tout un monde politique contesté. Les luttes contre l'intensification de la surveillance dans le monde entier s'appuient largement sur la figure omnisciente du « Big Brother » d'Orwell et décrivent largement les tendances en matière de surveillance comme « orwelliennes ». Le film **MINORITY REPORT** (2002) de Steven Spielberg – tout comme *Blade Runner*, basé sur une histoire **DE PHILLIP K. DICK** – est également devenu un point de référence standard pour ceux qui analysent et contestent la croissance de nombreux types de systèmes de surveillance anticipatifs et préventifs qui ont été mis en place parallèlement à la « guerre contre le terrorisme ».⁶⁷

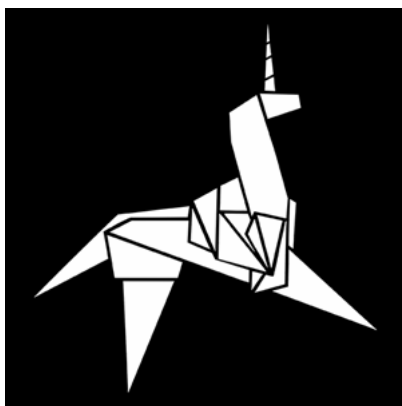
Ceux qui contestent les structures de classe stratifiées verticalement dans les villes contemporaines peuvent également invoquer une série de dystopies urbaines de science-fiction parmi leurs efforts. Elles offrent de puissantes ressources pour contester un monde où les riches s'enferment de plus en plus dans des strates élevées de penthouses, de piscines en plein air, de dômes avec filtration d'air, de ponts luxueux, d'avions et d'hélicoptères privés, tandis que les grouillots opprimés, transportés depuis les endroits les plus pauvres du monde dans des avions contenant également les cercueils de leurs ancêtres, construisent et entretiennent les refuges aériens des élites depuis leur monde d'en bas (avec des conséquences souvent mortelles). Une chose est sûre : dans le monde contemporain, comme l'a dit l'architecte Pedro Gadanh, « il n'est pas nécessaire de se téléporter sur Mars pour envisager un urbanisme de science-fiction conçu dans des conditions extrêmes ».⁶⁸ On a plutôt l'impression que les tropes de la science-fiction apocalyptique sont de plus en plus présents ici et maintenant. « La catastrophe n'est pas à venir », écrit le Comité invisible dans son puissant manifeste de 2008 contre la mondialisation néolibérale, « L'insurrection qui vient. » « Elle est déjà là ».⁶⁹

Dans le même ordre d'idées, Andy Merrifield, suivant Henri Lefebvre dans son livre « Le Droit à la Ville », publié en 1968 au plus fort des insurrections parisiennes ⁷⁰, utilise les discussions d'**ISAAC ASIMOV** sur les planètes fictives de ses romans des séries « Fondation, Les Robots et Le Cycle de l'Empire » pour appuyer ses discussions sur l'urbanisation de la Terre.⁷¹ La planète fictive Trantor d'**ASIMOV**, en particulier, offre une allégorie saisissante de la Terre contemporaine et d'un futur proche.⁷² Ses 40 milliards d'habitants, pour qui la campagne verdoyante n'est qu'un souvenir folklorique, habitent une seule ville à l'échelle mondiale qui couvre la totalité de la surface de la planète. Loin des millions de dômes d'acier qui s'élèvent dans le ciel, la grande majorité de la population vit dans des abris mécaniques creusés profondément dans la croûte terrestre et les plateaux continentaux. Une grande partie de la vie sociale de la planète se déroule dans des architectures profondes où la lumière et l'air sont contrôlés par le climat. Tout en reconnaissant qu'Asimov pousse l'urbanisation « au maximum », Merrifield et Lefebvre soulignent tous deux que ses sources peuvent être reconnues dans l'urbanisation

contemporaine de notre monde. Peut-être faut-il alors réimaginer le présent comme une apocalypse afin que les efforts de mobilisation contre celle-ci puissent eux-mêmes s'inspirer des stratégies politiques déployées dans la science-fiction ? ⁷³

Les activistes et les critiques urbains qui ont vécu et contesté les récents cycles de ruine et de désespoir d'hyperaustérité à Athènes, par exemple, ont puissamment invoqué l'expérience de la ville comme une sorte de « science-fiction du présent ». La vie dans l'Athènes contemporaine imite certainement de nombreux tropes de la science-fiction dystopique ici et maintenant. La vie civile, libérale et urbaine de la ville a été attaquée en parallèle par l'appauvrissement systématique dû aux régimes financiers internationaux et à la répression systématique par une police équipée en haute technologie, de plus en plus militarisée – et souvent ouvertement fasciste. Surtout, les notions de « progrès » et de modernité de l'époque des Lumières ont été systématiquement inversées. La ville, de plus en plus ruinée, semble confrontée à une apocalypse tout droit sortie d'un film de science-fiction – où l'avenir semble indéfiniment suspendu – mais aussi curieusement imperceptible par le monde extérieur.⁷⁴

De puissantes résonances existent également entre l'atmosphère anxiogène des paysages urbains verticalisés dans les villes réelles et les villes de science-fiction. L'architecte Julian Gitsham, du grand cabinet international Hassell, explique comment une scène de Blade Run-



ner souligne le niveau inquiétant d'isolement et d'anomie que l'on rencontre dans de nombreuses villes verticales et fortifiées. « Dans une scène, Deckard [le personnage joué par Harrison Ford, le protagoniste] traverse la ville par un tunnel, entre dans un parking souterrain, prend l'ascenseur et entre dans son appartement, le tout sans parler à une seule personne », écrit-il. « Lorsque l'on construit en hauteur, on peut se retrouver incroyablement isolé ».⁷⁵ En 2003, l'auteur cyberpunk William Gibson a réfléchi à l'invocation omniprésente du terme « Blade Runner » pour décrire les paysages de rues bruts, denses et délabrés, mais souvent hypermodernes, de nombreuses mégapoles en voie de verticalisation. Gibson a même transformé le terme en verbe, suggérant qu'une voie rapide à plusieurs niveaux dans le quartier de Roppongi à Tokyo – elle-même utilisée comme « ville future » dans certaines scènes du film de science-fiction classique **«SOLARIS», D'ANDREÏ TARKOVSKI** (1972) – avait depuis « été 'Blade Runnerée' par un demi-siècle d'utilisation et de pollution » ; ses « bords en béton étaient devenus aussi poreux que du corail ».⁷⁶

Cependant, des problèmes peuvent surgir ici précisément en raison des profondes continuités dans l'iconographie des villes de science-fiction sur un siècle ou plus. Parce qu'elle est si courante et si facile, la tendance à invoquer le gigantisme vertical des villes de science-fiction dans la politique contestée des villes réelles peut facilement devenir banale et stéréotypée. Les écrits urbains du critique californien Mike Davis – qui, dans ses livres influents tels que « **CITY OF QUARTZ : LOS ANGELES, CAPITALE DU FUTUR** » et « **ECOLOGY OF FEAR** »⁷⁷, a un penchant pour ce que le théoricien du cinéma Peter Brooker a appelé « une rhétorique apocalyptique sinistrement sublime »⁷⁸ – sont clairement influencés par le roman noir et la science-fiction. Malgré cela, Davis critique la manière dont Blade Runner a été invoqué si paresseusement comme une description dystopique du type de changements urbains hypercorporatifs et radicalement inégalitaires qui caractérisaient Los Angeles à la fin des années 1980.⁷⁹ « Pratiquement toutes les cogitations sur l'avenir de Los Angeles », écrivait Davis en 1990, « prennent maintenant pour acquis l'imagerie sombre de Blade Runner comme un point extrême possible, voire inévitable, pour cette terre de soleil ». Davis n'est pas convaincu par les suggestions selon lesquelles Blade Runner est un simple alter ego dystopique de Los Angeles, même si le film se déroule théoriquement dans cette ville (en 2019). C'est précisément parce que le film semble n'offrir qu'une reprise postmodernisée du gigantisme urbain servi par le « Metropolis » de Fritz Lang en 1927 (qui, à son tour, s'appuyait sur des copies à peine voilées des gratte-ciel dépeints par les futuristes Américains des années 1920, comme Hugh Ferriss). Davis est particulièrement sceptique quant à l'utilisation plutôt cliché du trope commun de la science-fiction verticalisée – de Wells à Blade Runner et au-delà – pour proposer une ville future reposant simplement sur l'idée de « dimensions énormes, démesurées ».⁸⁰

Enfin, de nombreux paysages urbains de science-fiction, présentés comme des villes dystopiques, offrent à la fois des possibilités séduisantes et des cauchemars épouvantables. Au début des années 1980, les urbanistes occidentaux étaient en train de remplacer la ville fonctionnelle propre et stérile des utopies modernistes par des visions de villes restaurées avec des paysages urbains denses, mais conviviaux pour les piétons, et animés. Ainsi, lorsque les rues bondées et grouillantes de Blade Runner sont apparues sur les écrans de cinéma en 1982, pour de nombreux professionnels de l'urbanisme, plutôt qu'une dystopie effrayante, le film est devenu un modèle normatif d'une ville que l'on pourrait envisager. En 1997, « trois urbanistes sur cinq ont déclaré qu'ils espéraient que Los Angeles ressemblerait un jour à celle du film Blade Runner ». De manière plutôt ironique, l'urbaniste australien Stephen Rowley suggère que « si nous recherchons le dynamisme et la vitalité, il y a beaucoup de choses à apprécier dans ce Los Angeles fictif de 2019. Il y a beaucoup de commerces de proximité et de restaurants au niveau de la rue ». Et « la vie nocturne a l'air fantastique ».⁸¹

Remerciements: L'auteur tient à remercier Lucy Hewitt, dont les excellents travaux de recherche menés entre 2010 et 2012 ont jeté les bases de ce document.

Accord de confidentialité: Aucun conflit d'intérêts potentiel n'a été signalé par l'auteur.

NOTES

1. Lire Stephen Graham, « Life Support: The Political Ecology of Urban Air », City 19, nos. 2–3 (2015) : 192–215 and « Luxified Skies: How

- Vertical Urban Housing became an Elite Preserve », *City* 19, no. 5 (2015) : 618–645. Lire également Stephen Graham, *Vertical: The City from Above and Below* (London and New York: Verso, 2016)
2. Syd Mead et Patrick Sisson, « Meet Syd Mead, the Artist Who Illustrates the Future », *Curbed*, 23 juillet 2015, <http://curbed.com/archives/2015/07/23/syd-mead-city-architecture-blade-runner-design-future.php>
3. Lire Lucy Hewitt et Stephen Graham, « Vertical Cities: Representations of Urban Verticality in 20th-Century Science Fiction Literature », *Urban Studies* 52, no. 5 (2015): 923–937; Donato Totaro, 'The Vertical Topography of the Science Fiction Film,' *Off Screen* (August 2010): 14, http://offscreen.com/view/vertical_topography
4. Dans le sous-genre des dessins animés, romans et films de science-fiction mettant en scène des super-héros, la capacité soudaine des différents protagonistes – Batman, Superman, Spider-Man et leurs semblables – à transcender la gravité en volant à travers les forêts de gratte-ciel n'est rien de moins que le moyen même de sauver (à plusieurs reprises) la ville – ou le monde – d'une attaque malveillante. Lire Scott Bukatman, *Matters of Gravity: Special Effects and Supermen in the 20th Century* (Durham, NC: Duke University Press, 2003).
5. Dans certains films de science-fiction – *Blade Runner* et *Elysium* en sont d'éminents exemples – les élites se sont déplacées vers le ciel au point d'être « hors planète » et d'habiter des colonies extraterrestres.
6. Susan Sontag, « The Imagination of Disaster », *Commentary* 40, no. 4 (1965): 42, at 44.
7. Efraim Sicher et Natalia Skradol, « A World Neither Brave Nor New: Reading Dystopian Fiction After 9/11 », *Partial Answers: Journal of Literature and the History of Ideas* 4, no. 1 (2006): 151–179, at 153–154, 174.
- Le philosophe Slavoj Žižek a qualifié les nouvelles images du World Trade Center en feu « d'effet spécial qui surpasse tous les autres ». Slavoj Žižek, *Bienvenue dans le désert du réel* (New York: Verso), 11.
8. Lire Hewitt and Graham, « Vertical Cities » 928–932.
9. Herbert George Wells, *Quand le dormeur s'éveillera* (London: Penguin, [1910] 2005), 42.
10. *Ibid.*, 162.
11. *Ibid.*, 193 and 196.
12. *Metropolis* est basé sur un roman original du même nom écrit par Thea von Harbou.
13. Citation tirée de Fred Gehler et Ullrich Kasten, Fritz Lang: *Die Stimme von Metropolis* (Berlin: Henschel, 1990), 9.
14. David Desser, « Race, Space and Class: The Politics of the Science Fiction Films », in *Alien Zone II: The Spaces of Science-Fiction Cinema*, ed. Annette Kuhn, Vol. 2 (London: Verso, 1999), 80–96.
15. Comme dans de nombreux films de science-fiction verticaux, l'arrogance et la vulnérabilité des détenteurs du pouvoir sont illustrées par de vastes gratte-ciel clairement inspirés du mythe biblique de la tour de Babel, un édifice dont le sommet devait atteindre le ciel (d'après le Livre de la Genèse, chapitre 11), mais qui fut finalement détruit par un Dieu courroucé. Lire Anton Kaes, « The Phantasm of the Apocalypse: *Metropolis* and Weimar Modernity », in *Noir Urbanisms: Dystopic Images of the Modern City*, ed. Gyan Prakash (New York: Princeton University Press, 2010), 17–30.
16. Desser, « Race, Space and Class », 82. H. G. Wells, qui n'était pas satisfait de son livre *Quand le dormeur s'éveillera*, a en fait critiqué la stratification verticale extrême dans *Metropolis*, la qualifiant de « vieux truc éculé ». Citation de Dietrich Neumann, « Before and After *Metropolis*: Film and Architecture in Search of the Modern City », in *Film Architecture: Set Designs from Metropolis to Blade Runner*, ed. Dietrich Neumann (Munich: Prestel, 1999), 35.
17. Fritz Lang, *Metropolis* (Paramount Pictures, 1927).
18. J. G. Ballard, I.G.H. (London: Jonathan Cape, 1975), 10.
19. *Ibid.*, 9. 20 *Ibid.*, 14.
21. Rick McGrath, « Reconstructing High-Rise: Adventure Thru Inner Space », Mai 2004, <http://www.jgballard.ca/criticism/highrise.html>
22. Avec « *Blade Runner*esque », « ballardien » est un adjectif courant dans la critique urbaine et culturelle contemporaine. Martin Amis, « High-Rise Review », *New Statesman*, 14 novembre 1975, <http://sdict.wordpress.com/2008/12/09/high-rise-review-by-martin-amis-1975/>
23. Ballard, I.G.H., 53. 24 *Ibid.*, 15, 27.
- 25 *Ibid.*, 9. 26 *Ibid.*, 43.
27. Anna Greenspan, *Shanghai Future: Modernity Remade* (Oxford: Oxford University Press, 2014), 76.
28. Bruce Sterling, *Les Mailles du réseau* (New York: Ace Books, 1988), 215.
29. Le critique et écrivain marxiste britannique Raymond Williams souligne que, historiquement, « l'expérience des villes a donné naissance à une expérience de l'avenir ». Raymond Williams, *The Country and the City* (Oxford: Oxford University Press, 1975), 179. Lire également Robert Crossley, « The Grandeur of H. G. Wells », in *The Cambridge Companion to Science Fiction*, ed. Edward James and Farah Mendlesohn (Cambridge: Cambridge University Press, 2007).
30. Cette distinction a été identifiée pour la première fois par Darko Suvin, *Metamorphoses of Science Fiction: On the Poetics and History of a Literary Genre* (New Haven, CT: Yale University Press, 1979), 27.
31. Susan Sontag, citée dans A. O. Scott, « *Metropolis* Now », *New York Times Magazine*, 8 juin 2008, http://www.nytimes.com/2008/06/08/magazine/08wwln-lede-t.html?ref=philip_k_dick
32. Mark Fisher, « Things to Come », *Frieze Magazine*, 17 décembre 2014, http://www.frieze.com/issue/print_article/things-to-come/
33. Lire Darko Suvin, « On the Poetics of the Science Fiction Genre », *College English* (1972): 372–382.
34. Lire Peter Brooker, « Imagining the Real: *Blade Runner* and Discourses on the Postmetropolis », in *The Blade Runner Experience: The Legacy of a Science Fiction Classic*, ed. Will Brooker (New York: Wallflower Press, 2005), 213–224.
35. Sicher et Skradol, « A World Neither Brave Nor New ». Lire également Slavoj Žižek, *Bienvenue dans le désert du réel* Cinq essais sur le 11 septembre et des dates connexes (London: Verso, 2002)
36. Outre le *Metropolis* de Fritz Lang, les influences de *Blade Runner* sont multiples : les pyramides mayas, l'architecture du futuriste italien Antonio Sant'Elia, les gravures de William Hogarth sur la vie des rues de Londres au XVIII^e siècle, Hong Kong la nuit et le travail des dessi-

- nateurs de bandes dessinées français (notamment la série Métal Hurlant et la série L'Incal de Jean Giraud – nom de plume « Moebius »).
37. Citation issue de Michael Webb, « Like Today, Only More So »: The Credible Dystopia of Blade Runner », in *Film Architecture*, ed. Neumann, 44–47, at 44.
 38. Scott Bukatman, *Blade Runner* (London: Palgrave Macmillan, 2012), 41–42.
 39. *Batman Begins* (2005), *The Dark Knight* (2008) and *The Dark Knight Rises* (2012).
 40. Les scènes de rue grouillantes de *Blade Runner* ont été filmées dans un décor hollywoodien retravaillé de manière spectaculaire, représentant une rue de Manhattan construite initialement en 1929. De nombreux critiques interprètent donc le film comme une exagération futuriste du film noir de New York et de Los Angeles.
 41. Sisson, 'Meet Syd Mead.'
 42. Marcus Doel et David Clarke, « From Ramble City to the Screening of the Eye », in *The Cinematic City*, ed. David Clarke (London: Routledge, 1997), 141.
 43. Aaron Barlow, « Reel Toads and Imaginary Cities: Philip K. Dick, *Blade Runner* and the Contemporary Science Fiction Movie », in *The Blade Runner Experience: The Legacy of a Science Fiction Classic*, ed. Will Brooker (New York: Wallflower Press, 2005), 43–58.
 44. Scott Bukatman, *Terminal Identity: The Virtual Subject in Postmodern Science Fiction* (Durham, NC: Duke University Press, 1993), 132.
 45. British Film Institute, « *Blade Runner* Day at BFI Southbank » (n.d.), <http://explore.bfi.org.uk/4fc75d98f0212>
 46. William Gibson, *The Economist*, 4 décembre 2003.
 47. L'artiste Fatima Al-Qadiri a également contribué à l'invention de ce terme.
 48. Même certains acteurs du secteur immobilier admettent que de nombreux gratte-ciel contemporains sont truffés de caractéristiques « environnementales » et de discours qui ne sont rien d'autre que du « décorum ou de l'écoblanchiment ». William Murray, « Selling Tall: The Branding and Marketing of Tall Buildings », Council for Tall Buildings and Urban Habitat (2012), <http://global.ctbuh.org/resources/papers/download/261-selling-tall-the-branding-and-marketing-of-tall-buildings.pdf>
 49. Natalie Olah, « Gulf Futurism is Killing People », *Vice* (n.d.), <http://www.vice.com/print/the-human-cost-of-building-the-worlds-tallest-skyscraper>
 50. Citation *ibid.*
 51. Middle East Online, « Syd Mead Praises Dubai's Foresight, Ambition », 21 février 2005, <http://www.middle-east-online.com/english/?id=12769>
 52. L'idée a toutefois dû être abandonnée, car il est apparu que les vents du jet-stream à cette hauteur rendraient le bâtiment structurellement fragile. Lire Sammy Medina, « Straight Out of Sci-Fi: Cyberpunk Author Plans Tallest Skyscraper Ever », *Fastcodesign*, 1er octobre 2013, <http://www.fastcodesign.com/3018510/straight-out-of-sci-fi-cyberpunk-author-plans-tallest-skyscraper-ever>
 53. Citation issue de Sarah Noal, ed., *The Architecture of Adrian Smith SOM: Toward a Sustainable Future* (Sydney: Images Publishing Group, 2015), 29.
 54. Cela s'inscrit dans une longue tradition du cinéma de science-fiction qui consiste à utiliser des paysages urbains et des bâtiments futuristes ou brutalistes comme décors de tournage. Lire Yasser Elsheshtawy, « The Prophecy of Code 46: Afuera in Dubai, or Our Urban Future », *Traditional Dwellings and Settlements Review* (2011): 19–31.
 55. Jon Gambrell, « Filming Begins in Dubai for New Movie *Star Trek Beyond* ». Associated Press, 2 octobre 2015, <http://bigstory.ap.org/article/5a37f2e182834954b2d6daca98d89b8b/filming-begins-dubai-new-movie-star-trek-beyond>
 56. Anna Greenspan, *Shanghai Future: Modernity Remade* (Oxford: Oxford University Press, 2014), iii.
 57. « Le Los Angeles de 2019 peut en effet être considéré comme le Hong Kong des mauvais jours », affirmait l'analyste culturel Wong Kin Yuen en 2000. Wong Kin Yuen, « On the Edge of Spaces: *Blade Runner*, Ghost in the Shell, and Hong Kong's Cityscape », *Science Fiction Studies* (2000): 1–21, at 4. Lire également Chi HyunPark, « Orientalism in U.S. Cyberpunk Cinema from *Blade Runner* to *The Matrix* » (Thèse de doctorat, University of Texas at Austin, 2004), <https://repositories.lib.utexas.edu/handle/2152/2159>
 58. Greenspan, *Shanghai Future*, xv.
 59. *Ibid.*, xxiv.
 60. Dave Tacon, « Shanghai: The City that Changes the Way you See the Future », CNN.com, 12 novembre 2015, <http://edition.cnn.com/2015/11/11/travel/shanghai-future-trip-that-changed-my-life/>
 61. Lire Amanda Lagerkvist, « The Future is Here: Media, Memory, and Futurity in Shanghai », *Space and Culture* (2010).
 62. Deux citations issues de Amanda Lagerkvist, *Media and Memory in New Shanghai: Western Performances of Futures Past* (London: Palgrave Macmillan, 2013), 63.
 63. Culveyhouse, « Ligne d'horizon de Pudong à Shanghai ».
 64. Lagerkvist, *Media and Memory*, 63.
 65. Greenspan, *Shanghai Future*, xix–xx.
 66. Amanda Lagerkvist, « Future Lost and Resumed: Media and the Spatialization of Time in Shanghai », *The ESF-LiU Conference* (2006), <http://www.ep.liu.se/ecp/020/009/ecp072009.pdf>
 67. Lire Cynthia Weber, « Securitising the Unconscious: The Bush Doctrine of Preemption and Minority Report », *Geopolitics* 10, no. 3 (2005): 482–499; Alberto Toscano, « The War Against Pre-terrorism: The Tarnac 9 and The Coming Insurrection », *Radical Philosophy* 154 (Mars/Avril 2009).
 68. Pedro Gadanho, « Taken to Extremes », in *Beyond Scenarios and Speculations*, ed. Pedro Gadanho (Amsterdam: Sun, 2009), 9–14, at 11.
 69. Le Comité invisible, *L'insurrection qui vient* (Los Angeles: Semiotext(e), 2008).
 70. Henri Lefebvre, *Le Droit à la Ville* (Paris: Anthropos, 1968).
 71. Lire Andy Merrifield, « The Urban Question Under Planetary Urbanization », *International Journal of Urban and Regional Research* 37, no. 3 (2013): 909–922.
 72. Issac Asimov, *Fondation* (London: Voyager Paperback, 1955).
 73. Lire David Cunningham et Alexandra Warwick, « Unnoticed Apocalypse: The Science Fiction Politics of Urban Crisis », *City* 17, no. 4 (2013): 433–448.



L'HOMME QUI **MURMURAIT**

À L'OREILLE **DES GRANDS**

DE CE **MONDE**

Par
La Grosse

ON NE PEUT RÊVER PERSONNAGE PLUS PARFAIT, PLUS EMBLÉMATIQUE, PLUS... LITTÉRAIRE. PETER SUTHERLAND ÉTAIT, SANS DOUTE AVEC GEORGE SOROS, L'INCARNATION INDIVIDUELLE RÊVÉE DE LA GLOBALISATION. DONT IL FUT L'ACCOUCHEUR, PAR SES LIENS ÉTROITS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES QUI L'ONT FAÇONNÉE. A L'HEURE DES CONFLITS SUR LA SOCIÉTÉ OUVERTE OU FERMÉE, SON PORTRAIT EST AUSSI CELUI DES DIVISIONS QUI DÉCHIRENT LA VIE POLITIQUE OCCIDENTALE.

Comment tenter un portrait de cet homme sans être accusé de tomber dans un réquisitoire complotiste. Malheureusement, son profil est souvent décrit sur des blogs qui, à la truelle, le décrivent comme porteur d'un complot « juif-franc-mac-mondialiste (sic) », ce qui rend souvent inaudible toute prise en compte rationnelle de ce qu'il incarne. Pourtant, le personnage est si allégorique que même des écrivains comme Dan Brown, **THOMAS PYNCHON OU GEORGE ORWELL** n'oseraient l'inventer. Mais c'est à l'atmosphère d'un roman 'post-moderne' génial et plutôt oublié, **EARTHLY POWERS (LES PUISSANCES DES TÉNÉBRES)** **D'ANTHONY BURGESS**, qu'il ramène insidieusement. On le compare à Soros, il est moins connu et pourtant peut être encore plus emblématique car ses actions ont couvert la to-



talité du spectre de la gouvernance globale. Un petit tour autour de la large personne qu'était Monsieur Sutherland, mort en 2016. Une photo : un homme, la soixantaine, plutôt matelassé, au forum de **DAVOS**. Un peu une caricature de l'image du capitaliste de base façon XXème siècle, il ne lui manque que le cigare. Surnommé 'le père de la mondialisation', il était beaucoup plus que cela. **ET IL NOUS SERMONNAIT DE SON DOIGT POTELÉ.**

Son CV interminable parle de lui-même. Retenons en le plus parlant. Tout d'abord Peter Sutherland était irlandais. Le nationalisme, il a vu. Il a vu son pays se déchirer au nom du nationalisme. Le jeune Sutherland a fait ses études au collège jésuite de Dublin. Après des études de droit, il s'est essayé à la politique en **IRLANDE** mais, non élu, a vite

bifurqué vers la Commission européenne. Nommé commissaire européen, responsable de la politique de la concurrence, puis Directeur du GATT devenue l'OMC, il a élevé l'Organisation à ce qu'elle a représenté depuis : un corps en contact direct avec les Etats avec qui il œuvra à l'abaissement des barrières douanières. C'est pourquoi il est vu par beaucoup comme **LE « PÈRE » DE LA GLOBALISATION**. Il a, habilement et

en parallèle, collectionné des jetons de présence dans d'innombrables conseils d'administration. Pas des moindres puisque, entre autres, il fut 13 ans président de British Petroleum et 20 ans de Goldman Sachs International (filiale de GS). Il a été représentant honoraire pour l'Union européenne du Transatlantic Policy Network, organe qui œuvre à harmoniser les réglementations et normes entre l'Union européenne et les Etats Unis en vue de la ratification du très controversé et très libéral Traité transatlantique. Il était évidemment **MEMBRE DU BILDERBERG ET DE LA TRILATÉRALE** et Président de la London School of Economics. Il fut également l'initiateur d'**ERASMUS** qui initiera les jeunes européens au nomadisme universitaire, beau projet européen, mais qui voit aussi le maintien dans son pays d'origine une option comme une autre au sein d'une 'auberge espagnole' si attirante dans le film de Cedric Klapisch...

Essoufflé(e) ? C'est pourtant loin d'être terminé. Peter Sutherland n'était pas un libéral, c'était un ultra libéral. La différence est de taille même si

elle fait ricaner les thuriféraires du libéralisme décomplexé. Pour résumer, l'ultralibéralisme, ou 'néolibéralisme', on ne va pas ici chipoter sur les variations, prône non seulement la dérégulation des marchés, la mondialisation économique et sa financiarisation mais surtout leur prise de pouvoir sur le politique. A l'abri des soubresauts démocratiques et de ses éventuelles conséquences 'illibérales' ou souverainistes... Il se définissait également, et cela va ensemble, comme un internationaliste. Notion vague mais vigoureuse qui va bien au-delà du cosmopolitisme et de l'universalisme qui sont parties intégrantes de la culture française. Sutherland associe la libre circulation des capitaux à celle des hommes. La libre circulation au nom des droits de l'homme, comme principe universel. Pour Sutherland, tout argument contre la globalisation est « moralement indéfendable », il appelle selon ses propres mots l'Union européenne « à faire de son mieux (...) pour détruire l'homogénéité interne des nations européennes ». C'est bien lui qui demanda expressément à l'Allemagne, dont la gestion des retraites confiée aux marchés financiers est plus que problématique, de recevoir un million de réfugiés par an au cours des 30 prochaines années.

NI DE DROITE NI DE GAUCHE MAIS LIBÉRAL

Sutherland était-il de droite, était-il de gauche ? On se pose de moins en moins la question... car elle est inopérante ? Non elle est avant tout trop complexe pour beaucoup. C'était un libéral, notion plutôt de gauche mais reprise depuis longtemps par la droite économique. Au XIX^{ème} siècle, le libéralisme prône la liberté d'entreprendre et le droit à la propriété privée. A la fin du XX^{ème} siècle, le libéralisme adapté à la mondialisation et à la financiarisation n'a plus grand-chose à voir et remet en question les fondamentaux même du libéralisme cité plus haut puisque les frontières sans grandes ouvertures à la libre circulation des produits, services, capitaux et personnes, et donc à la compétition mondiale. La liberté d'entreprendre est lourdement taxée face aux multinationales, mastodontes mondiaux, dont le siège est situé dans des capitales européennes qui sont également des havres fiscaux, comme Luxembourg ou Dublin, et à qui l'on propose de très confortables 'optimisation' fiscales. Les classes moyennes occidentales ne parviennent plus à accéder à la propriété, bloqués par des salaires qui stagnent et des prix et taux d'intérêts qui montent. C'était un libertaire, notion plutôt de gauche mais reprise également par une droite économique qui ne cesse également de vouloir prouver son progressisme. C'était un libéral-libertaire, c'est-à-



dire que pour lui rien ne doit s'opposer à la liberté individuelle, la seule notion de limite est vue comme réactionnaire. Cette idéologie balaie tous les grands partis politiques et ce qu'ils sont censés combattre. La finance, ennemie de la gauche jusqu'à ce qu'elle parvienne au pouvoir. L'identité culturelle, défendue par la droite jusqu'à ce qu'elle parvienne au pouvoir.

Il se situait sur la même ligne de combat que George Soros, personnage tout aussi «florentin» mais plus connu du grand public grâce à sa très active Open Society Foundations (dont l'intitulé utilise le concept de 'société ouverte' de Karl Popper) qui finance pléthore de programmes au sein des Nations Unies et de l'Union européenne. Il est difficile de mentionner George Soros, ce généreux milliardaire 'de gauche' sans être immédiatement raillé, taxé de complotiste et d'antisémite. L'argument est éculé. L'homme d'affaire amé-

ricain d'origine hongroise, détenteur d'une fortune estimée à 25 milliards de dollars, virtuose de la spéculation financière, est connu comme l'homme qui fit sauter la banque d'Angleterre en spéculant à la baisse sur la livre sterling. Il multiplie également les activités 'philanthropiques' à forte teneur idéologique : création de l'Université d'Europe centrale au moment de la chute du mur (il est persona non grata dans plusieurs pays d'Europe de l'Est à forte tendance souverainiste qui lui reprochent de vouloir créer de toutes pièces des « sociétés sans identité »), il soutient les manifestations Euromaidan de Kiev en 2013 et aujourd'hui le nationalisme ukrainien mais également... les ONGs No Borders et finance des études sur la discrimination, l'islamophobie et le racisme d'Etat en France.



LA MIGRATION, QUESTION TABOUE, NE DOIT PAS ÊTRE UN SUJET POLI- TIQUE MAIS UNI- QUEMENT DE DROIT INDIVIDUEL

Sur le sujet migratoire, tout n'est depuis longtemps que vaste malentendu et confusion. Les hommes politiques de gauche refusent d'en faire un sujet politique et ceux de droite ont le plus souvent des comportements erratiques sur le sujet. Nicolas Sarkozy, en campagne électorale en 2007, fustige « l'immigration subie » puis augmente de 80% les titres de séjour (par rapport à 2000) et de 60% l'immigration professionnelle entre 2007 et 2010. Il est difficile de trouver ce qui a été négocié en retour. En réalité, les libéraux de gauche comme de droite sont ralliés à une immigration voulue depuis quelques décennies par les thuriféraires de la gouvernance mondiale à laquelle ils prêtent une allégeance plus ou moins implicite mais nécessaire à leur carrière.



L'immigration est un sujet dont on ne parle pas dans les diners en ville, le seul mot suffit à l'ostracisation. Cet impensé est autant fustigé ou idéalisée qu'en réalité instrumentalisé. Peut-on réellement ne l'envisager que comme un projet humaniste issu du respect des droits de l'homme ? La circulation libre des hommes permettant la constitution, selon les néo-libéraux, d'une masse prolétarienne importante, donc pesant à la baisse sur les salaires et les droits sociaux, mais également hétérogène, et donc plus aisée à contrôler qu'un peuple lié par des liens culturels, associatifs et syndicaux, réconcilie la droite et la gauche également libérales. Donc de gouvernements de gauche en gouvernement de droite, l'immigration de masse s'est progressivement installée en France et en Europe. Entraînant avec elle, que l'on soit pour ou contre, les tourments identitaires et sécuritaires que l'on nous somme d'ignorer.

Cependant, pour Sutherland et Soros, ce n'était que le début d'un processus, bien trop timide encore, d'unification du monde au service d'une économie mondialisée devenue surpuissante. L'influence de cette idéologie est aujourd'hui capitale, incontournable. En 2008, à rebours de son électorat, Nicolas Sarkozy finit par reproduire fidèlement leurs éléments de langage au cours de son discours d'ouverture de la conférence «Egalité des chances et diversité» 2. Il s'agit de : « (...) relever le défi du métissage que nous adresse le XXIème siècle (...) La France l'a toujours connue, en le relevant, elle est fidèle à son histoire (...) la consanguinité a toujours accéléré la fin des civilisations et sociétés (...) la France a toujours été au cours des siècles métissée (...) c'est la dernière chance, si ce volontarisme ne fonctionnait pas il faudra que la République passe à des méthodes plus contraignantes, ce n'est pas un choix, c'est une obligation, un impératif, on ne peut pas faire autrement, au risque de se trouver confrontés à des problèmes considérables, nous devons changer alors nous allons changer ».

DES ETATS NATIONS, PASSE ENCORE MAIS CERTAINEMENT PAS SOUVERAINS

Il s'agit donc depuis quelques décennies de communiquer ces injonctions de façon appropriée aux électeurs car malheureusement il faut encore en passer par le suffrage universel et donc l'opinion publique. Cela s'avère pénible mais finalement pas si ardu. Car idéologiquement, la chose est difficilement discutable dès qu'il s'agit de droits de l'homme. Et Peter Sutherland n'était pas un tiède, il aimait que les choses aillent vite et fort. Il s'agit d'enjamber l'Etat-nation, d'éradiquer le politique et de passer à un gouvernement technique enchâssé de droit individuel. Passé par la Commission européenne et l'OMC, il est rapidement le bienvenu au sein des Nations Unies mais également, là où on l'attendait moins, au Vatican.



Les Nations Unies l'ont longtemps courtoisé. Après la proposition de Kofi Annan de diriger le Haut-Commissariat aux réfugiés, il finit par accepter celle de conseiller spécial pour... les

migrations et le développement international et lance le Forum global pour les migrations et le développement des Nations Unies, en 2006. Dans un rapport intitulé « Migration de remplacement »³, l'ONU préconise un « compromis réciproque » entre culture des sociétés d'accueil et celle des migrants, privilégiant l'inclusion à l'assimilation. Lors de la crise des migrants de 2015, Sutherland s'infiltre immédiatement dans la brèche. L'échange entre Ban Ki-moon et Sutherland, ou plutôt le monologue de ce dernier est retranscrit tel quel sur le site des Nations



Unies : « (...) je demande aux gouvernements de coopérer, de reconnaître que la souveraineté est une illusion –une illusion absolue que nous devons laisser derrière nous. Les jours où nous nous cachions derrière des frontières et des barrières sont terminés depuis longtemps. Nous devons travailler et coopérer à construire un monde meilleur. Cela signifie s'attaquer à ces vieux schibboleths, à ces vieilles mémoires historiques et images de votre pays et reconnaître que nous faisons partie de l'humanité ». Etonnant des Nations dites Unies qui prônent leur propre démantèlement ? C'est ainsi que les Nations Unies, et particulièrement l'Unesco, sont passés du concept de diversité culturelle développé par Lévi-Strauss à celui de multiculturalisme sans que cela fasse débat, le glissement sémantique est passé inaperçu. Quant aux 'vieilles mémoires historiques', elles font partie des « quatre vieilleries » de la révolution culturelle chinoise à éradiquer par tous les moyens. Nous y reviendrons.

Construire un monde meilleur, nous dit Sutherland ... mais où ? Le Washington Post du 29 août 2015 annonçait que les budgets onusiens pour les réfugiés syriens qui vivaient dans les camps du Moyen Orient avaient été réduits de moitié. Pourquoi fait-on si peu pour que ces derniers puissent survivre dans leur région, dans des lieux protégés par les forces internationales ? Etrange lorsque l'on sait les millions que l'organisation ou ses agences peuvent lever sur des aides bilatérales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime que deux tiers des réfugiés au Liban et en Jordanie vivent dans une pauvreté absolue et que 750 000 enfants sont privés d'école. Les réfugiés interrogés affirment qu'ils n'ont d'autre choix que de partir vers l'Europe...

Pendant une dizaine d'années, Peter Sutherland a également été conseiller pour la réforme de l'administration et des finances, très mal en point, du Vatican. Mc Kinsey, KPMG, Ernst & Young et Promontory Financial Group participent à l'audit du petit Etat depuis plusieurs années, sous les auspices du nouveau et très global Pape François. (J'ai écrit la première version de cet article en 2016, à l'époque je finissais ce paragraphe par ce que je pensais être une provocation) : Accepterait-on, en France, de voir la Cour des comptes remplacée par des cabinets privés ?

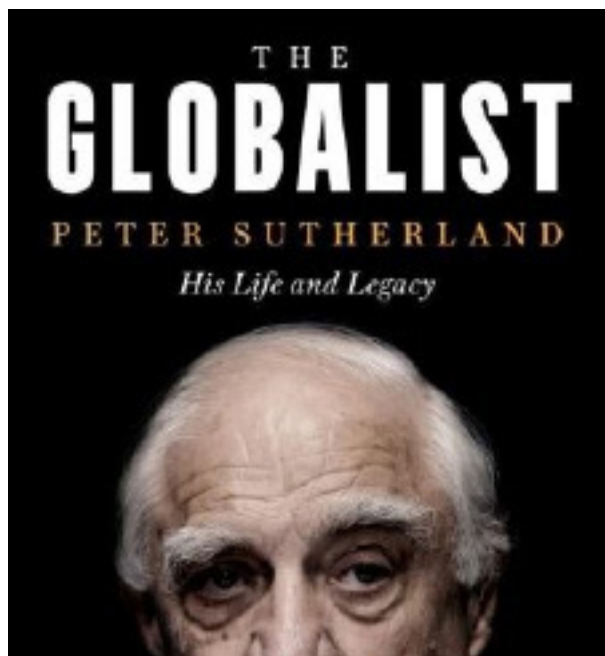
Chris Patten, le dernier gouverneur de Hong Kong était lui chargé de réformer les médias du Vatican. Patten, membre de la trilatérale, co-préside l'International Crisis Group initié par George Soros et financé par Mc Kinsey, la Fondation Rockefeller, l'Union européenne, Shell et British Petroleum. L'ONG, dont le but ambitieux est de prévenir et résoudre les conflits, défend le concept néoconservateur de « guerre juste » et est proche des intérêts de l'OTAN.

Peter Sutherland a également été nommé à la tête de l'ICMC (Commission internationale catholique sur les migrations) et peut professer en toute bonne foi que « ce thème des migrations a permis de rappeler la relation fondamentale entre l'Eglise et les principes fondamentaux de la dignité de l'être humain et de l'égalité entre tous les hommes ». Le Pape François tance l'Europe sur la question des migrants. On a pu suivre Jean-François Colosimo ⁵ quand il écrit en 2016 que le Pape est le plus subtil d'entre nous puisqu'il refuse de jouer le jeu des guerres de religion en ne ramenant que des familles syriennes musulmanes et en évitant de pratiquer une diversité onusienne, élégante et tolérante. Fin août 2017, le monarque du Vatican a imposé ces fameux 21 points qui passent très mal même auprès des plus fidèles de ses fidèles. 21 injonctions à l'accueil sans restriction et un plaidoyer pour faire passer la sécurité nationale après la sécurité 'personnelle' du migrant, trois jours après les attentats de Barcelone. Bienvenue en Absurdie : n'est-il pas également question de sécurité personnelle quand il s'agit de sécurité nationale ? Le chef spirituel occidental appelle également à minimiser l'assimilation et à privilégier l'identité culturelle des arrivants depuis des années. Sermon toujours renouvelé en septembre 2023, « à Marseille, et pas en France » comme il l'a subtilement précisé, figeant ainsi les termes d'un débat condamné depuis plus de 30 ans, à la suite d'une énième crise migratoire en Méditerranée. Fin août 2017, le monarque du Vatican a imposé ces fameux 21 points qui passent très mal même auprès des plus fidèles de ses fidèles. 21 injonctions à l'accueil sans restriction et un plaidoyer pour faire passer la sécurité nationale après la sécurité 'personnelle' du migrant, trois jours après les attentats de Barcelone. Bienvenue en Absurdie : n'est-il pas également question de sécurité personnelle quand il s'agit de sécurité nationale ? Le chef spirituel occidental appelle également à minimiser l'assimilation et à privilégier l'identité culturelle des arrivants depuis des années. Sermon toujours renouvelé en septembre 2023, « à Marseille, et pas en France » comme il l'a subtilement précisé, figeant ainsi les termes d'un débat condamné depuis plus de 30 ans, à la suite d'une énième crise migratoire en Méditerranée. Au-delà d'un irénisme confondant, cette confusion entre le spirituel et le temporel laisse perplexe, surtout à l'aune de l'omniprésence de Sutherland dans la cité vaticane pendant une décennie. Devant tant de confusion, il est presque perturbant de relire Benoît XVI, beaucoup moins médiatique et « libéral-compatible », nous suggérer qu'« avant même le droit d'émigrer, il faut réaffirmer le droit de ne pas émigrer, c'est-à-dire d'être en condition de demeurer sur sa propre terre » et Jean-Paul II considérer que « le droit primordial de l'homme est de vivre dans sa patrie ». Ces mots paraissent sortis d'une époque lointaine et révolue, reléguée aux 'vieilleries' de l'Histoire.

MAO ET « LES QUATRE VIEILLERIES »

Une vraie révolution culturelle en somme. Une fois débarrassée des « quatre vieilleries » fustigées par Mao, l'humanité trouvera enfin son essor. Ce sont bien les « vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes et enfin les vieilles habitudes » dénoncées avec virulence par le leader de la révolution chinoise auxquelles notre ami Sutherland nous a demandé de renoncer? Voici l'aboutissement de la version occidentale du maoïsme : passée grossièrement au shaker avec une louche de libertarisme foucaldien subverti aux intérêts libéraux ⁶. Remarquable plasticité intellectuelle... Le contrat comme unique lien social, l'individualisme érigé en norme contre l'Etat (qui se doit de redistribuer pour contrer les effets délétères de leur politique mais de demeurer faible sur la régulation économique et le régalien) et l'an-

ti-culturalisme. Bon nombre d'intellectuels français qui modèlent la vie idéologique française depuis quelques décennies sont issues du maoïsme (dit mao-spontex, sorte de syncrétisme du marxisme et du projet libertaire) ainsi que bon nombre de ceux qui régissent la vie économique. Après la Commission européenne, José Manuel Barroso, président des étudiants maoïstes dans sa jeunesse au Portugal, travaille aujourd'hui chez Goldman Sachs. Denis Kessler, ex-vice-président du Medef et en charge de la « refondation sociale » (sic) du Medef, François Ewald son compagnon de lutte, disciple de Foucault, ont œuvré l'un et l'autre pour « une rénovation idéologique du patronat » qui pense le risque non plus uniquement comme une prérogative de l'entrepreneur justifiant le profit mais en l'étendant à la société tout entière. Encore faudrait-il que cette société en soit avertie, consciente et consentante. Encore faudrait-il que le risque soit réellement pris du côté du patronat et des banques, assez prompts à nationaliser leurs pertes.



Pour Sutherland, la globalisation a sorti beaucoup de gens d'une pauvreté « abjecte ». C'est un argument. Seulement, citons Hubert Védrine par exemple : « La mondialisation récente a créé des milliardaires à foison et sorti des centaines de millions de paysans (en général asiatiques) de l'extrême pauvreté, mais au prix d'un accroissement faramineux des inégalités de plus en plus insupportable ». Et d'un appauvrissement de la classe moyenne occidentale. Pour Sutherland, « les migrants ont une meilleure contribution fiscale qu'ils ne coûtent à l'Etat, une contribution nette positive pour l'économie, des taux de chômage plus bas (...) un plus grand intérêt envers l'éducation, des plus bas taux de criminalité ou de fraude à la sécurité sociale ».

Pour avoir une idée du bien-fondé des prédictions de Sutherland, rappelons qu'en 2012 il avait également déploré que l'Europe n'ait pas profité, avec les révolutions arabes, de cette opportunité historique de lier les deux côtés de la Méditerranée... On a le droit de vouloir changer de société. Mais alors il faut le dire clairement. Et non travestir ceux qui rechignent à rentrer dans le rang d'un progressisme libéral radicalisé en zombies racistes, réactionnaires et complotistes, trois accusations considérées comme les plus indignes du XXIème siècle. Un projet idéologique de société au nom de l'humanisme, du déjà vu ? Oui, mais ce projet-là est plus pernicieux car il se fait au nom des droits de l'homme, du droit individuel et du progressisme. Il n'y a pas de révolution, pas de goulags pas de morts (enfin peu). Au pire, un ostracisme social. Encore une fois, pour Sutherland, tout argument contre la globalisation est « moralement » indéfendable. Ce dernier a donc pu continuer calmement à asséner que « l'Europe doit faire de son mieux pour minorer l'homogénéité de ses Etats membres car la prospérité future de ses membres dépend du fait qu'ils deviennent multiculturels (...) c'est une dynamique cruciale pour la prospérité économique même si c'est difficile à comprendre (sic)

». En effet, comme nous l'avons évoqué, la culture est un obstacle aux flux mais c'est uniquement par le prisme de la morale que le projet nous est présenté et évidemment non comme un projet d'anéantissement culturel, de chasse au « shibboleth ».

Le monde est leur terrain de jeu. Seulement Sutherland et ses camarades ont été trop 'malins' et trop manichéens pour être vraiment intelligents, ils pensent jouer au Monopoly alors qu'ils jouent un jeu d'échec dont ils maîtrisent en définitive mal les règles car ils veulent gagner trop vite, sans se préoccuper des stratégies souterraines et des schémas mentaux des autres joueurs. Ils ont oublié que le monde est infiniment complexe et que si on éradique le passé d'un revers de main, il revient vous gifler des deux mains de l'adversaire. Toutes les civilisations ne sont peut-être pas prêtes à jouer la cérémonie des adieux à un moment où l'opposition droite-gauche laisse la place à une confrontation entre les tenants du progressisme libéral mondialisé et ceux, que l'on taxera de conservateurs ou de populistes, pour qui l'hors-sol et la désincarnation culturelle ne peuvent constituer un avenir enviable. Désincarnation culturelle, cela reste abstrait ? Allez... un ou deux exemples parmi tant d'autres. Un collègue tunisien me disait récemment qu'il se sent maintenant en Tunisie comme n'importe où sur la planète, camps de vacances, parcs aquatique, parcs d'attraction « happy land ». 7ème arrondissement, Champ de Mars, autrefois haut lieu d'une bourgeoisie traditionnelle ringardisée. Il s'agit aujourd'hui de contourner le plus rapidement possible la marée humaine qui déborde autour de la tour Eiffel, désormais ceinte d'un double mur de verres pare-balles dont le but anti-terroriste affiché ressemble davantage à une privatisation de la tour. On pourra croiser des femmes en hijab/burka, sac de marque, portable or et rubis à la main, puis des « jeunes » en survêt et fausse besace Vuitton en bandoulière, earphone à l'oreille, jurant sur la Mecque à Yusuf que le type dont il parle est un kouffar, un rickshaw aux couleurs criardes, non homologué, passe, conduit par un moldave transportant quelques touristes chinois, 'son' à fond. La circulation piétonne est empêchée par une infinité de 'nappes' déployées par des subsahariens vendant des tours Eiffel fabriquées en Chine autour de 70 euros pièce. Arrivé avenue Rapp, on peut constater la fermeture récente de nombreux commerces de proximité et l'ouverture de sandwicheries ou magasins de souvenirs, tenus par des Albanais, Pakistanais, Tamoul, aux enseignes en plastique de couleur fuchsia ou vert pomme déployant sur le trottoir une avalanche de tee-shirt Fly Emirates et autres objets dont on n'a pas le droit d'évoquer la laideur (nommer le beau ou le laid, c'est ringard). Les chauffeurs de taxi avec qui l'on peut converser en circulant dans les alentours citent tous des rumeurs appuyées de possible prises illégales d'intérêt à la mairie de Paris. L'enquête serait ardue.

C'est donc cela le 'grand tout', l'humanité réconciliée, la diversité heureuse promise ? Au nom de la diversité et de la morale, c'est bien plutôt l'uniformité mondialisée, le plus pauvre dénominateur commun culturel au service de l'économie mondialisée que l'on nous a imposé. Ce que représente Peter Sutherland constitue une partie importante de l'impensé des réflexions politiques contemporaines qui très souvent ne souhaitent pas s'écarter du cercle de la raison européenne et en même temps croient encore à un projet national indépendant, multipliant ainsi les biais et impasses cognitifs. A droite, la bourgeoisie somnambule a rallié Emmanuel Macron tout en déplorant le wokisme d'un nouveau ministre de l'Éducation et l'islamisation. A gauche on prône une révolution populaire abstraite, inefficace par un rapport ambigu à la globalisation et à la promotion d'un Autre idéalisé.

Récemment, une énième conversation avec un énième énarque (conservateur celui-là) pour qui toute remise en question du néolibéralisme, sujet 'gauchiste', mène à l'impasse : après avoir voté Républicain, son ralliement à En Marche se fait dans l'espoir toujours renouvelé d'une prise en compte de l'immigration et de la dette. Un retour en Ouigo Montpellier-Paris, mon voisin écoute Thinkerview, une des chaînes YouTube écoutées par les 'contestataires', une conversation à bâton rompu commence et dure tout le trajet. Il a saisi beaucoup d'enjeux français, européens et géopolitiques grâce à une insatiable curiosité. Il a 30 ans, il est fonctionnaire de catégorie C à la préfecture de police et détient un CAP bâtiment. Populisme ? « L'imbécile est d'abord un être d'habitude et de parti pris » disait Bernanos 7.

NOTES :

1. Depuis 1954, le groupe Bilderberg est un rassemblement annuel qui regroupe une centaine de personnalités majeures et de décideurs européens et américains œuvrant dans les affaires mais également la politique, les affaires étrangères et les médias. Le club est fermé, les échanges gardés secret mais en parler fait de vous un complotiste. La Commission trilatérale a été créée en 1973 par le Bilderberg et le Council on Foreign Relations (CFR) afin d'« orchestrer » la mondialisation économique. En parler fait de vous un suppôt de l'extrême droite car le sujet du « mondialisme » au sens de son idéologie n'a été malheureusement analysée que par les milieux de l'extrême droite antisémite et antimaçonnique.
2. Discours à Polytechnique. Palaiseau. Décembre 2008.
3. Rapport du 21 mars 2000. ONU.
4. Mot d'origine hébraïque qui signifie un mot ou une expression dont la caractéristique culturelle est reconnaissable immédiatement
5. Le Pape François et les réfugiés musulmans : derrière la provocation, une posture prophétique. Jean-François Colosimo. FigaroVox. 16 avril 2016.
6. Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible ? érudit.org (Michel Foucault)
7. Les grands cimetières sous la lune. George Bernanos. 1938.



l'Europe centrale et l'Europe occidentale :

une Europe, deux destins

Réflexions à partir de l'ouvrage
«Un Occident kidnappé. Ou la
tragédie d'Europe centrale»
de Milan Kundera.

Par Damian Lovera.



Ce court texte fut écrit par Milan Kundera, auteur tchèque naturalisé français après son exil en France, suite à la destitution de sa nationalité pour cause de conflit avec le Parti communiste tchécoslovaque. Bien que vivant en France dès 1975, ses liens avec son pays et sa région d'origine - l'Europe centrale - ne tarirent guère. Son décès il y a quelques mois nous invite à nous (re)plonger dans son œuvre intellectuelle, et c'est à ce lien sacré avec l'Europe centrale, qu'il maintenait malgré l'exil, que j'ai consacré ma curiosité.

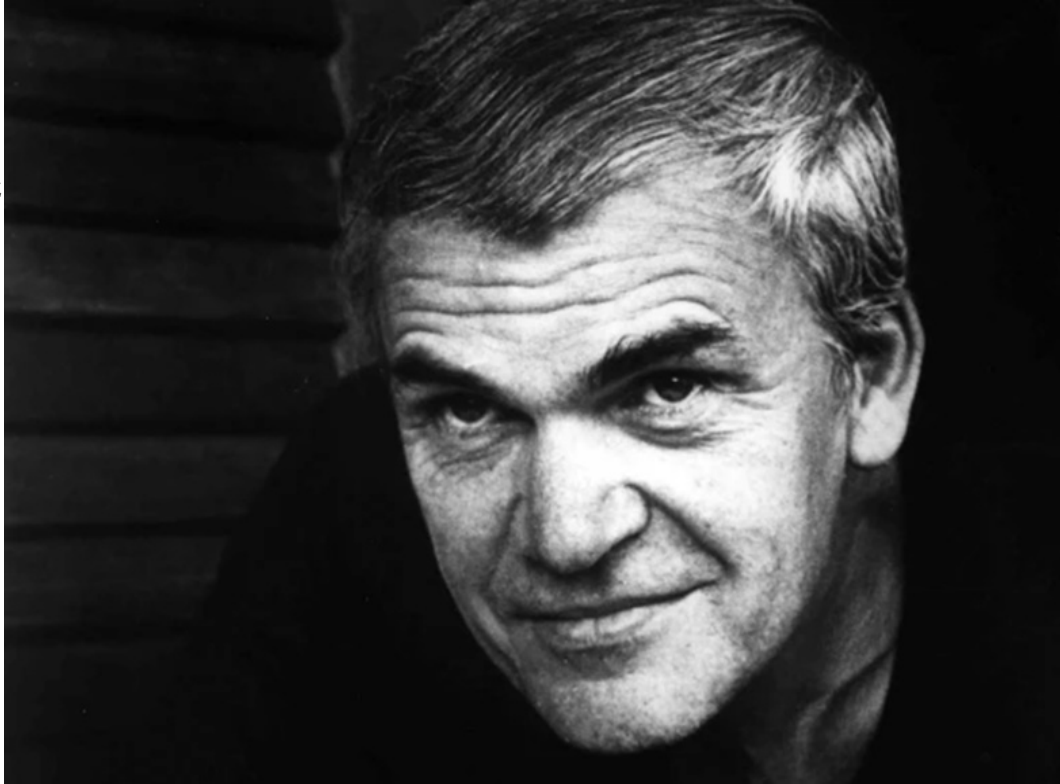
L'un des principaux textes portant sur l'Europe centrale est «Un Occident kidnappé. Ou la tragédie de l'Europe centrale. Il est important de situer cet ouvrage dans son contexte, pour mieux en comprendre la substance. Il parut en 1967 et fut initialement prononcé par Kundera au Congrès des écrivains tchécoslovaques en juin de la même année. Dans le contexte immédiat du texte s'articule la grandissante opposition au pouvoir communiste en Tchécoslovaquie ainsi que la montée en puissance du ressentiment anti-communiste qui mènera un peu plus de 6 mois après au Printemps de Prague. Sur une échelle de temps un peu plus large, ce texte s'inscrit dans la lutte générale de l'Europe centrale face au communisme imposé par l'URSS - donc avec les révoltes polonaise et hongroise de 1956, événement récent pour l'auteur mais qui, nous le verrons, sont le reflet d'une dynamique parfois pluriséculaire. Enfin, ce texte décrit la transformation civilisationnelle provoquée par la fin de la Seconde Guerre Mondiale avec le nouveau schisme européen - cette fois-ci, et malheureusement pour l'Europe centrale - la frontière fut déplacée de quelques centaines de kilomètres à l'Ouest. Ce désastre pour l'Europe centrale, qui fut ainsi de force intégrée dans un noyau civilisationnel autre que celui dont elle avait toujours fait partie, fut le premier acte de la tragédie réelle que fut son éloignement avec l'Occident tant par le rideau de fer que par la transformation profonde de la représentation que l'Europe de l'Ouest avait d'elle-même. C'est de cette exclusion de l'Europe que vécurent les pays d'Europe centrale dont parle Kundera. Il cherche ainsi à rappeler dans une Europe fragmentée, que l'Europe centrale est Europe, qu'elle est l'Occident et que les luttes que nous avons mentionnées ci-dessus sont des luttes au nom de son identité, au nom de son occidentalité.

C'EST DE CETTE EXCLUSION DE L'EUROPE QUE VÉCURENT LES PAYS D'EUROPE CENTRALE DONT PARLE KUNDERA

Ainsi, ce livre propose une des définitions les plus justes selon moi de ce qu'est l'Europe centrale, eu égard à son rapport avec l'Occident et l'Orient - expliquant pourquoi elle se nomme centrale et non autrement. Ainsi, l'ouvrage vise d'abord à caractériser la nature de l'Europe centrale et d'expliquer l'équation de cette alchimie étrange entre les deux autres blocs civilisationnels voisins. Une fois le cadre ainsi posé, Kundera revient sur les différents aspects qu'entretiennent les "petites nations" de l'Europe centrale avec l'Orient (donc la Russie) et l'Occident.

Il faudrait commencer par la difficile caractérisation de ce qu'est l'Europe centrale. Géographiquement d'abord, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sont des pays d'Europe

centrale. Bien que cette terminologie d'une Europe "centrale" reste assez floue sur ces contours précis - et semble, pour partie, davantage englober les territoires actuels de ces trois pays, plutôt que renvoyer à une géographie fixe. Ce qui doit plutôt être entendu par ce terme d'Europe centrale renvoie à la tragédie de ces quelques pays qui de tout temps furent occidentaux mais qui, après 1945, devinrent de force, orientaux. La traditionnelle ligne de partage de



l'Europe, du point de vue civilisationnel, se fait entre le monde latin et chrétien à l'Ouest et le monde cyrillique et orthodoxe à l'Est. Or, dès le départ, les trois pays d'Europe centrale furent dans la sphère occidentale. Cependant, Kundera réfute l'approche strictement géographique pour caractériser l'Europe centrale puisque les frontières de ces pays varient grandement en fonction des époques, et qu'il faudrait plutôt observer les "grandes situations communes" (p.61). Par ce terme Kundera renvoie à l'ensemble d'événements, de souvenir commun et de traits partagées par des populations au cours des siècles, ainsi si les frontières sont "imaginaires", à l'intérieur d'elles "subsistent la même mémoire, la même expérience, la même communauté de tradition" (ibid:). Par conséquent, nous ne devons pas trop prêter attention à la géographie dans une région si mouvementée et changeante mais plutôt aux caractéristiques communes au sein de ces nations qui les rapprochent ou les différencient des deux grands pôles européens : l'Occident catholique et l'Orient orthodoxe. Cette "même communauté de tradition" est aux yeux des pays centraux leur identité européenne avec les particularités propres à leur région, mais qui ne diminue en rien leur degré d'européanité.

L'ouvrage de Kundera débute par la mise en contexte du téléx du directeur de presse de l'agence de presse de Hongrie, dont les locaux ont été pilonnés à l'artillerie russe en 1956. Le message qu'il envoya à l'Europe et au monde était : "nous mourrons pour la Hongrie et pour l'Europe" (p. 39). Pour ces peuples, la question de leur appartenance à l'Europe n'a pas lieu : ils sont et furent de tout temps l'Europe. Ce souvenir collectif apparaissant au grand schisme de 1054 se poursuivit à maintes reprises. Au Moyen-Âge, alors que l'identification à l'Europe se faisait par le prisme de la religion, les pays d'Europe centrale étaient le rempart de la chrétienté face aux invasions mongoles et ottomanes. En effet, la Pologne, après le second siège de Vienne - à la défense de laquelle les hussards ailés se sont vaillamment illustrés - reçut le titre de "antimurale christianitas" soit de "rempart de la chrétienté". Outre cet aspect strictement religieux, mais qui néanmoins est essentiel, nous pouvons également faire men-

tion de la proximité intellectuelle entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale. Du point de vue universitaire, les pays d'Europe centrale suivent le modèle occidental avec des universités apparaissant bien plus tôt qu'à l'Est. L'Université Charles apparaît en 1348, l'Université Jagellon en 1364 et l'Université de Pecs en 1367, alors que la plus vieille université russe fut fondée en 1755. Un dernier aspect témoignant de cette européanité (qui est une occidentalité) des peuples d'Europe centrale se voit dans les grandes avancées sociales qu'ils ont apportées. Sans être présomptueux, on peut y voir la marque que ces peuples furent en quelque sorte une avant-garde des Lumières dans leurs pays. Leurs apports à la culture humaniste européenne ne furent pas négligeables. En effet, presque un siècle avant les textes d'un Bartolomé de las Casas ou d'un Grotius, une proto-école de droit internationale et de défense des non-croyants avait vu le jour à l'Université de Cracovie. Les écrits de Stanisław ze Skarbimierza et de Paweł Włodkowic y furent en effet rédigés. Ils dénoncèrent et réfutèrent la légitimité des croisés (ils faisaient surtout mention des teutoniques) pour conquérir la terre païenne puisque celles-ci appartenaient à ces peuples par droits naturels. Nous pouvons également citer les travaux de Copernic sur l'héliocentrisme et tant d'autres, mais nous nous éloignons quelque peu de la trame de ce texte et de l'ouvrage de Kundera. Ce qu'il faut retenir de l'Europe centrale, c'est que plutôt que d'être un territoire, c'est un destin unissant les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, les Juifs et d'autres peuples entre eux. Destin mêlant les aspirations de diversité, de culture et de liberté face aux pragmatismes de leur situation, de petites nations coincées entre la Russie et l'Allemagne.

Maintenant que nous avons explicité pourquoi Kundera affirme que "mourir pour sa patrie et l'Europe" est "une phrase qui ne pourrait être pensée ni à Moscou ni à Leningrad, mais précisément à Budapest et à Varsovie" (p.40), nous pouvons nous rapprocher de la temporalité de cette œuvre et du drame qu'a connu l'Europe centrale et avec elle l'Europe.

KUNDERA AFFIRME QUE "MOURIR POUR SA PATRIE ET L'EUROPE" EST "UNE PHRASE QUI NE POURRAIT ÊTRE PENSÉE NI À MOSCOU NI À LENINGRAD, MAIS PRÉCISÉMENT À BUDAPEST ET À VARSOVIE

La Russie ou bien, compte tenu de l'époque où écrit Kundera, l'URSS qui est le centre civilisationnel de l'Europe orientale, semble, et nous le voyons même de nos jours, étendre ses ramifications pour englober l'Europe centrale. Mais alors, même si nous avons vu que l'Europe centrale relève de par son identité de l'Occident, nous pourrions a priori supposer que de nombreuses caractéristiques la mêlent également à la Russie et à l'Orient européen. Si des liens existent, ils sont marginaux face aux différences entre ces deux pôles de la civilisation européenne. Kundera le formule très bien en expliquant que là où l'entrée de la Bulgarie ou de l'Ukraine dans le bloc soviétique était pour eux un choc politique de par le changement de régime, pour les pays d'Europe centrale cet événement était avant tout un choc civilisationnel puisqu'ils se voyaient (ou revoyaient pour le cas de la Pologne) intégrés au sein d'une autre civilisation, étrangère à la leur. Cette opposition est bien antérieure à 1945 et englobe une

grande partie de l'Histoire de la région. Il faut en fait apercevoir la diamétrale opposition qui existe entre la Russie et les “petites nations” d'Europe centrale. Ce dernier concept est essentiel pour analyser cette région. En effet, Kundera définit les petites nations comme une nation “dont l'existence peut-être à n'importe quel moment mise en question, qui peut disparaître, et qui le sait”. Un Français, un Russe, un Anglais n'ont pas l'habitude de se poser des questions sur la survie de leur nation. Leurs hymnes ne parlent que de grandeur et d'éternité. Or l'hymne polonais commence par le vers : “La Pologne n'a pas encore péri...” (“Jeszcze Polska nie zginęła...” (p. 63). Les petites nations sont coincées entre les géants allemand et russe, et bien que le premier leur posât maintes fois dans l'Histoire des défis pour leur pérennité, c'est bien le second empire - la Russie- qui réussit à imposer sa domination sur eux, et ce même alors qu'il en est, dans son identité, l'antithèse presque parfaite. L'Europe centrale dans l'Histoire était cette terre singulière en Europe entre une Europe occidentale soit s'entre-tuant entre catholiques et protestants et où plus tard des Etats-Nations relativement homogènes se formaient, et une Russie avalant gloutonnement dans son immensité des peuples et des territoires qui disparaissaient dans cette immensité, ce “désert lugubre où meurt le bruit” (Hugo, “Abîme - La Voie Lactée, v. 11).

Entre ces deux pôles, l'Europe centrale fait figure d'exception, face aux rivalités internes de l'Ouest, la tolérance religieuse de l'Acte de la Confédération de Varsovie régnait. Les Juifs, autre petite nation ayant trouvé pour des siècles une relative paix parmi ses consœurs, étaient protégés personnellement par l'Empereur dans l'Empire austro-hongrois. Mais c'est surtout face à la Russie que l'opposition est la plus importante car cette opposition est presque ontologique en un sens. La Russie est une immensité désertique où s'applique la règle implacable du “minimum de diversité sur l'espace maximal”, là où l'Europe centrale se voyait comme un modèle “archi-européen” miniaturisée d'un “maximum de diversité sur le minimum d'espace” (p. 47). L'Europe centrale aimait sa diversité, lire Roth ou Zweig nous le démontre, mais face à elle avançait une entité aux antipodes de ses valeurs - l'Empire russe et son caractère centralisateur et uniformisateur. En ce sens, le communisme n'est pas une négation de la Russie et de son identité - il s'oppose à certains de ses fondements, même importants, comme la religiosité de ce peuple - néanmoins dans ses applications il est l'incarnation brute, la plus cruelle et efficace de ses velléités unificatrices.

L'EUROPE CENTRALE AIMAIT SA DIVERSITÉ, LIRE ROTH OU ZWEIG NOUS LE DÉMONTRE, MAIS FACE À ELLE AVANÇAIT UNE ENTITÉ AUX ANTIPODES DE SES VALEURS - L'EMPIRE RUSSE

Quoi d'étonnant donc que les petites nations centre-européennes ressentent de tout leur poids ce bouleversement que fut 1945 car elles furent de force intégrées, pas uniquement à un système politique qui n'était nullement le leur? Le plus grave fut pour elles de se retrouver dans cette “autre Europe”, celle perçue par leurs ancêtres comme étant “barbare” comme le rappelle Czesław Miłosz (p. 50). Ces peuples furent jetés dans ce que Brandys nomme un destin ne fai-

sant pas partie de leur conscience, un héritage pesant sur eux tout en leur étant étranger. Voici le premier acte de l'Europe centrale, la perte de son indépendance mais également le joug d'une civilisation étrangère lui imposant une identité insupportable et qu'elle ne peut saisir. Elle est donc noyée dans cette immensité, et comble de son malheur elle est nommée par les Occidentaux qu'elle considère comme membres de sa civilisation, comme "Europe de l'Est". Ceci témoigne d'une part du succès de cette stratégie qui effrayait Havlicek qui avance que « les russes aiment à appeler slave tout ce qui est russe pour pouvoir plus tard nommer russe tout ce qui est slave » (cité depuis p. 54). Néanmoins, la Russie n'a, pour tout dire, qu'une responsabilité partagée dans le drame de l'Europe centrale car la responsabilité en incombe aussi à l'Europe occidentale qui précisément ne s'est pas rendu compte de cela comme étant également son "drame" à elle.

Le drame de l'Europe centrale est également celui de l'Europe au sens large, de l'Europe occidentale. En effet, cette dernière ne se rendit pas compte que c'est une partie d'elle qui se retrouva arrachée. Mais comment un événement majeur si important, Kundera parle même "d'un des plus grands événements du siècle pour toute la civilisation occidentale" (p. 66) ne fut-il pas perçu par la civilisation européenne ? Au point qu'elle n'en avait pas encore pris conscience trente ans plus tard ?

Les raisons sont multiples. Néanmoins, une raison majeure et une raison mineure sont avancées par Kundera. En commençant par la mineure, elle tient à l'échec fédérateur des puissances régionales, qui, de par ce fait, ne surent opposer une résistance suffisante aux périls qui les menaçaient. En effet, Kundera relate l'échec autrichien qui eut pu unir ce large ensemble hétéroclite sous un Etat fort. Unir les "nations égales" dont l'Europe centrale, selon le souhait de Palacky, eut été le paradis. Le but des "nations égales" était de cultiver leur diversité sous un Etat fort. L'Autriche-Hongrie eut pu, a fortiori en supposant un modèle fédéral plus fort où une troisième entité royale mais qui eut été slave, jouer ce rôle néanmoins elle succomba au "nationalisme arrogant de la grande Allemagne" (p. 53) délaissant ainsi son rôle centre-européen. Cette impossible unité mena au démantèlement de l'Empire du cadre duquel jaillirent des États bien plus faibles devant faire face au péril éternel de l'Europe centrale : l'arrogante Allemagne et l'insatiable Russie. Néanmoins, même si cela explique la chute de l'Europe centrale, cela n'explique pas, en revanche, pourquoi l'Europe occidentale a oublié cette région. Suite aux partages de la Pologne, des œuvres, des débats, des oppositions entre les défenseurs des despotes et ceux des droits des peuples eurent lieu, néanmoins pourquoi ce vide alors qu'en 1945 ce n'est pas la seule Pologne mais toute l'Europe qui se voit asservie ?

L'AUTRICHE-HONGRIE EUT PU JOUER CE RÔLE NÉANMOINS ELLE SUCCOMBA AU "NATIONALISME ARROGANT DE LA GRANDE ALLEMAGNE"

Kundera l'explique par un bouleversement profond de l'Europe occidentale qui "ne ressent plus son unité comme unité culturelle" (p. 66). Suite à l'affaiblissement de la religion en tant que force identitaire au sein de l'Europe, la nouvelle identité européenne passait par la culture

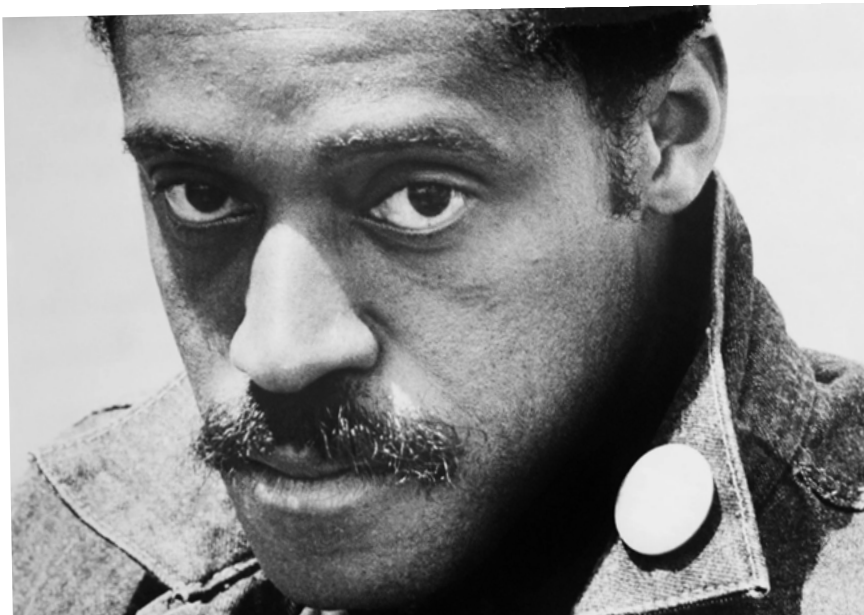
qui était “la réalisation des valeurs suprêmes par lesquelles l’humanité européenne se comprenait, se définissait, s’identifiait” (ibid). Pour appuyer son point, Kundera cite en rafale divers exemples mais le plus révélateur est ce moment où l’auteur et un ami souhaitèrent s’adresser à une personnalité de la culture de l’Europe occidentale qui représentait une valeur indiscutable aux yeux des Européens, et à l’image de la demi-plaisanterie de Kissinger sur le numéro à composer, Kundera se rendit compte que pour la culture aussi le numéro semblait manquant. L’Europe centrale en revanche, au temps où Kundera écrivait son article, se souvenait de son dernier temps “d’occidentalité”, de la période de 1918-1939. Or ce qui frappe au sujet de cette période, et celle la précédant de peu, est le quasi-avant gardisme de l’Europe centrale quant à la transformation civilisationnelle qui était en route. Musil, Kafka, Zweig, Roth, l’absurde chez de Gombrowicz et tant d’autres avaient commencé à décrire d’une manière ou d’une autre cette nouvelle phase de la civilisation occidentale. Il semble qu’ils avaient raison, car l’Europe occidentale se moquait de la culture comme socle civilisationnel, et c’est pour cela que la perte de l’important centre culturel de la civilisation européenne qu’est l’Europe centrale n’a pas été remarquée. Voici pourquoi l’Occident appelle “Est” l’Europe centrale. L’Occident ne perçoit même plus son unité par la culture et par les grandes valeurs des temps modernes. Ne se percevant plus ainsi, il n’est pas capable de percevoir ainsi l’Europe centrale, qu’il réduit à un régime politique, et donc à l’Est.

L'EUROPE OCCIDENTALE SE MOQUAIT DE LA CULTURE COMME SOCLE CIVILISATIONNEL

Le mur de Berlin n’est plus, cependant les traces du schisme qu’il créa ne semblent pas s’être entièrement effacées, car bien que l’Europe centrale intégra l’Union européenne, l’image collective en Europe occidentale de cette région demeure celle d’un lointain cousin qui, bien que faisant partie de la grande communauté européenne, n’en demeurent pas moins des étrangers à la plus sélective communauté “occidentale”. Cependant, une différence majeure que la chute du mur amena est la transformation, à son tour, de l’identité de l’Europe centrale. Il est certain que la vieille identité de la culture décrite par Kundera ne tient plus, néanmoins quant à savoir si l’Europe centrale a atteint le stade de l’Europe occidentale et de savoir qu’est précisément cette nouvelle identité européenne, question que Kundera laisse en suspens, sont des questions qu’ils conviendraient d’aborder dans un autre article. Néanmoins, l’ouvrage de Kundera demeure une excellente mise en abîme de ce qu’est l’Europe centrale, et, tout comme la résurrection des dignes héritiers des royaumes du milieu et de l’hibiscus les héritiers des royaumes de Saint Etienne, Saint Vecenslas et de Saint Stanislas de Szczepanów se dirigent vers une similaire résurrection, mais dont la reconnaissance à sa juste mesure par leur frère d’Europe Occidentale reste une question incertaine.

MELVIN VAN PEEBLE

ODYSSÉE D'UN ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE, MODÈLE DE LA FIERTÉ NOIRE



MA PREMIÈRE DÉCOUVERTE DE MELVIN VAN PEEBLES FUT PAR SA MUSIQUE. MAIS JE NE CONNAISSAIS PAS GRAND-CHOSE DE SA VIE AU DÉPART. IL S'EST RÉVÉLÉ ÊTRE UN PERSONNAGE FASCINANT ET SURPRENANT POUR MOI. NÉ À CHICAGO EN 1932 ET DÉCÉDÉ À NEW YORK EN 2021, MELVIN VAN PEEBLES EST UN HOMME QUI A VÉCU MILLES VIES. ÉCRIVAIN, PEINTRE, RÉALISATEUR, COMÉDIEN, COMPOSITEUR, IL A ÉTÉ ÉGALEMENT OFFICIER DE L'AIR FORCE PENDANT LA GUERRE DE CORÉE, CONDUCTEUR DE TRAMWAY À SAN FRANCISCO DANS SA JEUNESSE ET UN DES PREMIERS TRADERS NOIRS SUR LES MARCHÉS DE L'AMERICAN STOCK EXCHANGE DANS LES ANNÉES 80. JE PROPOSE À TRAVERS CETTE RÉTROSPECTIVE DE FAIRE CONNAISSANCE AVEC CETTE FIGURE PIONNIÈRE DU CINÉMA NOIR. HOLLYWOOD, PLANTATION MODERNE DE L'INDUSTRIE DU CINÉMA

Quand Melvin allait au cinéma, il ressortait découragé. « Les « gens de couleur » étaient toujours là (...) pour faire les « bamboulas » ! ». Hollywood avait un regard stéréotypé et négatif sur les Noirs. Les femmes étaient tentatrices, ambivalentes ou nourricières. Les hommes ne devaient ni être clairs de peau, ni courageux, ils devaient restés au service des blancs et pas politisés. Il décida alors de faire des films où les Noirs sortiraient la tête haute et ne seraient pas les perdants de l'histoire.

C'est en 1957 qu'il écrivit son premier livre, illustré, *The Big Heart*, inspiré par son travail de machiniste de tramways à San Francisco. Quelqu'un lui dit que son livre ressemblait à un film. Il commença donc à tourner avec une vieille Bell Howell qu'un photographe lui avait prêtée. À cette même époque, il réalisa ses premiers courts-métrages : *Sunlight*, *A King* et *Three Pickup Men for Herrick*. Après les avoir réalisés, il toqua à la porte d'Hollywood. Les portes restèrent fermées. On lui proposa d'être liftier, danseur de claquettes, mais Melvin lui, voulait écrire et réaliser. On lui rétorqua qu'être réalisateur serait trop compliqué pour lui. Déçu, il décida de se consacrer à son deuxième amour, les mathématiques et l'astronomie. En 1959, il prit le bateau à New York pour les Pays-Bas pour y faire sa thèse. Sa carrière dans le cinéma s'arrêta. Mais durant ses études, il reçut une invitation de la Cinémathèque française pour la projection de ses trois courts-métrages. Le hasard avait replacé Melvin sur le chemin du cinéma. Avant de partir pour la Hollande, Melvin consigna ses petites bobines de courts-métrages à Amos Vogel, un homme qui louait des films à New York. Melvin l'ignorait mais Amos Vogel fut un vrai dénicheur de talents. Il présenta ses courts-métrages à Mary Meerson et Henri Langlois, créateur de la Cinémathèque et reconnurent le génie de Melvin.

A FRENCH DREAM : RENAISSANCE DU CINÉASTE À PARIS

En 1960, Melvin arriva à Paris. C'est en me plongeant dans les archives de la Cinémathèque que je découvris sa vie parisienne. Sa route vers le cinéma serait encore longue. Il a d'abord été mendiant en chantant dans la rue. Puis, il apprit le français et travailla pour *France Observateur*, le *Figaro littéraire* et l'*ORTF*. Il s'est lié rapidement d'amitié avec un autre exilé américain, l'écrivain Chester Himes qui raconta dans ses histoires la condition noire aux États-Unis. Hara-Kiri voulait embaucher Chester mais il ne parlait pas un mot de français. Melvin était son traducteur et c'est ainsi qu'il rencontra François Canvanna et intégra la bande de Hara Kiri vers 1963-1964. Il adapta la *Reine des pommes*, un roman policier de Chester Himes, en BD avec Georges Wolinski. Melvin écrivit pour Hara-Kiri, *Le chinois du XIVe*, un recueil de contes où chaque client livre leur histoire dans le café parisien de *Mon Moulin*. Quand j'ai lu ce livre, j'ai tout de suite oublié que Melvin n'écrivait pas dans sa langue maternelle. La gouaille populaire de chaque personnage semblait si réaliste. C'est d'ailleurs dans les bistrots que Melvin apprit le français.

Toutes ces expériences lui ont redonné espoir. Il était motivé à reprendre sa carrière de cinéaste. Il savait qu'en France existait une loi qui distribuait une carte de réalisateur pour tous les auteurs qui écrivaient en français et mettaient leur travail sur l'écran. C'est par ce stra-

tagème qu'il put tourner de nouveau des films. Il réalisa 500 balles (1963), Un Ours pour le F.B.I. (1964), Un Américain en enfer (1965) et, plus tard, La Permission (1967), son premier long métrage dans l'esprit de la Nouvelle vague, sur la rencontre entre un soldat américain noir et une Française.

WATERMELON MAN, HOLLYWOOD SENS DESSUS DESSOUS

La Permission remporte le premier prix du festival de San Francisco en 1967. Hollywood, désavouée de voir un réalisateur afro-américain gagner le festival sous la délégation française et poussée par le mouvement des droits civiques, ouvrit ses portes aux réalisateurs noirs pour redorer son image. Gordon Parks, Ossie Davis et Melvin Van Peebles furent engagés. Tous les trois décidèrent de montrer la vraie image des États-Unis, Gordon Parks avec son film, The learning tree (1969) et Ossie Davis avec Cotton comes to Harlem (1970).



Quant à Melvin, on lui proposa de réaliser le film, Watermelon man, basé sur la pièce de théâtre de Herman Raucher de 1969, The Night the Sun Came Out on Happy Hollow Lane. Il n'était pas très emballé au départ. Mais en acceptant ce projet, il chamboula toute l'industrie du cinéma en critiquant de l'intérieur le racisme de Hollywood et de la société. Watermelon man raconte l'histoire de Jeff Gerber, un père de famille blanc qui se réveille un matin et découvre qu'il est devenu noir.

On suit l'apprentissage de Gerber sur la vie d'un noir : il perd sa famille, subit la discrimination raciale, devient l'objet de fétichisme sexuel de la part des femmes blanches.

Columbia n'avait pas l'intention de livrer les outils nécessaires pour faire de ce film un succès. Melvin mena alors une vraie bataille. Le studio voulait un acteur blanc pour le rôle principal. Mais Melvin refusa de perpétuer la tradition du black face, étant donné que le personnage était à 80% du temps, noir dans le film. Il imposa Godfrey Cambridge, connu pour ses stand-up à l'époque et Mantan Moreland en second rôle. Grâce à ce film, il engagea une maquilleuse noire et fit alors entrer des Noirs au syndicat des maquilleurs.

Ce qui m'a le plus marqué lors de mes recherches sur ce film, c'est l'ingéniosité de Melvin pour mettre en œuvre sa propre vision. Les studios voulaient que Jeff Gerber redevienne blanc à la fin de l'histoire. Melvin voulait qu'il adoptât sa nouvelle couleur de peau et s'engageât dans un groupe révolutionnaire noir. Ainsi, Melvin mentit à Hollywood en annonçant qu'il avait réalisé deux fins pour le film, alors qu'en réalité, il n'en avait filmé qu'une seule. Après le départ des acteurs et le décor démonté, les studios furent contraints d'accepter la seule version

filmée, ne souhaitant pas dépenser plus d'argent pour réunir le cast. Melvin réussit à éviter un récit qui présentait la négritude comme un cauchemar et signa un véritable succès commercial. En le visionnant, je fus réellement surprise de découvrir un film plein d'humour produit par la machine hollywoodienne tout en étant très critique du racisme des États-Unis des années 60.

Grâce à l'analyse de Racquel Gates de ce film, j'ai appris que Godfrey Cambridge avait vécu une expérience similaire à son personnage. « Je n'ai jamais ressenti de préjugés raciaux parce que j'étais le seul Noir. C'est terrible pour quelqu'un d'atteindre l'âge de 21 ans et de réaliser qu'il est noir, de passer tout ce temps à mener une vie protégée ». L'expérience commune de l'acteur et de son personnage fait allusion à la notion de double conscience théorisée par W.E.B Dubois. Les Afro-Américains doivent être conscients à la fois d'eux-mêmes et de la façon dont les Blancs les perçoivent.

Dès les premières secondes du film, j'ai trouvé étrange la couleur de peau « blanche » de Jeff Gerber. Rien ne paraît naturel : sa peau, ses mouvements, sa façon de parler, ses actions. Le jeu est surjoué, et même ses collègues blancs se sentent gênés devant les propos ouvertement racistes de Jeff Gerber. Racquel Gates souligne justement que Gerber effectue tout un rituel matinal quotidien pour qu'il atteigne la blancheur parfaite. La masculinité blanche est ainsi une construction entretenue par les hommes blancs. Mais en faisant jouer un homme blanc par un acteur noir, Melvin Van Peebles bouleversa la représentation normative de la blancheur à Hollywood, célébrant habituellement une culture américaine autour d'un nationalisme blanc.

Le film questionne plus largement ce à quoi ressemble la « normalité ». Lorsque Jeff Gerber découvre qu'il est devenu noir, il est pris d'effroi. De mon côté, j'ai eu la réaction inverse. Quand Jeff Gerber devient noir, il semble enfin normal. Il agit et parle naturellement. Richard Dyer, historien du cinéma, montre que le film « démasque la structure de pouvoir par laquelle la blancheur se fait passer pour une norme sans race ». Le film dévoile « comment la blancheur devient synonyme d'« américanité » ». On constate très rapidement que Gerber enfle un masque pour se réaliser en tant qu'homme blanc américain. Ce masquage est un élément fondamental de l'identité américaine : premier moyen pour les ex-colons de se différencier des Britanniques.

La réussite de Watermelon Man tient à son genre comique. Melvin s'amusa à souligner de nombreuses absurdités dans sa société. La femme de Gerber est certes libérale et déplore les inégalités raciales, elle ne peut vivre avec son nouveau mari noir. Melvin montra ainsi que les États-Unis fonctionnaient sur les mêmes bases que le système d'apartheid sud-africain. La musique du film qui n'était qu'un détail sans importance pour Hollywood tient un rôle essentiel. Composée par Melvin, elle soutient le message politique du film.

Moreland qui interprète le rôle du barman, l'incarne à la manière d'un bouffon. C'est une parodie des personnages qu'il a joués dans sa carrière. Melvin se servit ainsi de la réputation de Moreland pour critiquer la vision raciste de Hollywood.

D'autre part, Melvin réussit par ce film à attaquer le privilège blanc. Un homme blanc ne se rend pas compte de son implication dans l'oppression raciale comme c'est le cas de la fa-

mille de Gerber qui visionne à la TV des émeutes raciales. Avec Watermelon Man, Melvin fut un précurseur en montrant les structures raciales de l'industrie du cinéma. Bien plus tard en 1984, le petit film *White Like Me*, diffusé sur SNL (Saturday Night Live) réemprunte la technique du white face pour mettre en lumière les privilèges des Blancs. Eddie Murphy tout comme Jeff Gerber sont aussi drôles que ridicules lorsqu'ils déambulent dans la rue, maquillés en homme blanc.

SWEETBACK, UN FILM VICTORIEUX POUR LA CONQUÊTE D'INDÉPENDANCE

Déjà réticent lorsque Hollywood lui proposa de l'embaucher, Melvin Van Peebles ne voulait définitivement pas devenir le « bon nègre » de leur système. Après le succès de *Watermelon Man*, Melvin décida de réaliser tout seul son prochain film, *Sweet Sweetback's Badasssss Song* (SSBS). SSBS raconte l'histoire de Sweetback, un homme noir qui se retourne contre son oppresseur blanc. Sweetback, incarné par Melvin lui-même, est un gigolo au départ soumis. Le film suit son apprentissage politique : il se révolte le jour où il voit des policiers tabasser un jeune activiste, Moo-Moo, personnage inspiré par l'ami de Melvin, Huey Newton, le cofondateur du Black Panther Party for Self Defense. Melvin fit écho avec ce film aux émeutes de Watts à Los Angeles d'août 1965, déclenchées par des bavures policières.



À mon premier visionnage, j'ai vu le travail d'un réalisateur complètement libre. Son film est totalement différent de *Watermelon Man*. Il est expérimental et novateur. Melvin n'hésita pas à s'affranchir des codes cinématographiques en vigueur par sa musique, son montage et ses effets spéciaux. Pour obtenir cette liberté, Melvin l'a dit lui-même « il faut entrer dans la guérilla ». Son film devait être aussi bien qu'un produit hollywoodien et « financièrement indépendant sans quoi il [aurait été] le sujet d'inévitables et scandaleuses pressions économiques et racistes ». J'ai été impressionnée. Melvin mena cette bataille financière au culot. Il a eu l'idée de passer un contrat avec le labo d'exploitation des images dans lequel ce dernier serait payé qu'à la fin du tournage. Le labo devenait ainsi partenaire avec des droits acquis à hauteur d'une mise financière de près de 100 000 dollars. Melvin risqua tout en mettant son argent gagné avec *Watermelon Man* : 70 032 dollars. Malgré le racisme de son banquier, il réussit à ouvrir un compte en virant son argent depuis les Bahamas. Il emprunte également

de l'argent à des bandits, les seuls qui acceptent de lui prêter.

L'obstacle du pré-financement réglé, Melvin devait se débarrasser des syndicats. SSBS est un film porno car c'est le seul genre où les syndicats étaient inexistants. Pour duper l'ennemi, le premier jour de tournage fut la scène de sexe où tous les acteurs étaient nus. Dans le film, on voit des policiers regarder l'activité de la maison close. Je me suis dit après que cette scène avait un double sens. Les policiers pouvaient représenter également les syndicats qui étaient venus sur le tournage pour surveiller que Melvin réalisait bien un film porno. Melvin échappa encore une fois aux syndicats car ils ne le suivaient pas lorsqu'il tournait dans le quartier de Watts. Ainsi, Melvin filma pour la première fois les ghettos. Sa caméra discrète et moins prise au sérieux par Hollywood captura de réelles scènes, donnant à son film un aspect documentaire.

Après les 19 jours de tournage, la Motion Pictures Pilots Association (MPPA) évalua son film pour voir s'il pouvait être diffusé. Melvin poursuivit en justice l'organisme et Jack Valenti, président de la MPPA, en déclarant que celui-ci n'avait aucun droit d'imposer des standards blancs à la communauté noire et de lui dire ce qu'elle doit voir ou pas. SSBS fut tout de même classé X. Mais Melvin retourna ce stigmate en élément marketing. Les affiches publicitaires avaient pour slogan : « Le film que le pouvoir en place ne veut pas que vous voyez ». Cinema-tion Industries en faillite distribua le film. Il sortit le 31 mars 1971 dans deux salles de cinéma à Detroit et Atlanta, là où la population noire était majoritaire. SSBS fit un carton et fut diffusé dans 140 salles aux États-Unis. Le film divisa la communauté mais ce fut le plus gros succès du cinéma indépendant avec 14 millions de recettes.

Sans savoir tout le processus de construction du film, on ressent facilement que ce film est créé pour déranger. Déranger par son message. Déranger par son esthétique. Melvin critiqua ouvertement la corruption et l'arbitraire de la police. Le genre pornographique est parfois choquant mais sert toujours la narration. Sweetback est un corps érotisé et soumis à l'envie des femmes qui va se transformer en corps politique entrant en mode survie. Comme le montra bien Nicolas Brenez, le film se présente comme une guérilla plastique. Les effets visuels sont imprévisibles et ne peuvent donc pas être disciplinés. L'introduction d'images de Blancs créent également un monde sous la menace permanente de la police.

LA BANDE ORIGINALE DE SWEETBACK : **JAZZ, LIBERTÉ ET RÉSISTANCE**

Je connaissais d'abord ce film par sa bande originale funky et jazzy. Toujours composée par Melvin, la musique joue un rôle important dans ses films et particulièrement dans celui-ci. Sans argent pour financer la publicité, Melvin a trouvé l'idée ingénue de vendre l'album du film avant sa sortie. La bande originale était déjà dans les oreilles de la communauté. J'ai retrouvé dans ce film encore une fois la capacité de Melvin à agencer ses compositions pour créer des distorsions sonores. Le film dérange également par sa sonorité. Une ambiance de danger permanent est créée. En regardant ce film, j'ai ainsi redécouvert sa musique. Je trou-

vais déjà que Melvin était un super compositeur mais je fus encore plus impressionnée quand j'appris qu'il n'avait suivi aucune formation musicale. Il composa la musique à l'aide de nombres. Pour lui, le 8 correspondait au do central.

Ce film est cultissime aussi parce que son album fut le premier du groupe Earth, Wind and Fire. C'est la secrétaire de Melvin qui permet leur rencontre. Toute la bande était loin à l'époque du succès qu'on connaît aujourd'hui. Ils habitaient dans un petit appartement sur Hollywood boulevard et n'arrivaient pas à payer le loyer. Par soucis d'économie, la musique fut rajoutée au film tourné sans son. Elle a le même rôle que dans un opéra, elle fait office de dialogues. Des spoken words militants ponctuent la bande sonore et soutiennent la course de Sweetback vers la liberté.

Melvin raconta avec son film une autre version de l'histoire des États-Unis qui parle à sa communauté. La course de Sweetback qui fuit les policiers renvoie à l'esclavage. La traversée du désert n'est plus pour la conquête de l'ouest, Sweetback reconquiert le droit de son sol, l'espace dont les noirs n'avaient plus le contrôle. Sa bande originale très jazzy puise dans les racines de la culture afro-américaine. Le jazz est inventé dans le Sud des États-Unis par les esclaves comme un moyen de résistance face aux colons. Les esclaves qui avaient appris à lire pouvaient être emprisonnés. La musique fut donc leur seul moyen de communication.

J'ai eu la chance de lire un très bel article de Gilles Mouéllic sur le rapport que le film entretient avec la musique. Il compare justement le film au free jazz, incarné par la figure de Ornette Coleman. Le lien entre Coleman et Van Peebles n'est pas que superficiel. Ils se rencontrèrent à l'occasion d'un entretien, publié en 1965 dans Jazz Magazine. Écoutant moi-même beaucoup de musique, je suis presque la seule dans mon entourage à apprécier le free jazz, qui est un genre considéré souvent comme difficile à écouter. Mais il est vrai qu'avec ce style musical, on ressent chez les musiciens une totale liberté. Coleman, qui en est le fondateur, voulait que le jazz se libère des courants que les Blancs ont édifié par la musique européenne classique. Tout devient inopérant : l'importance de la mélodie et du thème, le parcours harmonique, la pulsation régulière, la hiérarchie du jeu collectif... Le free jazz s'incarne dans une improvisation collective. Coleman refusa la mise en scène du solo du musicien qui revient ensuite dans les rangs. Melvin appliqua au cinéma le dérangement colemanien, une façon supplémentaire de résister aux règles cinématographiques fixées par les Blancs. C'est pour cela que SBBS est un film difficile à regarder. Il déroute le regard et les oreilles du spectateur. Le film de Melvin et le free jazz répondent à un même objectif : faire un art identifiable pour la communauté noire qui refuse l'image idéalisée des États-Unis.

SWEETBACK, FILM-MANIFESTE D'UN **ÉVEIL POLITIQUE**

Quand j'ai regardé SBBS, j'ai très vite compris que le propos pornographique était que superficiel, le film existe pour délivrer un message politique. Le but de Melvin était clair dès le départ : « virer du cul de tous les noirs le pied de l'Oppresseur. [...] [Beaucoup de nos Frères, les



Scène du film Sweet Sweetback's Baadasssss song, Sweetback court pour fuir les policiers

plus « bourges »] n'ont pas l'air de comprendre qu'aussi longtemps que les autres Frères seront maintenus en esclavage, eux-mêmes ne seront jamais libres ». Ce film représentait un projet pédagogique et révolutionnaire. Il devait « reconquérir [les] âmes » de la communauté noire. « L'homme blanc a colonisé notre esprit. Nous avons été violés, déroutés, et sucés par cette colonisation et ce génocide, brutal et calculé ». Avec la figure de Sweetback, Melvin voulait « inverser ce processus de colonisation ». Afin de gagner la bataille par les esprits, Huey Newton et Bobby Seale, cofondateurs des Black Panthers Party for Self Defense, imposèrent à tous leurs membres

d'aller voir ce film. Sweetback est un modèle du Black Power. Il incarne une sorte de phénoménologie d'une conscience politique avec le passage d'un « je » dominé par l'homme blanc à un « nous » révolutionnaire.

À la sortie de SBBS, Huey Newton a écrit un célèbre article qui reste la meilleure analyse du film. En le lisant, je me suis réellement rendu compte de l'énergie de l'époque et de la portée politique de ce film. Tout d'abord, il expliqua que la première scène charnelle très choquante, où est mis en scène Sweetback enfant avec une prostituée, n'est en réalité pas une scène de sexe. La scène accompagnée par un chant gospel représente le baptême de Sweetback qui devient un homme, le libérateur. Huey Newton explique que si le film a été classé X, c'est que le regard de l'opresseur est pervers. Celui-ci ne peut accepter la réalité de la victime et porte donc un regard différent sur les choses. Par exemple, les chaînes sont un objet de soumission pour les policiers alors que Sweetback les voit comme un moyen de libération.

Huey Newton démontre que SBBS est un réel manuel de révolte, c'est-à-dire comment amener la révolution d'un point A à un point B en découvrant ce que les gens sont prêts à faire selon leur niveau de conscience. Le film porte aussi comme message principal l'importance de l'unité de la communauté pour sortir des mains des Blancs. L'unité doit se faire avec les générations futures, c'est pourquoi Sweetback sauve Moo-Moo à plusieurs reprises. Pour survivre, Huey Newton met en avant un matérialisme dialectique. La victime doit utiliser quelque chose de négatif et le retourner pour soi en quelque chose de positif. La police poursuit en voiture Sweetback mais il utilise ses pieds pour fuir. Ce sont des techniques de survie auxquelles la communauté s'identifie. Les Noirs se retournent finalement contre les policiers. Cette synthèse nous conduit à une nouvelle contradiction. Le générique de la fin du film inscrit l'interjection « Watch Out ». Tous les Sweetbacks doivent faire attention au dernier Oppresseur vivant et l'Oppresseur doit faire attention aux Sweetbacks qui « reviendront reprendre leurs droits ». Presque muet tout le long du film, Melvin ne mit pas en scène Sweetback mais la communauté noire.

« JE SUIS LE PÈRE ILLÉGITIME DE LA BLAXPLOITATION »

Sweet Sweetback's Badasssss Song est considéré comme un des premiers films qui a initié le mouvement de la blaxploitation. Melvin a reconnu dans une interview pour Arte Tracks être le père illégitime de ce mouvement. Il est l'un des premiers avec Sweetback, à mettre en image le mouvement du Black Power. Ce film est crédité d'ailleurs au début: « To all the Black brothers and sisters who have had enough of the Man ». Et tous les noirs savent aux États-Unis que Sweetback est un surnom donné à un camarade noir et que Badass signifie celui qui est courageux, déterminé et qui se fout de ce que les autres pensent. Avec l'immense succès commercial de SBBS, Hollywood comprit le potentiel d'étendre son marché au public noir. La blaxploitation est née. Ce genre cinématographique débuta dans les années 70 et représenta les films marketés pour le public noir, mettant en scène des acteurs noirs dans des rôles principaux. Le mouvement des Race Movies des années 1910 aux années 50 avait eu en premier cet objectif. L'idée était de fonder une industrie indépendante, mais seulement Oscar Micheaux, écrivait, réalisait et produisait ses propres films. Ainsi, Sweetback établit un précédent pour l'époque en employant des personnes noires, inévitablement inexpérimentées, pour un tiers de l'équipe technique du film. L'industrie du cinéma intégra depuis plus de personnes racisées. Néanmoins, « ce que Hollywood a fait, c'est supprimer le message politique et rajouter la caricature » résuma Melvin dans le film Badasssss. La communauté noire était certes mise en lumière à l'écran, elle fut toujours exploitée. La blaxploitation est un modèle imaginé par les Blancs, produits par des Blancs et créée par des Blancs pour un public noir.

La particularité des films de la blaxploitation étaient leur bande originale groovy-funky créée par des stars noires. J'ai été bercée par cette musique quand j'étais petite. Et je pense que mon coup de cœur pour l'artiste qu'était Melvin Van Peebles vient de là. Shaft, un des films fondateurs de la blaxploitation, est devenu culte grâce à sa musique composée par Isaac Hayes. Si vous aimez le film Jackie Brown, Tarantino a rendu hommage au mouvement de la blaxploitation en mettant en scène une femme noire forte sur une musique des seventies.

MELVIN, LE GÉNIE D'UN MILITANT MUSICAL

Melvin est connu pour son travail en tant que cinéaste mais injustement honoré en tant que compositeur. Il est pourtant encore un génie dans ce domaine. Il a sorti un album en 1968 intitulé Brer Soul. Melvin y scanda des textes sur fond de jazz-funk, ce qui fait de lui selon les journalistes de Billboard notamment, un précurseur du rap. Quand il fut de retour aux États-Unis en



1967, il était frappé par le fait de ne pas entendre de textes dans la musique qui parlaient d'actualité et des émeutes. Il a voulu changer cela : « je vais inventer une façon de caler les paroles, pas uniquement sur la mélodie, mais aussi sur le tempo, sur le beat » .

Son style inspira les Last Poets ou encore un de mes artistes préférés Gil Scott-Heron avec notamment son morceau, The Revolution will not be televised. Melvin s'ancra dans un mouvement musical qui accompagna la fierté noire. Contrairement à mes amis, c'était ce genre de musique que j'écoutais petite. Avoir découvert l'œuvre de Melvin m'a permis de donner encore plus de sens à ce que j'écoutais. C'est le cas avec le groupe des Staples Singers qui participèrent avec Melvin Van Peebles en 1972 au festival Wattstax, rendant hommage aux émeutes

de Watts 7 ans plus tôt.



DON'T
PLAY
US
CHEAP,
LA

FÊTE INTERMINABLE SUR LES PLANCHES DE BROADWAY

Après SSBS, les portes du cinéma se refermèrent pour Melvin. Il ouvrit celles de Broadway pour produire des comédies musicales : Aint' Supposed to Die a Natural Death (Tunes of Blackness) – une scansion politico-musicale du quotidien des ghettos noirs (1971) et Don't Play Us Cheap (1972), adapté de son roman, La Fête à Harlem (1967). Don't play us cheap se passe dans un appartement à Harlem dans lequel deux diables à forme humaine tentent de saccager une fête. L'histoire lui a été inspirée par une femme noire d'un certain âge qu'il rencontra par hasard quand il était assis sur son perron dans le sud de Manhattan. Après s'être lié d'amitié avec elle, elle l'a invité à une fête qu'elle organisait pour sa nièce à Harlem. Melvin trouva la fête exquise et a été profondément touché par sa gentillesse et sa générosité. C'est avec la musique de Don't play us cheap que j'ai découvert pour la première fois Melvin Van Peebles. Inutile de dire que la musique est incroyable et que c'est de loin mon album préféré. Melvin composa une musique gospel mélangé à du Broadway, du jazz et de la soul. Ce sont ces emprunts aux différentes cultures musicales de la communauté afro-américaine, ainsi

que les voix puissantes et émouvantes des chanteurs qui rendent l'album unique. Par exemple, inspiré d'une chanson de travail, « The Eight Day Week » fait le lien entre la vie laborieuse de ces personnages à Harlem et le travail d'un gang à la chaîne.

Cette comédie musicale se distingua des autres spectacles à l'affiche de l'époque. Melvin dressa le portrait des Noirs de la classe ouvrière avec légèreté, sans le sérieux sobre de certains de ses contemporains. Les musiques parlent notamment de la vie difficile, mais pleine d'espoir de la communauté noire. Une tante donne des conseils sur l'amour et la jalousie à sa nièce. Melvin célébra le pouvoir, la persévérance et la passion de la joie noire.

Cette comédie musicale fut adaptée en film en 1973, et fut la première réalisée par un Noir de l'ère cinématographique moderne. Je l'ai regardée et fut surprise de redécouvrir sa musique. Melvin juxtaposa les morceaux pour créer une nouvelle expérience sonore. Avec cette comédie musicale, Melvin mit à l'honneur encore une fois la culture de sa communauté. Des portraits de Martin Luther King, Malcom X, John Kennedy, Aretha Franklin et Adam Clayton Powell sont sur les murs de l'appartement. Malgré leur pauvreté, les invités et Miss Maybell (Esther Rolle) restent généreux. Ils s'amusent, discutent, boivent, rient, dansent, chantent, mangent le bon repas préparé par la tante. Le décor très réaliste est fait de bric et broc. Le linge sèche dans le salon, une table de repassage fait office de rallonge pour le dîner. Le spectateur croit réellement s'incruster dans une fête à Harlem. Je rêve moi aussi de pouvoir m'incruster dans cette fête un jour, si cette comédie musicale est remise en scène au théâtre.

Génie méconnu, j'ai voulu mettre en lumière Melvin Van Peebles comme une personne talentueuse et engagée pour sa communauté. Après sa carrière artistique, il continua à aider les « siens ». Il publia en 1986 le livre, *Bold Money, How to get rich in the Options Market*, pour rendre accessible le monde boursier aux afro-américains des quartiers pauvres. Melvin est pour moi une figure très inspirante. J'admire sa liberté qui a dû être gagnée au fil de ses batailles. Lui et comme beaucoup de membres de sa communauté avaient la capacité d'inventer et de se réinventer en permanence afin de s'en sortir. « Quand les gens ont décidé que je devenais un peu trop dangereux comme metteur en scène, si l'unique flèche que j'avais eu à mon arc avait été le ciné, je n'aurais plus pu travailler. Heureusement je suis aussi musicien, écrivain et j'étais donc intouchable » . En dépassant les obstacles qu'on lui mettait sur son chemin, il a été le précurseur en beaucoup de domaines. Mobil, il retrouva en France son indépendance perdue aux États-Unis. En apprenant plus sur les péripéties de Melvin, je me suis rassurée et convaincue sur le parcours que j'aimerais prendre pour mon futur. Melvin nous apprend à s'aventurer dans différents espaces, ne pas avoir peur de voyager et surtout être curieux. Melvin Van Peebles nous montre finalement comment gagner sa liberté.

